

la situation  
mondiale  
de l'alimentation  
et de  
l'agriculture

1978

## CHAPITRES SPÉCIAUX

---

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

- 1957** Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.  
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958** Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.  
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959** Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.  
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
- 1960** Les programmes de développement agricole.
- 1961** La réforme agraire et l'évolution des institutions.  
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
- 1962** Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.  
La production animale dans les pays insuffisamment développés.
- 1963** Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole.  
L'utilisation des engrains: à la pointe du développement agricole.
- 1964** Nutrition protéique: besoins et perspectives.  
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.
- 1966** Agriculture et industrialisation.  
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.
- 1967** Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.  
Aménagement des ressources halieutiques.
- 1968** Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.  
L'amélioration de l'emmagasinage et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.
- 1969** Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.  
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.
- 1970** L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.
- 1971** La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.
- 1972** Education et formation en matière de développement.  
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.
- 1973** L'emploi agricole dans les pays en développement.
- 1974** Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.
- 1975** La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: Examen et évaluation à mi-terme.
- 1976** Energie et agriculture.
- 1977** Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.

## **LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1978**

# la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1978

---

SITUATION MONDIALE  
PROBLÈMES ET STRATÉGIES DES RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT

---

*Cette publication est basée sur les données dont disposait la FAO jusqu'en décembre 1978.*

---

*Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*

*Les termes « économies développées » et « économies en développement » qui figurent dans certains tableaux sont utilisés pour plus de commodité dans la présentation des statistiques et n'impliquent pas nécessairement un jugement quant au stade de développement auquel sont parvenus un pays ou une zone donnés.*

P-00  
ISBN 92-5-200737-7

© FAO 1979

---

*Imprimé en Italie*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	v	RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT	1-75
NOTE EXPLICATIVE	viii	Ressources en sols	1-75
		Forêts tropicales	1-76
<b>1. SITUATION MONDIALE</b>	<b>1- 1</b>	<b>2. PROBLEMES ET STRATEGIES DES REGIONS EN DEVELOPPEMENT</b>	<b>2- 1</b>
INTRODUCTION	1- 1	INTRODUCTION	2- 1
PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE	1- 3	PLAN ALIMENTAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE	2- 3
Production en 1978	1- 3	Production alimentaire	2- 5
Tendances à long terme	1-11	Nutrition	2- 6
Principaux produits	1-14	Autosuffisance alimentaire des sous-régions	2- 7
DISPONIBILITES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	1-17	Le commerce Intra-Africain des produits alimentaires	2-13
PRIX ALIMENTAIRES A LA CONSOMMATION	1-20	Principaux programmes d'investissement	2-15
STOCKS CEREALIERS ET SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE	1-23	Programmes visant les biens de production	2-17
Prévention des pertes alimentaires	1-25	Options en matière de politique nationale et coopération régionale	2-18
AIDE ALIMENTAIRE	1-26	LA PRODUCTION RIZIERE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST	2-20
BIENS DE PRODUCTION	1-27	Programmes de production rizière	2-21
Engrais	1-27	Importations de céréales vivrières	2-23
Pesticides	1-30	Perspectives de l'offre et de la demande	2-23
Semences améliorées	1-31	Besoins financiers	2-24
PECHES	1-32	Obstacles à la production	2-24
Production et commerce	1-32	Future stratégie	2-29
Problèmes et politiques	1-35	LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA CHINE	2-30
Perspectives	1-37	Désastres naturels et performance récente	
FORETS	1-39	dé la production	2-31
Production et commerce	1-39	Spécialisation de la production	2-33
Tendances à long terme	1-43	Villages et districts modèles	2-34
Politiques forestières	1-43	Mise en valeur des terres et des eaux	2-35
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES	1-48	Mobilisation de la main-d'œuvre rurale	2-37
Importations alimentaires des pays en développement	1-48	Mécanisation	2-38
Recettes d'exportation de produits agricoles	1-48	LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE EN AMERIQUE LATINE	2-40
Termes de l'échange	1-53	Principales caractéristiques du développement agricole	2-40
Situation du marché des principaux produits	1-55	Caractère et effets de la modernisation de l'agriculture	2-43
Commerce: problèmes et politiques	1-59	Vers un meilleur schéma de développement agricole	2-45
ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT	1-61	QUELQUES ASPECTS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU PROCHE-ORIENT	2-47
INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR AGRICOLE	1-66	Instabilité de la production	2-47
Statistiques des comptabilités nationales	1-66	Degré de dépendance à l'égard des importations alimentaires	2-48
Dépenses publiques en capital pour le secteur agricole	1-72	Situation nutritionnelle	2-49
Dépenses publiques ordinaires pour le secteur agricole	1-74	Principales exigences de la sécurité alimentaire	2-51
		TABLEAUX ANNEXES	A-1

## AVANT-PROPOS

*De façon très générale, la situation de l'alimentation et de l'agriculture a été dans l'ensemble relativement bonne en 1978. D'après les premières estimations de la FAO, la production alimentaire et agricole mondiale aurait augmenté de près de 3 pour cent. La production de céréales a enregistré un très fort accroissement et les stocks de report — élément essentiel de la sécurité alimentaire mondiale — se sont encore accrus.*

*Toutefois, ces données d'ensemble portant sur une seule année ne renseignent guère sur la véritable situation de l'alimentation et de l'agriculture. En 1978, pour la première fois depuis quelques années, ce sont les pays développés qui ont enregistré les plus forts accroissements de production. En outre, l'année a été marquée par des crises particulièrement nombreuses du secteur alimentaire et agricole, auxquelles la FAO — comme je le dirai plus tard — s'est intéressée de plus près encore que par le passé. Une fois de plus, les progrès accomplis dans la réalisation des nombreux objectifs internationaux fixés dans le but de lutter contre les problèmes séculaires de la pauvreté et de la faim dans les pays en développement ont été décevants.*

*L'un des objectifs essentiels est de porter le taux d'accroissement de la production agricole des pays en développement à 4 pour cent par an. Il n'est que trop évident maintenant que ce but ne sera pas atteint avant la fin de la présente décennie; il est même improbable que ce taux parvienne à dépasser de beaucoup — si même il le dépasse — le chiffre de 3 pour cent obtenu dans les années soixante. Qui plus est, c'est en Afrique et, en général, dans les pays les plus pauvres, que les progrès ont été le plus lents. Il est aussi très inquiétant de constater, d'après les données les plus récentes sur les disponibilités alimentaires, que la déplorable situation nutritionnelle des années 1972-74, mise en lumière par la quatrième Enquête alimentaire mondiale de la FAO, n'a pratiquement connu aucune amélioration.*

*La mise en place du système, coordonné sur le plan international, de stocks nationaux de réserve envisagé dans l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale n'a pas non plus avancé. A l'époque où il a été conçu, il fallait attendre, pour le mettre en œuvre, de reconstituer les stocks céréaliers de report. Or, depuis 1975/76, ceux-ci n'ont cessé de s'accroître et, à l'échelle mondiale, leur volume est certainement suffisant aujourd'hui pour assurer un niveau minimal de sécurité alimentaire. Cependant, au lieu de les utiliser dans le cadre d'un système efficace de sécurité alimentaire mondiale, d'aucuns commencent déjà à juger ces stocks encombrants. Aussi, la situation actuelle n'est-elle en réalité pas meilleure qu'en 1972/73, époque à laquelle les stocks étaient importants aussi, mais ne faisaient pas l'objet d'une coordination internationale, et s'épuisaient rapidement dès qu'il fallait faire face à de mauvaises récoltes d'une ampleur exceptionnelle. Ceci pourrait même se reproduire aujourd'hui, malgré le niveau — en apparence rassurant — des stocks actuels.*

*La mise en place officielle du nécessaire système de réserves mondiales ainsi que la garantie d'une aide alimentaire suffisante sont depuis longtemps liées aux négociations laborieusement menées en vue de parvenir à un nouvel accord international sur les céréales. Je dois avouer que l'échec (intervenu après la rédaction de ce rapport annuel) de ces négociations d'importance cruciale m'a profondément déçu. Les gouvernements doivent maintenant mesurer très soigneusement les graves conséquences de cet échec. Aucun effort ne doit être épargné pour aplanir les difficultés qui subsistent, afin de pouvoir, le plus vite possible, reprendre ces négociations. Mais, d'ici là, il est indispensable pour la sécurité alimentaire mondiale que les principaux pays producteurs et consommateurs soient prêts sans plus attendre à appliquer spontanément les dispositions de l'Engagement international relatives aux stocks, en mettant à profit les mécanismes consultatifs offerts par le Comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale. En l'absence d'une nouvelle convention plus large sur l'aide alimentaire, les pays donateurs participant aux négociations, qui ont offert d'accroître leurs engagements en matière d'aide alimentaire, devraient persister dans leur intention afin que soit atteint l'objectif minimal de 10 millions de tonnes de céréales. Ceci contribuerait énormément à soulager la souffrance des populations des pays démunis, mais il faudra également envisager dans un proche avenir un relèvement substantiel de l'objectif minimal d'aide alimentaire.*

*Les nombreuses négociations commerciales internationales en cours n'ont guère avancé davantage. Bien que la part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits agricoles se soit légèrement améliorée, il semble qu'il ne s'agisse que d'un renversement temporaire de la tendance baissière à long terme. Si les engagements officiels d'aide extérieure à l'agriculture des pays en développement ont considérablement augmenté en 1977 et 1978, ils ne représentent encore qu'un peu plus de la moitié de l'objectif fixé.*

*Tels sont quelques-uns des grands thèmes évoqués dans le chapitre 1 de ce rapport. On y trouvera également un certain nombre d'éléments nouveaux sur lesquels je souhaiterais attirer l'attention. Grâce à la réduction des délais nécessaires pour obtenir les données statistiques, la FAO a pu inclure dans ce rapport des informations plus à jour sur les disponibilités alimentaires et sur la nutrition. Outre les données habituelles sur le flux des ressources extérieures destinées au développement agricole, le chapitre comporte une analyse préliminaire des dépenses totales (intérieures et extérieures) consacrées au secteur agricole des pays en développement. Il s'agit là d'un domaine important que nous espérons être en mesure d'étudier plus à fond à l'avenir, notamment grâce à un nouveau questionnaire destiné aux gouvernements des pays membres. Après la publication — dans le rapport de l'an dernier — d'une première enquête destinée à fournir des données de base sur « La situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture », le chapitre 1, cette année, apporte un complément d'informations sur cette importante question.*

*Le chapitre 2 traite des problèmes et des stratégies des régions en développement. Il comporte, au début, un résumé du Plan alimentaire régional pour l'Afrique — demandé par les ministres africains de l'agriculture devant l'aggravation de la situation alimentaire dans cette région — qui mentionne les principales conditions à remplir pour faire passer le degré d'autosuffisance alimentaire de la région de 90 pour cent en 1972-74 à 94 pour cent en 1985. Le chapitre passe ensuite à l'étude de certains problèmes de la riziculture en Asie du Sud et du Sud-Est où la population tire du riz 40 pour cent de ses disponibilités énergétiques totales d'origine alimentaire. Vient ensuite une analyse du développement agricole de la Chine plus approfondie que celles que comportaient les rapports précédents et qui comprend notamment un résumé des principaux éléments de la stratégie agricole future du pays selon le cinquième Plan quinquennal pour 1976-80 et dans la perspective à plus long terme du plan d'ensemble pour 1976-85. Une étude de la modernisation agricole en Amérique latine fait ressortir que, si elle y a été poussée plus loin que dans les autres régions en développement, elle a eu des incidences particulièrement négatives sur le secteur traditionnel. Enfin, le chapitre se termine par un examen de certains aspects de la sécurité alimentaire au Proche-Orient, où la progression de la production alimentaire et agricole a jusqu'ici été la plus rapide au cours de la présente décennie mais où ces progrès ont été très instables.*

*Tels sont les aspects de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture qui sont déterminants pour le choix des priorités à attribuer aux activités de la FAO elle-même. Ces dernières sont toujours davantage orientées vers l'action et la FAO joue de plus en plus le rôle d'un organisme de développement capable de fournir des fonds, de mobiliser des ressources supplémentaires, d'exécuter et de coordonner des programmes. « La FAO en action » était en fait le thème principal de mon allocution d'ouverture lors de la soixante-quatorzième session du Conseil de la FAO en novembre 1978.*

*J'ai toujours souligné l'importance primordiale que revêt la promotion des investissements agricoles si l'on veut obtenir la nécessaire accélération de la production dans les pays en développement. Au cours des quatorze dernières années, le Centre d'investissement de la FAO a préparé des projets dans 85 pays en développement. Le financement de 332 projets a été approuvé, ce qui représente un investissement total de plus de 13 milliards de dollars dont environ un tiers provenant d'instituts de financement, le reste des pays en développement eux-mêmes. Près de la moitié de ces fonds d'investissement ont été mobilisés dans les deux dernières années. Depuis le début de 1978, date où le Fonds international pour le développement agricole est devenu opérationnel, la FAO a assuré, pour une grande part, les travaux d'identification et de préparation des projets à financer par le FIDA. Nous établissons également d'étroites relations avec de nouvelles sources de financement pour le développement agricole.*

*Nous poursuivons notre aide aux pays en développement afin qu'ils soient mieux en mesure d'utiliser efficacement des fonds d'investissement plus importants et d'élaborer des plans et des politiques de développement alimentaire et agricole. Les activités d'assistance technique menées par la FAO au niveau des pays nécessitent environ le double des ressources qui sont fournies au titre du Programme ordinaire. Parmi les autres activités importantes que la FAO consacre à l'accroissement de la production figurent le Programme international d'approvisionnement en engrais et le Programme de développement et d'amélioration des semences. Pour les seules céréales, nos projets fournissent des semences destinées à améliorer les rendements sur environ 1,5 million d'hectares dans les pays en développement. J'étudie également les moyens de renforcer nos activités dans le domaine de la production rizicole, qui a augmenté plus lentement que la production de blé. Enfin — activité étroitement liée aux précédentes — nous avons entrepris, grâce au Programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires, de réduire les pertes énormes qui se produisent aussi bien avant qu'après la récolte.*

*Pour ce qui est des stocks de réserve destinés à compenser les fluctuations annuelles de la production alimentaire, il est essentiel d'aider les pays en développement à créer leurs propres réserves. C'est le but de notre Programme d'assistance pour la sécurité alimentaire mondiale. En coopération avec les donateurs nous nous efforçons de coordonner les programmes bilatéraux avec ceux de la FAO dans le cadre de ce programme d'assistance afin de donner plus d'impact à l'effort global.*

*J'ai mentionné plus haut les nombreuses crises contre lesquelles la FAO a été amenée à lutter en 1978. A la fin de l'année, sur les 348 000 tonnes de céréales que compte la Réserve alimentaire internationale, 293 000 tonnes avaient été utilisées. La modeste allocation du Programme alimentaire mondial Nations Unies/FAO (45 millions de dollars) prévue pour les situations d'urgence a également été rapidement éprouvée et a dû être augmentée de 10 millions de dollars vers la fin de l'année. L'expérience acquise en 1978 souligne l'urgence nécessaire de porter la Réserve alimentaire internationale d'urgence à 500 000 tonnes de céréales comme le prévoit l'objectif fixé, étant entendu qu'elle sera renouvelée chaque année. Il est également indispensable d'atteindre l'objectif de 950 millions de dollars fixé pour les contributions au Programme alimentaire mondial pour 1979-80.*

*L'une des crises majeures de 1978 a été la nouvelle invasion de criquets pèlerins dont ont souffert de vastes zones d'Afrique et d'Asie. Je suis heureux de pouvoir dire qu'en plus des sommes rapidement mises à disposition par le Programme de coopération technique de la FAO et le Fonds de roulement, un certain nombre de donateurs ont répondu très rapidement à mes demandes de contribution volontaire pour une aide d'urgence aux opérations de lutte. La région méditerranéenne et l'Amérique latine ont connu une menace semblable sous forme d'une dangereuse épidémie de peste porcine africaine. Dans ce cas, le Programme de coopération technique s'est révélé particulièrement efficace et a lancé rapidement des projets de lutte ou de prévention dans 12 pays. Pour assurer le suivi de ces projets, je propose de créer un fonds de lutte contre la peste porcine africaine. Plus généralement, on envisage d'étudier les mesures à prendre pour renforcer le dispositif international de lutte contre les épizooties et pouvoir ainsi faire face à des situations d'urgence créées par des maladies, connues ou inconnues.*

*Voilà donc les mesures — et tant d'autres, trop nombreuses pour être mentionnées ici — que la FAO adopte pour tenter d'apporter aux pays une aide plus efficace non seulement dans les situations de crise — comme on en a tant connu en 1978 — mais aussi pour contribuer à résoudre les problèmes chroniques à plus long terme dont traite essentiellement ce rapport.*



*EDOUARD SAOUMA  
Directeur général*

## NOTE EXPLICATIVE

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

- néant ou négligeable
- ... renseignement non disponible

1977/78 désigne la campagne agricole, l'année de commercialisation ou l'exercice financier allant d'une année civile à l'autre; 1977-78 désigne la moyenne des deux années civiles.

Dans les tableaux statistiques, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme exacte des divers chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les pourcentages de variation d'une année à l'autre ont été calculés sur la base de chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique.

#### Indices de la production 1/

Les indices de la FAO ayant été largement révisés, ils ne sont pas tout à fait comparables avec ceux des rapports publiés jusqu'ici. A de très rares exceptions, les données de production portent maintenant sur les produits primaires (ex.: sucre de canne et sucre de betterave, au lieu de sucre). La période de référence a été portée de 1961-65 à 1969-71, et comme coefficients de pondération on a utilisé non plus les prix relatifs à parité du cours du blé (1961-65), mais les prix moyens nationaux à la production (1969-71). Les indices de produits alimentaires excluent le tabac, le café, le thé, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres d'origine animale et végétale, et le caoutchouc. Ils sont calculés sur la base des données de production pour l'année civile.

Pour ce qui est de la production des pêches, les quantités sont pondérées par la moyenne des valeurs unitaires des débarquements en 1969-71. Pour la production forestière, la production de bois rond est pondérée par les prix de 1969-71.

#### Indices du commerce 2/

Les indices du commerce des produits agricoles sont également mis à jour à la nouvelle période de référence (1969-71). Ils couvrent tous les produits et pays qui figurent dans l'Annuaire du commerce 1977, FAO. Les indices du total des denrées alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme "aliments".

Tous les indices sont calculés indépendamment pour la valeur, le volume et la valeur unitaire des exportations et des importations.

Les indices de valeur représentent les modifications intervenues dans les valeurs courantes des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), toutes exprimées en dollars E.-U. Si certains pays évaluent les importations sur la base f.o.b., ces chiffres sont ajustés pour les rapprocher des valeurs c.a.f. Cette méthode d'estimation accuse une divergence chaque fois que la tendance de l'assurance et du fret diffère de celle des valeurs unitaires des produits.

Les indices de volume et de la valeur unitaire représentent les changements dans la somme, pondérée par les prix, des quantités et dans la somme des valeurs, pondérées par le volume des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les moyennes des prix et des volumes pour 1969-71, qui est la période de référence utilisée pour toutes les séries d'indices actuellement calculés par la FAO. Pour la construction des nombres-indices, on utilise la formule de Laspeyres.

1/ Pour plus de détails voir FAO, Annuaire de la production 1977, Rome, 1978.

2/ Pour plus de détails, voir FAO, Annuaire du commerce 1977, Rome, 1978.

Définition des régions

Les pays sont groupés par région suivant la "classification FAO des pays aux fins statistiques". Les définitions des régions se passent ordinairement de commentaires. Le terme "pays développés" englobe à la fois les économies de marché développées et les économies centralement planifiées d'Europe orientale et l'URSS, tandis que le terme "pays en développement" englobe à la fois les pays en développement à économie de marché et les pays à économie centralement planifiée d'Asie. L'Afrique du Sud, Israël et le Japon figurent sous la rubrique "pays développés à économie de marché". L'Europe occidentale englobe la Yougoslavie, et le Proche-Orient est défini comme s'étendant de Chypre et de la Turquie au nord-ouest jusqu'à l'Afghanistan à l'est, en englobant dans le continent africain l'Egypte, la Libye et le Soudan.

Les indices du commerce d'un groupe de pays sont calculés sur la base du commerce total de chaque pays compris dans le groupe, sans tenir compte de sa destination, de sorte qu'en général ils ne représentent pas le commerce net du groupe.

## 1. SITUATION MONDIALE

### INTRODUCTION

Selon des estimations préliminaires de la FAO, la production alimentaire et agricole (cultures et élevage) a augmenté de près de 3 pour cent en 1978. Si des données ultérieures viennent confirmer ce chiffre, l'accroissement au niveau mondial serait légèrement supérieur à la tendance enregistrée jusqu'ici pour les années 1970. La production mondiale de céréales a augmenté d'environ 5 pour cent établissant un nouveau record, et les stocks de report de ces produits de base se sont encore gonflés.

Toutefois, comme cela s'est produit si souvent dans le passé, cette situation qui, considérée au niveau mondial et pour une seule année, semble encourageante, recouvre en réalité de nombreux aspects négatifs. En effet, en 1978, pour la première fois depuis cinq ans, l'augmentation de la production des pays en développement n'a pas été de beaucoup supérieure à celle de la production des pays développés. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées en Océanie (où il s'agissait surtout d'un redressement par rapport au faible niveau de l'année précédente), en Europe et en URSS.

L'année 1978 a également été marquée par un nombre particulièrement élevé de situations d'urgence - importantes destructions dues aux inondations dans plusieurs pays d'Asie, grave sécheresse en Chine, invasion acridienne dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, épidémies de peste porcine en Méditerranée et en Amérique latine.

Mis à part ces événements, particuliers à 1978, les progrès vers la réalisation d'objectifs essentiels à long terme - accélération de la croissance de la production dans les pays en développement, élimination de la faim et de la malnutrition, création de réserves alimentaires, amélioration des conditions du commerce mondial, réalisation d'objectifs fixés au niveau international dans le domaine de l'assistance au développement et de l'aide alimentaire - sont restés lents.

Il semble maintenant très improbable que la croissance annuelle moyenne de la production agricole des pays en développement, au cours de la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement (DD2), puisse dépasser de beaucoup, si même elle y parvient, le taux d'environ 3 pour cent enregistré dans les années 1960. On serait donc loin de l'objectif de base de 4 pour cent fixé dans la Stratégie internationale du développement (IDS). L'augmentation la plus faible de la production reste le fait des pays en développement les plus pauvres, notamment en Afrique, où elle n'est pas parvenue à suivre l'accroissement démographique.

La situation nutritionnelle préoccupante mise en lumière par la quatrième Enquête alimentaire mondiale de la FAO semble n'avoir enregistré aucune amélioration ou presque. Selon l'Enquête, les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans les économies de marché en développement ont légèrement diminué entre 1969-71 et 1972-74, et le nombre de personnes sous-alimentées dans ces pays est passé, au cours de cette période, d'environ 400 millions à environ 450 millions. Selon des données partielles relatives à ces dernières années, les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans ces pays, qui étaient retombées en 1975 au-dessous du niveau de 1973, ont retrouvé en 1976 le niveau record enregistré en 1971. Mais la production alimentaire par habitant n'a pas augmenté en 1977, pour la seconde année consécutive, et on ne peut donc guère s'attendre à une nouvelle amélioration.

Depuis 1975/76, les stocks de report de céréales (sans compter la Chine et l'URSS pour lesquelles on ne dispose d'aucune donnée) s'accumulent rapidement et devraient, selon les prévisions, atteindre le niveau record d'environ 200 millions de tonnes, à la fin des campagnes 1978-79. Ce chiffre représenterait environ 21 pour cent de la consommation annuelle des pays intéressés, ce qui, statistiquement, peut être considéré comme suffisant à assurer la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, ces stocks sont géographiquement très concentrés. Ils sont très faibles dans la plupart des pays en développement et leur

concentration dans une zone étroite de l'Amérique du Nord pourrait poser de graves problèmes logistiques si une crise alimentaire de grande envergure nécessitait le transfert rapide de grandes quantités de céréales.

Depuis plusieurs années déjà, le niveau élevé des stocks mondiaux de céréales aurait permis de mettre sur pied le système de réserves, coordonné sur le plan international, préconisé dans l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale. Mais la lenteur des négociations en vue de parvenir à un nouvel accord international sur les céréales fait obstacle à sa mise en place.

La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits agricoles a légèrement augmenté en 1977, pour la deuxième année consécutive. Il semble toutefois qu'il ne s'agisse que d'un renversement temporaire de la tendance à la baisse à long terme. Le redressement qui avait marqué les termes de l'échange agricole de ces pays en 1977 avait déjà reculé au cours des six premiers mois de 1978. Les nombreuses négociations internationales actuellement menées pour améliorer les conditions des échanges mondiaux ne progressent toujours que lentement.

Pour de nombreux pays en développement, les besoins croissants d'importations de produits alimentaires, notamment de céréales, ont progressivement diminué leurs possibilités d'importer des biens d'équipement, des engrains et autres facteurs de production. Les importations nettes de céréales des pays en développement sont passées d'une moyenne de 32 millions de tonnes en 1962-64 à 52 millions de tonnes en 1972-74 et ont atteint le niveau record de 66 millions de tonnes en 1977/78. Si cette tendance persiste, elles dépasseraient 90 millions de tonnes en 1985.

Le rôle de l'aide alimentaire dans la satisfaction de ces besoins croissants d'importations alimentaires a considérablement perdu de son importance depuis le milieu des années 1960. L'aide alimentaire en céréales n'a toujours pas atteint l'objectif minimal de 10 millions de tonnes, qu'il s'agisse des livraisons effectives en 1977/78 ou des allocations préliminaires de 1978/79. La lenteur des négociations en vue de parvenir à un accord international sur les céréales continue à retarder la création d'une nouvelle convention d'aide alimentaire. Les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence de 500 000 tonnes de céréales n'ont atteint que 315 000 tonnes en 1978. Enfin, l'aide aux pays en développement sous forme d'engrais a diminué ces dernières années.

Les engagements officiels d'aide extérieure à l'agriculture des pays en développement ont enregistré une forte reprise en 1977 et dépassé de 12 pour cent en termes réels le record établi en 1975. Au cours des dix premiers mois de 1978, les prêts et les crédits accordés par le Groupe de la Banque mondiale (source la plus importante de fonds extérieurs destinés à l'agriculture) ont été de 50 pour cent supérieurs à ceux de la période correspondante de 1977. Toutefois, malgré ces progrès considérables, les engagements totaux officiels d'aide extérieure à l'agriculture ne s'établissent qu'à un peu plus de la moitié du chiffre fixé par le Conseil alimentaire mondial et la Conférence de la FAO.

#### PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE

La production mondiale totale de produits agricoles, halieutiques et forestiers a augmenté d'environ 2 pour cent en 1977 (Tableau 1-1). C'est la production agricole (production végétale et élevage) qui a enregistré la plus forte augmentation. En ce qui concerne les produits halieutiques, alors que les nombres-indices pondérés par les prix (Tableau 1-1) font ressortir un accroissement négligeable en 1977, nous verrons plus loin dans ce chapitre que les prises mondiales ont en fait diminué en termes de tonnage. Les données sur la production forestière figurent également plus loin et le reste de ce chapitre sera limité à la production végétale et animale.

Selon des estimations révisées pour 1977, la production agricole mondiale (au sens le plus étroit du terme) a augmenté d'environ 2,5 pour cent (Tableau 1-2). L'augmentation de la production agricole a été légèrement supérieure à celle de la seule production alimentaire (environ 2,3 pour cent) en raison principalement de meilleures récoltes de café et de coton.

Dans les pays en développement, la production alimentaire a enregistré une hausse de 2,6 pour cent en 1977, et la production agricole totale de 2,9 pour cent. Après une année de stagnation en 1976, tant la production alimentaire que la production agricole ont augmenté d'environ 6 pour cent dans les pays en développement à économie de marché de l'Extrême-Orient. Les moussons ont été généralement favorables, mais l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont souffert de mauvaises conditions météorologiques. Dans les pays d'Asie à économie centralement planifiée, l'accroissement de la production en 1977 a été le plus faible depuis 1972.

En Amérique latine, la production alimentaire a augmenté de près de 3 pour cent en 1977, et la production agricole d'environ 4 pour cent sous l'effet d'une forte reprise de la production de café. Toutefois, les résultats ont une fois de plus été décevants en Afrique, où la production a baissé en 1977. L'Afrique du Nord a connu la sécheresse et, au Sahel, les précipitations ont été tardives et très irrégulières. Au Proche-Orient, après trois très bonnes années, la production alimentaire et agricole a également baissé en 1977, les récoltes ayant été moins abondantes dans la plupart des pays, à l'exception de l'Iran.

Parmi les régions développées, seule l'Amérique du Nord a enregistré une forte hausse de production en 1977. L'Europe occidentale comme l'Europe orientale et l'URSS n'ont connu que de légères augmentations. La sécheresse a entraîné une forte baisse de production en Océanie.

#### PRODUCTION EN 1978

Selon les estimations préliminaires pour 1978, la production alimentaire et agricole mondiale a augmenté de près de 3 pour cent (Tableau 1-3). Contrairement à ce qui s'est passé en 1977, la production alimentaire a connu une hausse légèrement plus rapide que la production agricole totale, en raison surtout d'une baisse de la production de coton. Aussi, l'augmentation de la production alimentaire mondiale a été substantiellement plus forte qu'en 1977.

De même - contrairement à ce qui s'est passé en 1977 et, en fait, chaque année depuis 1973 - l'accroissement de la production agricole en 1978 a été plus important dans les pays développés que dans les pays en développement. La production alimentaire s'est accrue à peu près au même rythme dans les deux groupes de pays.

En 1978, c'est l'Océanie qui a enregistré le plus fort accroissement de la production alimentaire et agricole, mais il traduit en grande partie un redressement par rapport au faible niveau de 1977 où la production avait souffert de la sécheresse. L'Europe orientale et l'URSS ont, elles aussi, connu de fortes hausses, grâce à une récolte record de céréales en URSS et à l'augmentation de la production de viande dans la région prise dans son ensemble. L'Europe occidentale a connu la première grande augmentation de production depuis 1974,

grâce surtout à une récolte record de blé. En Amérique du Nord, la production céréalière s'est maintenue à peu près au même niveau qu'en 1977, avec une faible augmentation de la production de céréales (par suite du Programme de mise en réserve des Etats-Unis), une hausse de la production de graines oléagineuses et une baisse d'environ 25 pour cent de la production de coton aux Etats-Unis.

Parmi les régions en développement, c'est l'Afrique qui, pour la première fois depuis de nombreuses années, a enregistré le plus fort accroissement de production en 1978. On estime que la production agricole a augmenté d'environ 3 pour cent et la production alimentaire de près de 4 pour cent, après les baisses enregistrées en 1977. Les récoltes de blé, de céréales secondaires, de légumineuses et d'arachides ont été bonnes. La production s'est redressée en Afrique du Nord et de l'Ouest, mais dans certaines régions du Sahel, les cultures ont à nouveau souffert de l'insuffisance des précipitations.

Tableau 1-1. Indices de la production mondiale de produits agricoles,  
halieutiques et forestiers

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 <sup>1/</sup>	Variation de 1976 à 1977 <sup>2/</sup>
	moyenne 1969-71 .....							.....	Pourcentage
PRODUCTION TOTALE	104	107	112	114	116	119	122		+ 2
Agriculture	100	103	108	110	113	115	118		+ 3
Pêches	101	106	111	115	117	118	123		+ 1
Forêts	99	100	102	106	105	102	108		+ 2
POPULATION	100	102	104	106	108	110	112	114	+ 2
PRODUCTION PAR HABITANT	104	105	103	106	106	105	106	107	+ 1
Agriculture	100	101	99	102	102	103	103	103	+ 1
Pêches	101	104	107	108	115	107	109	109	-
Forêts	99	98	98	100	97	93	96	96	-

Note: Pour plus de détails sur la méthodologie et sur la portée de ces indices, voir la note explicative précédant ce chapitre.

<sup>1/</sup> Données préliminaires. <sup>2/</sup> Données calculées à partir de chiffres non arrondis.

Tableau 1-2. Indices FAO de la production alimentaire et agricole mondiale et régionale 1/

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 2/ 1961-70	Taux 1970-77							
	1969-71 = 100							.....	.....	Pourcentage .....							
<u>Production alimentaire</u>																	
Pays en développement à économie de marché 3/																	
Afrique	102	102	106	108	115	118	121	3,0	3,0	2,8							
Extrême-Orient	102	102	99	106	106	110	108	-1,6	2,6	1,3							
Amérique latine	102	99	109	106	116	116	123	6,2	2,7	2,9							
Proche-Orient	102	103	106	112	117	122	125	2,6	3,5	3,4							
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	102	110	104	113	120	126	123	-1,9	3,2	3,5							
TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT	103	103	107	110	116	119	122	2,6	2,9	2,9							
Pays développés à économie de marché 3/	103	102	105	109	112	113	115	2,2	2,4	2,2							
Amérique du Nord	105	104	105	106	114	118	122	3,1	3,4	3,0							
Océanie	103	104	116	110	120	128	123	-3,4	2,3	3,6							
Europe occidentale	103	101	106	111	110	110	110	0,9	2,3	1,5							
Europe orientale et URSS	104	103	115	113	112	115	117	2,0	3,1	2,2							
TOTAL, PAYS DEVELOPPEES	103	103	109	110	112	113	116	2,1	2,6	2,2							
<u>MONDE</u>	103	103	108	110	113	116	118	2,3	2,8	2,5							

Voir notes à la page suivante.

Tableau 1-2 (suite)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 2/ 1961-70 1970-77							
	1969-71 = 100							Pourcentage .....								
<b>Production agricole</b>																
<b>Pays en développement à économie de marché 3/</b>																
Afrique	102	102	106	109	114	116	120	3,6	2,8							
Extrême-Orient	102	102	100	106	110	109	-1,3	2,7	1,3							
Amérique Latine	102	100	109	106	115	115	122	6,3	2,7							
Proche-Orient	103	104	105	113	115	118	123	4,3	2,9							
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	105	109	104	113	118	123	122	-1,0	3,3							
<b>TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>	103	103	107	110	115	117	121	2,9	3,0							
<b>Pays développés à économie de marché 3/</b>																
Amérique du Nord	103	103	105	108	111	112	115	2,4	2,1							
Océanie	105	104	106	106	113	117	121	3,6	1,7							
Europe occidentale	103	103	109	104	113	119	114	-3,6	3,1							
Europe orientale et URSS	103	101	106	111	110	110	110	0,8	2,2							
<b>TOTAL, PAYS DEVELOPPEES</b>	104	103	115	113	112	115	117	1,9	3,1							
<b>MONDE</b>	103	103	108	110	112	113	116	2,2	2,4							
								2,1								

1/ Production végétale et élevage seulement. 2/ Tendance exponentielle. 3/ Y compris les pays d'autres régions non spécifiées.

Tableau 1-3. Variations annuelles de la production alimentaire et agricole mondiale et régionale 1/

	Taux annuel de variation 1970-77 2/	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977	1977 à 1978 3/
..... pourcentage .....								
<u>Production alimentaire</u>								
Pays en développement à économie de marché 4/	2,8	0,1	3,7	2,4	6,0	2,2	3,0	2,7
Afrique	1,3	0,2	-2,5	6,4	0,2	3,9	-1,6	3,7
Extrême-Orient	2,9	-2,0	9,2	-2,4	9,3	-	6,2	2,4
Amérique latine	3,4	0,9	3,0	5,9	4,0	4,4	2,6	2,7
Proche-Orient	3,5	7,0	-5,0	8,8	5,6	4,9	-1,9	2,4
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	3,0	-0,1	5,0	3,2	3,9	2,6	1,6	2,9
TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT	2,9	-	4,1	2,7	5,3	2,3	2,6	2,7
Pays développés à économie de marché 4/	2,2	-	2,9	3,1	2,8	0,8	2,2	2,2
Amérique du Nord	3,0	-1,7	1,7	0,8	7,1	3,5	3,1	0,7
Océanie	3,6	-0,4	11,7	-5,5	9,2	6,6	-3,4	6,2
Europe occidentale	1,5	-1,7	4,4	5,0	-1,1	-0,3	0,9	3,8
Europe orientale et URSS	2,2	-0,9	11,8	-1,4	-1,0	2,5	2,0	4,5
TOTAL, PAYS DEVELOPPEES	2,2	-0,7	5,9	1,5	1,5	1,4	2,1	3,0
<u>MONDE</u>	2,5	-0,4	5,1	2,0	3,1	1,8	2,3	2,9

Voir notes à la page suivante.

Tableau 1-3 (suite)

	Taux annuel de variation 1970-77	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977	1977 à 1978	1978 à 3/
<b>..... pourcentage .....</b>									
<b>Production agricole</b>									
<b>Pays en développement à économie de marché 4/</b>									
Afrique	2,7	0,4	3,2	2,7	4,9	1,6	3,6	2,6	
Extrême-Orient	1,3	0,7	-2,2	5,6	0,3	3,8	-1,3	3,2	
Amérique latine	2,8	-2,0	8,6	-2,1	8,2	-0,1	6,3	2,4	
Proche-Orient	3,0	1,2	1,7	7,1	2,4	1,9	4,3	3,1	
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	3,2	6,6	-5,0	8,9	3,9	4,6	-1,0	1,8	
<b>TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>	<b>3,0</b>	<b>0,2</b>	<b>5,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,9</b>	
Pays développés à économie de marché 4/	2,8	+0,3	3,9	2,8	4,4	1,9	2,9	2,7	
Amérique du Nord	2,1	-	2,6	2,9	2,6	0,9	2,4	1,8	
Océanie	2,9	-0,7	1,5	0,8	6,1	3,8	3,6	-	
Europe occidentale	2,3	-0,2	6,5	-5,3	9,2	4,9	-3,6	4,9	
Europe orientale et URSS	1,5	-1,6	4,4	5,0	-1,0	0,3	0,8	3,7	
<b>TOTAL, PAYS DEVELOPPEES</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>11,1</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>4,4</b>	
<b>MONDE</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>5,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	

1/ Production végétale et élevage seulement. 2/ Tendance exponentielle. 3/ Données préliminaires.  
 4/ Y compris des pays d'autres régions non spécifiées.

Après la forte expansion de 1977, la production alimentaire et agricole des économies de marché en développement de l'Extrême-Orient n'a augmenté que d'environ 2 pour cent en 1978. Les récoltes de céréales ont été bonnes dans la plupart des pays, à l'exception du Lao, du Pakistan et de la Malaisie. Au Lao, les inondations ont endommagé 40 pour cent de la récolte dans les quatre principales provinces rizicoles. De fortes pluies de mousson ont également entraîné de graves inondations qui ont endommagé le maïs, les arachides et le coton dans certaines régions de l'Inde, bien qu'elles aient contribué à augmenter les rendements de ces cultures dans les zones qui n'ont pas souffert d'inondations. La production de sucre a considérablement avancé, traduisant principalement une augmentation de plus de 30% en Inde.

Dans les pays d'Asie à économie centralement planifiée, la production a augmenté d'environ 3 pour cent en 1978. La Chine a enregistré une récolte de blé record et une bonne récolte de riz de printemps, mais celles de riz et de céréales secondaires de l'automne ont souffert d'une grave sécheresse. Le Viet Nam a été victime d'une attaque générale d'insectes et de dégâts importants causés par les inondations dans le delta du Mékong.

En Amérique latine, les productions alimentaire et agricole ont augmenté d'environ 3 pour cent. La production de blé a connu une certaine reprise en Argentine, au Brésil et au Mexique. La récolte de céréales secondaires a été également bonne en Argentine, mais la production de riz et de maïs a baissé au Brésil. La production de viande de la région a enregistré une nouvelle hausse, celle de graines oléagineuses, notamment de soja, a baissé. La production de sucre a augmenté en Colombie, à Cuba et au Mexique, mais a fléchi en Argentine, au Brésil et en République Dominicaine. La production de café a connu une nouvelle reprise.

Au Proche-Orient, après la baisse enregistrée en 1977, la production alimentaire a augmenté d'un peu moins de 2 pour cent et la production agricole totale d'un peu plus de 2 pour cent en 1978. La production céréalière a été supérieure à celle de 1977, mais est restée inférieure à celle de 1976. La Turquie a obtenu à nouveau une abondante récolte de blé, bien qu'inférieure à celle des deux années précédentes. La production de sucre de la région a augmenté. La production de coton a baissé, notamment en Egypte, en Iran, au Soudan et en Turquie.

#### Ravageurs et maladies

L'année 1978 a surtout été marquée, après un répit relatif, par une nouvelle menace d'invasions acridiennes dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie. D'importantes épidémies de peste porcine africaine ont éclaté dans les régions méditerranéennes et en Amérique latine. Ces deux calamités auront probablement, sur la production de 1979, d'importantes répercussions que l'on ne peut encore pleinement mesurer.

Malgré une lutte intensive, l'invasion acridienne s'est étendue à de nombreux pays d'Afrique et d'Asie en 1978. Les essaims qui étaient concentrés dans les aires de reproduction du nord et du centre de l'Ethiopie et du nord-est de la Somalie ont émigré vers le sud-est de la péninsule d'Arabie, pour la reproduction d'hiver et de printemps. L'Inde et le Pakistan ont entrepris une lutte intensive mais un grand nombre d'essaims se sont échappés et sont parvenus en Iran. On a également trouvé des essaims dans la province du Nil au Soudan. De grands efforts sont déployés pour contrôler la situation, mais les conditions écologiques restent très favorables à la reproduction des criquets dans la plupart des régions intéressées, dont certaines sont inaccessibles aux équipes de lutte.

En mars 1978, on a confirmé l'existence de foyers de peste porcine africaine à Malte et en Sardaigne (Italie). La présence de la maladie a été également confirmée au Brésil en juin 1978. Les premières mesures prises pour la contenir se sont soldées par un échec et, en août, elle avait atteint onze Etats du Brésil et menaçait les populations porcines d'Argentine, de Bolivie, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela. En juillet, la maladie était également signalée en République Dominicaine où elle s'est rapidement diffusée.

TENDANCES A LONG TERME

Des données révisées pour la Chine ont porté le taux de croissance de la production alimentaire de l'ensemble des pays en développement, en 1970-77, à 2,9 pour cent par an, chiffre identique à celui qui avait été enregistré dans les années 1960 (Tableau 1-2). Toutefois, pour la production agricole totale de ces pays, ainsi que pour la production alimentaire et agricole des économies de marché en développement, l'augmentation obtenue en 1970-77 reste inférieure à celle de la précédente décennie.

Cette situation est à imputer presque entièrement aux piétres résultats obtenus en Afrique, où l'augmentation de la production dans les années 1970 ne représente jusqu'ici que la moitié de celle des années 1960 et reste bien inférieure à la moitié de l'accroissement observé dans chacune des autres régions en développement au cours des années 1970. Même les bons résultats obtenus en Afrique en 1978 ne pourraient guère modifier les tendances à long terme pour l'ensemble des années 1970. L'inquiétude suscitée par cette situation a conduit les ministres africains de l'agriculture à demander à la FAO de préparer un plan alimentaire régional pour l'Afrique, dont les principaux éléments sont exposés au Chapitre 2 de cette étude.

De même, la persistance du retard de la production dans les pays PGT, dont beaucoup se trouvent en Afrique, suscite de vives préoccupations. Dans ces pays, l'accroissement moyen annuel de la production alimentaire est tombé de 2,6 pour cent dans les années 1960 à 2,2 pour cent en 1970-77, alors qu'au cours de la même période, il est passé de 3,1 à 3,2 pour cent dans les autres pays en développement. Mais, même dans ces derniers, il reste bien au-dessous de l'objectif de 4 pour cent préconisé dans la Stratégie internationale du développement pour la DD2 et par la Conférence mondiale de l'alimentation.

Comme le font apparaître les chiffres du Tableau 1-4, la production des pays en développement varie très largement d'un pays à l'autre. Sur les 103 pays que comprend le Tableau, 13 ont connu des taux de croissance négatifs pour la période de 1970-77 et 32 ont enregistré des taux de croissance inférieurs à 2 pour cent. Sur les 42 pays PGT, plus de la moitié ont obtenu des taux de croissance inférieurs à 2 pour cent. Dans 58 pays, (représentant 47 pour cent de la population des pays intéressés), le rythme de production n'a pas pu suivre celui de l'accroissement démographique. À l'autre extrême, 19 pays seulement ont connu des taux de croissance de 4 pour cent ou plus.

Ces fortes différences tiennent à de nombreux facteurs: niveau général du développement économique, stabilité politique et économique, croissance de la demande intérieure et à l'exportation, organisation et gestion de l'agriculture, éducation et vulgarisation rurale, investissements gouvernementaux, crédit, prix de soutien, irrigation, introduction de variétés à haut rendement, utilisation d'engrais, extension des superficies, éléments incontrôlables comme les conditions météorologiques.

Une analyse préliminaire des pays ayant enregistré les taux de croissance les plus élevés et les plus faibles (négatifs) n'a pas été concluante. Toutefois, on a relevé d'importantes différences entre les deux groupes. Au Brésil, par exemple, où la production agricole s'est accrue de 4,4 pour cent par an au cours de la période 1970-1977, le Gouvernement a joué un rôle important dans le secteur agricole, en adoptant des politiques dynamiques en ce qui concerne les soutiens aux prix agricoles, l'assistance technique et le crédit. En Iran, en République de Corée et en Syrie, le secteur agricole s'est vu attribuer une part relativement élevée des fonds publics. En fait, l'Iran a eu des difficultés à utiliser tous les fonds destinés à l'agriculture dans le cadre des quatrième et cinquième Plans. Cette situation contraste fortement avec celle du Togo, par exemple, où la production a fléchi de 5,3 pour cent par an, et où les investissements publics dans le secteur agricole ont non seulement été relativement faibles mais ont en fait baissé entre les premier et second Plans, qui couvraient la période allant de 1970 à 1977.

Tableau 1-4. Taux annuel de variation de la production agricole des pays en développement classées par région (1970-77)

Taux annuel de variation (pourcentage)	Nombre de pays	Afrique (1,3 pour cent)	Extrême-Orient (2,7 pour cent)	Amérique latine (3,0 pour cent)	Proche-Orient (3,3 pour cent)	Pays d'Asie à économie centrallement planifiée (3,0 pour cent)	Autres pays en développement à économie de marché (2,5 pour cent)
-3 et en dessous	4	Angola, Mauritanie, Togo Maroc Ghana, Mozambique				Kampuchea	
-2,9 à -2,0	3			Barbades, Cuba, Trinité-et-Tobago	Irak, Jordanie		Fidji
-1,9 à -0,1	6			Uruguay, Pérou, Haïti	Chypre, Egypte, Liban		
+0,0 à 0,9	14	Guinée, Tchad, Niger, Algérie, Namibie, Ethiopie, Somalie, Ouganda				Viet Nam	
+1,0 à 1,9	18	Gabon, Gambie, Haute-Volta, Tanzanie, Bénin, Nigéria, Cameroun, Zaïre	Népal, Bangladesh, Birmanie	Jamaïque, Honduras, Guyane, République Dominicaine, Chili		Samoa	
+2,0 à 2,7	17	Libéria, Burundi, Lesotho, Maurice, Empire centrafricain, Réunion, Mali, Sierra Leone	Inde, Bhoutan, Sri Lanka, Pakistan	Mexique, Venezuela	Soudan	Mongolie, Lao	

Tableau 1-4. (suite)

Taux annuel de variation (pourcentage)	Nombre de pays	Afrique (1,3 pour cent)	Extrême-Orient (2,7 pour cent)	Amérique latine (3,0 pour cent)	Proche-Orient (3,3 pour cent)	Pays d'Asie à économie centralisée planifiée (3,0 pour cent)	Autres pays en développement à économie de marché (2,5 pour cent)
+2,8 (moyenne des pays en développement)	3	Congo, Madagascar			Arabie Saoudite		
+2,9 à 3,9	19	Swaziland, Rwanda, Malawi, Rhodésie, Kenya		Indonésie	El Salvador, Colombie, Equateur, Argentine, Panama, Costa Rica, Bahamas, Guatemala	République arabe du Yémen, Turquie, République démocratique du Yémen	Papouasie-Nouvelle-Guinée
+4,0 à 4,9	12	Botswana, Zambie, Côte-d'Ivoire, Sénégal		Thaïlande, Péninsule de Malaisie	Bolivie, Brésil, Paraguay	Afghanistan Iran	Nouvelles-Hébrides
+5,0 et au-dessus	7	Tunisie			Nicaragua	Syrie, Libye	République démocratique de Corée

Note: Dans chaque groupe, les pays sont cités par ordre croissant de leur taux annuel de variation de la production agricole; les pays PGT sont soulignés.

En raison de la sécheresse, les pays de la zone sahélienne ont enregistré des résultats particulièrement médiocres, et les prix à la production des principales cultures industrielles, qui sont restés stables ou ont fléchi en 1969-1974, n'ont pas encouragé la production. En revanche, en Côte-d'Ivoire, les prix à la production du cacao, du café et du riz se sont établis à un niveau élevé par rapport aux prix mondiaux et ont contribué à un taux annuel d'accroissement de près de 5 pour cent entre 1970 et 1977. Au Paraguay, la forte demande de cultures d'exportation (coton et fèves de soja) a été un élément déterminant de l'accroissement de la production (4,6% par an).

Il faudrait évidemment étudier plus à fond les raisons des différences aussi importantes enregistrées dans les taux de croissance, mais cette analyse préliminaire fait déjà ressortir la complexité du problème.

#### PRINCIPAUX PRODUITS

On estime qu'en 1978 la production mondiale de céréales a atteint le chiffre record de 1 415 millions de tonnes (y compris le riz en équivalent usiné), qui se situe à environ 5 pour cent au-dessus du niveau de 1977. La production a augmenté aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, et particulièrement en Extrême-Orient, en Europe occidentale et en URSS. Aussi bien la production de blé que celles de céréales secondaires et de riz ont connu des niveaux records.

La production de blé est estimée à environ 430 millions de tonnes, soit 10 pour cent au-dessus du faible niveau de 1977. Aux Etats-Unis, la réduction des superficies pratiquée par les agriculteurs en conformité avec le programme gouvernemental de mise en réserve de 20 pour cent a été plus faible que prévu, et la récolte a atteint 48 millions de tonnes, chiffre inférieur de 12 pour cent seulement à celui de 1977. La récolte canadienne a dépassé le niveau de 1977. On estime que l'Europe occidentale a enregistré une récolte record de 63 millions de tonnes, soit près de 20 pour cent de plus qu'en 1977. En Europe orientale, bien qu'endommagée par d'excessives précipitations et des tempêtes, la récolte de blé était voisine du niveau de 1977; celle de l'URSS a atteint un nouveau record. En Australie, la récolte de blé a été bonne, après les mauvais résultats de 1977. Dans les régions en développement, les récoltes ont atteint un niveau sans précédent en Chine et en Inde, mais elles ont été mauvaises au Pakistan, bonnes en Afrique du Nord et en Turquie, et assez bonnes en Argentine.

La production de céréales secondaires en 1978 est estimée à 735 millions de tonnes, chiffre supérieur de près de 5 pour cent à celui de l'année précédente. Ces excellents résultats sont à attribuer principalement à une récolte record de 212 millions de tonnes aux Etats-Unis et à une récolte abondante en URSS. Comme pour le blé, la participation des agriculteurs des Etats-Unis au programme de mise en réserve a été plus faible que prévu et, à la faveur d'excellentes conditions météorologiques, les rendements de maïs ont atteint un record. Dans les pays en développement, les résultats n'ont pas été tout à fait aussi bons que dans les pays développés. De fortes précipitations et des inondations en Inde ont entraîné la perte de 2 à 3 millions de tonnes de céréales sur pied, mais l'accroissement des rendements dans les zones non touchées par les inondations a compensé ces pertes. L'Afrique et l'Argentine ont enregistré de bonnes récoltes; la production a été moyenne en Chine, mais très faible au Brésil.

En ce qui concerne le riz, la production est estimée à environ 250 millions de tonnes (usiné) en 1978, chiffre légèrement supérieur au niveau record de 1977. En Inde, en dépit de graves inondations, la récolte a été bonne pour la quatrième année consécutive. La Birmanie a également connu une bonne récolte. En Indonésie, favorisée par une très faible incidence des ravageurs et de fortes précipitations, la récolte de riz a atteint un niveau sans précédent. En Thaïlande, la production s'est redressée pour atteindre un nouveau record. En Chine, la récolte de riz précoce a été beaucoup plus abondante qu'en 1977, mais la récolte d'automne a souffert d'une longue sécheresse dans les régions orientales et centrales de la Chine. Bien que considérablement inférieure à celle de 1977, la récolte japonaise devrait dépasser les besoins intérieurs. Au Lao et au Viet Nam, les fortes

pluies de mousson suivies de typhons ont causé d'énormes dommages à la riziculture. Le Bangladesh a également souffert de mauvaises conditions météorologiques et d'attaques de ravageurs. Aux Etats-Unis, la récolte a atteint un record, mais celle du Brésil a diminué.

On estime que la production de manioc s'établit à 109 millions de tonnes, soit environ 2 pour cent de plus qu'en 1977; les superficies plantées ont légèrement augmenté au Brésil - le plus gros producteur - et dans plusieurs autres pays de l'Amérique latine, ainsi qu'en Angola, au Nigéria et au Zaïre. La production s'est accrue de 3 à 5 pour cent au Kampuchea, en Malaisie et au Viet Nam. La pratique de la culture intercalaire de manioc et d'arachides s'est diffusée en Inde. La production de l'Afrique orientale, du Ghana et de l'Indonésie est restée à peu près la même que celle de l'an dernier. En Thaïlande, le plus gros exportateur de manioc destiné à l'alimentation animale, la récolte a été de près de 20 pour cent supérieure à celle de 1977.

La production de légumineuses s'est redressée, passant de 48 millions de tonnes en 1977 à plus de 50 millions de tonnes en 1978. Dans les pays en développement, cette augmentation est à imputer principalement au relèvement des prix de soutien et aux bonnes conditions météorologiques en Inde, ainsi qu'à de vastes programmes de remise en état des terres dans le nord de la Chine, où les légumineuses s'adaptent bien aux systèmes de culture. Toutefois la production de haricots a baissé en Argentine et au Brésil qui se sont orientés vers le soja. Dans les pays développés, la production de légumineuses a enregistré une reprise aux Etats-Unis et en URSS; en Europe occidentale, la tendance à la baisse a connu un temps d'arrêt grâce à la majoration des prix de soutien.

Après la reprise de 12 pour cent enregistrée en 1977, on estime que la production de graines oléagineuses et d'huile végétale (mesurée en équivalent huile) s'est accrue de 3 pour cent en 1978 pour s'établir à plus de 47 millions de tonnes. La production mondiale de fèves de soja a progressé, la baisse de la production au Brésil ayant été plus que compensée par des récoltes records en Argentine et aux Etats-Unis. La récolte de graines de tournesol a été bonne dans tous les grands pays producteurs, et la production mondiale de graines de colza a bénéficié d'une récolte record au Canada et d'abondantes récoltes dans d'autres grandes régions productrices. La production d'arachides a progressé légèrement, en raison surtout de meilleures récoltes en Afrique occidentale. Celle de graines de coton a enregistré une baisse, à imputer principalement à la très faible production des Etats-Unis.

En 1978, la production de sucre est restée à peu près au niveau record enregistré l'année précédente, en dépit d'une baisse marquée des récoltes de betteraves en Europe. Dans de nombreux pays producteurs de canne à sucre, on a réduit les broyages en raison de la faiblesse de la demande et des cours, et de l'abondance des stocks de report. Toutefois, la production de canne à sucre a atteint un record en Inde; la récolte a été bonne à Cuba, mais a fléchi au Brésil.

En 1978, la production de café a enregistré une augmentation de 7 pour cent après la hausse brutale de 18 pour cent de l'année précédente, mais est restée inférieure au niveau enregistré avant la forte baisse de 1976. La récolte a connu une bonne reprise au Brésil et a enregistré un accroissement important en Colombie. La production de cacao a été légèrement inférieure à celle de 1977. Au Brésil, elle s'est accrue considérablement mais cette augmentation a été plus que contrebalancée par les faibles récoltes du Ghana et du Nigéria. On ne s'attend pas à une augmentation de la production de thé en 1978.

La production mondiale de coton a fléchi de 4 à 5 pour cent après une hausse de 15 pour cent en 1977. Confrontés à d'importantes disponibilités sur le marché mondial et à la faiblesse des prix, les producteurs de coton des Etats-Unis ont réduit les plantations de 8 pour cent; sous l'effet de la sécheresse et des dommages causés par les insectes, les rendements se sont établis à leur point le plus bas depuis 1957 et la production a baissé de près de 25 pour cent. En URSS, il a fallu replanter de plus grandes superficies en raison de mauvaises conditions météorologiques, mais la récolte s'est établie à un niveau voisin du record de 1977. En Chine, la production s'est quelque peu redressée, tandis qu'elle baissait au Brésil, en Egypte, au Mexique et en Turquie et augmentait en Inde et

au Pakistan. La production de jute brute a continué son mouvement ascendant mais aucun accroissement n'a été enregistré dans la production mondiale de caoutchouc.

La production de lait n'a augmenté que de 1,5 pour cent en 1978 contre 3 pour cent l'année précédente. Cette baisse de croissance a coïncidé avec une certaine amélioration de la demande, mais les approvisionnements sont néanmoins restés bien supérieurs à la demande du marché. En URSS, la production a légèrement diminué au cours des six premiers mois de 1978, mais s'est ensuite redressée avec l'amélioration des approvisionnements de produits d'alimentation animale. Dans la Communauté économique européenne, la production a augmenté d'environ 3 pour cent au cours des six premiers mois de 1978, mais le renforcement des mesures visant à décourager la production a fait baisser le taux de croissance au cours du second semestre de l'année. Aux Etats-Unis, la production de lait a plafonné en raison surtout de la réduction de l'effectif des vaches laitières, due à une forte augmentation des prix des animaux de boucherie. La production australienne a souffert d'une grave sécheresse et de la diminution de l'effectif de vaches.

La production de viande ne s'est accrue que de 2 pour cent en 1978 contre une augmentation annuelle moyenne de 3 pour cent enregistrée dans les 15 dernières années. La baisse de la production de viande de boeuf ainsi que l'abondance des approvisionnements de produits d'alimentation animale ont stimulé la production de viande de porc et de volaille. L'abattage de bovins a diminué en Australie et aux Etats-Unis, a plafonné en Europe occidentale et augmenté en Europe orientale et en URSS. Dans ces deux dernières régions, l'expansion relativement rapide de la production carnée s'est poursuivie. La production de viande de porc a augmenté dans la plupart des pays. Celle de viande de volaille a augmenté encore plus rapidement, excepté dans les pays de la Communauté, où l'offre dépasse la demande, où les fluctuations des taux de change rendent plus difficile l'accès aux marchés d'exportation et où cette production ne bénéficie pas d'achats de soutien.

## DISPONIBILITES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

D'après la quatrième Enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation - parue au début de 1978 - les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant ont légèrement baissé entre 1969-71 et 1972-74 dans les pays en développement à économie de marché, et le nombre de leurs habitants sous-alimentés est passé, au cours de cette période, de quelque 400 millions à environ 450 millions, ce qui représente un quart de leur population totale. Sur la base des premiers bilans des disponibilités alimentaires établis pour 56 pays en développement, il est maintenant possible de procéder à une évaluation provisoire de l'évolution des disponibilités alimentaires et de la situation nutritionnelle en 1975 et en 1976.

Comme l'indique le Tableau 1-5, les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans les pays en développement à économie de marché sont retombées en 1975 au-dessous du niveau déjà faible de 1973. La chute a été particulièrement sensible dans les pays PGT et en Extrême-Orient. Toutefois elles ont beaucoup augmenté en 1976, notamment dans ces pays, et les pays en développement à économie de marché ont finalement retrouvé leur niveau maximum de 1971. Pour l'ensemble des pays en développement, les changements ont été moins marqués puisque les pays à économie centralement planifiée ont enregistré depuis 1973 des progrès assez soutenus.

Toutefois, à l'exception des pays asiatiques à économie centralement planifiée et du Proche-Orient, il ne s'agit pas de réels progrès mais seulement d'un retour aux niveaux antérieurs qui, ne l'oubliions pas, correspondaient à un faible niveau nutritionnel. En Amérique latine, en 1972-74, les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire dépassaient les besoins de 7 pour cent, mais cet excédent était loin de suffire à en compenser la mauvaise répartition par rapport aux besoins nutritionnels. Au Proche-Orient et dans les pays autres que les pays PGT, les disponibilités correspondaient approximativement aux besoins. En Afrique, en Extrême-Orient et dans les pays PGT, elles accusaient un déficit d'environ 10 pour cent.

Pour ce qui est du profil de la consommation alimentaire, le changement majeur semble être le temps d'arrêt enregistré en 1975 et 1976 par la tendance - jusque-là à la baisse - de la consommation de légumineuses par habitant dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Amérique latine. Dans cette dernière région, la quantité de protéines tirées des produits de l'élevage a progressé de 8 pour cent entre 1973 et 1976. La consommation de sucre a continué d'augmenter considérablement en Amérique latine et au Proche-Orient, de même que celle d'huiles végétales et de matières grasses dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Amérique latine.

Tableau 1-5. Régions en développement: indices des disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant

	Moyenne 1969-71	Moyenne 1972-74	1971	1972	1973	1974	1975	1976
..... 1961-65 = 100 .....								
Pays en développement à économie de marché 1/	102	101	103	102	100	102	99	103
Afrique	103	102	104	103	102	102	103	105
Extrême-Orient	102	101	103	102	98	102	97	102
Amérique latine	103	102	103	102	102	103	104	104
Proche-Orient	104	108	104	106	107	110	115	117
Pays asiatiques à économie centralement planifiée	113	119	118	114	120	122	124	124
TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT	106	107	108	106	106	109	107	110
Pays PGT	101	99	102	101	96	99	95	101

Source: FAO: bilans alimentaires pour 56 pays; pour 1975 et 1976, il s'agit de bilans préliminaires.

1/ Y compris les pays appartenant à d'autres régions non spécifiées.

L'évolution ultérieure des disponibilités alimentaires par habitant dans les pays en développement en 1977 et 1978 aura été largement fonction de leur production alimentaire par habitant en 1976 et 1977. Comme l'indique le Tableau 1-6, la production a plafonné dans les pays en développement à économie de marché au cours de ces deux années, et a fortement baissé en Afrique et au Proche-Orient en 1977. Pour cette année-là, la production alimentaire par habitant en Afrique a reculé de 10 pour cent par rapport à 1969-71. On ne peut donc guère s'attendre à une forte augmentation sauf en Extrême-Orient (et notamment en Inde).

Le Tableau 1-6 fait également ressortir la tendance à la baisse de la production alimentaire par habitant dans les pays PGT en 1970-77.

Tableau 1-6. Indices FAO de la production alimentaire par habitant 1/ dans les régions en développement et les pays PGT

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 2/	1976 à 1977	Variation	Taux de variation
	1969-71 = 100							1961-70	annuelle 3/ 1970-77	
Pays en développement à économie de marché 4/	99	97	98	98	101	101	101	-	0,4	0,2
Afrique	99	97	92	95	93	94	90	-4	-	-1,3
Extrême-Orient	99	95	101	96	102	100	103	+4	0,2	0,4
Amérique Latine	99	98	98	101	102	104	104	-	0,7	0,6
Proche-Orient	100	104	96	102	104	106	101	-5	0,5	0,7
Pays asiatiques à économie centralement planifiée	103	101	104	106	108	109	109	-	1,1	1,3
TOTAL, PAYS EN DEVELOPPEMENT	101	98	100	100	103	103	104	-	0,6	0,5
Pays PGT d'Afrique	99	95	93	95	92	93	90	-3	0,4	-1,4
Pays PGT d'Extrême-Orient	99	93	99	92	100	96	100	+5	-0,1	-0,1
Pays PGT d'Amérique Latine	101	102	102	98	96	100	101	+1	1,0	0,2
Pays PGT du Proche-Orient	98	100	101	101	102	100	98	-3	0,2	0,2
TOTAL, PAYS PGT	99	94	98	94	99	96	99	+3	0,1	0,3

1/ Production végétale et élevage seulement. 2/ Données préliminaires. 3/ Tendance exponentielle.  
 4/ Y compris des pays d'autres régions non spécifiées.

### PRIX ALIMENTAIRES A LA CONSOMMATION

Bien que, de façon générale, la hausse des prix alimentaires à la consommation ait été à peu près la même en 1977 qu'en 1976, son rythme s'est accéléré dans 56 des 88 pays pour lesquels on dispose de données (Tableau 1-7), et le nombre des pays où les hausses ont été supérieures à 15 pour cent a aussi légèrement augmenté. En outre, le taux d'augmentation des prix alimentaires moyens est demeuré supérieur à celui qui avait prévalu durant la période antérieure à 1973, et les prix alimentaires sont restés le facteur essentiel de l'inflation générale dans environ trois quarts des pays considérés. D'après des informations préliminaires, l'accroissement des prix alimentaires en 1978 aurait connu un léger ralentissement, notamment dans la plupart des pays européens.

En Amérique du Nord, la plus grande partie des augmentations enregistrées en 1977 n'ont concerné qu'un assez petit nombre d'articles, notamment le café, d'autres articles importés, et le poisson. La montée des prix alimentaires s'est accélérée aux Etats-Unis pendant les premiers mois de 1978 en raison des mauvaises conditions météorologiques de cet hiver et de la hausse des prix à l'exploitation; aussi s'attendait-on, pour l'ensemble de l'année 1978, à une augmentation de 6 à 8 pour cent par rapport à 1977. Au Canada, les prix alimentaires ont augmenté au taux jamais encore enregistré de 16 pour cent au cours de l'année finissant en juillet 1978. En Europe, la hausse relativement forte enregistrée au printemps de 1977 a connu un ralentissement à la fin de l'année 1977 et au cours de la première moitié de 1978. Des taux d'augmentation plus faibles ont été observés dans la plupart des pays d'Europe septentrionale, à l'exception de l'Islande. Par contre, les prix ont monté de plus de 30 pour cent au Portugal et de 20 pour cent environ en Italie, en Espagne et en Yougoslavie, bien qu'une certaine amélioration se soit manifestée dans ces pays au cours de 1978. La hausse des prix dans les pays du sud de l'Europe est à imputer principalement à la situation défavorable de l'offre et à l'incidence de la dépréciation monétaire sur les importations de produits alimentaires.

Tableau 1-7. Evolution des prix alimentaires à la consommation dans 88 pays

Pourcentage d'augmentation	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77 1/
..... nombre de pays .....				
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT (63)</b>				
moins de 5 .....	2	5	17	7
5,1 à 10 .....	4	14	17	18
10,1 à 15 .....	8	9	8	18
15,1 à 30 .....	35	23	12	12
30,1 et au-dessus .....	14	12	9	8
<b>PAYS DEVELOPPEES (25)</b>				
moins de 5 .....	-	-	3	2
5,1 à 10 .....	6	6	5	7
10,1 à 15 .....	6	7	8	6
15,1 à 30 .....	12	9	8	7
30,1 et au-dessus .....	1	3	1	3

Source: Tableau annexe 12.

1/ Données préliminaires.

Dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Amérique latine, la hausse des prix alimentaires a été en moyenne plus forte en 1977 qu'en 1976. L'amélioration constatée en Amérique latine s'explique essentiellement par le ralentissement spectaculaire de la hausse des prix en Argentine et au Chili, après la flambée observée les années précédentes. En Argentine, la hausse des prix alimentaires à la consommation, qui avait presque atteint 460 pour cent en 1976, est passée à 47 pour cent en 1977, chiffre beaucoup plus faible que celui de l'inflation générale. Ce ralentissement est à attribuer à la situation exceptionnellement favorable de l'offre ainsi qu'à un certain nombre de mesures gouvernementales - libre importation de produits laitiers, limitations des exportations des produits peu abondants, réglementation adoptée pour freiner la spéculation. Toutefois, selon des informations préliminaires, les prix alimentaires auraient recommencé à monter en 1978. Bien que la hausse des prix alimentaires enregistrée au Chili - 175 pour cent - ait marqué un record mondial, c'est la plus faible que l'on ait connue dans le pays depuis 1972. La tendance actuelle laisserait prévoir une nouvelle amélioration et le taux d'accroissement, pour l'exercice se terminant en juillet 1978, retrouverait le niveau relativement raisonnable de 40 pour cent. Au Brésil, le taux d'augmentation des prix alimentaires de détail a enregistré une hausse pour la sixième année consécutive, passant à environ 40 pour cent. Le mauvais temps et les goulets d'étranglement commerciaux ont causé des pénuries temporaires pour certaines denrées. En Colombie et au Mexique, le taux d'accroissement a plus que doublé, tandis qu'au Pérou, où il était déjà élevé, il a connu une nouvelle accélération.

Quant aux 21 pays africains pour lesquels on dispose d'informations, la hausse des prix a été plus forte en 1977 qu'en 1976 dans 18 d'entre eux. La Tunisie a maintenu la hausse des prix alimentaires à des niveaux modérés, bien inférieurs à ceux de l'inflation générale, bien qu'on ait pu observer une certaine détérioration au cours de 1978. Par contre, la hausse des prix alimentaires de détail a atteint 14 pour cent environ en Algérie et au Maroc, au cours de 1978. Dans ce dernier pays, les augmentations de prix semblent s'être stabilisées à 8 pour cent par an en raison notamment de l'énergique campagne lancée contre la spéculation en septembre 1977. En Ethiopie et en Somalie la stabilité relative des prix a été perturbée par les opérations militaires qui ont désorganisé les approvisionnements alimentaires. Au Nigéria, le niveau élevé des prix des huiles et des matières grasses, des légumes, des fruits frais et à coque a eu d'importantes incidences dans les villes notamment dans la région de Lagos.

Au Proche-Orient, les prix alimentaires à la consommation ont augmenté d'environ 20 pour cent, soit deux fois plus qu'en 1976. La hausse a été particulièrement forte en Jordanie (44 pour cent contre 22 pour cent en 1976) et des subventions à la consommation ont été accordées pour le blé et le pain. Il semble, toutefois, que ce pays ait enregistré en 1978 une amélioration spectaculaire des prix et des approvisionnements alimentaires. En Iran, l'effet de la hausse des prix a été atténué grâce aux subventions accordées à la consommation et au contrôle des prix mis en vigueur principalement à Téhéran. En Egypte, la hausse des prix alimentaires en 1977 et au cours des six premiers mois de 1978 a été à peu près la même (14 à 15 pour cent) qu'en 1976, grâce au contrôle des prix institué sur les denrées de base.

En Extrême-Orient, la Birmanie et Sri Lanka n'ont connu en 1977 que des hausses négligeables des prix alimentaires à la consommation. En Inde et au Bangladesh, où l'on avait réussi en 1976 à contrôler remarquablement les prix de détail, ces derniers ont recommencé à monter et la hausse a atteint environ 10 pour cent en 1977. Les prix de certains produits alimentaires essentiels ont été relevés en Inde de façon sélective, mais les exportations de poisson frais et de légumes ont été interdites dans le but d'accroître les disponibilités sur le marché intérieur. En mai 1978, l'augmentation annuelle des prix semblait avoir été stabilisée à nouveau autour de 2 pour cent. En République de Corée, les récoltes ont été bonnes et les hausses des prix alimentaires ont ralenti pour passer à environ 12 pour cent, niveau le plus faible enregistré depuis quatre ans. En Thaïlande, la médiocrité des récoltes a entraîné une pression sur les prix de détail.

L'incidence des coûts de production sur les prix alimentaires à la consommation a varié considérablement d'un pays à l'autre et selon les produits. Dans la plupart des pays développés, selon les renseignements disponibles, la part de la valeur globale des denrées alimentaires au niveau du détail revenant aux agriculteurs est restée assez stable, soit à peu près 40 pour cent. Aux Etats-Unis, on estime que la hausse des prix à la production a contribué pour moitié environ à la hausse de 8 pour cent des prix alimentaires observée pendant l'exercice qui s'est terminé en mars 1978. Pour l'ensemble de l'année 1978, la valeur des denrées alimentaires à l'exploitation sera probablement supérieure de 9 pour cent en moyenne au niveau peu élevé enregistré en 1977 et comptera pour environ trois cinquièmes de la hausse totale des prix des denrées alimentaires. Au Japon, de 1971 à 1976, la hausse moyenne des prix du paddy à la production a été de 15 pour cent par an, et celle des prix de détail du riz usiné a été supérieure à 17 pour cent.

En ce qui concerne les pays en développement, on ne dispose que de très peu de données sur l'évolution récente des prix à la production, des frais de commercialisation et des marges pratiquées. En Amérique latine, où le contrôle des prix en faveur du consommateur est très fréquent dans la plupart des pays, il semble que les prix du lait à la production n'aient pas suivi le rythme de l'inflation générale en Colombie, en Equateur et au Pérou. Dans cette région, la part des prix de détail revenant aux agriculteurs peut aller de 30 pour cent pour les bananes en Colombie à 75 pour cent au Guatemala pour le maïs. En Extrême-Orient, en ce qui concerne le riz ces dernières années, la part revenant aux agriculteurs, qui n'était que de 53 à 67 pour cent en Inde et au Pakistan, a par contre atteint 76 à 80 pour cent au Bangladesh, au Népal et en Thaïlande. Aux Philippines, les prix à la production ont augmenté d'environ 9 pour cent par an durant la période 1971-77, alors que le prix de détail du riz usiné a augmenté de 10 pour cent. Toujours pour le riz, les écarts entre prix à la production et prix à la consommation ont également eu tendance à s'accuser ces dernières années en Thaïlande, tandis qu'à Sri Lanka et, dans une moindre mesure, en République de Corée, la part revenant aux agriculteurs augmentait quelque peu.

## STOCKS CEREALIERS ET SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

On estime qu'à la fin des campagnes agricoles 1977/78, les stocks céréaliers de report (non compris ceux détenus par l'URSS et la Chine pour lesquels on ne possède aucune donnée) s'élevaient à 177 millions de tonnes; leur niveau a donc continué à monter depuis 1975/76 (Tableau 1-8). Ils représentent ainsi 19 pour cent de la consommation annuelle, proportion jamais atteinte depuis 1972. Les pays exportateurs ont enregistré un fort gonflement des stocks de céréales secondaires. Dans les pays importateurs, les stocks de blé ont baissé et ceux de riz ont quelque peu augmenté. En URSS et en Chine, les récoltes céréalierées de 1977 ayant été décevantes, il est probable que l'on a quelque peu prélevé sur les stocks en 1977/78.

Cet accroissement des stocks est un facteur positif pour la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, ils se trouvent surtout dans les pays développés exportateurs, les Etats-Unis et le Canada à eux seuls en détenant 52 pour cent en 1977/78. La concentration des stocks en Amérique du Nord pourrait entraîner de graves problèmes logistiques si une situation alimentaire d'urgence exigeait que l'on expédie rapidement de fortes quantités de céréales. Les Etats-Unis et le Canada ont déjà connu en 1977 et 1978 des goulets d'étranglement dus au transport qui ont temporairement retardé certaines de leurs exportations de céréales.

A la fin de décembre 1978, 11 millions de tonnes de blé et 21 millions de tonnes de céréales secondaires avaient été placées dans la réserve céréalier appartenant aux agriculteurs des Etats-Unis. Ainsi une grande proportion des stocks de blé et de céréales secondaires des Etats-Unis sont temporairement retirés du marché pour être débloqués uniquement si les prix atteignent des niveaux fixés à l'avance (au moins 140 pour cent du taux de prêt dans le cas du blé).

Les stocks céréaliers demeurent faibles dans la plupart des pays en développement, à l'exception principalement de l'Inde et de la Turquie. Les stocks de blé indien n'ont fléchi que modérément en 1977/78 par rapport aux niveaux records de la campagne précédente, bien que les quantités distribuées à la population aient augmenté et que des exportations aient eu lieu vers l'URSS pour restituer un prêt consenti en blé.

Selon des prévisions pour 1978/79, les stocks céréaliers de report enregistreraient une nouvelle augmentation de 13 pour cent, en grande partie imputables à l'augmentation des stocks de céréales secondaires qui atteignent le niveau record de 93 millions de tonnes. Ces stocks seront encore plus fortement concentrés qu'en 1977/78, la part de l'Amérique du Nord représentant environ 60 pour cent du total. Grâce à une récolte céréalier sans précédent en 1978, l'URSS devrait pouvoir en partie reconstituer ses stocks.

Tableau 1-8. Stocks céréaliers de report (estimation) 1/

	Stocks de clôture							
	1971/ 72	1972/ 73	1973/ 74	1974/ 75	1975/ 76	1976/ 77	1977/ 78 2/	1978/ 79 3/
..... millions de tonnes .....								
BLE	70	47	44	48	59	85	81	83
Principaux pays exportateurs	52	33	30	33	38	55	54	57
Principaux pays importateurs	10	7	7	8	14	22	19 )	26
Autres pays	8	7	7	7	7	8	8 )	
RIZ 4/	21	13	14	13	20	20	22	24
Certains pays exportateurs	6	4	4	4	7	7	8	...
Certains pays importateurs	8	5	6	6	10	9	11	...
Autres pays	7	4	4	3	3	4	3	...
CEREALES SECONDAIRES	77	59	50	47	45	61	74	93
Principaux pays exportateurs	56	40	29	24	24	37	50	68
Principaux pays importateurs	11	11	13	14	13	13	13 )	25
Autres pays	10	8	8	9	8	11	11 )	
<u>Total stocks céréaliers</u>	168	119	108	108	124	166	177	200
En pourcentage de la consommation totale	19	14	13	12	14	18	19	21

Note: Les données concernant les stocks sont basées sur un agrégat des niveaux des stocks nationaux de report à la fin des campagnes agricoles nationales; elles ne doivent donc pas être interprétées comme représentant le niveau des stocks mondiaux à une date donnée.

1/ Non compris les stocks détenus en Chine et en URSS. 2/ Données préliminaires.

3/ Prévisions. 4/ Riz usiné.

Le volume élevé atteint ces dernières années par les stocks mondiaux fournit l'occasion idéale de mettre en oeuvre les dispositions relatives à une réserve alimentaire contenues dans l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale. Si l'on ne saisit pas cette occasion, on pourrait connaître de nouveau une période d'instabilité et d'incertitude. Toutefois, les progrès dans la voie de la création de réserves alimentaires nationales coordonnées au plan international sont toujours entravés par la lenteur des négociations sur le nouvel Accord international sur les céréales. Après les discussions préparatoires, qui se sont déroulées pendant deux ans sous les auspices du Conseil international du blé, la CNUCED a convoqué une conférence de négociations en février 1978, pour parvenir à la conclusion d'un accord qui remplacerait l'Accord international sur le blé de 1971, mais elle n'a pas donné de résultats et l'ancien accord a été prorogé par protocole pour une nouvelle année jusqu'au 30 juin 1979. Les principaux points de désaccord portent sur la nature et le rôle des dispositions relatives aux prix, le volume et la répartition des stocks de réserve, l'inclusion éventuelle des céréales secondaires dans l'Accord et enfin, sur l'aide à fournir aux pays en développement pour la constitution de stocks de réserve. La Conférence de négociation a été convoquée à nouveau en novembre 1978, sans parvenir à un accord, bien que des progrès considérables aient été réalisés en ce qui concerne une nouvelle Convention sur l'aide alimentaire et un arrangement consultatif sur les céréales secondaires. Elle doit se réunir à nouveau en février 1979.

PREVENTION DES PERTES ALIMENTAIRES

La sécurité alimentaire passe par la mise en oeuvre de programmes visant à réduire les pertes alimentaires. On estime que les pertes dues aux ravageurs avant la récolte représentent de 20 à 40 pour cent de la production globale. Les pertes après récolte dues à des causes mécaniques représentent de 5 à 10 pour cent et celles dues à des causes biologiques sont de l'ordre de 10 pour cent. La réduction de ces pertes contribuerait grandement à la sécurité alimentaire mondiale.

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a lancé un appel pour que les pertes après récolte dans les pays en développement soient réduites d'au moins 50 pour cent en 1985. Lors de sa dix-neuvième session, en 1977, la Conférence de la FAO a élaboré un Programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires, financé par un compte spécial alimenté par des contributions volontaires et dont le montant est fixé à 20 millions de dollars. Vers le 15 novembre 1978, le compte spécial se montait à près de 15 millions de dollars et environ quatre millions avaient été réservés pour quelque vingt projets approuvés par le Directeur général. Le Programme met particulièrement l'accent sur la prévention des pertes au niveau de l'exploitation et du village, et a pour objectif d'aider les pays à obtenir l'aide financière extérieure très importante dont ils ont besoin. Le programme portera tout d'abord sur les céréales et autres cultures vivrières de base, mais devrait par la suite inclure les produits animaux et autres denrées alimentaires périssables. La priorité est accordée aux pays les moins développés, aux pays PGT, aux pays prioritaires sur le plan de l'alimentation et, dans ces pays, aux mesures prises en faveur des populations rurales déshéritées. Pour maintenir le rythme actuel des activités, le Programme devra bénéficier d'un financement soutenu d'au moins 10 millions de dollars par an.

## AIDE ALIMENTAIRE

En 1977/78, le volume de l'aide alimentaire en céréales s'est de nouveau redressé (Tableau 1-9) mais il est encore resté en deçà de l'objectif minimum de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation. Cet objectif est modeste, si on le compare aussi bien au niveau antérieur de l'aide alimentaire qu'aux besoins actuels. En 1976, les pays en développement non exportateurs de pétrole ont dépensé plus de 10 milliards de dollars - soit un tiers de leur déficit courant des paiements - pour des importations alimentaires commerciales, céréales essentiellement. Selon un rapport intérimaire, présenté au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, on peut raisonnablement estimer à 15 à 16 millions de tonnes par an les besoins d'aide alimentaire en céréales d'ici 1985.

Tableau 1-9. Expéditions de céréales au titre de l'aide alimentaire

	<u>millions de tonnes</u>
1970/71	12,8
1971/72	12,6
1972/73	10,1
1973/74	5,7
1974/75	8,4
1975/76	6,9
1976/77	9,1
1977/78	9,4
1978/79	9,6 <u>1/</u>

1/ Attributions.

Les expéditions de la campagne 1977/78 ont été plus faibles que prévu car les attributions des Etats-Unis ont été réduites. En effet, l'autorisation budgétaire des Etats-Unis a représenté un volume d'aide alimentaire plus faible que prévu en raison de la hausse des prix. Selon des estimations de la FAO, le volume de l'aide alimentaire pour 1978/79 s'établirait à 9,6 millions de tonnes, niveau une fois encore inférieur à l'objectif fixé de 10 millions de tonnes.

En 1978, les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence sont restées très inférieures au niveau de 500 000 tonnes de céréales recommandé par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. A la fin de l'année, elles s'élevaient à environ 348 000 tonnes, dont 293 000 tonnes avaient déjà été utilisées. A sa quatrième session, en juin 1978, le Conseil mondial de l'alimentation a recommandé que cette réserve soit établie sur une base permanente et regarnie chaque année.

Les expéditions d'aide alimentaire en lait écrémé en poudre ont augmenté de près de 20 pour cent en 1977/78 pour passer à 195 000 tonnes, mais celles d'huile végétale ont fléchi d'environ 10 pour cent pour tomber à 220 000 tonnes.

Le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire n'a guère progressé dans l'établissement de directives permettant d'améliorer les politiques d'aide alimentaire. Des améliorations sont encore nécessaires en ce qui concerne, par exemple, la planification prévisionnelle en volume, le développement de l'aide acheminée par les voies multilatérales et les conditions de l'aide alimentaire. En octobre 1978, lors de sa sixième session, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a noté que les contributions au Programme alimentaire mondial Nations Unies/FAO avaient atteint 716 millions de dollars pour l'exercice 1977-78, l'objectif étant 750 millions de dollars. Pour l'exercice 1979-80, les contributions se sont montées à 693 millions de dollars, soit moins des trois quarts de l'objectif de 950 millions de dollars. Le PAM avait déjà pour 870 millions de dollars de demande d'aide en voie d'acheminement. L'insuffisance des ressources du PAM (notamment la pénurie de produits laitiers dans son "assortiment" de produits alimentaires) contraste fortement avec les excédents croissants de produits de l'élevage qui existent en Europe et les abondants stocks céréaliers détenus en Amérique du Nord.

## BIENS DE PRODUCTION

ENGRAIS

De 1966/67 à 1976/77, la production mondiale d'engrais est passée de 54 millions de tonnes 1/ à 98 millions de tonnes; plus de la moitié de cette augmentation est le fait des pays à économie centralement planifiée (Tableau 1-10). En 1976/77, en dépit d'un certain ralentissement du taux de croissance obtenu dans les pays à économie centralement planifiée, le taux mondial retrouvait la valeur de la tendance à long terme (environ 7 pour cent). Dans les pays développés à économie de marché, la production d'engrais s'est redressée en 1976/77 mais est restée inférieure au niveau de 1973/74 et 1974/75. Dans les pays en développement à économie de marché, le taux de croissance a augmenté en 1976/77 sans toutefois parvenir au niveau élevé enregistré au cours de la période 1966/67 à 1973/74. Bien que la production dans ces pays ait plus que quadruplé au cours de la dernière décennie, elle représente encore moins de 10 pour cent de la production mondiale.

Selon les prévisions du Groupe de travail FAO/ONUDI/Banque mondiale sur les engrais - qui se fondent sur la capacité de production planifiée et la croissance prévue de la demande -, l'offre des trois éléments fertilisants devrait être suffisante au moins jusqu'en 1982/83. L'expansion de la capacité de production d'engrais azotés et phosphatés sera en grande partie enregistrée dans les pays en développement à économie de marché dont la part de la capacité mondiale pour chacun de ces éléments fertilisants passera d'environ 12 pour cent en 1976/77 à environ 20 pour cent en 1982/83. Ainsi, il semble que l'industrie des engrais soit l'un des secteurs où la part revenant aux pays en développement atteindra, d'ici l'an 2000, 25 pour cent de la production mondiale, objectif spécifié dans la Déclaration de Lima de l'ONUDI.

Les prix internationaux des engrais se sont redressés après la forte baisse enregistrée en 1975, mais les rapports de prix récoltes/engrais sont restés favorables dans la plupart des pays et la consommation a continué à croître en 1976/77 (Tableau 1-11). Le taux mondial de croissance est resté inférieur à sept pour cent, niveau atteint avant la campagne 1973/74 en raison de la très faible croissance enregistrée dans les pays à économie centralement planifiée. Toutefois, l'augmentation de la consommation dans les pays en développement à économie de marché a été plus rapide en 1976/77 que le rythme moyen d'accroissement enregistré au cours de la période 1966/67 - 1973/74. Dans les pays le plus gravement touchés, après une baisse d'environ quatre pour cent en 1974/75, la consommation d'engrais a connu une reprise et a augmenté de 14 pour cent en 1975/76 et de 16 pour cent en 1976/77.

Ce redressement de la consommation ne doit pas être considéré comme mettant fin aux difficultés que rencontrent les pays le plus gravement touchés pour se procurer des quantités suffisantes d'engrais. Une analyse de la consommation dans les pays PGT bénéficiant de l'aide en engrais du Programme international d'approvisionnement en engrais (IFS) indique que l'assistance fournie par ce programme représente une part importante des approvisionnements en engrais d'un certain nombre de pays, et que, pour beaucoup d'autres, la consommation d'engrais n'aurait pu enregistrer des taux élevés d'expansion sans l'aide de ce programme. Malheureusement, l'aide en engrais accordée au titre de l'IFS est considérée comme une mesure d'urgence, et les contributions des gouvernements donateurs ont baissé comme l'a fait l'aide totale en engrais aux pays en développement (Tableau 1-12). D'après des données préliminaires, cette dernière aurait encore baissé en 1977/78. Les quantités d'engrais dont l'IFS a disposé depuis sa création n'ont pas été suffisantes pour satisfaire les besoins minimums des pays PGT.

En 1976/77, les engrais azotés représentaient 48 pour cent de la consommation mondiale, les phosphates 28 pour cent et la potasse 24 pour cent. Pour les premiers, le taux de croissance a fléchi en 1976/77 en raison d'une baisse de la consommation dans les pays à économie centralement planifiée et d'une diminution du taux de croissance dans les pays développés à économie de marché. Le ralentissement de la croissance de la consommation de potasse est à imputer entièrement au moindre écoulement dans les pays à économie centralement planifiée. Le taux de croissance de la consommation de phosphates s'est accru en 1976/77.

1/ Sauf mention contraire, ces chiffres se réfèrent aux éléments fertilisants N, P, K.

Tableau 1-10. Engrais: Production et taux de croissance

	Production 1966/67	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1966/67 à 1973/74	1973/74 à 1974/75	1974/75 à 1975/76	1975/76 à 1976/77	Croissance annuelle
	millions de tonnes .....						pourcentage .....			
Pays développés à économie de marché	37,46	51,74	51,99	47,87	50,91	4,7	0,5	-7,9	6,4	
Pays en développement à économie de marché	2,13	6,30	7,15	7,84	8,95	16,8	13,5	9,7	14,2	
Pays à économie centralement planifiée	14,52	29,50	32,69	36,34	38,58	10,7	10,8	11,2	6,2	
Monde	54,11	87,55	91,84	92,05	98,45	7,1	4,9	0,2	7,0	

Tableau 1-11. Engrais: Consommation et taux de croissance

	1966/67	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1966/67	1973/74	1974/75	1975/76
						à	à	à	à
						1973/74	1974/75	1975/76	1976/77
..... millions de tonnes .....									
Pays développés à économie de marché	31,57	43,38	38,96	41,95	44,90	4,6	-10,2	7,7	7,0
Pays en développement à économie de marché	5,05	12,04	12,16	13,23	15,39	13,2	1,0	8,8	16,3
Pays à économie centralement planifiée	14,37	28,17	29,97	33,72	34,35	10,1	6,4	12,5	1,9
Monde	50,99	83,59	81,09	88,91	94,64	7,3	-3,0	9,6	6,4

Tableau 1-12. Aide bilatérale et multilatérale en engrais

	Total ... milliers de tonnes	IFS 1/..
1974/75	1 416	103
1975/76	1 345	245
1976/77	1 075	88

1/ En termes d'éléments fertilisants.

Dans les pays en développement à économie de marché, les trois éléments fertilisants ont enregistré une augmentation du taux de croissance de la consommation par rapport à l'année précédente, augmentation particulièrement importante pour les phosphates et la potasse.

La consommation mondiale a presque doublé entre 1966/67 et 1976/77, tout comme le commerce international, les importations représentant environ 27 pour cent de la consommation chaque année. Toutefois, dans les pays en développement à économie de marché, la production intérieure (notamment d'engrais azotés et phosphatés) s'étant accrue, la part des importations dans la consommation a baissé de 71 à 50 pour cent au cours de la décennie. Mais en ce qui concerne la potasse, les quantités importées ont augmenté en fonction de l'accroissement de la consommation, les gisements connus dans les pays en développement étant limités.

Bien que l'on s'attende à une diminution régulière des besoins d'importation d'engrais azotés des pays en développement à économie de marché, qui doivent doubler leur capacité de production d'ici à 1982/83, la demande à l'importation restera encore importante. Le Proche-Orient est la seule région en développement qui devrait avoir un excédent de production à exporter. Pour ce qui est des phosphates, l'offre et la demande dans les pays en développement à économie de marché devraient s'équilibrer en 1982/83, en raison de l'augmentation de la capacité de production en Afrique et au Proche-Orient. L'Extrême-Orient et l'Amérique latine accroîtront leur capacité de production de phosphates mais il leur faudra cependant avoir recours aux importations pour satisfaire la croissance projetée de la demande. En ce qui concerne la potasse, les pays en développement à économie de marché deviendront plus encore tributaires des importations.

#### PESTICIDES

Pour les pesticides, la situation de l'offre ne s'est guère modifiée depuis 1977. Les prix de certains produits ont légèrement augmenté, mais dans l'ensemble les prix des pesticides sont restés stables. En 1977, les stocks de certains d'entre eux s'étaient gonflés, mais il n'en a pas été de même en 1978. La demande d'herbicides a continué à augmenter plus rapidement que celle des insecticides ou des fongicides.

De nombreux pays en développement éprouvent encore des difficultés à se procurer les quantités de pesticides dont ils ont besoin. Cela tient non seulement à ce qu'ils manquent de devises étrangères, mais également au fait que certains produits ont été interdits dans les pays développés qui les fabriquent, pour éviter la pollution, et qu'il n'existe pas

encore de produits de remplacement à des prix comparables. A cet égard, beaucoup de pays en développement envisagent de mettre au point et de produire eux-mêmes des pesticides, mais ils se heurtent au manque de personnel qualifié capable d'effectuer des essais et de surveiller l'introduction de produits de remplacement.

#### SEMEANCES AMELIOREES

Une nouvelle étude de la diffusion des variétés de blé et de riz à haut rendement a été effectuée pour la période 1965/66 - 1976/77 1/. Bien qu'on ne dispose d'une série chronologique complète que pour les pays d'Asie en développement à économie de marché, cette région compte plus de 80 pour cent de la superficie totale plantée en variétés à haut rendement dans les pays en développement à économie de marché (les deux tiers pour les variétés de blé et 95 pour cent pour les variétés de riz).

Au cours de ces douze années, la superficie consacrée aux variétés de blé et de riz à haut rendement en Asie dans les pays en développement à économie de marché a progressé en gros de façon linéaire, bien qu'on ait enregistré un léger ralentissement en 1973/74 et en 1974/75, du en partie au manque d'engrais. La superficie plantée en blé à haut rendement est passée de 9,8 millions d'hectares en 1970/71 à 19,7 millions d'hectares en 1976/77, ce qui représente 72 pour cent des superficies totales plantées en blé dans la région. Pour le riz, la surface consacrée à ces variétés est passée de 9,4 millions d'hectares en 1970/71 à 24,2 millions d'hectares en 1976/77, soit 30 pour cent de la surface rizicole totale. Dans la région, 75 pour cent des superficies plantées en variétés de blé à haut rendement et plus de 55 pour cent de celles plantées en riz se trouvent en Inde.

On estime qu'en Chine environ 25 pour cent des emblavures et 20 pour cent de la surface rizicole sont plantées en variétés à haut rendement.

Pour les autres régions, la superficie plantée en variétés de blé à haut rendement par rapport aux superficies totales plantées en blé en 1976/77 représentait 22 pour cent en Afrique, 41 pour cent en Amérique latine et 17 pour cent au Proche-Orient. Les chiffres correspondants pour le riz sont respectivement 3 pour cent pour l'Afrique, 13 pour cent pour l'Amérique latine et 4 pour cent pour le Proche-Orient.

Pour que les pays en développement puissent profiter pleinement de tous les avantages que comportent les variétés à haut rendement et autres semences améliorées, il leur faudrait renforcer considérablement leurs moyens de production, de transformation, de contrôle de qualité, d'entreposage et de distribution. La Conférence de la FAO, lors de sa dix-neuvième session en novembre 1977, a demandé 20 millions de dollars pour le Programme FAO de développement et d'amélioration des semences, mais les fonds reçus au titre de ce programme ne se montent jusqu'ici qu'à six millions de dollars.

---

1/ Dana G. Dalrymple, Development and spread of high-yielding varieties of wheat and rice in the less developed nations, Foreign Agricultural Economic Report N° 95, US Department of Agriculture in cooperation with US Agency for International Development, Washington, D.C. Sixth Edition, September 1978.

## PECHES

PRODUCTION ET COMMERCE

La production mondiale de poisson, crustacés et mollusques a diminué en 1977 de 1 million de tonnes pour s'établir à environ 71 millions de tonnes (Tableau I-13). Cette baisse est due principalement à un fléchissement des prises de poissons pélagiques qui vivent en bancs et qui sont largement utilisés pour la fabrication de farine et d'huile. Les débarquements d'anchovetas dans le Pacifique du Sud-Est ont diminué d'environ 2 millions de tonnes et les prises de pilchards dans l'Atlantique du Sud-Est ont été les plus faibles enregistrées depuis plus d'une décennie. Les fluctuations des prises de ces espèces ont beaucoup influencé le niveau général des prises mondiales au cours des années 1970 mais, en 1977, les premières répercussions de l'application du régime de la zone de juridiction exclusive de 200 miles ont également joué un rôle important. C'est ainsi que les quantités pêchées par l'URSS et l'Europe orientale ont baissé pour la première fois depuis plusieurs années en raison surtout de l'interdiction de pêcher (ou de la limitation des prises) dans des eaux côtières qui sont maintenant passées sous la juridiction d'autres pays. Ce nouveau régime est également en grande partie responsable du plafonnement des prises du Japon et de la République de Corée. Les accroissements de production enregistrés par certains pays disposant d'importantes ressources grâce à l'extension de leur juridiction (Argentine et Canada par exemple) n'ont pas suffi à compenser les fléchissements dans d'autres pays.

Si la baisse enregistrée en 1977 est due en grande partie aux fluctuations des prises de poisson pélagique et aux répercussions de l'extension des zones de juridiction exclusives, la stagnation persistante de la production mondiale a des causes plus profondes. On sait depuis longtemps que les stocks de poisson ne peuvent continuer à soutenir une augmentation des prises proportionnelle à l'accroissement des efforts de pêche. Il était déjà évident, au cours des années soixante, alors que les stocks importants étaient, l'un après l'autre, exploités au maximum, que le taux de croissance de la production flétrirait bientôt. Peu de stocks d'importance majeure sur le plan commercial offrent maintenant la possibilité d'un accroissement substantiel et régulier des prises; aussi, la production mondiale marquera-t-elle sans doute le pas jusqu'à ce que des mesures économiques viennent encourager l'exploitation d'espèces moins connues ou que l'on prenne conscience des possibilités que présente l'aquaculture.

Les stocks qui restent encore inexploités se trouvent, pour la plupart, au large des côtes des pays en développement et, en dépit des fluctuations des prises mondiales totales, les débarquements de poisson destinés à la consommation humaine directe dans ces pays ont continué à monter (Tableau I-14). En 1977, par exemple, une augmentation de plus de cinq pour cent a été enregistrée en Inde, en Indonésie et en Malaisie et presque toute la production supplémentaire a été consommée directement. L'accroissement des débarquements dans ces pays a contribué à maintenir un taux de croissance satisfaisant dans la région d'Extrême-Orient où le poisson est généralement un produit de base de l'alimentation. En Amérique latine, la production de poisson destiné à la consommation humaine directe a également progressé. Une grande partie de cette avance dans la région a été exportée et, au cours des cinq dernières années, les recettes en devises tirées des produits de la pêche autres que la farine de poisson ont augmenté de plus de 125 millions de dollars. L'accroissement de la production de poisson a été moins satisfaisante en Afrique et au Proche-Orient.

En 1977, les pays développés ont enregistré une chute de production pour la première fois depuis près de dix ans. Les répercussions de l'application du régime des zones de juridiction exclusive (ZEE) sur les prises du Canada, de l'Europe orientale, de l'URSS et du Japon ont été mentionnées plus haut. En Europe occidentale, la production a progressé de deux pour cent et en Océanie de six pour cent. En Afrique du Sud, les prises de poissons pélagiques qui vivent en bancs - et par conséquent la production de farine de poisson - ont été les plus faibles enregistrées depuis dix ans.

Tableau 1-13. Production mondiale de poisson, crustacés et mollusques (estimations) 1/

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	Variation de 1961-70 à 1970-77	Taux annuel de variation 1961-70	Taux annuel de variation 1970-77	
	milliers de tonnes						pourcentage .....				
Pays en développement à économie de marché	21 270	19 940	22 780	22 140	24 260	23 730	- 2	7,7	-1,5		
Afrique	3 290	3 320	3 190	2 950	2 970	3 310	+ 5	7,3	1,1		
Extrême-Orient	9 310	10 170	10 810	11 180	11 770	12 390	+ 5	7,6	5,9		
Amérique latine	7 640	5 400	7 650	6 860	8 460	7 030	-17	7,9	-9,1		
Proche-Orient	760	750	880	850	810	820	+ 1	4,7	2,2		
Autres pays	270	300	260	310	250	380	+49	5,9	2,9		
Pays d'Asie à économie centrallement planifiée	9 830	10 040	10 070	10 260	10 390	10 440	-	3,3	2,1		
TOTAL PAYS EN DEVELOPPEMENT	31 100	29 980	32 850	32 400	34 650	34 170	- 1	6,4	-0,5		
Pays développés à économie de marché	26 940	27 880	27 910	27 140	28 550	28 760	+ 1	3,5	1,2		
Europe occidentale	11 260	11 480	11 420	11 100	12 160	12 380	+ 2	4,1	1,5		
Amérique du Nord	4 010	4 010	3 970	3 920	4 300	4 380	+ 2	-	0,2		
Océanie	180	190	200	170	190	240	+26	4,8	4,0		
Autres pays	11 490	12 200	12 320	11 950	11 900	11 760	- 1	4,5	1,2		
Europe orientale et URSS	8 880	9 820	10 570	11 460	11 510	10 570	- 8	9,3	5,1		
TOTAL PAYS DEVELOPPEES	35 820	37 700	38 480	38 600	40 060	39 330	- 2	4,6	23,8		
MONDE	66 900	67 700	71 300	71 000	74 700	73 500	- 2	5,5	0,9		

1/ Y compris tous les organismes aquatiques à l'exception des baleines.

Tableau 1-14. Prises de poisson alimentaire et non alimentaire

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 1961-70	Taux annuel de variation 1970-77
milliers de tonnes .....									
POISSON ALIMENTAIRE	47,0	49,5	50,2	50,1	51,9	52,9	+ 2	3,5	2,4
Pays en développement	20,7	25,0	25,8	26,3	26,9	28,2	+ 5	5,5	3,7
Pays développés	23,3	24,5	24,4	23,8	25,0	24,7	- 1	1,9	1,1
POISSON NON ALIMENTAIRE	19,9	18,2	21,1	20,9	22,8	20,6	-10	10,2	-2,2
Pays en développement	7,4	5,0	7,0	6,1	7,7	6,0	-22	8,7	-10,4
Pays développés	12,5	13,2	14,1	14,8	15,1	14,6	- 3	12,2	4,2
TOTAL	66,9	67,7	71,3	71,0	74,7	73,5	- 2	5,6	0,9
Pays en développement	31,1	30,0	32,8	32,4	34,6	34,2	- 2	6,6	-0,5
Pays développés	35,8	37,7	38,5	38,6	40,1	39,3	- 2	4,6	2,2

L'indice du commerce mondial, pondéré par les prix, n'a guère changé en 1977, mais des tendances divergentes importantes ont marqué la composition des échanges et les exportations des différents groupes économiques (Tableau 1-15). Les résultats médiocres des pays développés en 1977 traduisent l'insuffisance d'espèces commerciales importantes comme la morue. Parmi les principaux groupes de produits halieutiques, seules les exportations de farine de ces pays ont enregistré un accroissement. Celles de poisson en boîte - qui avaient diminué depuis 1976 en raison d'une baisse des exportations du Japon et d'Afrique du Sud - ont atteint un niveau record. Pour les autres groupes de produits, des données préliminaires indiquent que les résultats n'appellent aucun commentaire. Toutefois, la hausse des prix, notamment du poisson blanc congelé et de la farine de poisson, a conduit à un important accroissement de la valeur des échanges (Tableau 1-16). En revanche, l'abondance des disponibilités de la plupart des principaux crustacés et mollusques a entraîné la première baisse de prix dans ce secteur depuis 1974. Au Japon, au début de 1977, les prix élevés de nombreux produits halieutiques se sont heurtés à une forte résistance des consommateurs. Bien que les prix aient légèrement fléchi par la suite, la demande ne s'est pas redressée en proportion, et l'industrie, déjà victime du nouveau régime de juridiction souffre aussi de difficultés financières. En conséquence, les fonds attribués par le gouvernement à l'Agence des pêches japonaise, qui étaient passés de 480 millions de dollars en 1976 à plus de 600 millions de dollars en 1977 ont été à nouveau accrus et portés à 1 milliard de dollars en 1978.

Les exportateurs des pays en développement ont profité des possibilités du marché résultant de l'incapacité des pays développés de maintenir leurs approvisionnements. Les exportations de poisson congelé, en particulier, ont fortement progressé en raison de l'augmentation des ventes de la République de Corée - qui ont été supérieures de 100 000 tonnes au précédent record - et de plusieurs pays de l'Amérique latine. Les exportations de poisson en boîte ont également progressé, la baisse des ventes du Maroc ayant été plus que compensée par l'augmentation des exportations de l'Equateur, de la République de Corée et du Pérou.

#### PROBLEMES ET POLITIQUES

Sur le plan international, le problème dominant reste celui de l'adaptation au nouveau régime des ZEE. Les principales difficultés rencontrées sont celles que présente la gestion des stocks de poisson se trouvant dans des zones économiques contigües ou à cheval sur la limite nouvellement fixée de ces zones. Pour résoudre ces problèmes - analogues à ceux qui se posaient aux anciennes commissions internationales - il faut recueillir des données objectives, les étudier et se mettre d'accord sur leur interprétation, et enfin faire respecter des règlements qui, bien souvent, affectent les gains immédiats des pêcheurs. Bien que le nouveau régime des 200 miles ait pu réduire le nombre de participants à une négociation donnée, en excluant les pays n'ayant pas de droit de propriété sur les pêcheries, il est apparu récemment que l'accord n'en était pas tellement facilité pour autant.

A certains égards, l'extension de la juridiction à 200 miles - et la diminution des pouvoirs des commissions internationales qui en est découlée - ont rendu plus difficiles les contrôles et l'application des accords. Aux termes des arrangements précédents, les commissions internationales pouvaient procéder à des contrôles (sans pouvoir toutefois imposer l'application des règlements) dans les eaux internationales comprises dans la zone de leur compétence. Les pays exploitant des stocks communs doivent se mettre d'accord sur le droit d'un pays de pénétrer dans la ZEE d'autres pays pour y effectuer un contrôle. Ceci s'impose en effet puisque ce qui se passe dans la ZEE d'un pays intéresse directement tous ceux dans les zones économiques desquels circule le même stock de poisson et dont les pêches sont directement influencées par l'observation plus ou moins stricte des règlements de la part des pêcheurs du premier pays. Dans ces conditions, il faudra souvent parvenir à un accord prévoyant l'inspection en mer pour contrôler le maillage des filets et surveiller les zones interdites. Pour s'assurer que les contingents sont respectés, des inspecteurs du pays A devraient être affectés dans les ports du pays B, procédure dont il existe un précédent (la Commission baleinière internationale) mais qui n'obtiendra pas forcément l'accord de tous les pays voisins exploitant des stocks communs.

Tableau 1-15. Indices de la valeur et du volume des exportations de produits halieutiques 1/

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 1961-70	Taux annuel de variation 1970-77
	.....	.....	moyenne 1969-71 = 100	.....	.....	.....	.....	pourcentage .....	.....
VALEUR	141	190	206	216	267	317	+19	8	18
Pays en développement	145	183	206	241	296	368	+24	12	20
Pays développés	139	193	206	205	254	294	+16	7	17
VOLUME									
Pays en développement	106	111	111	117	128	129	+ 1	5	3
Pays développés	115	104	108	120	130	146	+12	8	4

1/ Non compris la Chine.

Tableau 1-16. Indices FAO du volume, de la valeur unitaire et de la valeur du commerce mondial de produits halieutiques 1/

	1973	1974	1975	1976	1977	Variation de 1976 à 1977	
	.....	.....	moyenne 1969-71 = 100	.....	.....	.....	pourcentage .....
Volume	111	111	117	128	129	+ 1	
Valeur unitaire moyenne	180	195	187	214	254	+19	
Valeur	190	206	216	267	317	+19	

1/ Non compris la Chine.

L'extension générale de la juridiction à 200 miles a également aggravé le problème de la gestion de ressources océaniques comme les thons et les baleines, qui migrent non seulement d'une zone économique à l'autre, mais aussi en deçà et au-delà de la limite des 200 miles. Aussi un régime uniquement basé sur la juridiction de l'Etat côtier n'est-il pas en mesure d'assurer une gestion efficace. Les organismes actuellement chargés de la gestion des thons continueront vraisemblablement - sous une forme ou sous une autre - à fournir des données scientifiques, mais la mise en place d'un dispositif de gestion supranational pourrait se révéler difficile.

De façon générale, la nécessité de poursuivre les recherches sur une base régionale semble s'être imposée. Dans l'Atlantique du Nord-Est, le Conseil international pour l'exploration de la mer continuera à donner des avis sur l'aménagement des pêches, la pollution marine et autres questions connexes, malgré la fin de la Convention des pêches de l'Atlantique du Nord-Est. Pour l'Atlantique du Nord-Ouest, on propose de séparer les fonctions de l'organisation qui remplacera la Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest: elle n'exercerait son contrôle qu'au-delà de la limite des 200 miles, tandis qu'elle pourrait, dans le cadre de ses activités scientifiques, s'occuper des questions statistiques et scientifiques dans toute la zone sans se préoccuper des limites de juridiction. Bien que le projet actuel ne prévoie pas l'harmonisation des mesures de gestion adoptées par un Etat côtier avec celles appliquées par la nouvelle Commission dans le cas de stocks se trouvant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la ZEE, le cadre général de cette convention peut fournir quelques directives pour la gestion des thons et des baleines. En fait, les pays pratiquant la pêche à la baleine étudient actuellement un texte spécifique car ils reconnaissent que l'on ne peut conserver les grandes baleines et en réglementer efficacement la pêche qu'avec un régime qui s'applique uniformément aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones de juridiction nationales.

Chaque nouvelle évaluation scientifique des stocks de baleines se traduit chaque année par l'adoption de mesures de protection totale d'un stock et d'une espèce après l'autre, tandis que les contingents de pêche des stocks "libres" - fixés d'après les estimations des rendements eumétriques - ont été réduits. Ainsi, dans l'Antarctique, les membres de la Commission baleinière internationale ne peuvent plus maintenant pêcher que le petit rorqual et le cachalot, et, même pour ce dernier, certains stocks sont protégés. Plusieurs pays vont même jusqu'à demander s'il est légitime de considérer les baleines comme des ressources à exploiter. En 1978, le Gouvernement de l'Australie - pays clé à cet égard - a effectué une enquête publique pour savoir si la pêche à la baleine devait se poursuivre et, dans l'affirmative, sur quelle base. Les résultats de l'enquête - qui comprendront aussi des réponses d'autres pays - seront soigneusement étudiés par les membres de la Commission baleinière internationale.

D'autres problèmes concernant les mammifères marins continuent de susciter l'intérêt du public et des gouvernements du monde entier. C'est le cas notamment de la controverse concernant la gestion de la chasse au loup marin à coeur et au phoque à capuchon dans l'Atlantique du Nord-Ouest, ou encore des "prises accidentelles" importantes de dauphins au cours de la pêche au thon à la senne coulissante dans le Pacifique centre-est, bien que l'on ait trouvé le moyen technique d'en réduire le nombre. Enfin, dans plusieurs pays, les pêcheurs, préoccupés des énormes quantités de poisson que les phoques et les dauphins sont supposés consommer ont, à l'occasion, cherché à réduire ou à exterminer ces mammifères marins. La plupart de ces conflits d'intérêts sont localisés, mais leur fréquence accrue a attiré l'attention internationale.

#### PERSPECTIVES

A court et à moyen terme, on s'attend à une faible croissance des prises mondiales de poisson et à la poursuite de l'adaptation aux réalités du régime de la juridiction exclusive des 200 miles. Selon des données préliminaires, les prises ne dépasseraient pas en 1978 le niveau record de 74,7 millions de tonnes enregistré en 1976. Une récente étude des perspectives futures conclut qu'en 1985 les prises mondiales ne seront supérieures que de quelque six millions de tonnes à celles d'aujourd'hui.

Si l'on ne prévoit pas d'importants accroissements des prises totales, les changements intervenus récemment dans le régime des mers entraîneront presque certainement une redistribution qui intéressera surtout les pays développés et dont bénéficieront principalement le Canada, l'Océanie et les Etats-Unis, au détriment du Japon, du Portugal, de l'Espagne, et de l'URSS. Un processus d'ajustement équilibré - les gains compensant les pertes - n'est sans doute pas pour demain. En effet, la prudence avec laquelle les Etats côtiers disposeront sans doute de leurs nouvelles ressources se traduira presque inévitablement au début par des pertes plus importantes que les gains.

Sa lente croissance ne permettra pas à la production de suivre la progression de la demande, et les prix continueront à monter. Dans le passé, la hausse des prix intéressait surtout les espèces habituellement consommées dans les pays développés, mais de toute évidence elle atteint de plus en plus les autres espèces. Le niveau élevé des prix favorise les pêcheurs et encourage une meilleure utilisation du poisson, notamment des espèces moins connues, mais menace le niveau nutritionnel des populations pauvres qui tirent du poisson une grande partie de leurs protéines. La hausse des prix devrait également encourager l'aquaculture, notamment en Asie où le paysan la pratique de plus en plus parallèlement à d'autres activités agricoles, pour en tirer un revenu supplémentaire.

Enfin, notons que la hausse des prix rendra plus difficile la mise en œuvre d'une gestion efficace. Quand les prix sont constants, la surexploitation entraîne une baisse des prises et des recettes par navire, ce qui, à son tour, se traduit par une réduction des activités jusqu'à ce que s'établisse un meilleur équilibre entre les stocks et les prises. Toutefois, la hausse des prix compense la diminution des prises par navire, et la rentabilité soutenue encourage la surexploitation.

## FORETS

PRODUCTION ET COMMERCE

En 1977, le ralentissement de la croissance économique dans les pays développés à économie de marché a freiné la reprise de la production et du commerce des produits forestiers (Tableaux 1-17 et 1-18). La plus grande partie de l'accroissement de production a été absorbée par la consommation intérieure, et le commerce de produits du bois n'a connu que peu de changements. Une importante exception toutefois: la production et le commerce de sciages en Amérique du Nord, où une forte augmentation du nombre de logements mis en chantier aux Etats-Unis a stimulé aussi bien la production intérieure que la production et les exportations canadiennes.

En 1975-77, le nombre des logements mis en chantier dans les pays développés a été de 30 à 50 pour cent inférieur au niveau de 1972-73. Pourtant, aux Etats-Unis, le volume construit en 1977 a atteint 90 pour cent de celui des premières années 1970. Il devrait se maintenir à ce niveau, pour plusieurs années au moins, en raison de la formation rapide de nouveaux ménages et de la situation financière favorable à la construction de logements, encouragée par des mutuelles hypothécaires parrainées par le gouvernement. Au Japon une forte augmentation des prêts de l'Etat à la construction devrait entraîner un accroissement de 10 pour cent des mises en chantier en 1978. De même, le Canada et plusieurs pays européens prévoyaient une activité accrue dans le secteur du logement en 1978, et, dans les pays en développement, la demande de matériaux de construction, notamment de sciages et de panneaux dérivés du bois, devrait continuer à augmenter en raison de la croissance rapide du secteur urbain.

En 1977, la production de bois de feu a poursuivi sa tendance à la hausse dans les pays en développement et à la baisse dans les pays développés. Dans les premiers, le bois et les déchets agricoles restent des sources essentielles d'énergie pour la population rurale, et le bois est toujours utilisé principalement comme combustible.

Bois rond

La production mondiale de bois d'œuvre et d'industrie ne s'est accrue que légèrement en 1977, s'établissant à peu près au niveau du précédent record enregistré en 1973. La production de bois à pâte a quelque peu baissé en Europe occidentale, et les stocks de copeaux de bois se sont accrus au Japon et en Amérique du Nord. Les importations japonaises de bois rond de résineux ont augmenté d'environ 1 million de m<sup>3</sup> tandis que celles des Etats-Unis baissaient d'un montant équivalent. Les exportations de grumes tropicales de l'Asie du Sud-Est ont augmenté d'environ 1,3 million de m<sup>3</sup>, l'accroissement des ventes aux pays en développement de l'Asie de l'Est ayant plus que compensé une diminution des exportations à destination du Japon. Les exportations africaines de grumes tropicales ont baissé de 0,4 million de m<sup>3</sup> en raison de la réduction des expéditions à destination de l'Europe occidentale. Dans cette dernière région, le recul des importations de grumes africaines a été compensé par une augmentation de la production intérieure et des importations de grumes de sciage et de placage de non-résineux provenant des zones tempérées.

La faiblesse de la croissance des exportations de grumes tropicales est en grande partie imputable au ralentissement de l'activité économique, mais peut également traduire la tendance croissante des pays tropicaux producteurs à restreindre leurs exportations de bois brut. Le Nigéria et la Thaïlande ont interdit l'exportation de grumes et le Ghana envisage de prendre des mesures similaires. L'Indonésie, le Libéria, la Malaisie et les Philippines ont également imposé des restrictions à l'exportation de bois rond tropical.

Les prix intérieurs et internationaux des grumes de résineux ont augmenté en 1976 et 1977, tandis que les prix des grumes tropicales ont connu un maximum vers la fin de 1976. En Extrême-Orient, les prix des grumes, qui avaient beaucoup baissé au début de 1977, se sont fortement redressés à la fin de l'année. Les prix des grumes africaines, restés assez

Tableau 1-17. Principaux produits forestiers - monde, pays en développement et pays développés

	1972	1973	1974	1975	1976	1977 <sup>1/</sup>	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 2/ 1961-70	Taux annuel de variation 2/ 1970-77
..... millions de m <sup>3</sup> .....									
<u><b>TOTAL BOIS ROND</b></u>	2 434	2 496	2 510	2 453	2 526	2 538	0,5	1,8	0,7
Pays en développement	1 210	1 228	1 251	1 267	1 285	1 295	0,8	2,7	1,7
Pays développés	1 224	1 268	1 259	1 185	1 241	1 243	0,2	1,0	-0,1
<u><b>Bois de feu</b></u>	1 145	1 148	1 164	1 180	1 183	1 185	0,2	1,0	0,9
Pays en développement	988	997	1 014	1 035	1 040	1 048	0,8	2,3	1,5
Pays développés	158	151	150	145	143	137	-4,2	-4,2	-2,9
<u><b>Bois d'œuvre et d'industrie</b></u>	1 288	1 358	1 347	1 272	1 342	1 353	0,8	2,6	0,7
Pays en développement	222	240	238	232	244	247	1,2	5,0	2,6
Pays développés	1 066	1 117	1 110	1 040	1 098	1 106	0,7	2,1	0,3
<u><b>PRODUITS TRANSFORMÉS</b></u>									
<u><b>Sciages</b></u>	436	446	424	404	429	431	0,5	2,0	0,1
Pays en développement	55	56	56	59	57	58	1,8	4,2	1,7
Pays développés	381	390	368	345	372	373	0,3	1,8	-0,2
<u><b>Panneaux dérivés du bois</b></u>	87	95	88	82	95	98	3,2	9,2	3,7
Pays en développement	8	9	8	9	10	11	10,0	16,2	7,7
Pays développés	79	86	89	73	85	87	2,4	8,8	3,4
..... millions de tonnes .....									
<u><b>Pâte de bois</b></u>	108	115	118	103	114	116	1,8	6,0	1,6
Pays en développement	4	5	5	5	6	6	0,0	8,9	9,4
Pays développés	104	110	112	97	108	110	1,9	5,9	1,2
<u><b>Papiers et cartons</b></u>	139	148	151	135	148	152	2,7	5,9	2,1
Pays en développement	12	13	14	14	15	16	6,7	7,1	6,6
Pays développés	128	135	137	120	133	136	2,3	5,9	1,6

1/ Données préliminaires.

2/ Tendance exponentielle.

Tableau I-18. Volume des exportations des principaux produits forestiers - monde, pays en développement et pays développés

	1972	1973	1974	1975	1976	1977 1/	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation 2/ 1961-70 1970-77
..... millions de m <sup>3</sup> .....								
..... pourcentage .....								
<b>BOIS D'OEUVRE ET D'INDUSTRIE</b>								
Pays en développement	41 935	50 983	43 709	37 706	46 281	47 513	2,7	12,4
Pays développés	52 909	63 111	63 953	60 003	65 983	65 822	-0,2	0,9
Monde	94 845	114 093	107 662	97 709	112 264	113 335	1,0	10,8
<b>PRODUITS TRANSFORMÉS</b>								
<b>Sciages</b>								
Pays en développement	7 061	8 521	7 460	6 627	9 000	9 000	0,0	7,6
Pays développés	59 212	63 800	54 446	45 794	59 200	64 300	8,6	2,8
Monde	66 273	72 320	61 905	52 422	68 200	73 300	7,5	3,2
<b>Panneaux dérivés du bois</b>								
Pays en développement	4 106	4 596	3 581	3 679	4 428	4 632	4,6	23,0
Pays développés	8 288	9 813	9 116	8 484	9 631	9 392	-2,5	8,8
Monde	12 394	14 409	12 696	12 164	14 059	14 024	-0,2	11,4
..... milliers de tonnes .....								
<b>Pâte</b>								
Pays en développement	505	526	565	515	755	701	-7,2	21,1
Pays développés	15 952	17 969	18 491	14 432	16 211	16 291	0,5	6,0
Monde	16 456	18 494	19 056	14 946	16 966	16 991	0,1	6,2
<b>Papiers et cartons</b>								
Pays en développement	356	539	500	429	547	551	0,7	10,9
Pays développés	24 953	27 086	29 411	22 431	26 547	26 924	1,4	7,4
Monde	25 309	27 626	29 911	22 860	27 094	27 475	1,4	7,4

1/ Données préliminaires.

2/ Tendance exponentielle.

stables en 1977, ont enregistré une forte hausse à la fin de l'année et en 1978. En conséquence, les recettes des pays africains ont quelque peu augmenté tandis que celles des exportateurs asiatiques de grumes ont subi une baisse sensible en 1977.

#### Sciages et panneaux dérivés du bois

En 1977, la production de sciages a légèrement augmenté dans les pays en développement, mais a plafonné dans les pays développés. Les exportations mondiales de sciages ont augmenté d'environ 8 pour cent, après une hausse de 29 pour cent en 1976. L'augmentation enregistrée en 1977 est à imputer totalement à l'expansion (6 millions de m<sup>3</sup>) des exportations du Canada à destination des Etats-Unis. Les exportations du Canada à destination de l'Europe sont restées au même niveau qu'en 1976, celles de la Suède ont baissé et celles de la Finlande ont augmenté. Les exportations de sciages des pays en développement sont restées les mêmes qu'en 1976 avec toutefois quelques modifications dans la répartition. En Europe, la baisse des importations de sciages tropicaux a été compensée par l'accroissement de la production intérieure et du commerce intrarégional de non-résineux des zones tempérées.

La production mondiale de panneaux a atteint un niveau record et a enregistré une forte augmentation dans les pays en développement. L'accroissement des coûts de production, allié à la baisse des prix de produits concurrents, a entraîné une série de faillites dans la puissante industrie japonaise, et des mesures ont été prises pour annuler la capacité excédentaire de production avec l'aide financière du gouvernement. Néanmoins, la capacité mondiale de l'industrie des panneaux continue à augmenter, bien que l'expansion dans les secteurs en pleine croissance de cette industrie se soit beaucoup ralentie ces deux dernières années.

En Extrême-Orient, les prix des sciages tropicaux ont fléchi en 1977, mais ils s'étaient redressés au début de 1978. Les fluctuations des prix du contre-plaqué au Japon traduisaient l'augmentation des coûts intérieurs, la mauvaise situation du marché et les modifications du taux de change du yen. En 1977, on a enregistré une baisse des prix payés par les principaux importateurs européens pour les sciages canadiens et scandinaves, à la suite de quoi les prix des sciages de l'URSS ont baissé sur le marché européen en 1978.

#### Pâte et papier

La production mondiale de pâte a légèrement augmenté en 1977, mais elle est restée inférieure au niveau record de 1974. La production de pâte a enregistré une légère avance en Amérique du Nord et dans la CEE, elle a fléchi dans les pays exportateurs du Nord et s'est maintenue au même niveau au Japon. Ce dernier qui s'attend à une concurrence accrue des importations à la suite de la diminution des droits à l'importation, prend actuellement des mesures pour éliminer la capacité de production excédentaire. En Amérique du Nord, l'utilisation de la capacité en 1977 est restée à peu près au même niveau qu'en 1976. En Europe occidentale, l'année 1977 a été elle aussi caractérisée par une faible demande, une faible production et un niveau élevé des stocks, notamment dans les pays du Nord, où l'utilisation de la capacité était déjà faible en 1976. Toutefois, à la fin de l'année, les stocks excédentaires avaient baissé et la production de 1978 correspondait mieux à la croissance économique. Les exportations de pâte nord-américaine ont augmenté de 5 pour cent, tandis que celles de l'Europe ont baissé dans la même proportion. Le commerce de la pâte de bois a surtout été marqué en 1977 par une baisse de 30 pour cent du prix international, qui a été suivie d'une nouvelle baisse de 10 pour cent dans les premiers mois de 1978. Certains pays en développement ont des difficultés à placer leur production en raison de l'importance des disponibilités internationales de pâte à bon marché et de l'abaissement des barrières douanières qui protégeaient leur production nationale.

L'augmentation de la production de papiers et cartons a été importante en Amérique du Nord en 1977, mais faible dans la CEE, les pays nordiques et le Japon. Les exportations nord-américaines ont augmenté de 15 pour cent et celles de l'Europe de 5 pour cent. Des pays

en développement signalent d'importants accroissements de production dus à la mise en oeuvre de nouvelles capacités. Les prix des papiers sont restés assez stables en 1977.

#### TENDANCES A LONG TERME

Au cours de la dernière décennie, la consommation de sciages par habitant dans les pays en développement est restée la même tandis que la consommation de panneaux et de papier par habitant a doublé (Tableau 1-19). Toutefois, le niveau moyen de la consommation par habitant de produits forestiers industriels dans les pays en développement reste extrêmement faible. Dans les pays développés, la consommation par habitant est 15 fois supérieure pour les sciages, 45 fois supérieure pour les panneaux et 25 fois supérieure pour les papiers.

Pour un certain nombre de pays en développement, le bois d'oeuvre est une source importante de recettes d'exportation et les produits transformés représentent quelque 10 pour cent des achats de produits manufacturés effectués par les pays développés. Comme l'indique le Tableau 1-20, les exportations de produits forestiers des pays en développement ont augmenté plus rapidement que celles des pays développés au cours de ces dix dernières années.

Les principales régions du monde en développement sont autosuffisantes pour les sciages et les panneaux, à l'exception du Proche-Orient qui importe 35 pour cent des sciages et 45 pour cent des panneaux utilisés dans la région. Au cours des dix dernières années, la consommation de sciages au Proche-Orient a doublé, tandis que celle des panneaux a quintuplé. L'Extrême-Orient est un gros exportateur de produits industriels du bois, ses exportations nettes équivalant à 28 pour cent de sa production de sciages et aux deux tiers de sa production de panneaux. Au cours des dix dernières années, ses exportations ont beaucoup augmenté, tant en volume qu'en proportion de la production. En Afrique, la production de panneaux dérivés du bois a triplé au cours de la dernière décennie, mais la part des exportations nettes dans la production est tombée de 67 pour cent à 4 pour cent.

Les exportations de produits du bois des pays en développement vers les pays développés ont atteint l'équivalent de 30 ou 40 millions de m<sup>3</sup> de bois rond au cours des années 1970, et ont enregistré un record en 1973 (50 millions de m<sup>3</sup>). La valeur des exportations des pays en développement est passée de 1 500 millions de dollars en 1970 à 4 200 millions en 1977. Le volume des produits industriels transformés, exprimé en équivalent de bois rond, allait de 8 à 16 millions de m<sup>3</sup>, le record, là encore, ayant été enregistré en 1973. Au début de la décennie, les produits industriels représentaient 23 pour cent du volume total, puis 32 pour cent l'année record et 28 pour cent ces toutes dernières années. Toutefois, les recettes totales d'exportation des produits forestiers tirés du bois rond non transformé n'ont que peu changé, passant de 54 pour cent en 1970 à 50 pour cent en 1976. Le bois rond représente toujours une forte proportion de la valeur des exportations, ce qui reflète l'augmentation plus faible du prix du contre-plaquée (50 pour cent) - élément important et coûteux des produits transformés - par rapport à celle des grumes tropicales (100 pour cent) pendant cette décennie. Enfin, le commerce des produits forestiers a également été caractérisé par une augmentation appréciable des échanges entre les pays en développement.

En général, les termes de l'échange des exportations de bois et des produits du bois des pays en développement ont évolué favorablement pendant cette période. Une exception importante: le contre-plaquée asiatique pour lequel les termes de l'échange se sont détériorés de manière significative depuis 1970.

Ces dix dernières années, la consommation de papier des pays en développement a doublé, mais leur production ayant plus que doublé, ils sont moins tributaires des importations (la proportion étant passée de 40 à 33 pour cent). La production de pâte de ces pays a plus que triplé au cours de ces dix dernières années, et ils n'importent plus que 10 pour cent du volume utilisé pour la fabrication nationale de papier au lieu de 35 pour cent précédemment.

Tableau 1-19. Consommation de produits forestiers industriels dans les pays en développement à économie de marché

	Bois d'oeuvre et d'industrie		Sciages		Panneaux dérivés du bois		Papiers	
	1966	1976	1966	1976	1966	1976	1966	1976
Consommation pour 1 000 habitants	67	77	19	20	1,5	3	3	6
Production en pourcentage de la consommation	117	123	100	108	90	143	60	67

Tableau 1-20. Indices FAO de la valeur et du volume des exportations de  
produits forestiers - monde, pays en développement et développés

	1972	1973	1974	1975	1976	1977 <sup>1/</sup>	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel de variation <sup>2/</sup> 1970-77
..... moyenne 1969-71 = 100 .....								
<u>VALEUR</u>	125	182	237	210	254	256	0,7	16,2
Pays en développement	133	238	243	189	275	291	6,8	17,1
Pays développés	124	174	236	213	251	251	-	16,0
<u>VOLUME</u>	112	125	122	101	121	122	0,8	2,1
Pays en développement	122	146	124	113	143	145	1,3	4,3
Pays développés	110	122	122	99	118	118	-	1,8

<sup>1/</sup>Données préliminaires. <sup>2/</sup> Tendance exponentielle.

## POLITIQUES FORESTIERES

### Pays développés

Récemment, un certain nombre de pays européens ont mis à jour leur législation forestière, ou sont sur le point de le faire, afin de consacrer officiellement les changements intervenus dans les biens et services que le public attend de la forêt. Une importance plus grande est donnée à la conservation, à l'accès du public, à l'utilisation de la forêt pour des activités de loisirs, et à d'autres changements qui visent à placer la forêt dans un contexte plus large de planification de l'utilisation des terres. De récents amendements à la législation forestière en Nouvelle-Zélande traduisent la même évolution.

Dans beaucoup de pays le gouvernement s'intéresse manifestement de plus en plus à la structure et au développement des industries forestières et accorde une attention particulière au rapport qui existe entre les besoins de l'industrie en matières premières et le potentiel de production de la forêt à long terme. La Finlande et la Suède s'efforcent d'assurer le développement rationnel de la capacité industrielle, en fonction des possibilités de la forêt, en adoptant des mesures qui limitent toute nouvelle expansion de l'industrie, tout en stimulant la productivité de la forêt.

En France, en Norvège et en Suisse, le gouvernement s'est efforcé d'utiliser pleinement les ressources forestières sous-exploitées et (dans le cas de la France) de réduire le déficit commercial des produits forestiers. A la suite d'une étude détaillée de l'industrie française de la pâte et du papier, on a proposé de procéder à une importante restructuration et à la modernisation du secteur, avec le soutien financier du gouvernement.

En Amérique du Nord, sous la pression de l'opinion publique, les gouvernements participent plus étroitement à l'aménagement des forêts. Au Canada, on s'efforce toujours d'accroître la proportion de terres appartenant à l'Etat et de modifier les dispositions qui régissent l'utilisation des terres forestières de la Couronne par le secteur privé. Aux Etats-Unis, l'accent est mis sur l'amélioration de la productivité des terres forestières privées grâce à des programmes éducatifs, à la fourniture de services et d'assistance technique, à l'aide à la planification des forêts domaniales et à des mesures financières d'encouragement.

Parallèlement à cette tendance vers une participation accrue, les gouvernements ont reconnu la nécessité d'une planification plus rationnelle et d'une meilleure harmonisation des demandes concurrentes de terre, grâce à des systèmes d'utilisations multiples. Aux Etats-Unis, les autorités ont poursuivi le renforcement des dispositifs de planification établis par le Resource Planning Act de 1974 et ont acquis une certaine expérience dans la mise au point de nouvelles techniques de planification de l'aménagement des terres. Le Service forestier des Etats-Unis, en collaboration avec le Cooperative State Research Council et l'Association of State College and University Forestry Research Organizations, a organisé des stages pratiques et des séminaires ayant pour but d'élaborer un programme de recherche pour atteindre des objectifs à long terme d'aménagement des ressources naturelles. Le Canada met au point un programme global de statistiques forestières nationales, qui servira de base pour l'établissement de priorités dans les opérations et l'élaboration des stratégies.

Dans plusieurs pays, les dommages causés par les maladies, notamment la destruction des ormes en Europe nord-occidentale par la thyllose parasitaire, constituent un autre sujet de préoccupation. Les efforts déployés pour éviter la diffusion de cette maladie n'ont guère été couronnés de succès. En Europe du Nord, les forêts ont été endommagées par la mineuse des pousses du pin et des scolytes; en Suède l'interdiction d'utiliser le DDT a fortement entravé la lutte contre ces parasites. Plus récemment, l'apparition du flétrissement du chêne a causé quelque inquiétude en Europe occidentale.

### Pays en développement

Les problèmes que pose l'utilisation massive de combustibles ligneux dans les pays en développement continuent à susciter une préoccupation croissante. Bien que la consommation de bois de feu soit surtout le fait des populations rurales, la consommation urbaine est également très forte. Cette dernière étant beaucoup plus concentrée, elle aboutit souvent au déboisement de vastes zones à la périphérie des villes et des cités. Aussi un certain nombre de pays ont-ils lancé des programmes visant à réduire la consommation urbaine. Dans certains pays, comme en République de Corée, par exemple, l'emploi du bois comme combustible dans les villes a, en fait, été interdit. En Chine, en Inde et dans un certain nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest, on a encouragé les populations - par des subventions, par l'introduction de poêles plus perfectionnés et meilleur marché et par des systèmes améliorés de distribution du combustible - à utiliser des combustibles de remplacement. Dans d'autres pays, notamment en Afrique, des programmes visant à faire pousser plus de bois de feu au voisinage des villes sont en cours d'exécution. Toutefois, l'interdiction ou la restriction de l'utilisation de bois de feu dans les zones urbaines pose le problème de trouver d'autres sources de revenu pour les nombreuses populations rurales qui vivaient de l'approvisionnement de ces marchés.

Bien que moins concentré, le problème du bois de feu est souvent plus difficile encore à résoudre dans les zones rurales qui n'ont généralement pas d'autre combustible. Aussi s'efforce-t-on de planter beaucoup plus d'arbres et d'encourager les populations à mieux utiliser le bois de feu. En Inde, en Indonésie et au Guatemala, par exemple, des mesures sont prises à l'heure actuelle pour introduire des poêles à bois moins chers et plus efficaces.

On considère particulièrement urgent de conserver ou d'étendre le couvert forestier dans les zones où la collecte de bois de feu ainsi que le défrichement des terres en vue de spéculations agricoles menacent les conditions du milieu nécessaires à une production animale et végétale régulière. On s'intéresse aux zones montagneuses, comme les Himalayas, où les arbres peuvent aider à prévenir l'érosion et à lutter contre le ruissellement. Un vaste programme de boisement doit être lancé dans les zones collinaires du Népal, dont le besoin a été une fois de plus mis en évidence en 1978 lors des inondations qui ont frappé le nord de l'Inde. Une autre situation critique est celle de zones très arides, comme le Sahel, où les arbres, composantes essentielles du couvert végétatif, jouent un rôle important dans la lutte contre la désertification. Parmi les initiatives prises dans ce domaine au cours de l'année, on peut citer le Programme de boisement des zones arides lancé dans le nord du Nigéria.

Le problème du bois de feu a été l'un des points principaux étudiés lors du Huitième Congrès forestier mondial à Djakarta, en Indonésie, en octobre 1978. Le Congrès a souligné la gravité des problèmes posés par la destruction et la dégradation continues des forêts dans les pays en développement. Il a également mis l'accent sur la nécessité des systèmes agrosylvicoles qui permettent d'obtenir à la fois des produits forestiers et des produits alimentaires sur des terres qui doivent être maintenues sous couvert forestier, afin d'assurer une utilisation plus stable des terres et d'accroître les avantages que peuvent en tirer les populations qui vivent dans la forêt ou aux alentours. A cet égard, le Congrès a mis en lumière l'importance qui s'attache à trouver des solutions de remplacement à l'agriculture sur brûlis.

Le Congrès a également mis l'accent sur le rôle que ne cessent de jouer les forêts comme source de très nombreux produits à usage industriel. Il a insisté sur la nécessité de concrétiser les possibilités d'emplois qu'offre le développement de l'industrie forestière. Le Congrès a aussi attiré l'attention sur le risque que présenterait un écart important entre les besoins mondiaux de bois industriel et la capacité de production des forêts, faute de parvenir à mieux entretenir et aménager ces dernières.

En ce qui concerne le commerce des bois d'œuvre tropicaux, l'année passée a été témoin d'autres initiatives au niveau international. Le choc causé par la forte baisse du volume des exportations de produits forestiers et des prix - dont les pays en développement ont beaucoup souffert pendant plusieurs années à partir de juin 1974 - est maintenant largement

amorti et les recettes d'exportation sont à nouveau en hausse, mais les faiblesses fondamentales de la structure du commerce des bois d'oeuvre tropicaux, qui ont été mises en lumière par cet effondrement, n'en existent pas moins. Sur l'insistance des pays en développement, le bois d'oeuvre tropical a été inclus dans la liste des 18 produits du Programme intégré pour les produits de base lancé à la CNUCED IV en 1976. Dans le cadre de ce programme, une série de réunions préparatoires a débuté en mai 1977 avec, pour objectif, d'identifier les éléments à partir desquels on pourrait élaborer un accord intégré sur les produits pour les bois d'oeuvre tropicaux. Bien que la question de la stabilisation des marchés divise encore les participants, un consensus s'est dégagé en faveur du renforcement de l'action internationale visant à corriger certains défauts critiques de la structure des échanges. Les participants ont notamment demandé que l'on étudie d'urgence les problèmes posés par la proportion excessive de grumes dans les échanges commerciaux ainsi que par l'insuffisance et le manque de coordination de la recherche sur le développement du marché des essences secondaires.

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES 1/IMPORTATIONS ALIMENTAIRES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

La lenteur avec laquelle la production alimentaire a augmenté ces dernières années dans les pays en développement a eu pour conséquence majeure de les rendre encore plus tributaires des importations de produits alimentaires provenant principalement des pays développés. La valeur totale de leurs importations brutes de produits alimentaires 2/ est passée de 7 milliards de dollars en 1970 à 32 milliards de dollars en 1976. Cette année-là, les céréales représentaient la moitié de ces importations.

Les importations nettes de céréales des pays en développement sont passées d'une moyenne de 32 millions de tonnes en 1962-64 à 52 millions de tonnes en 1973-74 et ont atteint le niveau record de 66 millions de tonnes en 1977-78. Selon les dernières projections de la FAO sur les produits, elles dépasseraient 90 millions de tonnes en 1985, si la tendance actuelle devait se poursuivre.

Dans les pays en développement, la production de céréales par habitant n'a que légèrement augmenté, passant de 220 kg en 1963-67 à 232 kg en 1972-76. Dans les pays développés, elle est passée de 545 à 651 kg pendant la même période. Entre 1972-76, près des trois quarts des exportations mondiales de céréales provenaient de 4 grands pays développés: Etats-Unis, Canada, France et Australie. Le plus gros exportateur est de loin les Etats-Unis dont la part dans les exportations mondiales de céréales est passée de 41 pour cent en 1963-67 à 46 pour cent en 1972-76. Ce pays n'est pas seulement le plus gros exportateur de blé et de céréales secondaires, mais également le premier exportateur de riz.

Les Etats-Unis et d'autres gros exportateurs pourraient sans doute produire suffisamment pour satisfaire, pendant longtemps encore, la demande croissante de céréales des pays en développement et d'autres pays. Mais, pour beaucoup de pays en développement, répondre à l'accroissement de la demande en augmentant les importations constitue déjà une lourde charge. A cet égard, le rôle joué par l'aide alimentaire a perdu beaucoup de son importance depuis le milieu des années 1960, en raison du fort accroissement des besoins totaux d'importation des bénéficiaires de l'aide alimentaire et de la baisse du volume de l'aide.

Ces difficultés sont illustrées par les pays PGT. Leurs importations de céréales étaient de 17 millions de tonnes en 1977/78, soit 5 pour cent de plus qu'en 1976/77, bien que la demande de l'Inde soit passée de 4 millions de tonnes en 1976/77, à seulement 0,6 million de tonnes en 1977/78. De nombreux pays PGT, notamment l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Egypte, l'Ethiopie, le Pakistan et le Viet Nam, ont considérablement accru leurs importations en 1977/78.

RECETTES D'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES

La valeur totale des exportations mondiales de produits agricoles (cultures et élevage) a augmenté d'environ 17 milliards de dollars pour atteindre le chiffre de 140 milliards de dollars en 1977 (Tableau 1-21). Cet accroissement de 13 pour cent représentait le double de celui de l'année précédente.

Pour la deuxième année consécutive, c'est dans les pays en développement à économie de marché que les recettes d'exportation des produits agricoles ont enregistré le plus fort accroissement, tant en termes absolus que relatifs. L'augmentation a été moins marquée dans les pays développés, et elle s'est stabilisée dans les pays d'Asie à économie centralement planifiée. Ainsi, la part des pays en développement à économie de marché dans les recettes mondiales d'exportation de produits agricoles, s'est légèrement redressée, passant

1/ Pour une étude plus détaillée, voir FAO: Rapport et Perspectives sur les produits 1977-79, Rome, 1979.

2/ Non compris le poisson.

de 29 pour cent en 1975, à 31 pour cent en 1976, puis à 33 pour cent en 1977. Toutefois, l'importante avance de leurs recettes d'exportation en 1977 était surtout imputable à la situation provisoirement tendue de l'offre de certains produits, comme les cultures pour boissons et - dans une moindre mesure - les graines oléagineuses, et ne semble pas s'être maintenue en 1978. En outre, selon la tendance à long terme, la part de ces pays dans le total mondial en augmentation a progressivement diminué; elle est en effet passée de 46 pour cent au milieu des années cinquante à 37 pour cent au début des années soixante.

Tableau 1-21. Valeur des exportations de produits agricoles 1/

	Moyenne 1961-65	1975	1976	1977 <sup>2/</sup>	Variation de 1976 à 1977	Taux annuel moyen de variation 1976-77
	..... milliards de dollars .....				pourcentage	milliards de dollars
Pays en développement à économie de marché	13,8	36,0	40,8	49,4	21	12
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	0,8	2,8	2,6	2,6	-2	10
<b>TOTAL PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>	<b>14,6</b>	<b>38,9</b>	<b>43,4</b>	<b>51,9</b>	<b>20</b>	<b>12</b>
Pays développés à économie de marché	19,3	38,9	43,4	51,9	10	16
Europe orientale et URSS	2,7	7,0	7,0	7,0	12	9
<b>TOTAL PAYS DEVELOPPES</b>	<b>21,9</b>	<b>83,5</b>	<b>86,9</b>	<b>95,7</b>	<b>10</b>	<b>15</b>
<b>MONDE</b>	<b>36,5</b>	<b>122,4</b>	<b>130,4</b>	<b>147,7</b>	<b>13</b>	<b>14</b>
						9,5

1/ Cultures et élevage seulement. 2/ Données préliminaires.

Pour les principaux groupes de produits des cultures et de l'élevage, les tendances sont indiquées au Tableau 1-22. En 1977, la valeur des exportations de produits alimentaires a connu une reprise après la baisse de l'année précédente, mais cet accroissement est resté très en-dessous de la tendance à long terme. Dans ce groupe, la valeur des exportations de céréales a baissé pour la troisième année consécutive. Les recettes d'exportation de produits pour boissons se sont accrues de 37 pour cent et celles des matières premières et des produits d'alimentation animale ont également connu une croissance supérieure à la tendance à long terme.

Tableau 1-22. Valeur des exportations mondiales de produits agricoles, 1/ par principaux groupes de produits

	Moyenne 1961-65	1975	1976	1977 <sup>2/</sup>	Variation de 1976 à 1977	Variation annuelle moyenne 1966-77	
..... milliards de dollars ... pourcentage milliards de dollars							
Produits alimentaires	21,7	88,0	86,5	93,4	8	15	6,1
Céréales	( 6,2)	(26,2)	(24,8)	(22,6)	(-9)	(15)	(1,3)
Produits d'alimentation animale	0,8	3,7	5,1	6,2	22	18	0,5
Matières premières	9,9	20,0	23,6	27,1	15	10	1,5
Produits pour boissons <sup>3/</sup>	4,1	10,8	15,3	21,0	37	14	1,5
TOTAL	36,5	122,4	130,4	147,7	13	14	9,5

1/ Cultures et élevage seulement. 2/ Données préliminaires.

3/ Non compris le cacao, qui est inclus dans la rubrique "Produits alimentaires".

L'amélioration des recettes d'exportation de produits agricoles en 1977 est due principalement à l'augmentation importante des valeurs unitaires, notamment en ce qui concerne les produits pour boissons (Tableau 1-23). Les valeurs unitaires des produits d'alimentation animale et des matières premières ont également connu une forte hausse tandis que celles des céréales ont baissé pour la deuxième année consécutive. Le volume du commerce agricole mondial ne s'est en fait accru que de 2,4 pour cent en 1977, contre une augmentation moyenne de 3,6 pour cent depuis 1966. Le taux d'accroissement du volume des exportations agricoles des pays en développement n'a été que la moitié de celui du volume mondial depuis le milieu des années soixante, et s'est rapproché en 1977 de la tendance à long terme. Par contre, les valeurs unitaires à l'exportation ont augmenté de 26 pour cent dans ces pays, en 1977, contre 14 pour cent au niveau mondial.

#### Recettes d'exportation des produits agricoles des pays PGT

La part des pays PGT dans les exportations agricoles des pays en développement a diminué au cours de la première moitié des années soixante-dix, mais s'est quelque peu redressée depuis 1974. Néanmoins, le taux annuel de croissance des exportations agricoles des pays PGT au cours des années soixante et 1970-77 est resté inférieur à celui de l'ensemble des pays en développement, tant à prix constants qu'à prix courants (Tableau 1-24).

Dans toutes les régions, à l'exception de l'Extrême-Orient, les pays PGT ont réalisé des gains importants en 1977 à prix courants. Cette amélioration est à imputer à la hausse des prix des produits pour lesquels la situation de l'offre était provisoirement tendue, notamment les produits pour boissons et quelques matières premières. A prix constants, les exportations ont diminué en 1977 dans les pays PGT de toutes les régions, à l'exception du Proche-Orient. Au cours des années soixante-dix, ce n'est qu'en Amérique latine (qui ne compte que cinq pays PGT) que le taux de croissance des recettes d'exportation des pays PGT en termes réels a dépassé considérablement celui de tous les pays en développement. Au Proche-Orient, les recettes d'exportation des pays PGT ont enregistré une baisse importante à prix constants.

Tableau I-23. Indices FAO du volume, de la valeur, et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits agricoles 1/ par principaux groupes de produits

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 <sup>2/</sup>
..... 1969-71 = 100 .....								
<u>VOLUME</u>	101	104	112	121	115	116	126	129
Produits alimentaires	102	105	114	124	119	121	132	138
Céréales	103	108	119	143	130	138	146	147
Produits d'alimentation animale	103	108	115	131	135	133	172	180
Matières premières	100	101	106	112	100	97	104	105
Produits pour boissons <sup>3/</sup>	101	101	110	117	108	114	118	103
<u>VALEUR</u>	101	108	127	189	237	244	256	288
Produits alimentaires	100	111	131	195	257	277	269	288
Céréales	100	110	125	227	316	338	321	289
Produits d'alimentation animale	102	113	131	281	265	227	324	402
Matières premières	100	99	114	169	199	165	193	224
Produits pour boissons <sup>3/</sup>	107	104	125	164	165	176	269	366
<u>VALEUR UNITAIRE</u>	100	104	114	156	208	210	205	231
Produits alimentaires	99	105	116	157	217	231	205	211
Céréales	97	102	105	159	246	247	221	198
Produits d'alimentation animale	100	105	114	211	196	171	186	220
Matières premières	100	98	107	155	211	172	188	216
Produits pour boissons <sup>3/</sup>	107	103	113	139	152	153	232	380

Note: Tant les coefficients de pondération de ces indices que la période de référence (qui passe de 1961-65 à 1969-71) ont été mis à jour.

<sup>1/</sup> Cultures et élevage seulement.

<sup>2/</sup> Données préliminaires.

<sup>3/</sup> Non compris le cacao qui est inclus dans la rubrique "Produits alimentaires".

Tableau 1-24. Exportations agricoles des pays PGT et de tous les pays en développement

Pays PGT en:						Taux annuel de variation	
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1961-65 à 1970
..... milliards de dollars .....							
Afrique							
Prix courants	2,1	2,7	3,5	3,4	4,5	6,1	5,3
Prix constants	2,1	2,0	1,9	1,9	2,1	1,8	2,2
Extrême-Orient							- 0,4
Prix courants	1,5	1,7	2,1	2,6	2,7	2,6	- 2,2
Prix constants	1,4	1,5	1,3	1,5	1,8	1,3	12,3
Amérique latine							1,2
Prix courants	0,6	0,7	1,0	1,2	1,4	1,9	
Prix constants	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	20,9
Proche-Orient							3,3
Prix courants	0,9	1,1	1,4	1,2	1,3	1,5	4,5
Prix constants	0,8	0,8	0,5	0,5	0,7	0,7	9,4
TOTAL PAYS PGT							
Prix courants	5,1	6,2	8,1	8,3	9,9	12,1	2,2
Prix constants	4,9	4,9	4,8	4,6	5,3	4,4	15,6
Tous pays en développement							- 0,1
Prix courants <sup>1/</sup>	19,5	27,1	35,4	35,3	39,2	47,4	4,2
Prix constants	17,9	18,6	17,1	17,4	19,1	18,0	2,0
Exportations des pays PGT en pourcentage de tous les pays en développement	26,1	23,0	22,7	23,6	25,3	25,5	1,1

Note: Pour le calcul de la série en prix constants, on a utilisé comme facteur de déflation l'indice Nations Unies des exportations de produits agricoles.

1/ Ces chiffres diffèrent de ceux du Tableau 1-21, les produits pris en considération n'étant pas toujours tout à fait les mêmes.

TERMES DE L'ECHANGE

Les termes de l'échange des produits agricoles se sont légèrement améliorés en 1977 (Tableau 1-25). Pour les calculer, on a divisé l'indice des prix des produits agricoles à l'exportation par celui des produits manufacturés à l'exportation. En 1977, les prix de tous les produits agricoles (y compris les produits halieutiques et forestiers) ont augmenté de 11 pour cent contre 9 pour cent pour les valeurs unitaires des produits manufacturés à l'exportation.

En 1977, les termes de l'échange produits agricoles/produits manufacturés sont tombés au niveau le plus bas depuis 1972 dans les pays développés à économie de marché. En revanche, les pays en développement à économie de marché ont enregistré une amélioration importante pour la deuxième année consécutive, bien que le niveau soit resté très inférieur à celui de 1974. Cette amélioration est due en grande partie à la très forte augmentation des prix à l'exportation des produits pour boissons, notamment le cacao (81 pour cent), le thé (76 pour cent) et le café (58 pour cent). Les prix des graines oléagineuses et des huiles végétales ainsi que de la viande de mouton, ont également enregistré une forte hausse. C'est en grande partie à la baisse des prix des céréales qu'est imputable la détérioration des termes de l'échange des produits agricoles dans les pays développés à économie de marché en 1977.

Tableau 1-25. Termes de l'échange des marchandises: produits agricoles/<sup>1/</sup> produits manufacturés

Economies de marché	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 (premier trimestre)	(deuxième trimestre)	1978
..... 1970 = 100 .....									
Pays en développement	97	104	130	151	114	123	139	121	120
Pays développés	102	111	142	136	116	115	109	106	100

Source: D'après les données du Bulletin mensuel de Statistiques des Nations Unies, juin 1978.

1/ Y compris les produits halieutiques et forestiers.

Au cours des deux premiers trimestres de 1978, cette détérioration s'est légèrement accentuée dans les pays développés à économie de marché, tandis qu'on observait, dans les pays en développement à économie de marché, un fort renversement de la tendance à l'amélioration des termes de l'échange produits agricoles/produits manufacturés. Les valeurs unitaires à l'exportation des produits manufacturés ont augmenté deux fois plus vite que les prix des produits agricoles à l'exportation.

Outre les termes de l'échange de marchandises étudiés ci-dessus, la FAO a maintenant calculé les termes de l'échange des produits agricoles de deux façons qui diffèrent du point de vue méthodologique et conceptuel (Tableau 1-26). On a calculé les termes de l'échange nets des pays en divisant l'indice de la valeur unitaire des exportations agricoles par celui de toutes les importations, pays par pays. Les effets des termes de l'échange sur le revenu national ont été évalués en multipliant l'indice des termes de l'échange nets par l'indice du volume des exportations agricoles totales. L'étude portant sur une gamme de pays et de produits différents, et les méthodologies adoptées étant également différentes les trois approches font apparaître des tendances quelque peu diverses, notamment pour les

pays en développement. Les termes de l'échange par pays ne sont jusqu'ici disponibles que jusqu'en 1976, mais il est cependant intéressant de les comparer avec les termes de l'échange pour les marchandises qui sont plus simples et donc plus faciles à calculer.

Les termes de l'échange nets des pays développés ont atteint un niveau record en 1973 et baissé les années suivantes. Les indices font apparaître une nette détérioration pour les pays les plus gravement touchés et les moins avancés mais ne font ressortir aucune tendance significative pour les autres pays en développement. Pour les deux premières catégories de pays, la détérioration est à imputer à une baisse relative des prix de leurs exportations de jute, de caoutchouc, de thé et de tabac et à une hausse relative des prix de leurs importations de céréales, d'engrais et de pétrole.

Les effets des termes de l'échange sur le revenu national (qui reflètent le pouvoir d'achat des exportations agricoles) des pays développés ont également enregistré un record en 1973 et se sont détériorés les années suivantes, tout en se maintenant à un niveau beaucoup plus haut qu'en 1970-72. Les indices font apparaître la même détérioration pour les pays les plus gravement touchés et les moins avancés, mais une certaine amélioration pour les autres pays en développement. Toutefois, le niveau général de l'indice pour les autres pays en développement est de beaucoup inférieur à l'indice relatif aux pays développés.

Tableau 1-26. Termes de l'échange exportations/agricoles importations totales par pays

	1971	1972	1973	1974	1975	1976
..... 1970 = 100 .....						
<u>Termes de l'échange nets</u>						
Pays en développement <u>1/</u>	93	98	100	100	91	96
Pays PGT et LMA	93	89	88	88	81	83
Autres pays en développement	93	84	107	107	96	103
Pays développés <u>2/</u>	103	112	137	121	115	103
<u>Effets des termes de l'échange sur le revenu</u>						
Pays en développement <u>1/</u>	91	95	105	98	90	103
Pays PGT et LMA	93	94	93	86	80	88
Autres pays en développement	90	96	112	105	95	111
Pays développés <u>2/</u>	108	130	180	154	150	144

1/ 74 pays.

2/ 21 pays.

#### SITUATION DU MARCHE DES PRINCIPAUX PRODUITS

En 1977, et pendant le premier semestre de 1978, l'offre n'a été rare sur les marchés mondiaux que pour un nombre limité de produits. Les principaux changements observés ont correspondu à une offre plus abondante et à un meilleur équilibre des marchés pour les produits dont l'offre était serrée en 1976. Parmi ces derniers, l'offre s'est notamment améliorée pour le café, le cacao et le thé et la production de coton a également sensiblement augmenté. En 1977, on a encore connu une pénurie relative pour certains produits à base de graines oléagineuses, pour les cuirs et peaux, et pour le jute, bien que pour ce dernier groupe de produits la demande ait perdu de sa vigueur.

Des excédents structurels ont continué à encombrer les marchés mondiaux des produits laitiers et du sucre, et, comme on l'a déjà observé, les stocks céréaliers se sont de nouveau considérablement accrus. La concurrence des synthétiques a continué de menacer la plupart des matières premières, mais la préférence qui s'est à nouveau manifestée en faveur des produits naturels et la croissance des exportations de produits transformés l'ont parfois contrebalancée. Le cas du caoutchouc naturel, par exemple, est typique d'une matière première dont le recul sur le marché en 1976 et 1977 était directement lié à la hausse des prix. Quant au coton, aux fibres dures et au jute, le développement des exportations de produits transformés des pays en développement a compensé, au moins partiellement, le fléchissement enregistré sur les marchés d'exportation pour les produits primaires.

En ce qui concerne les recettes tirées des exportations agricoles, les perspectives se ressentent essentiellement de l'amélioration générale de l'offre pendant la campagne 1977/78, et de l'accumulation de stocks importants de certains produits. Le taux d'inflation est demeuré élevé en 1977/78 dans la plupart des pays industrialisés, bien qu'il ait été plus faible que durant les quelques années précédentes. En outre, le rythme de l'expansion économique est resté lent. Sous l'effet combiné de ces facteurs, la demande d'importation a été plutôt faible, notamment pour les matières premières. De ce fait, la plupart des prix agricoles à l'exportation, notamment ceux des produits exportés par les pays en développement, ont fléchi au cours du premier semestre 1978, (Tableau I-27). Au cours de cette même période, les prix d'exportation des principaux groupes de produits se sont situés en moyenne bien au-dessous de leur valeur correspondante en 1977, le repli le plus prononcé concernant les cultures pour boissons.

Les disponibilités exportables de céréales ont été suffisamment abondantes dans la plupart des principaux pays producteurs pour satisfaire une forte demande d'importation en 1977/78, notamment pour le blé et le riz, et le volume du commerce céréalier mondial a atteint le niveau record de 163 millions de tonnes en 1977/78, soit 9 pour cent de plus que pour la campagne précédente. Cette avance est surtout imputable aux importations mondiales de blé, qui ont progressé de plus de 10 millions de tonnes. La part revenant aux pays en développement dans l'accroissement des importations de blé est de plus de 70 pour cent. Si la demande d'importation de blé a augmenté, c'est aussi parce que l'URSS a engrangé des récoltes plus faibles et que le prix du blé a été peu élevé par comparaison avec les autres céréales pendant la plus grande partie de 1977. En raison de la vigueur de la demande, les prix d'exportation des céréales ont repris leur mouvement ascendant pendant le second semestre de 1977, et la première moitié de 1978. Les prix du blé et des céréales secondaires se sont encore raffermis en raison des mesures prises aux Etats-Unis pour freiner la production et établir des réserves appartenant aux agriculteurs, qui ne seront débloquées que lorsque les prix atteindront certains niveaux. Parmi les autres facteurs, citons les retards enregistrés pour les expéditions en Amérique du Nord, le fléchissement de la récolte argentine et la hausse des prix du soja. Par la suite, toutefois, les perspectives des récoltes céréalières mondiales de 1978 étant favorables, les prix des céréales ont constamment baissé depuis avril-mai 1978 et l'on prévoit que le commerce mondial de ces produits flétrira en 1978/79.

Sur les marchés mondiaux des produits de l'élevage, des baisses cycliques dans les approvisionnements et l'accroissement de la demande de viande de boeuf, de veau et de mouton ont entraîné une hausse des prix à l'exportation, notamment aux Etats-Unis, en 1977 et dans

Tableau 1-27. Prix d'importance internationale de certains produits

	Blé \$E.U./mt	Maïs \$E.U./mt	Riz \$E.U./mt	Manioc \$E.U./mt	Soja \$E.U./mt Cents E.U./lb	Farine de soja Cents E.U./lb	Huile de soja \$E.U./mt
<b>1977</b>							
Janvier	110	112	259	121	272	251	502
Février	112	111	257	114	282	248	553
Mars	106	107	261	110	314	272	630
Avril	103	106	252	103	365	316	722
Mai	97	101	257	101	353	298	741
Juin	94	85	264	106	308	253	666
Juillet	98	85	272	112	245	193	555
Août	97	77	275	101	224	176	498
Septembre	102	78	275	93	205	174	502
Octobre	107	83	278	107	194	179	490
Novembre	115	93	288	116	220	200	500
Décembre	117	96	322	116	229	200	541
<b>1978</b>							
Janvier	118	95	340	89	223	200	522
Février	119	101	374	91	222	188	534
Mars	126	106	396	82	257	215	629
Avril	133	112	411	85	272	224	624
Mai	128	113	410	97	275	221	657
Juin	129	107	404	88	263	208	631
Juillet	130	91	384	90	251	207	586
Août	130	87	366	99	246	202	587
Septembre	134	94	368	113	250	208	630
Octobre	...	...	...	...	250	...	...
<b>1977</b>							
	Huile de palme \$E.U./mt	Huile de coco \$E.U./mt	Café \$E.U./mt	Cacao Cents E.U. kg	Thé Cents E.U. kg	Sucre Cents E.U. 1b	Bananes DM/mt
Janvier	458	549	218	156	195	8,34	604
Février	496	570	246	173	223	8,59	762
Mars	593	724	305	183	375	8,98	853
Avril	651	805	315	163	415	10,04	940
Mai	665	732	277	172	340	8,95	869
Juin	632	626	243	193	321	7,87	769
Juillet	537	506	209	198	306	7,39	706
Août	499	448	201	180	217	7,61	801
Septembre	446	467	196	175	189	7,31	764
Octobre	433	485	172	167	229	7,09	615
Novembre	446	506	182	158	204	7,07	554
Décembre	501	569	186	145	212	8,09	519

Tableau 1-27. (suite)

	Huile de palme \$E.U./mt	Huile de coco \$E.U./mt	Café \$E.U./lb	Cacao Cents E.U.	Thé Cents E.U.	Sucre Cents E.U.	Bananes DM/mt
<b>1978</b>							
Janvier	477	550	192	125	240	8,77	535
Février	522	568	186	126	238	8,48	734
Mars	561	654	166	150	232	7,74	766
Avril	588	622	162	156	216	7,59	887
Mai	614	611	153	142	210	7,33	906
Juin	637	675	160	132	217	7,23	618
Juillet	635	674	127	140	212	6,43	640
Août	600	687	126	153	197	7,08	454
Septembre	564	809	151	170	207	8,18	500
Octobre	...	...	152	...	...	...	384
Novembre	...	...	145	...	...	...	...
<b>1977</b>							
Janvier	959	79	440	175	505	2 086	105
Février	939	85	434	187	500	2 066	96
Mars	964	88	431	186	505	2 062	95
Avril	1 107	86	432	186	515	1 994	97
Mai	1 079	83	426	186	515	1 971	95
Juin	1 185	71	428	186	510	1 923	82
Juillet	1 185	66	434	186	510	1 928	80
Août	1 487	64	419	184	515	1 970	83
Septembre	1 618	62	420	184	520	2 152	83
Octobre	1 496	61	428	192	515	2 137	82
Novembre	1 166	60	429	193	515	2 063	90
Décembre	1 691	61	432	189	510	1 987	90
<b>1978</b>							
Janvier	982	65	427	205	470	2 023	106
Février	982	66	431	205	465	2 057	106
Mars	1 022	68	429	205	480	2 076	101
Avril	1 146	69	439	205	475	2 077	106
Mai	845	70	437	205	475	2 176	104
Juin	1 040	71	448	215	465	2 360	110
Juillet	1 210	71	453	215	455	2 333	112
Août	1 261	73	449	215	475	...	132
Septembre	1 232	74	448	215	465	2 538	136
Octobre	1 276	...	456	...	...	...	138

Note: Blé: dur d'hiver N° 2 (ord.) f.o.b. golfe du Mexique. Mais: U.S. jaune N° 2 f.o.b. golfe du Mexique. Riz: thaïlandais blanc 5% f.o.b. Bangkok. Manioc: c.a.f. Rotterdam. Soja: U.S. N° 1 jaune f.o.b. golfe. Farine de soja: U.S. protéines 44%, c.a.f. Rotterdam. Huile de soja: huile brute hollandaise f.o.b. ex-huilerie. Huile de palme: de Malaisie 5%, en vrac embarquement le plus proche c.a.f. ports européens. Huile de coco: Philippines/Indonésie c.a.f. Rotterdam. Café: prix composite I.C.A. (Accord international sur le café, 1976). Cacao: indicateur quotidien ICCO. Thé: enchères de Londres, toutes qualités. Sucre: prix composite Conseil international du sucre brut. Bananes: Amérique centrale, f.o.b. importateur au grossiste, Hambourg. Oranges: prix de gros pour l'Allemagne - moyenne. Coton: US Memphis Territory, SM 1-1/16 c.a.f. Liverpool. Laine: Australie, Nouvelle-Zélande prix moyen 64 S. Jute: Brut Bangladesh. B.W.D. f.o.b. Chittagong-Chalna. Sisal: U.G est africain, c.a.f. Royaume-Uni/Europe. Caoutchouc: R.S.S. N° 1, f.o.b. Kuala Lumpur. Cuir: U.S. légers vaches indigènes, 30/53 lb et au-dessus, Chicago.

la première moitié de 1978. La production laitière avait assez fortement progressé en 1977, mais la croissance de la production mondiale s'est ralentie considérablement en 1978 et les cours internationaux se sont raffermis.

La production de matières grasses et de farines d'oléagineux, qui avait été exceptionnellement faible en 1977, s'est redressée en 1978, et la production mondiale a ainsi légèrement dépassé la tendance à long terme. Toutefois, à mesure que la campagne se déroulait, les récoltes obtenues dans un certain nombre de pays exportateurs ont été plus faibles que prévu et la demande d'importation est demeurée anormalement forte. Les prix de la plupart des graines oléagineuses, huile et produits à base de farine, qui avaient fortement chuté au milieu de l'année 1977, se sont quelque peu redressés au début de 1978.

L'offre étant plus abondante, les marchés mondiaux des produits tropicaux pour boissons ont connu un meilleur équilibre en 1977, et les prix sont fortement tombés pendant le second semestre de l'année et au début de 1978. Le prix composite de l'Accord international sur le café a atteint son maximum en avril 1977, se situant en moyenne à 315 cents E.-U. la livre (lb), mais il est retombé à une moyenne de 126 cents en juillet 1978. A ce niveau, il se situait encore au-dessus du prix de déclenchement, soit 77 cents, qui réglemente l'imposition de contingents d'exportations. Les prix du café se sont quelque peu redressés dans les mois suivants. Les prix du cacao ont atteint un niveau record en juillet 1977, puis ont fortement fléchi jusqu'en janvier 1978, et connu des fluctuations au cours des mois suivants. Atteignant 140 cents la livre (lb) au milieu de l'année 1978, les cours mondiaux dépassaient ainsi la fourchette de prix de l'Accord international sur le cacao (65 à 81 cents). Dans les ventes aux enchères les prix du thé ont commencé à flétrir après le mois d'avril 1977, étant donné que les stocks des pays importateurs étaient regarnis et que la cueillette s'était intensifiée en raison de la hausse des prix. Les cours, qui s'étaient stabilisés à la fin de 1977 et au début de 1978, faiblissaient de nouveau dans tous les centres de ventes aux enchères.

Le cours mondial du sucre au marché libre, déjà peu élevé, a fléchi, avec quelques fluctuations, passant d'un niveau moyen de 10,04 cents par livre (lb) en avril 1977, à 6,43 cents en juillet 1978; il s'est partiellement redressé vers la fin de l'année. Les causes essentielles de ce repli sont l'importance des stocks mondiaux de report, les perspectives de les voir s'accumuler encore, les difficultés rencontrées pour mettre au point une politique sucrière aux Etats-Unis, et les exportations accrues de la CEE.

Les conditions météorologiques défavorables ont causé un recul considérable de la production de fruits, et les prix ont monté en Europe et en Amérique du Nord en 1977. Les prix des agrumes ont bénéficié de la rareté des fruits pouvant les concurrencer dans les pays importateurs, et également de la baisse des disponibilités exportables dans les pays méditerranéens producteurs. La situation assez équilibrée de l'offre et de la demande de bananes, observée en 1976, s'est maintenue jusqu'au milieu de l'année 1977, mais par la suite les disponibilités exportables ont considérablement augmenté et les prix ont baissé dans la plupart des pays importateurs.

Le mauvais temps, qui a régné dans les principaux pays européens producteurs en 1977, a également fait tomber la production de vin, pour la seconde campagne consécutive. Les prix ont considérablement monté, tant pour les vins de qualité que pour les vins de table. Les récoltes ayant fléchi dans un certain nombre des principaux pays producteurs, la production mondiale de tabac a légèrement baissé en 1977. Les exportations de tabac ont aussi très légèrement reculé, tandis qu'aux ventes aux enchères, les prix s'approchaient de niveaux records.

Le manque de vigueur de la demande de textiles - lié à l'inflation, à la lenteur de la croissance économique et à la concurrence des fibres artificielles - a continué de nuire à la consommation de coton dans la plupart des pays industrialisés. Les exportations mondiales de coton ont baissé de 4 pour cent en 1977, mais semblent s'être redressées en 1978, du fait notamment que la Chine a effectué des achats supplémentaires pour compenser une chute impressionnante de sa production nationale, ainsi que d'autres pays importateurs

désireux de regarnir leurs stocks. La demande mondiale d'importation ayant augmenté, les prix du coton ont progressé depuis novembre 1977. L'offre a été tendue pour le jute en 1977/78 et les prix ont augmenté pendant la plus grande partie de la période. En 1977, la production de sisal et de henequen a été légèrement inférieure à celle de l'année précédente; la demande d'importation de fibres brutes a continué de reculer, mais ce repli a été plus que compensé par l'avance des exportations de ficelles manufacturées des pays producteurs.

On a enregistré une augmentation anormalement faible de la production de caoutchouc naturel en 1977, et, de ce fait, le marché est devenu plus ferme et plus stable. La hausse des prix de 1976 s'est traduite par une réduction de la part revenant au caoutchouc naturel sur le marché global des élastomères, passée de 31 pour cent en 1976 à 30 pour cent en 1977, ce qui marque un retour à la tendance enregistrée pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre.

La croissance de la production mondiale de cuirs de bovins a connu un temps d'arrêt en 1977, et la production de peaux d'ovins a de nouveau fléchi après la reprise temporaire de 1976. La progression vigoureuse de la demande de produits en cuir manufacturés, observée en 1975 et 1976, s'est ralentie en 1977 et le volume des échanges mondiaux a diminué. Les prix sont demeurés élevés en 1978.

#### COMMERCE: PROBLEMES ET POLITIQUES

Le commerce international des produits agricoles pose des problèmes de longue date qui sont encore loin d'être résolus. La situation, qui s'est récemment créée pour le sucre, le café, le cacao et le thé, illustre l'instabilité chronique des prix et des recettes d'exportation. Bien que la part des pays en développement dans les recettes mondiales d'exportations agricoles ait enregistré une légère reprise dans chacune des deux dernières années, aucun signe ne laisse encore prévoir nettement un renversement de la tendance à long terme. Le volume des exportations des pays en développement s'est accru très lentement. L'accès aux marchés d'un grand nombre de produits provenant des zones tempérées ainsi que de produits tropicaux concurrents est difficile. Les politiques nationales de soutien, qui comportent une forte composante protectionniste, continuent à déboucher, dans certains cas, sur une production excessive et une accumulation de stocks excédentaires dont l'écoulement sur les marchés mondiaux doit souvent être subventionné.

Jusqu'ici peu de progrès ont été faits dans la voie de la libéralisation des importations en provenance des pays en développement. La mise en oeuvre du Système généralisé de préférences, préconisé lors de la Deuxième session de la CNUCED en 1968, est lente et la croissance qui lui est imputable a surtout été enregistrée dans les exportations d'un petit nombre de bénéficiaires. Aussi, les obstacles à l'importation restent-ils importants; ils sont encore aggravés par la mise en oeuvre, dans les pays développés, de mesures de soutien favorisant la production nationale et par la concurrence des synthétiques. En outre, alors que les matières premières importées sont habituellement admises en franchise dans les pays industrialisés, ou ne sont frappées que de droits très faibles, les produits manufacturés, à partir de ces mêmes matières premières, sont frappés de droits qui augmentent avec le degré de transformation et parfois aussi, de restrictions quantitatives, notamment de quotas à l'importation, ou bien soumis à des restrictions "volontaires" à l'exportation, comme dans le cas des textiles. Les seules exceptions sont les produits des industries de transformation qui ont déjà enregistré un déclin dans les pays développés, comme les produits à base de jute, de fibres de coco, de cuirs grossièrement tannés ou finis.

Les débats et les négociations sur le Programme intégré de la CNUCED pour les produits de base - pivot des activités de la CNUCED depuis sa Quatrième session à Nairobi, en mai 1976 - n'ont guère avancé plus rapidement. La première phase de la Conférence chargée des négociations en vue de créer un fonds commun, qui s'est tenue en mars-avril 1977, n'ayant pu parvenir à un accord sur la structure des capitaux du fonds et sur son utilisation, a été ajournée. La Conférence de négociations a repris en novembre 1978, mais a pris fin sans être parvenue à un accord. Parmi les réunions sur les différentes produits agricoles

auxquelles la FAO apporte un soutien technique important, seules les négociations sur le caoutchouc ont progressé vers la conclusion d'un accord international, bien que les négociations en vue de parvenir à un accord international sur le thé, le jute et les fibres dures, aient dépassé le stade préliminaire.

Les clauses économiques de l'Accord international sur le café ne sont pas entrées en vigueur, les cours étant encore supérieurs au prix plancher. Les négociations concernant l'établissement d'une fourchette de prix convenus qui le rendrait opérant étaient en cours au Conseil international du café. De même l'Accord international sur le cacao n'était pas encore pleinement opérant en l'absence de stocks tampons et en raison du niveau des cours actuellement supérieurs à la fourchette fixée. Un Comité préparatoire du Conseil international du cacao s'est réuni à la fin de 1978 pour préparer un projet du Troisième Accord, qui doit être négocié au début de 1979. Le nouvel Accord international sur le sucre prévoit des stocks tampons et le maintien de stocks spéciaux (renforcés par un contingentement à l'exportation, si nécessaire) afin de protéger la fourchette de prix convenus. Ces dispositions sont entrées en vigueur au milieu de 1978. Toutefois, la CEE n'est pas partie à l'Accord, et sa ratification a été retardée dans certains pays, notamment aux Etats-Unis. Les négociations en vue de la conclusion d'un Nouvel Accord international sur les céréales se sont poursuivies en 1978 et des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne la nouvelle Convention d'aide alimentaire et un arrangement consultatif sur les céréales secondaires.

Au cours de la septième série des négociations multilatérales du GATT sur le commerce, qui ont débuté en 1975, les délégations de certains grands pays exportateurs et importateurs, notamment les Etats-Unis, la CEE, le Canada et le Japon, sont parvenus à une base d'entente en juillet 1978, sur les principaux éléments d'une solution globale qu'elles considèrent suffisante pour assurer le succès des négociations, en conformité avec les objectifs de la Déclaration de Tokyo, et pour procurer des avantages importants aux pays en développement. Cette solution globale devait être mise au point sous sa forme définitive, à la fin de 1978. Les pays en développement, toutefois, considèrent que le texte concernant la base d'entente ne tient pas suffisamment compte de certains problèmes qui les préoccupent particulièrement, et qu'il en néglige d'autres, notamment les produits tropicaux, le principe selon lequel les mesures de protection ne devraient pas être plus spécialement dirigées contre les pays en développement, le droit pour ces pays d'avoir recours à des subventions, et l'élimination des restrictions quantitatives pour les produits qui présentent pour eux le plus d'intérêt. En outre, il ne donne pas une idée exacte de l'état actuel des négociations sur des questions clefs, comme le blé, la viande, les produits laitiers et autres, pour lesquels les offres concernant les mesures tarifaires et non tarifaires sont très éloignées des objectifs fixés dans la Déclaration de Tokyo. Enfin, les pays en développement ont exprimé leur inquiétude devant l'insuffisance des concessions qui leur sont faites dans certains secteurs qui revêtent pour eux une grande importance - notamment les textiles et autres produits - et devant leur exclusion des consultations conduisant à la base d'entente.

Le Groupe intergouvernemental FAO sur la banane a établi un Groupe de travail sur les éléments d'un Accord international sur la banane, qui pourrait, entre autres, permettre de fixer des objectifs de production et d'exportation compatibles avec les besoins mondiaux de ce produit et de mettre sur pied un dispositif de prix approprié. Au titre de l'arrangement officieux sur le prix du sisal et du henequen mis en oeuvre par le Groupe intergouvernemental de la FAO sur les fibres dures, les quotas ont été temporairement suspendus en mars 1978 pour permettre des modifications ultérieures. En même temps, l'arrangement sur les prix a été étendu à l'abaca et comporte des clauses prévoyant des consultations si les prix devaient sortir de la fourchette indicative.

## ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT

L'année 1977 a enregistré une forte reprise des engagements officiels 1/ d'aide extérieure de toute origine (à l'exception des pays à économie centralement planifiée) pour toutes les activités du secteur agricole pris au sens "large" défini par l'OCDE 2/. Ces engagements sont passés de 5 043 millions de dollars en 1976 à 6 706 millions de dollars, en 1977 dépassant ainsi le record établi en 1975 (5 453 millions de dollars), soit un accroissement en termes réels de 22 pour cent par rapport au chiffre peu élevé de 1976 et de 12 pour cent par rapport à celui de 1975.

La Banque mondiale, avec une contribution qui représente 40 pour cent des engagements totaux en 1977, reste la source la plus importante de fonds extérieurs destinés aux investissements directs dans le secteur agricole. Le niveau des prêts de la Banque mondiale et des crédits sans intérêt de l'Association internationale pour le Développement (AID) approuvé pour le secteur agricole en 1977, était de 45 pour cent supérieur au niveau moyen des trois dernières années. Il se montait au total à 2 687 millions de dollars en 1977, dont 814 millions de dollars représentaient les engagements de l'AID. Au cours des dix premiers mois de 1978, les prêts et les crédits accordés par la Banque mondiale et l'AID à l'agriculture, (considérée au sens "large" du terme) ont atteint 3 263 millions de dollars contre 2 153 millions pour la période correspondante de 1977.

L'accroissement des engagements d'aide est imputable pour un peu plus de la moitié aux institutions multilatérales, leur part du total s'élevant à 56 pour cent en 1977, soit environ le même chiffre qu'en 1975 et 1976. Les contributions de la Banque mondiale et de l'AID au montant complémentaire de 912 millions de dollars engagé par les institutions multilatérales en 1977, étaient respectivement de 397 millions de dollars et de 362 millions de dollars. Les prêts bilatéraux des pays membres du CAD et de la CEE ont également beaucoup augmenté (d'environ 780 millions de dollars). Toutes les banques régionales de développement ainsi que les pays membres de l'OPEP - sur une base bilatérale - ont également augmenté leurs prêts à l'agriculture. La FAO a engagé 16 millions de dollars en 1977, au titre du nouveau Programme de coopération technique (PCT) et 43 millions de dollars au titre de l'Assistance technique financée par des fonds fiduciaires.

Les engagements officiels d'aide au secteur agricole - pris dans le sens "restreint" défini par l'OCDE (correspondant en gros à la production alimentaire) - qui n'avaient enregistré qu'une légère augmentation, passant de 3 251 millions de dollars en 1975 à 3 390 millions en 1976 ont atteint, en 1977, 4 807 millions de dollars (Tableau 1-29). Ceci représente, en termes réels, une augmentation de 30 pour cent par rapport à 1976 et de 34 pour cent par rapport au niveau peu élevé de 1975. Les prêts à des conditions de faveur, suivant cette tendance générale, se sont accrus en termes réels de 12 pour cent en 1976 et de 20 pour cent en 1977. Leur part dans les engagements totaux a varié entre 66 pour cent (1975 et 1977) et 71 pour cent (1976).

En dépit de cette amélioration considérable, les engagements officiels d'aide au secteur agricole (pris dans le sens étroit) n'atteignent encore qu'un peu plus de la moitié des 8 300 millions de dollars (aux prix de 1975) fixés comme objectif par le Conseil mondial de l'alimentation. Le même écart se retrouve dans l'aide accordée à des conditions de faveur. La création du Fonds international de développement agricole (FIDA) en décembre 1977, est l'un des progrès majeurs accomplis jusqu'ici pour donner suite aux résolutions de la Conférence mondiale de l'alimentation, mais l'engagement de son capital initial (un peu plus de 1 milliard de dollars) en 1978-80, ne peut guère combler un écart de cette ampleur.

1/ On ne dispose pas encore de données sur l'apport de ressources extérieures à l'agriculture calculé sur la base des versements nets.

2/ C'est-à-dire comprenant le développement rural, l'infrastructure rurale, les agro-industries, la production d'engrais et des projets de développement régional et d'aménagement fluvial.

Tableau 1-28. Engagements officiels d'assistance extérieure en faveur de l'agriculture (au sens "large" de la définition de l'OCDE) 1/

Source	1974	1975	1976	1977 2/
..... millions de dollars E.U. .....				
<u>Valeur</u>				
Institutions multilatérales 3/	1 983	2 988	2 845	3 742
Aide bilatérale des pays du CAD 4/	1 868	1 730	1 836	2 545
Aide bilatérale des pays de l'OPEP	336	735	362	419
TOTAL	4 187	5 453	5 043	6 706
A prix constants 1975 5/	4 704	5 453	4 993	6 096
Pourcentage de variation annuelle		+ 16	- 8	+ 22
..... pourcentage .....				
<u>Répartition</u>				
Institutions multilatérales	47	55	57	56
Aide bilatérale des pays du CAD	45	32	36	38
Aide bilatérale des pays de l'OPEP	8	13	7	6
TOTAL	100	100	100	100

Sources: OCDE et FAO.

- 1/ Comprenant le développement rural, l'infrastructure rurale, les agro-industries, la production des engrains et des projets de développement régional et d'aménagement fluvial.  
 2/ Données préliminaires. 3/ Banque et Fonds africains de développement, Banque arabe de développement économique en Afrique (depuis 1976), Fonds arabe pour le Développement économique et social, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, Banque islamique de développement en 1977, Fonds spécial de l'OPEP en 1977, Programme de coopération technique de la FAO en 1977, PNUD/FAO, Banque mondiale (BIRD/AID).  
 4/ Y compris la CEE. 5/ Corrigé en fonction de l'indice Nations Unies de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés.

Pour y parvenir, il faudrait bien sûr accroître considérablement l'aide extérieure à tous les secteurs. Toutefois, le secteur agricole devrait se voir aussi attribuer une plus grande part du total, même si elle n'atteignait que l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement, soit 0,7 pour cent du PNB des pays membres du CAD (plus du double de la proportion actuelle). Les donateurs bilatéraux devraient être plus nombreux à suivre l'exemple de la Banque mondiale, qui accorde une bien plus grande priorité au développement agricole et rural 1/. L'attention devrait être accordée en priorité au

1/ En 1973-76, environ 14 pour cent des engagements totaux de l'aide au développement étaient destinés à l'agriculture. Ils atteignaient près de 30 pour cent pour l'ensemble des institutions multilatérales, contre seulement 11 pour cent pour les programmes bilatéraux du CAD. En 1977, toutefois, 14 pour cent des engagements bilatéraux du CAD ont été consacrés au secteur agricole, contre seulement 10 pour cent en 1976.

réapprovisionnement des ressources du FIDA en 1979-80. La FAO joue déjà un rôle essentiel dans l'expansion des investissements agricoles par son assistance technique et ses activités de préinvestissement pour les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

Il faudrait également que les pays en développement eux-mêmes accordent une priorité plus élevée à l'agriculture, tant dans leurs propres programmes nationaux d'investissement qu'au cours des négociations relatives à l'aide extérieure. Le fait que certains pays en développement n'aient pas donné une priorité suffisante à la production alimentaire a sans aucun doute découragé des donateurs potentiels, d'autant plus qu'un certain équilibre doit généralement s'instaurer entre les composantes extérieures et intérieures d'un projet d'investissement. Comme il est dit plus loin, les données relatives aux dépenses des gouvernements pour le secteur agricole sont insuffisantes, mais elles s'améliorent lentement et font déjà ressortir que, dans certains pays, ces dépenses sont loin d'être en rapport avec la part du secteur agricole dans le PNB, bien que ce rapport à lui seul ne suffise pas à indiquer le montant des apports gouvernementaux susceptibles de satisfaire les besoins.

Pour de nombreux pays en développement, notamment les plus pauvres, le problème majeur reste la nécessité d'obtenir une aide accrue (portant notamment sur la formation) pour l'identification et la préparation de programmes et de projets d'investissements agricoles. Les lacunes dans ce domaine ont creusé entre engagements et dépenses un large fossé qui tend probablement à s'élargir. La FAO met de plus en plus l'accent sur ce genre d'assistance, mais ses possibilités en ce domaine sont limitées. L'aide au développement devra également prendre d'autres formes si elle doit jouer un rôle beaucoup plus important, notamment dans les pays les plus pauvres pour lesquels les types de financement, l'assistance aux programmes et au secteur agricoles, l'aide à leur balance des paiements, le soutien budgétaire et le soutien aux dépenses renouvelables des services locaux et des instituts de financement du développement, devront être empreints d'une plus grande souplesse. A cet égard que la nécessité d'augmenter considérablement le flux de ressources extérieures prime le problème de la capacité d'absorption.

Il est essentiel d'accroître considérablement l'aide extérieure accordée à des conditions de faveur au secteur agricole des pays en développement les plus pauvres. L'assistance accordée jusqu'ici, par habitant, au secteur agricole des pays les plus pauvres en tant que groupe est de beaucoup inférieure à celle dont ont bénéficié les autres pays en développement. Toutefois la Banque mondiale, en particulier, porte maintenant une attention accrue à ce problème et le FIDA a l'intention de destiner à ces pays la plus grande part de ses ressources à des conditions de faveur. Beaucoup de donateurs bilatéraux et multilatéraux ont fait savoir qu'ils réorienteraient leurs engagements d'aide à l'agriculture, notamment leurs prêts à des conditions de faveur, au profit des pays les plus pauvres et des petits fermiers.

Selon des données préliminaires pour 1977 fournies par les deux catégories de donateurs, les engagements officiels en faveur des pays PGT ont probablement été assortis de conditions légèrement moins favorables qu'en 1976. Bien que l'élément "don" moyen de l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays membres du CAD et de la CEE ait été d'environ 86 pour cent en 1977 contre 84 pour cent en 1976, 85 pour cent seulement des prêts multilatéraux d'aide au capital ont été engagés en 1977 au titre de l'APD contre 95 pour cent en 1976, ce qui indique un durcissement des conditions dont sont assortis les prêts de cette importante source d'aide.

En outre, une analyse des récents engagements d'aide à l'agriculture (considérée dans le sens "large" de la définition de l'OCDE) montre que la part d'aide reçue par habitant reste plus faible dans les pays asiatiques pauvres et fortement peuplés que dans les pays en développement relativement mieux nantis. (Tableau 1-30). En revanche, les pays africains

Tableau 1-29. Engagements officiels d'aide extérieure totale et à des conditions de faveur 1/, destinés au secteur agricole pris au sens étroit de la définition de l'OCDE 2/

Source	1974	1975	1976	1977 3/
..... millions de dollars E.U. .....				
<u>Aide totale</u>				
Institutions multilatérales	1 491	1 783	1 883	2 747
Aide bilatérale des pays du CAD 4/	1 505	1 236	1 418	1 960
Aide bilatérale des pays de l'OPEP	103	232	89	100
TOTAL	3 099	3 251	3 390	4 807
A prix constants 1975 6/	3 482	3 251	3 356	4 370
Variation annuelle (en pourcentage)		- 7	+ 3	+ 30
<u>Aide à des conditions de faveur 1/</u>				
Institutions multilatérales	642	688	1 041	1 248
Aide bilatérale des pays du CAD 4/	1 348	1 217	1 280	1 790 5/
Aide bilatérale des pays de l'OPEP	103	232	89	100 5/
TOTAL	2 093	2 137	2 410	3 138
A prix constants 1975	2 352	2 137	2 385	2 853
Variation annuelle (en pourcentage)		- 9	+ 12	+ 20
Pourcentage de l'aide à des conditions de faveur	68	66	71	66

Sources: OCDE et FAO.

1/ Tous les dons et prêts avec un élément don minimum de 25 pour cent. 2/ Il s'agit surtout de la production alimentaire 3/ Données préliminaires. 4/ Y compris la CEE.

5/ Estimations basées sur des données partielles et des tendances passées. 6/ Corrigé en fonction de l'indice Nations Unies de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés.

pauvres ont continué de recevoir un volume d'aide par habitant relativement important qui traduit en partie les coûts élevés du développement par habitant dans un certain nombre de pays africains peu peuplés. En 1977, par exemple, 11 pour cent des engagements totaux en faveur de l'agriculture sont allés aux 22 pays africains pauvres dont la liste figure au Tableau 1-30 qui ne comptent que six pour cent de la population totale des pays en développement, alors que les 28 pour cent que représentent les 7 pays asiatiques pauvres n'ont reçu que 16 pour cent du total des engagements d'aide à l'agriculture.

Bien que les engagements totaux en faveur des 29 pays pauvres d'Afrique et d'Asie soient passés de 1 074 millions en 1973-74 à 1 171 millions en 1976 1/ et à 1 400 millions en 1977 (aux prix de 1975) les engagements destinés aux autres pays en développement ont connu un accroissement plus rapide encore. Aussi, la part de ces pays pauvres était-elle tombée de 35 pour cent en 1973-74 à 27 pour cent en 1977. Toutefois, une grande partie des engagements destinés à ces derniers étaient assortis de conditions de faveur alors que les prêts destinés aux autres pays en développement étaient concédés aux conditions du marché.

1/ On ne dispose pas encore de données comparables pour 1975.

Tableau 1-30. Engagements officiels d'aide extérieure au capital en faveur du secteur agricole 1/ de certains pays d'Afrique et d'Asie (dont le PNB par habitant était inférieur à 300 dollars en 1975) et dans d'autres pays en développement

	Afrique (22 pays) 2/	Asie (7 pays) 3/	Autres pays en développement	Total pays en développement
..... millions de dollars .....				
<b>A. Aux prix courants</b>				
1973-74 4/	346	524	1 597 5/	2 467
1976 6/	557	626	2 886	4 069
1977 6/ 7/	608	943	4 200	5 751
<b>B. Aux prix 1975 3/</b>				
1973-74 4/	427	647	1 972 5/	3 046 5/
1976 6/	551	620	2 858	4 029
1977 6/	552	857	3 819	5 228
Par habitant				
..... dollars .....				
<b>C. Aux prix 1975 8/</b>				
1973-74 4/	2,46	0,80	1,06 5/	1,07 5/
1976 6/	2,99	0,73	1,48	1,36
1977 6/ 7/	2,92	1,00	1,93	1,73

Source: 1973-74: Groupe consultatif de la Production alimentaire et de l'Investissement dans les pays en voie de développement (CGPAI); 1976 et 1977: OCDE et FAO.

1/ Au sens "large" de l'OCDE; 2/ Rép. dém. du Bénin, Burundi, Empire centrafricain; Tchad, Ethiopie, Gambie, Guinée, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République Unie de Tanzanie, Togo, Ouganda, Haute-Volta, Zaïre.

3/ Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka. 4/ Aide bilatérale des pays du CAD et CEE: APD seulement; aide bilatérale OPEP, Banque mondiale et Banques régionales de développement. 5/ Amérique latine: moyenne 1973-75. 6/ Aide bilatérale des pays du CAD et CEE; aide multilatérale (mais non bilatérale) de l'OPEP; Banque mondiale, Banques régionales de développement. 7/ Données préliminaires. 8/ Corrigé en fonction de l'indice Nations Unies de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés.

## INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Comme il a déjà été mentionné, les informations, fournies principalement par l'OCDE, concernant les engagements de ressources extérieures en faveur de l'agriculture, s'améliorent. Mais les données relatives au versement effectif de ces ressources, ou aux dépenses nationales en capital ou renouvelables restent toujours insuffisantes.

Pour remédier en partie à cette situation, la FAO prend actuellement des mesures dans deux domaines connexes. En premier lieu, elle étudie tout le système de collecte des données sur les comptes économiques de l'agriculture, tâche à laquelle les pays en développement n'ont jusqu'ici que peu collaboré. Une amélioration radicale dans cette voie permettrait à la FAO de jouer son rôle de principal pourvoyeur d'informations sur le flux des ressources intérieures en faveur de l'agriculture. Un nouveau questionnaire statistique a été distribué aux pays membres leur demandant des renseignements sur les dépenses en capital et sur les dépenses renouvelables dans le secteur agricole pour la période 1973-77. Cette enquête se fera désormais sur une base annuelle. En second lieu, la FAO procède à une analyse des données sur la formation brute de capital fixe dans le secteur agricole, qui figurent dans le système de comptabilité nationale publié par les Nations Unies pour 17 pays en développement pour la période 1963-75. Enfin, la FAO étudie également des données de la Banque mondiale sur les dépenses publiques en capital et renouvelables dans le secteur agricole dans 53 pays en développement pour la période 1967-73.

### STATISTIQUES DES COMPTABILITES NATIONALES

Les statistiques des comptabilités nationales publiées par les Nations Unies sur les investissements totaux (publics et privés, intérieurs et extérieurs) dans le secteur de l'agriculture d'un certain nombre de pays, sont plus ou moins exactes et plus ou moins complètes selon les pays, mais elles permettent tout de même de faire quelques observations préliminaires.

Le niveau des investissements dans le secteur agricole par unité de surface et de main-d'œuvre varie énormément tant entre les pays développés et en développement, qu'au sein des deux groupes de pays. Dans les pays développés, les investissements par hectare de terre agricole en 1970-74 allaient de 10 dollars seulement dans l'agriculture extensive australienne à plus de 1 000 dollars dans l'agriculture intensive japonaise (Tableau 1-31). Dans les pays en développement également, les investissements par hectare sont surtout en rapport avec l'intensité de la production agricole, mais la fourchette se situe à un niveau beaucoup plus bas (de moins de 1 dollar en Ethiopie, à 150 dollars en République de Corée). Les investissements par travailleur agricole varient, dans les pays développés, d'environ 80 dollars au Portugal et en Afrique du Sud, à plus de 3 000 dollars aux Etats-Unis et, dans les pays en développement, de 1 dollar au Kenya à plus de 100 dollars au Costa Rica.

Le Tableau 1.31 fait apparaître l'évolution du rôle de l'agriculture dans les pays qui se trouvaient à divers stades de développement en 1970-75. Comme on pouvait s'y attendre, à mesure que le revenu par habitant (PIB) augmente, la part de l'agriculture dans le PIB total diminue, tout comme sa contribution à la formation brute de capital fixe. Toutefois, les taux de fléchissement de ces deux parts ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi la part du PIB agricole investi dans ce secteur tend à s'élèver en même temps que le niveau du revenu par habitant.

Les données du Tableau 1.32 confirment encore cette corrélation. À mesure que monte le niveau de revenu, la part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe ne diminue pas dans la même proportion que sa part dans le PIB ou dans la main-d'œuvre. De fait, dans certains pays développés, la part de la formation brute de capital fixe allant à l'agriculture est bien supérieure à la part de ce secteur dans le PIB ou même dans la main-d'œuvre. Ainsi, les données d'analyse en coupe confirment dans une certaine mesure que le développement économique est associé à une intensification relative du taux d'investissement dans le secteur agricole.

Comme dans toute analyse en coupe, il faut interpréter ces associations avec prudence en évitant d'en conclure à des relations causales. En vérité, on ne peut analyser utilement la question de l'adéquation du niveau des investissements dans l'agriculture que dans l'optique de chaque pays en développement, en tenant compte du cadre de ses politiques, plans et programmes. La seule conclusion préliminaire que l'on puisse tirer c'est que, dans la plupart des pays en développement la part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe devrait s'accroître par rapport à ses niveaux actuels, surtout en ce qui concerne la part de ce secteur dans le PIB et la main-d'œuvre. Pour jeter quelque lumière sur ce point, les données disponibles (pour 14 pays en développement et 15 pays développés) sont analysées au Tableau 1.33, qui indique à part les taux annuels de croissance moyenne de formation brute de capital fixe pour l'agriculture d'une part et pour l'ensemble de l'économie d'autre part pendant les périodes 1963-69 et 1970-75.

Dans ces deux groupes de pays, les taux et la structure de croissance de la formation de capital semblent s'être sensiblement modifiés, mais de manière très différente d'une période à l'autre. Alors qu'entre 1963 et 1969, la formation de capital dans le secteur agricole de la plupart (12) des pays développés s'est accrue à des taux inférieurs à ceux de la formation totale de capital, entre 1970 et 1975, les taux de la première se sont accélérés et ont dépassé ceux de la seconde dans 10 de ces pays. Cette évolution a eu lieu malgré un ralentissement dans la formation totale de capital de sept pays. Par conséquent, il y a donc eu dans l'ensemble un redressement absolu aussi bien que relatif (par rapport à d'autres secteurs) du taux d'investissement dans l'agriculture de la plupart des pays développés entre 1970 et 1975.

Si, entre ces deux périodes, la croissance de la formation totale de capital a accusé un ralentissement dans moins de la moitié des pays en développement, celle de la formation de capital dans l'agriculture a fléchi dans un plus grand nombre de ces pays (sept sur 12). Ce qui est plus troublant, c'est que, dans une période comme dans l'autre, six pays (et pas les mêmes) ont enregistré un déclin (taux de croissance négatif) dans la formation de leur capital agricole. Dans presque tous ces pays, la production agricole a augmenté entre 1970 et 1977 à des taux bien inférieurs à la moyenne pour l'ensemble des pays en développement.

Ce qui est plus rassurant c'est que dans cinq pays, la croissance de la formation de capital en agriculture s'est accélérée et a dépassé celle de la formation totale de capital entre les deux périodes en question. Dans trois de ces pays, le rythme des investissements agricoles s'est accéléré, malgré un ralentissement de la croissance des investissements totaux, ce qui dénote un déplacement de priorité en faveur de l'agriculture. Aussi peut-on constater que, durant la période 1970-77, ces pays ont accru leur production agricole à des taux annuels d'au moins 4 pour cent (Voir tableau 1-4).

En l'absence de données pertinentes pour des années plus récentes, il est impossible de dire si le taux d'investissement dans l'agriculture des pays en développement s'est relevé ou non à la suite de l'amélioration de la situation critique en 1972-74, de l'alimentation, des engrains et de la balance des paiements. Néanmoins, on enregistre en Inde des signes encourageants selon lesquels les investissements agricoles auraient fortement augmenté entre 1974-75 et 1976-77 (Tableau 1-34). Au cours de cette période, la formation nette de capital intérieur en agriculture serait passée de 7 990 millions de roupies à 13 640 millions de roupies (au prix de 1974-75), soit un accroissement de 71 pour cent, ce qui porte de 8,4 pour cent à 13,2 pour cent la part de l'agriculture dans la formation brute de capital intérieur.

Tableau 1-31.

Formation brute de capital fixe dans le secteur agricole de certains pays, moyenne annuelle 1970-75

	Total millions de dollars E.U. 3/			Par hectare 1/ 2/			Par travailleur agricole 2/			PNB par habitant 2/			Formation brute de capital fixe dans le secteur agricole 3/ en proportion du PIB agricole			Part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe de l'agricole			PIB capital fixe pourcentage.....		
	..... dollars E.U. 3/	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	
<u>Pays en développement</u>																					
Costa Rica 4/	28	55	113	960	10	11,1	10	11,1	10	11,1	10	11,1	10	11,1	10	11,1	10	11,1	10	11,1	
Chypre	.2	5	19	1 240	12	8,5	12	8,5	12	8,5	12	8,5	12	8,5	12	8,5	12	8,5	12	8,5	
Egypte 4/	22	8	4	260	5	11,8	5	11,8	5	11,8	5	11,8	5	11,8	5	11,8	5	11,8	5	11,8	
El Salvador 5/	7	10	10	460	2	4,3	2	4,3	2	4,3	2	4,3	2	4,3	2	4,3	2	4,3	2	4,3	
Ethiopie 5/	24	-	3	100	3	13,1	3	13,1	3	13,1	3	13,1	3	13,1	3	13,1	3	13,1	3	13,1	
Inde 4/	1 984	12	12	140	7	21,5	7	21,5	7	21,5	7	21,5	7	21,5	7	21,5	7	21,5	7	21,5	
Irak 4/	11	2	9	1 250	14	9,7	14	9,7	14	9,7	14	9,7	14	9,7	14	9,7	14	9,7	14	9,7	
Kenya	5	3	1	220	7	9,6	7	9,6	7	9,6	7	9,6	7	9,6	7	9,6	7	9,6	7	9,6	
République de Corée	364	150	64	560	9	9,4	9	9,4	9	9,4	9	9,4	9	9,4	9	9,4	9	9,4	9	9,4	
Jamaïque 4/	13	48	75	1 110	13	4,4	13	4,4	13	4,4	13	4,4	13	4,4	13	4,4	13	4,4	13	4,4	
Maurice	10	90	102	610	9	10,7	9	10,7	9	10,7	9	10,7	9	10,7	9	10,7	9	10,7	9	10,7	
Pakistan 4/	198	10	18	160	7	16,3	7	16,3	7	16,3	7	16,3	7	16,3	7	16,3	7	16,3	7	16,3	
Papouasie Nouvelle-Guinée 5/	7	21	6	470	3	3,8	3	3,8	3	3,8	3	3,8	3	3,8	3	3,8	3	3,8	3	3,8	
Rhôdésie 4/	22	9	17	550	14	11,5	14	11,5	14	11,5	14	11,5	14	11,5	14	11,5	14	11,5	14	11,5	
République arabe syrienne	94	17	100	720	17	16,1	17	16,1	17	16,1	17	16,1	17	16,1	17	16,1	17	16,1	17	16,1	
Thaïlande	207	12	14	350	7	10,0	7	10,0	7	10,0	7	10,0	7	10,0	7	10,0	7	10,0	7	10,0	
Tunisie	12	3	19	730	11	9,5	11	9,5	11	9,5	11	9,5	11	9,5	11	9,5	11	9,5	11	9,5	
<u>Pays développés</u>																					
Australie 5/	457	10	1	133	5	700	22	5,5	22	5,5	22	5,5	22	5,5	22	5,5	22	5,5	22	5,5	
Belgique	232	264	1 514	6 270	17	2,6	17	2,6	17	2,6	17	2,6	17	2,6	17	2,6	17	2,6	17	2,6	
Canada	1 605	37	2	605	6 930	33	6,1	33	6,1	33	6,1	33	6,1	33	6,1	33	6,1	33	6,1	33	6,1
Danemark	300	112	1 421	6 810	19	6,4	19	6,4	19	6,4	19	6,4	19	6,4	19	6,4	19	6,4	19	6,4	
Finlande	319	121	859	5 420	18	7,0	18	7,0	18	7,0	18	7,0	18	7,0	18	7,0	18	7,0	18	7,0	
France	2 550	136	1 045	5 950	20	5,1	20	5,1	20	5,1	20	5,1	20	5,1	20	5,1	20	5,1	20	5,1	
Grèce	384	94	234	2 340	14	9,9	14	9,9	14	9,9	14	9,9	14	9,9	14	9,9	14	9,9	14	9,9	
Italie	1 888	153	632	2 810	17	6,7	17	6,7	17	6,7	17	6,7	17	6,7	17	6,7	17	6,7	17	6,7	
Israël	127	294	1 253	3 790	23	4,1	23	4,1	23	4,1	23	4,1	23	4,1	23	4,1	23	4,1	23	4,1	
Japon	5 778	1 037	681	4 450	32	4,4	32	4,4	32	4,4	32	4,4	32	4,4	32	4,4	32	4,4	32	4,4	
Pays-Bas	515	612	1 513	5 750	28	4,6	28	4,6	28	4,6	28	4,6	28	4,6	28	4,6	28	4,6	28	4,6	
Norvège	297	375	2 048	6 760	31	5,9	31	5,9	31	5,9	31	5,9	31	5,9	31	5,9	31	5,9	31	5,9	
Portugal 4/	85	23	84	1 570	6	4,9	6	4,9	6	4,9	6	4,9	6	4,9	6	4,9	6	4,9	6	4,9	
Suède	448	149	1 883	8 150	24	4,6	24	4,6	24	4,6	24	4,6	24	4,6	24	4,6	24	4,6	24	4,6	
Afrique du Sud	429	30	157	1 270	21	6,2	21	6,2	21	6,2	21	6,2	21	6,2	21	6,2	21	6,2	21	6,2	
Royaume-Uni	987	142	1 491	3 780	25	3,2	25	3,2	25	3,2	25	3,2	25	3,2	25	3,2	25	3,2	25	3,2	
Etats-Unis	8 156	39	3 133	7 120	20	3,7	20	3,7	20	3,7	20	3,7	20	3,7	20	3,7	20	3,7	20	3,7	

Sources: Nations Unies: Annuaire des Statistiques des Comptabilités nationales 1976 (et des années précédentes), et données FAO.

1/ Terres arables et cultures permanentes. 2/ PNB par surface, par travailleur agricole et par habitant, basé sur des données relatives à 1975. 3/ Pour les conversions des monnaies nationales en dollars des Etats-Unis, on a utilisé les tableaux de la Banque mondiale (1976). 4/ 1970-74. 5/ 1970-72.

Tableau 1-32. Part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe par rapport à sa part du PIB et de la main-d'oeuvre totale, dans certains pays, moyenne annuelle 1970-75

	Par rapport à la part de l'agriculture dans le PIB (x 100)	Par rapport à la part de l'agriculture dans la main-d'oeuvre totale (x 100)
<u>Pays en développement</u>		
République arabe syrienne	79	33
Irak 1/	78	22
Rhodésie 1/	73	19
Jamaïque 1/	60	18
Costa Rica 1/	56	29
Chypre	55	23
Tunisie	51	21
Pakistan 1/	51	29
Inde 1/	50	32
Egypte 1/	43	23
République de Corée	36	21
Maurice	35	35
Kenya	34	12
Fidji	34	17
Thaïlande	32	13
Ethiopie 2/	27	16
El Salvador 2/	16	8
Papouasie-Nouvelle-Guinée 2/	12	5
<u>Pays développés</u>		
Canada	149	94
Royaume-Uni	128	133
Etats-Unis	112	132
Suède	110	71
Norvège	100	62
France	85	47
Danemark	85	72
Pays-Bas	84	70
Israël	84	50
Australie 2/	82	81
Italie	80	46
Belgique	79	69
Japon	77	30
Afrique du Sud	72	21
Finlande	63	42
Grèce	59	24
Portugal 1/	33	17

Source: Nations Unies: Annuaire des Statistiques des Comptabilités nationales, 1976  
(et des années précédentes) et données FAO.

1/ 1970-74. 2/ 1970-72

Note: Les données de ce tableau ont été calculées de la façon suivante: Exemple: En République arabe syrienne, la part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe s'est établie en moyenne à 16,1 pour cent au cours de la période 1970-75, et sa part moyenne du PIB au cours de la même période a été de 20,4 pour cent. Le rapport de ces deux parts  $\frac{16,1}{20,4} \times 100$  donne le chiffre 79 comme on voit dans la colonne 2. De même, en 1970-75, 49,3 pour cent de la main-d'œuvre de la République arabe syrienne travaillaient dans l'agriculture, alors que seuls 16,1 pour cent de la formation de capital fixe sont allés à ce secteur, d'où  $\frac{16,1}{49,3} \times 100 = 33$  (cf colonne 3).

Tableau 1-33. Taux de croissance moyens réels annuels de formation de capital fixe pour tous les secteurs et pour le secteur agricole 1/ dans certains pays

	1963-69		1970-75	
	Tous	Secteur	Tous	Secteur
	secteurs	agricole	secteurs	agricole
..... pourcentage .....				
<u>Pays en développement</u>				
Costa Rica	8,7	2/	14,9	8,8
Egypte	...		-11,8	6,5
Guatemala	8,5		-3,4	8,5
Inde	2,8		5,7	1,8
Iran	13,4	2/	11,3	2/
Irak	4,1		13,7	5,5
Jamaïque	14,6		-3,7	-5,8
Kenya	16,9	4/	8,9	4/
Corée, Rép. de	25,7		11,9	4,0
Pakistan	-2,3		-0,3	11,4
République arabe syrienne	12,1		-0,5	15,6
Tanzanie	9,6	6/	3,1	6/
Thaïlande	...		...	9,8
Tunisie	-0,5		-0,1	12,8
				7/
				8,3
				7/
				17,1
<u>Pays développés</u>				
Belgique	4,7		3,7	3,9
Canada	5,1		-0,4	6,8
Danemark	5,8		-6,4	3,7
Finlande	3,1		0,7	7,6
France	6,3		5,1	3,7
Grèce	12,7		7,2	3,5
Israël	1,5		-0,3	11,1
Italie	4,7		1,6	3,0
Japon	15,0		17,0	5,7
Pays-Bas	6,8		4,7	-0,1
Norvège	2,4		3,7	8,9
Portugal	7,1		7,9	9,3
Suède	3,1		0,2	0,8
Royaume-Uni	4,3		1,2	2,4
Etats-Unis	4,2		1,7	2,3
				6,5

Source: D'après des données de l'Annuaire des comptabilités nationales des Nations Unies de 1976 (et des années précédentes)

1/ Valeurs actuelles corrigées par les indicateurs d'inflation des pays - Banque mondiale (World Development Report 1978, août 1978, tableau 1) sur la base de la moyenne mobile triennale le cas échéant.

2/ 1966-69. 3/ 1970-73. 4/ 1965-69. 5/ 1970-71. 6/ 1967-69. 7/ 1971-74. 8/ 1961-69.

Tableau 1-34. Formation nette de capital intérieur en Inde, tous secteurs et secteur agricole aux coûts des facteurs

	1974-75 1/	1975-76 1/	1976-77 2/
..... millions de roupies .....			
<u>A prix courants</u>			
Secteur agricole	7 990	9 480	13 310
Tous secteurs	95 140	98 870	100 900
<u>Aux prix 1974-75 3/</u>			
Secteur agricole	7 990	9 875	13 640
Tous secteurs	95 140	102 990	103 380
..... pourcentage .....			
(1) Pourcentage des investissements agricoles par rapport aux investissements totaux	8,4	9,6	13,2
(2) Part de l'agriculture dans le PNB	45	46	43
(3) Rapport $\frac{(1)}{(2)} \times 100$	19	21	31

Source: Reserve Bank of India Bulletin, avril 1978, pages 265 à 268.

1/ Données provisoires. 2/ Rapide estimation. 3/ Corrigé par les données de la Banque mondiale.

DEPENSES PUBLIQUES EN CAPITAL POUR LE SECTEUR AGRICOLE

Les tableaux de la Banque mondiale relatifs à la période 1967-73 fournissent des informations sur les dépenses publiques en capital, pour le secteur agricole. Des chiffres plus récents pour la période 1974-76 seront disponibles à la fin de 1979. Bien que les données de la Banque mondiale se rapportent à une période légèrement différente de celle étudiée ci-dessus sur la base du système Nations Unies des Comptabilités nationales, elles font apparaître des tendances similaires. Ainsi, entre 1967 et 1973, la part de l'agriculture dans les dépenses publiques en capital n'a augmenté que dans 20 des 57 pays en développement, a connu une légère amélioration ou est restée inchangée dans 9 pays, et a diminué dans 28 d'entre eux. En termes réels, les dépenses publiques en capital dans le secteur agricole au cours de cette période n'ont augmenté que dans 17 pays en développement sur 45 <sup>1/</sup> et ont en fait baissé dans 28 pays. (Tableau 1-35).

Tableau 1-35. Variation annuelle réelle des dépenses publiques en capital pour le secteur agricole dans 45 pays en développement, 1967-73

	Variation annuelle %	Nombre de pays
<u>Augmentation</u>		
20 et au-dessus		3
15,0 à 19,9		3
10,0 à 14,9		5
5,0 à 9,9		3
0 à 4,9		3
<u>Diminution</u>		
4,9 à 0		5
9,9 à 5,0		8
14,9 à 10,0		8
19,9 à 15,0		3
20 et au-dessus		

Source: D'après les données des World Bank Tables.

Il ressort également que les pays pauvres ont eu tendance à accorder à l'agriculture une priorité beaucoup plus faible que celle qu'elle devrait avoir étant donné son importance. Ainsi, dans les pays où la contribution de l'agriculture au PIB était en moyenne de 40 pour cent ou plus, les dépenses publiques en capital pour le secteur agricole représentaient moins d'un tiers de ce qu'elles auraient dû être en fonction de la part de ce secteur dans le PIB (Tableau 1-36). Vice versa, dans les pays producteurs de pétrole, et relativement plus riches, l'agriculture s'est vue attribuer une part des dépenses publiques en capital beaucoup plus importante que celle à laquelle elle pourrait prétendre en fonction de sa contribution au PIB.

<sup>1/</sup> Ce chiffre est inférieur au précédent, car pour 12 des 57 pays, on ne dispose pas de données sur les prix.

Tableau 1-36. Rapport entre la contribution de l'agriculture au PIB et sa part dans les dépenses publiques en capital dans 55 pays en développement, 1967-73

Contribution de l'agriculture au PIB %	Nombre de pays	Rapport entre la part de dépenses en capital destinées à l'agriculture et la contribution de cette dernière au PIB
Au-dessous de 10	7	294
10 à 20	12	93
20 à 30	11	77
30 à 40	13	54
40 et au-dessus	12	31

Source: D'après les données des World Bank Tables.

DEPENSES PUBLIQUES ORDINAIRES POUR LE SECTEUR AGRICOLE

L'analyse préliminaire - basée sur les données des World Bank Tables des dépenses publiques ordinaires pour le secteur agricole - ne semble pas corroborer la thèse selon laquelle le montant relativement décourageant des dépenses publiques en capital engagé entre 1967 et 1973 pour le secteur agricole dans de nombreux pays en développement (voir ci-dessus) s'accompagnait d'une nette réorientation des dépenses publiques vers des rubriques ordinaires - engrains, subventions alimentaires, etc. Les dépenses publiques ordinaires pour le secteur agricole n'ont augmenté en termes réels que dans 8 des 18 pays où les dépenses publiques en capital pour l'agriculture se sont également accrues entre 1967 et 1973. Sur les 25 pays où les dépenses en capital pour l'agriculture ont baissé au cours de cette période, 19 d'entre eux ont également enregistré une diminution des dépenses courantes.

Au cours de ces sept années, la part de l'agriculture dans les dépenses publiques ordinaires totales n'a augmenté que dans 19 pays en développement sur 53 1/ (modérément dans 12 pays et considérablement dans 7); elle a enregistré une légère amélioration ou est restée inchangée dans 11 pays et a diminué dans 23 d'entre eux (diminution légère dans 12 pays, modérée dans 10 et importante dans 1 pays). En termes réels, les dépenses publiques ordinaires pour l'agriculture n'ont augmenté que dans 11 des 43 pays en développement et ont diminué dans 32 d'entre eux.

Comme pour les dépenses publiques en capital, c'est dans les pays les plus pauvres - pourtant le plus fortement tributaires de l'agriculture - que la part des dépenses publiques ordinaires destinées au secteur agricole a été la plus faible par rapport à la contribution de ce secteur au PIB (Tableau 1-37). Ce n'est que dans les pays à revenu plus élevé que la part des dépenses publiques ordinaires destinées à l'agriculture se rapproche de la contribution de cette dernière au PIB.

D'après les données de la Banque mondiale, on constate également que la proportion des dépenses publiques totales pour le secteur agricole consacrée à des dépenses varie énormément selon les pays - depuis 1 pour cent en Afghanistan, jusqu'à 87 pour cent au Rwanda (en 1972). La plupart des pays (60 pour cent) ont consacré 40 pour cent aux dépenses ordinaires tandis que pour un tiers d'entre eux, ce chiffre atteignait 60 pour cent et plus.

Tableau 1-37. Rapport entre la part des dépenses publiques ordinaires destinées à l'agriculture et la contribution de l'agriculture au PIB dans 52 pays en développement, 1967-73

Contribution de l'agriculture au PIB %	Nombre de pays	Rapport entre la part des dépenses publiques ordinaires destinées à l'agriculture et la contribution de cette dernière au PIB x 100 (moyenne non pondérée)
En-dessous de 10	6	94
De 10 à 20	10	21
De 20 à 30	12	19
De 30 à 40	12	18
40 et au-dessus	12	12

Source: D'après les données des World Bank Tables.

1/ La différence dans le total s'explique par le manque de données comparables.

## RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

L'édition de 1977 de La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture comportait la première enquête préliminaire, pouvant servir de repère, effectuée par la FAO sur la situation des ressources naturelles et de l'environnement du point de vue de l'alimentation et de l'agriculture. Grâce à de récentes enquêtes de la FAO on dispose maintenant d'informations complémentaires sur les ressources en sols et les forêts tropicales.

### RESSOURCES EN SOLS

Les tentatives faites précédemment pour évaluer le potentiel des ressources en terres à l'échelle mondiale ont été entravées par l'insuffisance des données pour certaines régions, l'absence d'une approche uniforme, et le manque de précision quant aux modes d'utilisation des terres envisagés. L'étude de la FAO sur l'utilisation potentielle des terres pour la production non irriguée par zones agro-écologiques a pour but de combler ces lacunes et de fournir des données plus précises concernant les pays en développement. Cette étude se base sur la Carte mondiale des sols FAO/Unesco et sur un inventaire des ressources climatiques spécialement effectué pour cette étude pour dresser un inventaire des unités agro-climatiques et apparie ces unités avec les exigences pédologiques et climatiques des 11 grandes cultures choisies, et ce, à deux niveaux d'inputs, afin d'estimer l'aptitude des terres pour des cultures déterminées.

D'après des résultats provisoires obtenus pour l'Afrique, par exemple, les plaines chaudes tropicales pourraient offrir 397 millions d'hectares pour la culture du manioc, ou bien 405 millions d'hectares pour la culture de la patate douce. En ne considérant que la culture la mieux adaptée au climat, dans les différentes périodes et zones de cultures (par exemple, le millet dans les zones sèches et le manioc dans les zones humides), un total de 625 millions d'hectares pourrait, dans un certaine mesure, permettre la production en sec de l'une ou de plusieurs des 11 grandes cultures. Ce chiffre est de beaucoup supérieur aux 195 millions d'ha de terres actuellement cultivables, mais il faut se garder de surestimer les ressources en terre dont on pourrait disposer pour l'expansion des cultures. Non seulement les terres arables non cultivées sont inégalement réparties, mais la plupart d'entre elles se trouvent dans les régions chaudes et humides des tropiques où le risque de dégradation est élevé. Il faut mettre au point des systèmes d'exploitation appropriés, adaptés aux conditions écologiques et socio-économiques locales, dans le but d'obtenir une production agricole soutenue. En Afrique, c'est surtout en accroissant les rendements des terres déjà mises en culture - grâce à l'application de systèmes rationnels d'exploitation, notamment de techniques appropriées de conservation des sols et des eaux - que l'on parviendra à augmenter la production alimentaire en sec.

La terre est sensible aux effets néfastes de différentes formes de dégradation des sols. Il faudra élaborer des mesures de conservation des sols et des eaux adaptées aux différentes conditions des terres, si l'on veut assurer à une population en constante augmentation des approvisionnements alimentaires réguliers. C'est pourquoi, une étude, du même ordre que celle qui concerne les zones agro-écologiques - l'Evaluation FAO/PNUD de la dégradation des sols - a été entreprise en 1976; la première phase de cette étude a pris fin en décembre 1978. Elle rassemble et interprète les données existantes sur l'étendue et l'intensité de la dégradation des sols en fonction des facteurs suivants: climat, végétation, caractéristiques des sols, aménagement des sols, topographie et modes d'utilisation des terres. Un cadre méthodologique pour l'évaluation de la dégradation des sols, qui fournit des directives aux agents techniques de terrain chargés de l'évaluation au niveau national, a été proposé. Une Carte provisoire des risques de dégradation des sols pour l'Afrique au nord de l'Équateur, le Proche-Orient et le Moyen-Orient, a été établie à l'échelle de 1: 15 000 000; elle est accompagnée d'un texte explicatif qui décrit les risques actuels et potentiels de dégradation des sols dans la zone étudiée.

## FORETS TROPICALES

La FAO a procédé à nouveau à une évaluation de la situation récente et prévisible des ressources en forêts tropicales en ce qui concerne la production de bois d'industrie. Pour effectuer cette évaluation pays par pays la FAO a rassemblé et interprété toute la documentation disponible, notamment les réponses à un questionnaire qui avait été adressé à certains pays tropicaux.

A la fin de 1975, l'étendue des forêts tropicales naturelles a fait l'objet d'une évaluation par type, par degré d'aménagement et d'"exploitabilité" et la superficie future a été projetée de cinq ans en cinq ans jusqu'à l'horizon 2000 (Tableau 1-38). Le rythme de déboisement des forêts tropicales est estimé à 142 millions d'hectares en 25 ans, chiffre qui apparaît moins alarmant que ceux généralement avancés, notamment celui de 50 000 hectares par jour.

Le rythme actuel de déboisement devrait ralentir, non pas tant en raison d'une meilleure utilisation des terres, mais surtout parce que la plupart des zones les plus peuplées ayant été destinées à des fins non forestières, le "coeur" des forêts tropicales de feuillus (Nord de l'Amazone, bassin du Congo) ne devrait pas être soumis à une pression excessive. Les forêts "exploitables" sont beaucoup plus exposées à la destruction que les forêts improductives de façon permanente ou inexploitables, puisque ces dernières se trouvent sur des terres impropre à l'agriculture. La proportion de forêts vierges par rapport au reste des forêts exploitables diminuera et ces dernières comprendront une part croissante de forêts temporairement improductives, déjà exploitées. La déboisement prévu des petites forêts de résineux est plus grave en termes relatifs (près d'un quart) que celui des forêts de feuillus, bien que beaucoup plus faible en chiffres absolus.

A la fin de 1975, la FAO a procédé à une évaluation analogue pour les plantations industrielles et leur superficie a été projetée à l'horizon 2000 (Tableau 1-39). Le total des boisements prévus pour les 25 prochaines années (moins de 12 millions d'hectares) est très faible par rapport au déboisement attendu de 142 millions d'hectares. Toutefois, ils viendront s'ajouter à la replantation de forêts exploitées, au reboisement de quelques forêts naturelles, et aux plantations établies à des fins non industrielles (bois de feu, production de charbon de bois, arbres fruitiers).

Le Tableau 1-40 indique la production totale en 1975 de bois d'industrie provenant des forêts naturelles et des plantations, et les projections de la production à l'horizon 2000. Les enlèvements nets pour l'an 2000 sont estimés à presque deux fois et demie ceux de 1975. Malgré cette forte avance, la croissance de la population et du revenu des pays tropicaux exercent sur la demande locale de produits forestiers une pression telle que ces pays verront diminuer progressivement leur potentiel total d'exportation de produits tropicaux du bois, et s'aggraver les pénuries locales, auxquelles vient s'ajouter le grave problème du manque de bois de feu dans les régions moins boisées.

La production prévue en l'an 2000 correspond approximativement aux besoins de bois d'industrie des pays intéressés pour lesquels la FAO a établi des projections de base de la demande. Ces pays pourront peut-être encore exporter quelques grumes et du bois transformé, mais ces exportations seront contrebalancées par des importations de pâte et de papier. Si l'évolution technique et économique permettrait d'utiliser les bois tropicaux mixtes pour la fabrication de pâte à grande échelle, on pourrait récolter des quantités de bois bien supérieures à celles qui apparaissent dans le tableau. Néanmoins, au-delà de l'an 2000, la situation deviendra probablement de plus en plus difficile. Des changements spectaculaires devront intervenir dans le mode d'utilisation des terres et dans l'aménagement des ressources forestières existantes, et il faudra procéder à des boisements d'importance exceptionnelle.

Enfin, l'étude démontre le besoin aigu d'une surveillance continue des ressources forestières tropicales aux niveaux mondial, régional et (le cas échéant) national. C'est le but d'un projet entrepris conjointement par la FAO et le PNUE à la fin de 1978.

Tableau 1-38. Superficie des forêts naturelles dans les pays tropicaux, en 1975 et projection à l'horizon 2000

	Afrique		Amérique		Asie et Océanie		Total	
	1975	2000	1975	2000	1975	2000	1975	2000
..... millions d'ha .....								
<u>Forêts denses de feuillus</u> <u>1/ 2/</u>	202	187	628	562	291	242	1 121	991
<u>Exploitables</u> <u>3/</u>	134	119	497	435	188	142	819	696
<u>Inexploitables</u> <u>3/</u>	68	68	131	127	103	100	302	295
<u>Forêts de résineux</u> <u>4/</u>	1,9	1,7	31,8	21,6	11,9	10,7	46	34
<u>Exploitables</u> <u>3/</u>	0,4	0,2	26,0	16,7	8,7	7,6	35	24
<u>Inexploitables</u> <u>3/</u>	1,5	1,5	5,8	4,9	3,2	3,1	11	10
Total forêts denses <u>1/</u> <u>exploitables</u> <u>3/</u>	134	119	523	452	197	150	854	720
Total forêts denses <u>1/</u>	204	189	660	584	303	253	1 167	1 025

Note: Il s'agit des pays d'Afrique au sud du Sahara, non compris le Lesotho, l'Afrique du Sud, le Swaziland; d'Amérique latine, non compris l'Argentine, le Chili et l'Uruguay; d'Asie à partir du Pakistan et de l'Océanie, non compris l'Australie, la Chine, le Japon et la République démocratique populaire de Corée, la République de Corée, la Mongolie et la Nouvelle-Zélande.

1/ La distinction entre "dense" et "claire" n'est faite que pour les types de végétation comprenant des espèces latifoliées et se rapporte plus au type qu'à un pourcentage donné de couvert forestier.

2/ Où prédominent les feuillus latifoliés sur de vastes superficies.

3/ Les forêts inexploitables sont celles qui sont réservées à des fins non productives, qui sont improductives de façon permanente (en ce qui concerne le bois d'industrie) ou inexploitables en raison de la topographie (fortes pentes, marais, etc.); la notion "d'exploitabilité" est donc plus large que celle de l'accessibilité économique, puisque la distance qui sépare les forêts des centres de consommation ou d'exportation n'entre pas en ligne de compte.

4/ Où prédominent les conifères sur de vastes superficies.

Tableau 1-39. Superficie des plantations industrielles 1/ dans les pays tropicaux en 1975 et projections à l'horizon 2000

	Afrique		Amérique		Asie et Océanie		Total	
	1975	2000	1975	2000	1975	2000	1975	2000
..... millions d'ha .....								
<u>Plantations de feuillus</u>	0,51	1,05	0,94	4,54	1,63	4,32	3,08	9,91
A rendement faible 2/	0,40	0,64	0,15	0,73	1,37	2,94	1,92	4,31
A rendement élevé 2/	0,11	0,41	0,79	3,81	0,26	1,38	1,16	5,60
<u>Plantations de résineux</u>	0,40	1,04	0,96	3,48	0,27	1,96	1,63	6,48
A rendement faible 2/	0,27	0,44	0,41	1,79	0,24	1,26	0,92	3,49
A rendement élevé 2/	0,13	0,60	0,55	1,69	0,03	0,70	0,71	2,99
<u>Total plantations</u>	0,91	2,09	1,90	8,02	1,90	6,28	4,71	16,39
A rendement faible 2/	0,67	1,08	0,56	2,52	1,61	4,20	2,84	7,80
A rendement élevé 2/	0,24	1,01	1,34	5,50	0,29	2,08	1,87	8,59

Note: Voir note du Tableau 1-38 en ce qui concerne les pays.

- 1/ Plantations en vue de la production de bois d'industrie seulement (c'est-à-dire non compris le bois de feu et les arbres fruitiers); les zones reboisées sont classées parmi les forêts denses exploitables à aménagement intensif dans le Tableau 1-38.
- 2/ Inférieur ou supérieur à un accroissement net moyen annuel de 12 à 15 m<sup>3</sup> par ha et par an; en termes approximatifs, l'objectif des plantations à faible rendement est la production de bois d'œuvre, tandis que celui des plantations à haut rendement est la production de bois à pâte.

Tableau 1-40. Enlèvements nets de bois rond d'industrie 1/ dans les pays tropicaux en 1975 2/ et projections à l'horizon 2000 3/

	Afrique		Amérique		Asie et Océanie		Total	
	1975	2000	1975	2000	1975	2000	1975	2000
..... millions de m <sup>3</sup> sous écorce .....								
<u>Feuillus</u>	16,1	31	22,7	77	72,3	128	111,1	236
Forêts exploitables	15,4	23	18,9	52	70,0	111	104,3	186
Plantations à faible rendement	0,2	1	0,1	3	0,5	1	0,8	5
Plantations à haut rendement	0,5	7	3,7	22	1,8	16	6,0	45
<u>Résineux</u>	1,5	8	19,6	64	2,8	16	23,9	88
Forêts exploitables	0,2	0,3	17,8	23	2,8	7	20,8	30
Plantations à faible rendement	0,8	3	-	3	-	2	0,8	8
Plantations à haut rendement	0,5	5	1,8	38	-	7	2-3	50
Total bois rond d'industrie	17,6	39	42,3	131	75,1	144	135,0	324

Note: Voir note du Tableau 1-38 pour la liste des pays et les notes des Tableaux 1-38 et 1-39 pour les autres définitions.

1/ Comprend grumes de sciage, grumes de placage, bois de soutènement et bois à pâte; à l'exclusion d'autres bois d'industrie, ainsi que du bois de feu et du bois pour la fabrication du charbon de bois.

2/ Moyenne 1974-76.

3/ L'établissement des projections est rendu difficile par des considérations économiques et techniques et (particulièrement pour les qualités de bois à pâte) reste en deçà du potentiel de production.



## 2. PROBLEMES ET STRATEGIES DES REGIONS EN DEVELOPPEMENT

### INTRODUCTION

A présent que se sont écoulées les huit premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (DD2), il est possible de voir beaucoup plus clairement dans quelle mesure les secteurs alimentaires et agricoles des pays du tiers monde sont parvenus à se rapprocher des objectifs définis au début de la décennie dans la Stratégie internationale du développement (SID). Comme le fait ressortir le chapitre 1 du présent rapport, il apparaît maintenant de façon très nette que le taux annuel moyen de croissance de la production alimentaire et agricole réalisé dans ces pays au cours de la DD2 sera non seulement très inférieur à l'objectif de base (4 pour cent), mais qu'il marquera un recul par rapport à la décennie précédente. Il existe cependant de grandes différences entre les régions considérées.

Par ailleurs, tandis que la DD2 s'approche de son terme, l'attention se porte de plus en plus sur la future stratégie du développement qu'il conviendra d'appliquer non pas seulement pendant les dix prochaines années mais pendant les deux décennies qui nous séparent désormais de la fin du siècle. La période restant à couvrir d'ici l'an 2000 sera particulièrement décisive pour l'alimentation et l'agriculture, du point de vue surtout de la réalisation de l'objectif fondamental qui est de vaincre la faim et la malnutrition dans le monde.

Le Plan indicatif mondial établi par la FAO 1/ avait constitué un instrument essentiel pour l'élaboration de la stratégie internationale applicable à la DD2. Dans le cadre des travaux que le système des Nations Unies consacre actuellement à la nouvelle SID pour les années 1980 et au-delà, le principal apport de la FAO sera une étude prospective à long terme intitulée Agriculture: horizon 2000. Une première version de cette étude sera présentée en novembre 1979 à la vingtième session de la Conférence de la FAO. Une version plus complète, comportant une analyse des stratégies régionales, paraîtra en 1980.

La mise au point des stratégies régionales ne sera donc pas achevée avant quelque temps, mais on dispose déjà d'un certain matériel et c'est sur ces données préliminaires qu'est essentiellement fondé le présent chapitre. L'approche adoptée pour chacune des régions en développement est loin d'être uniforme. Cela tient en partie au fait que leurs problèmes sont différents, mais en partie aussi à l'étendue variable de la documentation réunie jusqu'ici.

En Afrique, malgré des récoltes généralement bonnes en 1978, le taux de croissance de la production réalisé au cours des huit dernières années a été inférieur de plus de moitié aux chiffres enregistrés dans les autres régions en développement. Préoccupés par cet état de choses, les ministres de l'agriculture des gouvernements africains ont demandé à la FAO, lors de la neuvième Conférence régionale pour l'Afrique tenue en 1976, d'établir, en collaboration avec d'autres organisations, un Plan alimentaire régional ayant en vue l'autosuffisance dans un délai de dix ans. Les perspectives et les exigences d'un tel plan ont été exposées en septembre 1978 à la dixième Conférence régionale et c'est à partir de ces indications qu'a été rédigée la partie du présent chapitre consacrée à l'Afrique.

En Asie du Sud et du Sud-Est, bon nombre des principaux problèmes agro-alimentaires ont trait au riz, lequel fournit 40 pour cent des calories que les 1 200 millions d'habitants de cette partie densément peuplée du monde tirent de leur alimentation. La deuxième section du présent chapitre évoque les contraintes majeures qui freinent l'expansion de la production rizière dans la région, tout en indiquant certains éléments d'une stratégie préliminaire qui devrait lui permettre de s'en libérer.

---

1/ FAO, Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture, Rome, 1969.

Les événements qui se sont déroulés en Chine ces dernières années ont été suivis avec un vif intérêt. Ce chapitre comprend un exposé sur l'évolution récente du secteur alimentaire et agricole dans ce pays, ainsi qu'un résumé des principaux éléments de la stratégie nationale future, tels qu'ils ressortent du cinquième Plan quinquennal (1976-80) et, à plus longue échéance, du plan général pour 1976-85.

En Amérique latine, le processus de modernisation de l'agriculture a sans doute été plus poussé, jusqu'à présent, que dans les autres régions en développement. Toutefois, l'expansion du secteur moderne semble s'être accompagnée d'une dislocation du secteur traditionnel, de sorte que le déséquilibre socio-économique du monde rural s'est accentué. Une section du présent chapitre traite des tendances passées de la modernisation agricole et en tire quelques premières conclusions quant à la réorientation future du développement agricole dans la région.

C'est au Proche-Orient que la production alimentaire et agricole a marqué pour l'instant les progrès les plus rapides durant la DD2. Ce tableau encourageant dissimule cependant une grave faiblesse, à savoir que le taux de croissance est fort instable et sujet à des fluctuations considérables d'une année sur l'autre au gré des conditions météorologiques. La dernière partie du présent chapitre contient une analyse des tendances passées au Proche-Orient, ainsi que diverses suggestions visant le renforcement de la sécurité alimentaire pour l'avenir.

## PLAN ALIMENTAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE

Devant la gravité de la récente situation alimentaire, les ministres de l'agriculture des gouvernements africains ont, dans la Déclaration de Freetown adoptée en novembre 1976, demandé "à la FAO, au CMA et à toutes les organisations internationales compétentes, en collaboration avec les Etats Membres de l'OUA et de la CEA, d'établir un Plan alimentaire régional dont la réalisation permettra à tous les Etats Membres de l'OUA de se suffire à eux-mêmes dans le domaine alimentaire dans un délai de dix ans" 1/. Ce "plan" a été présenté en septembre 1978 à la dixième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique 2/. Nous en résumons ici les éléments essentiels, notamment l'analyse de la production et de la demande alimentaires maximums réalisables (MPD) au cours des 10 ou 15 prochaines années, ainsi que des programmes, politiques et investissements indispensables pour obtenir la nécessaire accélération du taux d'accroissement de la production alimentaire.

Il apparaît clairement dans le chapitre 1 qu'au cours de la DD2 l'Afrique a pris un grand retard par rapport aux autres régions en développement pour ce qui est de la production et des disponibilités alimentaires. L'une des données frappantes est que le taux régional d'autosuffisance (SSR) 3/ en matière alimentaire est tombé de 98 pour cent en 1962-64 à 90 pour cent en 1972-74. Les seuls grands groupes de produits pour lesquels le SSR n'a pas diminué sont la viande et le sucre. Les importations de denrées vivrières et celles de blé en particulier n'ont cessé d'augmenter. Entre 1962-64 et 1972-74, les importations alimentaires totales de la région ont triplé.

Si ces tendances persistaient, le SSR flétrirait encore pour la quasi-totalité des grands groupes de produits alimentaires et, aux environs de 1985, le taux global d'autosuffisance tomberait à 81 pour cent dans la région. Selon les projections, le taux annuel de croissance de la demande passerait de 2,9 pour cent entre 1962-64 et 1972-74 à 3,1 pour cent entre 1972-74 et 1985 pour les céréales, de 2,4 à 2,6 pour cent pour les légumineuses, de 2,2 à 4,4 pour cent pour la viande et de 2,9 à 3,9 pour cent pour le lait. Les plantes racines et le poisson seraient les seuls produits pour lesquels le rythme de croissance de la demande ne s'accélérerait pas. Pour tous les groupes de produits à l'exception des plantes racines, les progrès de la production seraient plus lents que ceux de la demande et le SSR accuserait des flexions sensibles (tableau 2-1).

De telles tendances seraient évidemment inacceptables. Elles se traduirraient par de graves famines et le développement socio-économique serait paralysé par des pénuries alimentaires. Les projections MPD du Plan alimentaire régional admettent donc que le danger a été pleinement reconnu et que se manifeste à l'échelon national la volonté politique d'accomplir un intense effort pour augmenter la production vivrière. On suppose également que le développement économique général s'accélérera nettement, qu'une série de mesures interdépendantes seront prises pour porter la production alimentaire bien au-dessus de la ligne de tendance et que ces mesures seront complétées par divers autres éléments: intensification du commerce intra-africain, coopération régionale permettant de mettre à profit les avantages comparatifs, amélioration des régimes alimentaires grâce à une meilleure distribution du revenu, politiques appropriées en matière de commercialisation et de prix.

1/ FAO, Rapport de la neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, Freetown, Sierra Leone, 2-12 novembre 1976, Rome, 1977, p. 22-24.

2/ FAO, Plan alimentaire régional pour l'Afrique, ARC/78/5, Rome, juillet 1978.

3/ Production intérieure/utilisation intérieure x 100.

Si les pays africains appliquent vigoureusement des stratégies judicieuses et reçoivent une assistance extérieure suffisante, le SSR régional en matière alimentaire pourrait atteindre 94 pour cent en 1985 et se maintenir à ce niveau jusqu'en 1990. Les projections MPD indiquent que le SSR dépasserait 100 pour cent pour les plantes racines et les légumineuses en 1985 et 1990 (tableau 2-2). L'excédent ne serait pas exportable car il servirait à remplacer d'autres aliments dans la région, en particulier les céréales et la viande. Le degré d'autosuffisance pour les céréales, au lieu de continuer à baisser, s'améliorerait, tandis que dans le cas des viandes, du lait et du poisson on verrait fléchir le SSR.

Tableau 2-1 : Degré d'autosuffisance et taux de croissance de la production et de la demande en Afrique - tendances résultant des projections pour les grands groupes de produits

	Degré d'autosuffisance			Taux annuels de croissance 1972-74 à 1985	
	1962-64	1972-74	1985	Production	Demande
	.....	% .....	.....	..... % par an .....	.....
Céréales	96	83	76	2,2	3,1
Plantes racines	101	100	100	1,8	1,8
Légumineuses	110	107	90	1,2	3,1
Viande 1/	98	105	84	2,4	4,4
Lait	93	85	76	3,0	4,0
Poisson	93	101	87	1,7	3,0

1/ Y compris le gibier

Tableau 2-2 : Degré d'autosuffisance et taux de croissance de la production et de la demande en Afrique - Projections MPD 1/ pour les grands groupes de produits

	Degré d'autosuffisance			Taux annuels de croissance 1972-74 à 1985      1985-90			
	1972-74	1985	1990	Production	Demande	Production	Demande
	.....	% .....	.....	.....	% par an .....	.....	.....
Céréales	83	89	89	4,0	3,4	3,8	3,4
Plantes racines	100	105	106	2,7	2,3	2,8	2,4
Légumineuses	107	109	109	3,7	3,5	3,7	3,8
Viande	105	88	79	4,3	5,9	4,6	6,9
Lait	85	69	70	3,4	5,1	5,4	5,0
Poisson	101	84	82	2,6	4,1	1,5	2,0

1/ Production et demande maximums réalisables

Les importations alimentaires ne diminueraient pas, mais la proportion des denrées achetées hors de la région serait plus faible, notamment dans le cas des céréales. Le volume des importations céréalier dépendrait dans une grande mesure de la détermination dont feraient preuve les gouvernements dans l'application des politiques et programmes destinés à encourager la consommation de plantes racines et autres aliments locaux dans les zones urbaines. Avec l'élévation des revenus et la rapide urbanisation, les consommateurs tendent à abandonner les produits de base traditionnels au profit du blé et d'autres denrées alimentaires importées. Ce phénomène peut être combattu à condition de mettre au point et de promouvoir des denrées indigènes de remplacement comme les farines composées faites de millet, de sorgho, de manioc et autres produits. Des mesures de cet ordre aideraient à freiner l'augmentation des importations et à accroître la demande de denrées indigènes offrant de bonnes possibilités de production. Le succès de programmes en ce sens dépend de la mesure dans laquelle il est possible de modifier la structure de la consommation par un travail de promotion ainsi que par l'éducation (nutrition et bien-être familial). Les femmes, spécialement, peuvent beaucoup pour amener pareille évolution.

#### PRODUCTION ALIMENTAIRE

La superficie cultivée devrait être accrue d'un tiers environ entre 1975 et 1990 et le rapport superficie cultivable/superficie cultivée devrait passer de 52 pour cent en 1975 à 60 pour cent en 1990. Ce sont les cultures de maïs, de millet et sorgho et de légumineuses qui connaîtraient les plus fortes extensions. Une proportion importante des nouvelles terres cultivées serait prise sur les parcours.

Dans de nombreux pays, les cultures non alimentaires occupent les meilleures terres, comme elles le faisaient déjà à l'époque coloniale lorsqu'étaient privilégiées les cultures industrielles d'exportation. Une grande partie des terres récemment mises en valeur sont consacrées à des produits de cette nature et l'on peut même se demander si la proportion des terres utilisées pour la production vivrière intérieure ne se réduira pas dans certains pays. Il est impératif de reconSIDérer cette tendance. Dans les pays très pauvres en terres cultivables, le choix entre cultures vivrières et cultures industrielles peut être difficile. Il est pourtant de toute évidence souhaitable de destiner les meilleures terres aux cultures vivrières partout où cela est possible.

Quant aux superficies disponibles pour l'élevage, il a été estimé que l'éradication de la trypanosomiase et de l'onchocercose permettrait d'ouvrir 7 millions de km<sup>2</sup> de savane africaine aux troupeaux de bovins et d'accroître par là d'environ 1,5 million de tonnes la production annuelle de viande de boeuf dans la région.

Le tableau 2-3 indique dans quelle mesure l'évolution des superficies, des rendements et des systèmes d'exploitation contribuerait, selon les projections, à augmenter la production entre 1975 et 1990 dans les différentes sous-régions de l'Afrique. Les résultats reflètent la rareté des ressources en terres et en eau dans certaines sous-régions, et l'attrait relatif que présentent les extensions de superficie dans d'autres. C'est au Sahel que le rôle du facteur superficie serait le plus faible, et en Afrique centrale qu'il serait le plus fort. L'influence du rendement se ferait sentir surtout en Afrique septentrionale, où existent déjà une infrastructure moderne et un assez vaste réseau d'irrigation. La modification des vocations se traduirait par une proportion plus grande de cultures ayant une valeur à l'hectare élevée. L'extension des superficies demeurerait le principal atout pour l'accroissement futur de la production et elle se poursuivrait au taux actuel de 2 pour cent par an. Pour que soient atteints les niveaux MPD, il faudrait que les rendements s'élèvent de 1,1 pour cent par an durant la période 1975-90, alors que leur progression actuelle est de 0,9 pour cent.

NUTRITION

Selon les estimations MPD, toutes les sous-régions devraient avoir atteint en 1985 et 1990 un plus haut degré d'autosuffisance alimentaire, si on le mesure d'après l'apport énergétique; seule fait exception l'Afrique de l'Ouest en 1990 (tableau 2-4). Les projections MPD des disponibilités en calories, protéines et matières grasses donnent des chiffres sensiblement plus élevés que les projections fondées sur la tendance (tableau 2-5). Cependant la plus grande partie des protéines, ainsi que des calories fournies par les aliments, continuera de provenir des céréales.

Les besoins nutritionnels par habitant (calories, protéines et lipides) seraient couverts ou plus que satisfaits en 1985 et 1990 dans toutes les sous-régions sauf l'Afrique centrale pour les protéines et l'Afrique orientale et australe pour les lipides. Du fait de l'élévation des revenus, la demande croîtrait plus vite pour les protéines que pour les calories dans toutes les sous-régions, et la qualité des protéines s'améliorera. Faute de données sur la consommation alimentaire des ménages et de statistiques établissant une distinction entre consommation urbaine et consommation rurale, il n'est toutefois pas possible de déterminer dans quelle mesure l'amélioration des disponibilités par habitant modifierait l'état nutritionnel des couches les plus pauvres de la population.

Tableau 2-3 : Contribution estimative des facteurs superficie, rendement et systèmes d'exploitation à l'augmentation de la production entre 1975 et 1990

Sous-régions	Superficie	Rendement	Systèmes d'exploitation		Total
			%		
Nord	55	45	-		100
Sahel	46	37	17		100
Ouest	49	41	-		100
Centre	58	25	17		100
Est et Sud	55	33	12		100
TOTAL AFRIQUE	53	39	8		100

Tableau 2-4 : Degrés d'autosuffisance - denrées alimentaires de base 1/

	1972-74		1985 MPD		1990 MPD	
	Déficit 2/ ou excédent	SSR	Déficit 2/ ou excédent	SSR	Déficit 2/ ou excédent	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Afrique septentrionale	-5 798	78	-5 698	85	-5 775	88
Sahel	-1 000	83	-495	95	-545	95
Afrique occidentale	-1 000	94	-2 190	95	-4 252	92
Afrique centrale	-506	94	+135	101	-181	99
Afrique orientale et australe	-597	98	-415	99	-277	100
Total Afrique	-9 822	90	-8 663	94	-11 030	94

1/ Céréales, plantes racines, légumineuses, viande, poisson.

2/ En équivalent de blé, sur la base de l'apport énergétique.

## AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DES SOUS-REGIONS - PERSPECTIVES

### Afrique septentrionale

Lorsqu'on évalue les perspectives de la production et de la demande alimentaires dans cette sous-région, de même que lorsqu'on élabore à son sujet des stratégies de développement, il convient de garder présentes à l'esprit certaines caractéristiques qui lui sont propres. Tout d'abord, les importations de blé posent un problème particulier, car cette partie du continent a déjà à son actif plus de 70 pour cent des importations totales de l'Afrique et l'on prévoit que le pourcentage augmentera encore. En second lieu, exception faite du Soudan, les possibilités d'accroître la production vivrière en élargissant les superficies exploitées sont limitées. Enfin, la sous-région comprend des pays richement dotés en ressources minérales et pétrolières, de sorte que les disponibilités de devises étrangères n'y constituerait pas un obstacle critique à l'accroissement de la consommation alimentaire.

L'extension de superficies cultivables devrait contribuer pour environ 55 pour cent à l'augmentation globale de la production dans la sous-région; elle serait réalisée en majeure partie au Soudan. Dans la plupart des pays, les programmes de développement visant le secteur alimentaire seraient axés sur une élévation des rendements obtenue grâce à l'élargissement des réseaux d'irrigation et à un usage plus ample des engrains et des pesticides. La superficie irriguée passerait de 7,6 millions d'hectares en 1975 à 9,1 millions en 1990, dont 40 pour cent destinés à la production de céréales, de plantes racines et de légumineuses. La sous-région possède une industrie des engrains prospère et dispose des matières premières nécessaires à son expansion.

Les besoins en calories, protéines et matières grasses seraient satisfaits vers 1985. Pour les céréales, le degré d'autosuffisance passerait de 74 pour cent en 1972-74 à 85 pour cent en 1990 (tableau 2-6), grâce surtout aux excédents de riz en Egypte et de millet et sorgho au Soudan. Même pour le blé, qui peut être cultivé dans tous les pays de la sous-région à l'exception du Soudan, on prévoit un progrès vers l'autosuffisance. Pourtant, les importations céréaliers de la sous-région se situeraient à peu près au même niveau en 1990 qu'en 1972-74. Les disponibilités de légumineuses, denrées qui occupent une place importante dans le régime alimentaire et sont aussi largement utilisées pour nourrir les animaux, resteraient excédentaires. Il y aurait également excédent de plantes racines. Etant donné la forte avance prévue de la demande, l'augmentation de la production animale au Soudan ne suffirait pas à y faire face, même si les échanges étaient facilités à l'intérieur de la sous-région. Une nouvelle détérioration est donc inévitable pour ce qui est du degré d'autosuffisance en matière de viande et de lait, à moins que l'on ne puisse réservé une partie des terres irriguées pour le pâturage et les cultures fourragères. Mis à part le Maroc, tous les pays accuseraient un déficit en 1985 et 1990 dans le secteur du poisson.

Tableau 2-5. Apports caloriques, protéiques et lipidiques quotidiens par habitant en Afrique et dans les diverses sous-régions

	1975	1975 Besoins	Tendance	1985 MPD	1990 MPD
<b>AFRIQUE SEPTENTRIONALE</b>					
Calories (kcal)	2 443	2 260	2 557	2 670	2 759
Protéines (g)	67,1		70,5	74,2	77,4
Lipides (g)	47,5		52,5	58,1	64,0
<b>SAHEL</b>					
Calories (kcal)	1 926	2 200	2 123	2 243	2 361
Protéines (g)	60,9		66,0	70,2	74,2
Lipides (g)	40,7		43,7	47,2	50,6
<b>AFRIQUE OCCIDENTALE</b>					
Calories (kcal)	2 151	2 170	2 208	2 279	2 375
Protéines (g)	50,7		53,5	56,3	60,5
Lipides (g)	41,2		45,8	49,1	54,3
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>					
Calories (kcal)	1 959	2 080	2 063	2 133	2 242
Protéines (g)	35,5		40,1	42,5	45,9
Lipides (g)	32,2		37,9	40,4	43,3
<b>AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE</b>					
Calories (kcal)	2 078	2 150	2 156	2 269	2 360
Protéines (g)	55,6		57,7	61,3	64,5
Lipides (g)	31,6		33,8	37,3	40,9
<b>TOTAL, AFRIQUE</b>					
Calories (kcal)	2 169	2 180	2 261	2 358	2 453
Protéines (g)	55,6		58,7	62,0	65,6
Lipides (g)	39,0		43,0	46,9	51,4

Tableau 2-6 : Degré d'autosuffisance en Afrique septentrionale - produits alimentaires de base

Produits	1972-74		1985		1990	
	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Céréales	-5 979	74	-5 816	83	-5 887	85
- Blé	-5 737	51	-6 124	63	-6 671	64
- Riz	+309	115	+1 076	136	+1 678	147
- Maïs	-198	94	-317	93	-372	93
- Mil/sorgho	-46	98	+215	105	+1 014	122
Plantes racines	+46	102	+211	105	+619	112
Légumineuses	+167	118	+203	114	+260	115
Viande	-1	98	-231	91	-532	85
Lait	-742	87	-4 226	63	-4 035	72
Poisson	+69	116	-124	85	-144	84

Note: L'Afrique septentrionale comprend les pays suivants: Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie.

#### Sahel

Les propositions tendant à accroître la production alimentaire dans cette sous-région figurent dans l'Etude prospective de la FAO pour le développement agricole des pays de la zone sahélienne, 1975-1990. Cette étude a déjà été largement mise à profit aussi bien pour la planification agricole nationale que pour l'aide au développement.

Parmi les pays de la sous-région, le Tchad et le Mali sont tous deux assez bien pourvus en ressources naturelles mais ont une infrastructure rudimentaire. La Mauritanie, le Niger et la Haute-Volta sont relativement pauvres en ressources naturelles et leur infrastructure laisse également à désirer. La Gambie et le Sénégal ne sont guère dotés en ressources naturelles mais disposent d'une infrastructure plus moderne. Dans tous les cas, l'augmentation de la production vivrière suppose, à des degrés divers, une action dans les domaines suivants: intensification de la production mais en même temps sauvegarde de l'équilibre écologique et conservation du sol; meilleure maîtrise des eaux et développement de la petite irrigation; entretien de réserves alimentaires adéquates; amélioration des pâturages, exploitation rationnelle des herbages et santé animale; promotion de l'élevage commercial.

Pour atteindre les objectifs de production, il faudrait doubler la superficie cultivée sous irrigation entre 1975 et 1990. Au Sahel, on compte que la modification des vocations agricoles entrera pour 17 pour cent dans l'augmentation de la production (c'est la sous-région où ce facteur aura le plus d'influence), tandis que l'élévation des rendements comptera pour 37 pour cent et l'extension des superficies pour 46 pour cent (pourcentage le plus faible parmi les sous-régions).

L'augmentation prévue du pourcentage des producteurs sédentarisés pourrait avoir des répercussions sur la structure de la demande dans la sous-région. Les disponibilités de calories devraient s'accroître de 23 pour cent entre 1975 et 1990, époque où elles atteindraient 107 pour cent des besoins estimatifs par habitant. Le mil et le riz demeureront les principaux aliments énergétiques. La demande de plantes racines et de légumineuses serait probablement appelée à diminuer, tandis que la demande de produits d'origine animale continuerait de croître.

Le degré d'autosuffisance augmenterait sensiblement pour tous les produits alimentaires sauf la viande (tableau 2-7). Pour le riz, les projections indiquent que le SSR passerait de 43 pour cent en 1972-74 à 100 pour cent en 1990, ce qui signifie que le potentiel d'accroissement de la production lié à l'irrigation est considérable. Il y aurait vers 1985 des excédents exportables de légumineuses, car leur place dans le régime alimentaire resterait limitée. La sous-région demeurerait plus qu'autosuffisante dans les secteurs de la viande et du poisson. On compte que vers 1985 les effets désastreux de la sécheresse qui a sévi dans les premières années soixante-dix - lorsque les effectifs bovins sont tombés de 21,8 millions de têtes en 1970 à 15,6 millions en 1975 - auront été surmontés, de sorte qu'il devrait y avoir des excédents exportables malgré la forte poussée prévue de la demande.

Tableau 2-7 : Degré d'autosuffisance au Sahel - produits alimentaires de base

Produits	1972-74		1985		1990	
	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Céréales	-1 044	79	-709	91	-743	92
- Blé	-183	4	-312	17	-400	23
- Riz	-413	43	-174	85	-2	100
- Maïs	-85	68	-12	96	+15	104
- Mil/sorgho	-269	92	-113	98	-222	97
Plantes racines	-17	97	-32	97	-56	96
Légumineuses	-6	99	+73	111	+57	107
Viande	+89	136	+115	123	+101	115
Lait	-252	75	-199	87	-255	87
Poisson	+180	143	+389	165	+473	176

Note: Le Sahel comprend les pays suivants: Cap-Vert, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Haute-Volta.

#### Afrique occidentale

Même d'après les hypothèses MPD, le niveau général d'autosuffisance devrait continuer à décroître dans cette sous-région au cours de la prochaine décennie; seules feraient exception les céréales, les plantes racines et les légumineuses (tableau 2-8). Le plus difficile sera d'obtenir des approvisionnements suffisants en céréales, produits de l'élevage et poisson. Le Nigéria est en mesure d'accroître ses recettes en devises grâce à ses ressources pétrolières et minérales, tandis que le Cameroun, le Ghana et la Côte-d'Ivoire ont des cultures d'exportation bien développées. Ces facteurs influeront sur la structure de la demande future et sur les perspectives de production.

On prévoit que la part des superficies cultivées revenant aux produits vivriers tombera de 75 pour cent en 1975 à 70 pour cent en 1990, mais au total la superficie cultivée devrait passer de 39 à 51 millions d'hectares. Les niveaux de production projetés supposent essentiellement de plus gros apports d'engrais à l'hectare, d'efficaces programmes de lutte contre les ennemis des cultures, et l'extension des réseaux d'irrigation. Cela aiderait à mettre un terme aux cultures itinérantes, et à introduire de bonnes rotations. L'élévation des rendements entrerait pour 41 pour cent dans l'augmentation de la production entre 1975 et 1990, et l'extension des superficies pour 49 pour cent. Les surfaces irriguées passeraient de 143 000 hectares en 1975 à 640 000 hectares en 1990. La production carnée devrait progresser modérément, à mesure que l'on parviendra à faire reculer la trypanosomiase animale.

Tableau 2-8 : Degré d'autosuffisance en Afrique occidentale - principaux produits alimentaires

Produits	1972-74		1985		1990	
	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou ou déficit	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Céréales	-1 756	86	-1 849	91	-3 197	87
- Blé	-728	1	-1 700	1	-2 621	1
- Riz	-372	83	-171	95	-76	98
- Maïs	-160	93	+37	101	-5	100
- Mil/sorgho	-360	95	+357	104	-1	100
Plantes racines	+24	100 <sup>1/</sup>	+610	101	+50	100
Légumineuses	-29	97	+73	105	+96	105
Viande	-88	89	-671	62	-1 283	52
Lait	-425	49	-957	43	-1 490	39
Poisson	-162	86	-757	63	-1 008	57

Note: l'Afrique occidentale comprend les pays suivants: Bénin, Cameroun, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte-d'Ivoire, Libéria, Nigéria, Sierra Leone, Togo.

1/ Manioc uniquement.

Les besoins énergétiques par habitant seraient dépassés de 5 pour cent en 1985 et de 9 pour cent en 1990. Le niveau d'autosuffisance en céréales se maintiendrait jusqu'en 1990. Toutefois, la consommation du blé augmenterait sans doute sensiblement, ce qui obligerait à en importer beaucoup car les conditions écologiques ne se prêtent guère à une production compétitive de cette céréale dans la sous-région. Mis à part le blé, l'augmentation prévue de la demande céréalière serait couverte par une plus forte production de mil et de sorgho dans les zones septentrionales ainsi que de maïs et de riz dans les zones méridionales et côtières.

Malgré les progrès escomptés de la production de viande et de lait, le degré d'autosuffisance pour ces produits irait en diminuant autour de 1985 et 1990, en conséquence d'une plus forte demande. Pour le poisson, la demande excède la production dans tous les pays de la sous-région à l'exception de la Guinée-Bissau, bien que les ressources marines, et en particulier les stocks pélagiques, offrent de bonnes possibilités d'exploitation plus intensive.

#### Afrique centrale

Dans certaines parties de l'Afrique centrale, le milieu écologique rappelle celui des zones forestières d'Afrique occidentale, où la forte consommation de plantes racines s'est traduite par des carences protéiques. Ce problème diététique devrait être au centre des stratégies futures de production vivrière dans la sous-région.

Etant donné que d'importantes étendues peuvent être mises en culture, l'extension des superficies exploitées entrerait pour 58 pour cent (pourcentage le plus élevé parmi les sous-régions) dans l'augmentation totale de la production entre 1975 et 1990, tandis que l'élévation des rendements ne jouerait que pour 25 pour cent (pourcentage le plus bas parmi les sous-régions) et la modification des vocations pour 18 pour cent. La superficie cultivable totale passerait de 19,2 millions d'hectares en 1975 à 24,5 millions en 1990.

Les niveaux d'autosuffisance de 1972-74 ne seraient pas maintenus en ce qui concerne les céréales, la viande et le lait (tableau 2-9). La place des légumineuses dans le régime alimentaire est limitée, bien que la ration protéique soit inférieure aux besoins nutritionnels. On prévoit que la demande de légumineuses augmentera peu et la sous-région devrait demeurer autosuffisante à cet égard en 1990. Etant donné les progrès de la demande de blé et de riz, on s'attend à ce que la demande de plantes racines par habitant diminue de 10 pour cent vers 1985, ce qui laisserait des excédents pour l'exportation ou pour l'alimentation animale. L'élevage restera limité par des contraintes dépendant de l'environnement (mouche tsé-tsé par exemple).

Tableau 2-9 : Degré d'autosuffisance en Afrique centrale - principaux produits alimentaires

Produits	1972-74		1985		1990	
	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Céréales	-497	73	-1 095	67	-1 696	62
- Blé	-293	4	-654	3	-960	2
- Riz	-45	84	-159	75	-211	69
- Maïs	-47	95	-116	93	-211	89
- Mil/sorgho	-2	99	+ 20	107	+ 23	107
Plantes racines	+20 <sup>1/</sup>	100	+3 400	122	+4 292	125
Légumineuses	+17	107	+12	103	+18	104
Viande	-23	93	-131	75	-214	68
Lait	-97	62	-163	61	-263	55
Poisson	-37	95	-74	91	-76	92

Note : L'Afrique centrale comprend les pays suivants: Angola, Empire centrafricain, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et-Principe, Zaïre.

1/ Manioc uniquement

#### Afrique orientale et australe

Cette sous-région pourrait atteindre un degré élevé d'autosuffisance pour la plupart des produits d'origine végétale, si elle choisissait de se spécialiser dans certaines productions: maïs et plantes racines dans les basses terres, blé et autres produits alimentaires des zones tempérées dans les hautes terres (tableau 2-10). On compte que la superficie cultivée passera de 33,1 millions d'hectares en 1975 à 45,6 millions en 1990; en revanche, la superficie irriguée n'atteindrait que 1,8 million d'hectares contre 1,4 en 1975, le supplément intéressant surtout la culture du riz à Madagascar et à Maurice. L'accroissement de la production résulterait donc en majeure partie de l'extension des superficies cultivées et ce facteur compterait pour 55 pour cent, contre 33 pour cent pour l'élévation des rendements et 12 pour cent pour la modification des vocations.

Il est à prévoir que la demande augmentera de façon marquée pour tous les groupes de produits et spécialement pour la viande, le lait et le poisson. Il y aurait une amélioration progressive de la ration énergétique, protéique et lipidique par habitant, et les disponibilités de calories pourraient dépasser les besoins vers 1985. La demande de graines oléagineuses et de sucre augmenterait sans doute plus vite que celle d'autres produits d'origine végétale.

Tableau 2-10 : Degré d'autosuffisance en Afrique orientale et australe - principaux produits alimentaires

Produits	1972-74		1985		1990	
	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR	Excédent ou déficit	SSR
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Céréales	-993	95	-808	97	-776	98
- Blé	-620	65	-1 032	66	-1 266	68
- Riz	-359	86	+144	104	+86	102
- Maïs	+150	102	+620	105	+1 020	107
- Mil/sorgho	-59	99	+ 76	101	+ 115	102
Plantes racines	+169	101	+554	103	+1 294	105
Légumineuses	+164	109	+235	109	+307	110
Viande	+245	116	-89	97	-484	87
Lait	-243	94	-1 095	83	-2 001	75
Poisson	-15	98	-301	75	-343	74

Note: L'Afrique orientale et australe comprend les pays et territoires suivants: Botswana, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Réunion, Rwanda, Seychelles, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

Il serait impossible de parvenir à la pleine autosuffisance pour le blé, la viande, le lait et le poisson, même en 1990. Toutefois, la consommation du maïs étant relativement forte, il semblerait possible de remplacer une partie du blé importé par du maïs indigène dont on pourrait produire des excédents. La production de riz et celle de mil et de sorgho devraient également dépasser le niveau de l'autosuffisance vers 1985. La sous-région resterait exportatrice nette de légumineuses et de plantes racines. Bien qu'elle possède des avantages comparatifs sur la plupart des autres sous-régions pour la production de viande et de lait, les niveaux d'autosuffisance s'abaisseront sans doute sensiblement vers 1990 sous l'effet d'une forte poussée de la demande. Une expansion de la production laitière réalisée en introduisant des méthodes d'exploitation intensive apporterait peut être un commencement de solution à ce problème. Dans le cas du poisson également, l'autosuffisance se réduira sans doute en dépit des possibilités de participation locale accrue aux pêcheries de l'Atlantique Sud-Est offertes par les juridictions nationales exclusives, et d'un certain accroissement sélectif des prises dans les eaux intérieures - lac Tanganyika et Okavango par exemple.

#### LE COMMERCE INTRA-AFRICAIN DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Les projections pour 1985 et 1990 indiquent que, selon les hypothèses MPD, la région et ses sous-régions marqueraient un progrès vers l'autosuffisance par rapport à 1972-74; pourtant les besoins nets d'importations augmenteraient aussi pour la plupart des produits alimentaires faisant l'objet d'échanges, notamment les produits de l'élevage et le poisson.

Les SSR calculés pour 1985 et 1990 supposent implicitement soit que ces produits circuleront librement des zones excédentaires vers les zones déficitaires à l'intérieur de l'Afrique, soit que les importations africaines en provenance du reste du monde seront contrebalancées par des exportations. Toutefois, l'analyse des structures du commerce africain des denrées alimentaires entre 1962-64 et 1972-74 indique que cette hypothèse fondamentale n'est peut être pas réaliste. En raison des difficultés passées, la Déclaration de Freetown préconise une politique d'indépendance collective dans laquelle le commerce intra-africain jouerait un rôle capital pour l'évolution vers l'autosuffisance en matière alimentaire.

Tableau 2-11. Besoins d'importations de sources extra-africaines - principaux produits alimentaires entrant dans le commerce

1972-74	Formule I 1/		Formule II 2/		Formule III 3/	
	1985	1990	1985	1990	1985	1990
..... milliers de tonnes .....						
<u>Céréales</u>						
Blé	7 529	10 204	12 566	10 144	12 548	9 822
Orge	650	1 712	2 779	1 702	2 751	1 641
Riz	944	1 085	1 258	874	850	-
Maïs	603	927	1 010	774	617	-
Mil/sorgho	-	621	852	-	-	-
Toutes céréales	9 726	14 549	18 465	13 414	16 766	9 980
<u>Produits de l'élevage</u>						
Produits carnés	58	1 373	2 707	1 323	2 607	1 007
Produits laitiers	1 803	6 721	8 093	6 691	8 058	6 680
<u>Produits halieutiques</u>						
Poisson comestible	243	913	1 447	893	1 327	71
VALEUR TOTALE (millions \$ E.-U.) 4/	3 540	12 353	17 222	11 264	15 772	10 333
						15 051

1/ Hypothèse: la part des échanges intra-africains dans les importations totales au niveau sous-régional et régional correspondra aux tendances observées entre 1962-64 et 1972-74.

2/ Hypothèse: la part des échanges intra-africains dans les importations totales au niveau sous-régional et régional dépassera progressivement la ligne de tendance (1962-64 à 1972-74) sans attendre un volume correspondant à une pleine utilisation régionale des excédents disponibles. 3/ Hypothèse: la totalité des excédents sous-régionaux et régionaux sera utilisée pour combler les déficits avant de recourir à des importations hors de la sous-région ou de la région. 4/ Aux prix moyens d'importation de 1975-76 (f.o.b.).

Le tableau 2-11 récapitule les résultats de projections fondées sur trois hypothèses différentes et concernant les quantités de céréales, de produits de l'élevage et de poisson qu'il faudra acheter hors de la région en 1985 et 1990. La formule I indique l'ampleur probable des besoins à couvrir de sources extra-africaines, calculée en extrapolant, à l'horizon 1985 et 1990, les tendances du commerce alimentaire intra-africain observées entre 1962-64 et 1972-74. La formule III dépeint la situation la plus optimiste, le déficit à combler par des importations d'origine extra-africaine étant ramené au plus bas du fait que l'on admet une libre circulation des marchandises des zones excédentaires vers les zones déficitaires à l'intérieur de l'Afrique. Enfin, la formule II, la plus réaliste, admet que l'importance relative du commerce intra-africain augmentera progressivement jusqu'à dépasser la ligne de tendance, grâce aux efforts concertés qui seront accomplis à l'échelon régional et sous-régional pour écarter les principales entraves aux échanges intra-africains.

Les formules I et II ne donnent pas des évaluations très différentes des besoins à couvrir en Afrique par des importations en provenance d'autres continents. Pour les céréales, par exemple, la formule II aboutit à des chiffres d'environ 13,5 millions de tonnes en 1985 et 17 millions en 1990, contre 14,5 et 18,5 millions selon la formule I. Cela vient non pas de ce que les échanges intra-africains de denrées alimentaires ne peuvent progresser plus vite que ne l'indiquent les tendances passées, mais de ce qu'en 1985 et 1990 ils seront encore fortement générés, en ce qui concerne la plupart des produits alimentaires entrant dans le commerce, par la rareté des excédents disponibles.

Selon la formule II - la plus vraisemblable - la facture des importations d'origine extra-africaine de céréales, produits de l'élevage et poisson, atteindrait 11 300 millions de dollars E.-U. en 1985 et 15 800 millions en 1990, aux prix f.o.b. de 1975-76. Ce sont là des chiffres bien alarmants, surtout si on les compare à ceux de 1972-74 (environ 3 500 millions de dollars E.-U.).

Même si elle semble peu réaliste, la formule III constitue pour les pays visés une incitation à coopérer davantage pour éliminer les obstacles au commerce. Par rapport à la formule II, elle donne pour 1985 et 1990 des importations d'origine extra-africaine réduites d'environ 4 millions de tonnes pour les céréales et des trois quarts pour les produits halieutiques; les importations de viande et de lait, en revanche, ne seraient guère différentes.

#### PRINCIPAUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Les premières estimations relatives aux investissements en capital nécessaires pour réaliser les objectifs de production sont récapitulées au tableau 2-12. Seuls y figurent les investissements destinés au développement de l'agriculture irriguée et pluviale, de la mécanisation et de l'élevage. En sont exclus les investissements visant la commercialisation, les usines de transformation, les transports, le stockage, la recherche, la vulgarisation et la formation de la main-d'œuvre, ainsi que les apports exigés pour développer les secteurs du cacao, du café, du thé, du sucre, des graines oléagineuses et des pêches.

Tenant compte des sécheresses récentes, de nombreux gouvernements cherchent à étendre leurs réseaux d'irrigation et à améliorer les systèmes existants. Bien que l'irrigation soit déjà assez développée en Afrique septentrionale, c'est dans cette sous-région que la superficie irriguée augmenterait le plus. Une expansion marquée est également envisagée pour le Sahel, où le souci de la sécurité alimentaire a amené à s'interroger sur les possibilités d'irrigation. Les propositions formulées par le Club des Amis du Sahel (sur la base de l'étude prospective de la FAO) ont été reprises ici avec quelques variantes. Ces propositions, qui englobent de vastes programmes de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres, sont certes ambitieuses et il pourrait être malaisé d'y donner suite aussi bien sur le plan financier que sur celui de l'exécution et de l'exploitation. Dans les autres sous-régions, l'irrigation est généralement réservée à des cultures spéciales comme le riz et la canne à sucre. Les progrès de l'irrigation y seraient sans doute rapides, mais l'influence de ce facteur sur la production demeurerait relativement limitée, surtout en Afrique centrale où les pluies sont abondantes et plus uniformément distribuées tout au long de l'année.

Tableau 2-12 : Premières estimations des investissements en capital nécessaires pour atteindre les objectifs de production alimentaire en Afrique

	1975-85	1985-90	Total	Moyenne annuelle
..... Millions de \$ E.-U. 1/ .....				
Mise en valeur des terres cultivables non irriguées	967	499	1 466	98
Irrigation:				
- Développement	5 200	3 200	8 400	560
- Amélioration	1 614	641	2 255	150
Mécanisation	4 838	3 244	8 082	539
Développement de l'élevage	3 989	2 542	6 531	43
TOTAL	16 608	10 126	26 734	1 783

1/ Aux prix de 1975.

La lutte contre la trypanosomiase absorberait une part importante des investissements nécessaires pour développer l'agriculture non irriguée et l'élevage. La trypanosomiase est la maladie qui a le plus profondément affecté les établissements humains et le développement de l'élevage dans plusieurs parties du continent. Il faudra d'énormes apports de fonds pour parvenir à mettre en culture les zones de savane relativement mieux arrosées de la région. Pour libérer de la maladie les 10 millions de kilomètres carrés où elle sévit, il en coûterait 2 à 3 milliards de dollars E.-U.

Quant à la mise en valeur de la zone touchée par l'onchocercose, on estime que sur un total de 700 000 kilomètres carrés régulièrement traités dans le cadre de la campagne anti-vecteuruelle, environ 100 000 kilomètres carrés de sols alluvio-fertiles pourraient être exploités, tandis qu'une grande partie du reste bénéficierait aussi du travail d'assainissement qui rejoignirait sur l'état physique et les conditions de vie de la population, ainsi que d'une distribution homme/terre plus rationnelle. Le coût du programme de lutte contre l'onchocercose s'élèverait à environ 250 millions de dollars E.-U., et un montant égal serait nécessaire pendant la période allant jusqu'à l'an 2000 pour poursuivre les mesures de défense.

La rapide extension des superficies cultivées qui est envisagée suppose un effort de mécanisation et une plus large utilisation de l'énergie animale. Dans le Sahel et en Afrique orientale, cette opération pourrait être menée à bon point en augmentant le nombre des animaux de trait. L'Afrique septentrionale est la sous-région où la mécanisation est le plus poussée et le nombre des animaux de travail y a sensiblement diminué. Dans l'ensemble de l'Afrique, le parc des tracteurs devrait progresser de 7 pour cent par an. Le nombre des tracteurs passerait de 227 000 en 1975 à 622 000 en 1990, tandis que pour chaque tracteur les surfaces cultivées seraient ramenées de 520 hectares en 1975 à 280 en 1990. L'effectif des tracteurs croîtrait dans des proportions très variables selon les sous-régions: 5 pour cent par an en Afrique septentrionale, 16 pour cent au Sahel et 14 pour cent en Afrique occidentale. Les investissements requis au titre de la mécanisation dans la période 1975-90 seraient presque aussi importants que ceux auxquels devrait donner lieu l'irrigation.

Pour les quinze années allant de 1975 à 1990, on estime à environ 26 700 millions de dollars E.-U. le montant total des mises de fonds indispensables pour réaliser le développement envisagé de l'agriculture irriguée et pluviale, de la mécanisation et de l'élevage. Sur ce total, 43 pour cent seraient nécessaires pour l'Afrique septentrionale, 23 pour cent pour l'Afrique orientale et australe, 18 pour cent pour l'Afrique occidentale et le reste pour le Sahel et l'Afrique centrale.

Etant donné qu'une bonne partie des investissements devrait se faire en devises étrangères, une assistance extérieure beaucoup plus ample que par le passé serait nécessaire. A supposer que la moitié environ des apports destinés aux investissements en capital provienne de sources extérieures, l'assistance financière extérieure atteindrait en moyenne 900 millions de dollars E.-U. par an. Or, c'est presque le double du montant que la Banque mondiale a affecté au développement agricole de l'Afrique en 1977. En outre, pour assurer un développement soutenu du secteur alimentaire, il faudrait consentir de grosses mises de fonds complémentaires aux fins d'amélioration de l'infrastructure et des services.

#### PROGRAMMES VISANT LES BIENS DE PRODUCTION

Les dépenses annuelles au titre des principaux inputs feraient plus que tripler entre 1975 et 1990 (tableau 2-13). Ce sont les besoins d'engrais qui augmenteraient le plus: ils pourraient atteindre 6,5 millions de tonnes d'éléments nutritifs en 1990, soit un volume quadruple de celui de 1975. Les besoins croissent à des rythmes très différents selon les sous-régions, et en général de façon inversement proportionnelle au niveau actuel d'utilisation des engrais. C'est ainsi que l'Afrique centrale, où la quantité d'engrais utilisée à l'hectare est la plus faible, viendrait en tête avec un taux de croissance de la demande de 20 pour cent par an, tandis qu'à l'autre extrême l'Afrique septentrionale verrait ses besoins d'engrais augmenter de 7 pour cent seulement par an. Une part prépondérante (85 pour cent) du supplément d'engrais serait nécessaire pour couvrir les besoins des variétés de semences à haut rendement. Plusieurs pays possèdent des matières premières pour la production d'engrais. En construisant des usines pour transformer ces matières premières, on économiserait à la longue des devises étrangères, tout en engendrant de nouveaux emplois et en déclenchant un effet multiplicateur d'une certaine portée économique.

Tableau 2-13 : Premières estimations du coût des inputs nécessaires pour atteindre les objectifs de production alimentaire

Inputs	Coûts annuels		
	1975	1985	1990
..... Millions de dollars E.-U. .....			
Engrais	1 074	2 897	4 201
Semences	432	496	528
Produits d'alimentation animale	555	1 200	1 785
Total	2 061	4 593	6 514

#### OPTIONS EN MATIERE DE POLITIQUE NATIONALE ET COOPERATION REGIONALE

La situation et les problèmes alimentaires, de même que les facteurs sous-jacents, diffèrent d'un pays à l'autre. Aussi les stratégies et politiques à adopter devront-elles être élaborées cas par cas et conçues dans le cadre du développement socio-économique global. Les objectifs généraux de développement socio-économique devraient faire ressortir un schéma de croissance de la production agricole et alimentaire dont les bénéfices soient largement répartis et qui contribue à atténuer la misère, la malnutrition et le chômage. Les politiques socio-économiques relatives à la distribution du revenu, à l'emploi et à la population déterminent non seulement la ration alimentaire et l'état nutritionnel de la majorité des habitants d'un pays, mais aussi les structures qu'il convient d'adopter pour accroître la production vivrière. Les grandes options qui se présentent aux gouvernements africains sur le plan des principes et des programmes ont trait aux éléments suivants: politiques de revenu privilégiant l'agriculture, afin de rétablir l'équilibre entre les revenus des agriculteurs et ceux des travailleurs urbains et ouvriers de l'industrie; politiques de stabilisation des prix; politiques et institutions capables de conférer plus d'efficacité aux activités intéressant la commercialisation, le stockage, les transports et la transformation; introduction des moyens technologiques appropriés (irrigation, mécanisation, engrais); développement du crédit, de la vulgarisation et d'autres services destinés aux petits exploitants; suppression des maladies humaines et animales (trypanosomiase et onchocercose) rendant possibles l'expansion de la production et la colonisation des zones assainies.

Outre les investissements majeurs et les programmes d'inputs évoqués précédemment, on peut citer plusieurs domaines d'action qui méritent une mention spéciale en raison de l'impact considérable qu'ils auront sur la production alimentaire future. Il s'agit notamment de l'emploi de "paquets d'inputs" consistant en semences améliorées, engrais et biens nécessaires à la protection des végétaux; de l'amélioration des programmes de crédit, de commercialisation, de vulgarisation et de formation, du point de vue qualité, orientation et portée; de l'utilisation de l'énergie mécanique voulue sur les exploitations; de l'amélioration des moyens de transport, des installations d'emmagasinage et des communications dans les zones rurales. A plus long terme, les programmes qui exerceront une influence en profondeur sont entre autres ceux qui auront en vue la mise en place de nouveaux systèmes d'irrigation, une meilleure conservation des terres et des eaux, la recherche et la modernisation des infrastructures.

Les politiques relatives aux pêches appellent aussi une mention spéciale. La création de zones de juridiction élargies offre des possibilités plus grandes de participation locale aux pêcheries des côtes nord-ouest et sud-ouest de l'Afrique. Il existe également des possibilités plus limitées d'accroître les prises le long des côtes méditerranéennes de l'Afrique septentrionale. Pour exploiter ces possibilités plus grandes conditions devront cependant être remplies: restriction des activités, des bateaux étrangers, expansion et modernisation des flottilles nationales, construction d'installations portuaires et d'établissements pour la transformation des produits, amélioration des systèmes locaux de distribution, formation des pêcheurs. En outre, des consultations et une coopération internationales sont nécessaires et c'est là un important aspect du processus d'aménagement et de développement rationnels des pêches au large de nombreux pays africains.

La coopération sous-régionale et régionale offre aussi un potentiel d'action considérable pour l'accroissement de la production et l'expansion du commerce intra-africain des denrées alimentaires. La part de ce commerce dans les importations alimentaires totales est tombée de 18 pour cent en 1962-64 à 12 pour cent en 1972-74. Renverser cette tendance, telle est la grande tâche qui attend les dispositifs existants d'intégration et de coopération économiques, lesquels ne sont guère parvenus jusqu'ici à écarter les entraves au commerce et à instaurer un régime douanier commun pour les importations originaires d'autres parties du monde. Peut-être est-ce à cause des problèmes qu'il leur fallait affronter pour parvenir à produire de quoi nourrir leurs populations que les gouvernements n'ont pu jusqu'ici consacrer que des efforts limités à l'évolution vers l'autosuffisance par les échanges intrarégionaux. En l'occurrence, les dispositifs d'intégration et de coopération économiques devraient s'attacher en priorité à venir en aide aux gouvernements pour qu'ils puissent renforcer et adapter leurs structures de production. Pour cela on

peut mobiliser des fonds d'investissement, promouvoir la création d'entreprises à risques communs, passer des accords en vue de spécialiser les productions. Enfin, la production et la distribution des engrais et autres produits chimiques destinés à l'agriculture, ainsi que la promotion des transports et des systèmes de communication internationaux offrent d'autres occasions propices à de nouvelles initiatives placées sous le signe de l'intégration.

Les nombreuses organisations intergouvernementales de coopération économique et technique existant en Afrique s'occupent pour la plupart, directement ou indirectement, du développement du secteur alimentaire. Elles participent à toute sorte de programmes importants intéressant par exemple l'aménagement régional des bassins versants, la sécurité alimentaire, le stockage, la transformation des produits, la commercialisation, la stabilisation des prix, les investissements et la finance. Peu d'entre elles se sont jusqu'ici montrées réellement efficaces sur le plan de l'amélioration de la production vivrière. Il est urgent de renforcer leurs personnels et de mieux coordonner leurs programmes.

## LA PRODUCTION RIZIERE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

Le riz est l'aliment de base des 1 200 millions d'habitants de l'Asie du Sud et du Sud-Est, et il fournit 40 pour cent du total des apports énergétiques. La proportion dépasse même les deux tiers dans six pays et le Pakistan est le seul où le blé joue un plus grand rôle que le riz comme pourvoyeur de calories (tableau 2-14).

Tableau 2-14 : Apport énergétique par habitant et proportion des calories fournies par le blé et le riz dans certains pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, 1972-74

	Apport énergétique par habitant			Part du	
	Total	% des besoins	Variation par rapport à 1969-71	Riz	Blé
	Kcals/jour	.....	% .....	.....	.....
Bangladesh	1 949	84	-4	74	9
Birmanie	2 131	99	-2	76	1
Inde	1 970	89	-3	33	18
Indonésie	2 033	94	+3	56	2
Kampuchea	2 095	94	-5	78	1
Lao	2 076	94	-1	80	1
Malaisie	2 534	114	+7	46	10
Népal	2 015	92	-1	47	8
Pakistan	2 132	92	-1	12	46
Philippines	1 953	86	-	45	5
Sri Lanka	2 078	94	-9	43	14
Thaïlande	2 315	104	-1	70	1
Viet Nam	2 288	106	...	69	5

Des treize pays compris dans le tableau, seuls l'Indonésie et la Malaisie ont enregistré une augmentation des disponibilités énergétiques par habitant entre 1969-71 et 1972-74. Durant cette dernière période, elles n'ont dépassé le niveau estimatif des besoins nutritionnels qu'en Malaisie, en Thaïlande et au Viet Nam.

L'une des causes principales de l'insuffisance des progrès accomplis dans le relèvement des niveaux nutritionnels a été la stagnation de la production rizière. Parmi les neuf pays qui avaient fixé des objectifs quantitatifs pour cette production, trois seulement (Pakistan, Philippines et Thaïlande) sont parvenus à les atteindre (tableau 2-15). Dans l'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'augmentation moyenne de la production de riz en 1961-76 n'a été que de 2,2 pour cent l'an, ce qui est bien inférieur au taux de croissance de la population (2,5 pour cent par an). Le rendement moyen - 1,8 tonne par hectare - est très bas, mais les seuls pays qui le dépassent largement sont la Malaisie, l'Indonésie, le Pakistan, Sri Lanka et le Viet Nam. Sauf en Indonésie, au Lao, au Kampuchea, au Pakistan et aux Philippines, les rendements ne s'améliorent que lentement.

Tableau 2-15 : Production de paddy, rendements et objectifs de production dans certains pays d'Asie du Sud et du Sud-Est

	<u>Production</u>					<u>Objectif</u>	<u>Rendement</u>
	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>		
	Millions de tonnes .....					..... Millions de tonnes .....	1972-74
Bangladesh	17,9	16,9	19,1	17,6	19,8	22,6 (1977)	1,7
Birmanie	8,6	8,6	9,1	9,3	9,5	...	1,7
Inde	66,1	59,7	73,4	64,4	78,0	81,0 (1978)	1,6
Indonésie	21,5	22,7	22,3	23,1	23,4	26,8 (1978)	2,5
Kampuchea	1,1	0,6	1,5 <sup>1/</sup>	1,8 <sup>1/</sup>	1,8 <sup>1/</sup>	...	1,3
Lao	0,9	0,9	0,9	0,9 <sup>1/</sup>	0,7 <sup>1/</sup>	...	1,3
Malaisie	2,0	2,1	2,0	1,9	1,8	2,7 (1980)	2,6
Népal	2,4	2,5	2,6	2,4	2,3	...	1,9
Pakistan	3,7	3,5	3,9	4,1	4,4	4,2-4,5 (1979) <sup>2/</sup>	2,3
Philippines	5,6	5,7	6,2	6,5	7,2	7,0 (1977)	1,6
Sri Lanka	1,3	1,6	1,2	1,3	1,7	2,4 (1976)	2,2
Thaïlande	14,9	13,4	15,3	15,1	14,6	14,7 (1976)	1,9
Viet Nam	11,1	11,0	12,0	10,8	11,2	13,5 (1978)	2,2
Total	157,0	149,1	169,5	159,1	175,6	...	1,8

1/ Estimations de la FAO      2/ Selon les hypothèses adoptées quant aux disponibilités d'engrais.

#### PROGRAMMES DE PRODUCTION RIZIERE

Tous les pays ayant un déficit de riz ont pour objectif fondamental de parvenir à l'autosuffisance pour ce produit et pour les céréales vivrières en général. Certains pays, comme l'Indonésie, appliquent des politiques visant à la fois à accroître la production rizière et à réduire l'importance jusqu'ici prépondérante du riz comme céréale vivrière de base en encourageant à produire d'autres denrées alimentaires.

Les pays exportateurs de riz (Birmanie, Pakistan, Népal, Thaïlande) ont fait plus ou moins de cas des conditions du marché mondial en déterminant leurs objectifs. En Thaïlande, par exemple, les objectifs rizicoles, figurant dans les troisième et quatrième plans (1972-76 et 1977-81) ont en partie subi l'influence des difficultés rencontrées dans le commerce d'exportation durant les dernières années soixante et au début de la décennie suivante. C'est ainsi que la croissance prévue de la production a été ramenée de 6,6 pour cent par an en 1961-66 à 4 pour cent en 1967-71 et à 1,6 pour cent seulement en 1972-76. Toutefois, les possibilités d'exportation s'étant améliorées ces dernières années, le quatrième plan envisage un rythme de croissance un peu plus rapide (2,3 pour cent). Depuis 1971, la politique du Pakistan a privilégié la production de riz basmati, dont le rendement est faible mais qui est de haute qualité, en raison de la demande dont il fait l'objet sur les marchés d'exportation. Tout récemment, cependant, le Pakistan a aussi encouragé la production du IR6, variété à haut rendement (VHR) ayant de bonnes possibilités d'exportation.

Actuellement, pour stimuler la production de riz, on s'attache surtout aux éléments suivants: extension et amélioration des systèmes d'irrigation et meilleure maîtrise de l'eau, propagation des VHR et autres variétés améliorées, emploi accru des engrais et des pesticides, développement et modernisation des services de vulgarisation agricole et des moyens de crédit. Lorsque l'effectif démographique est important par rapport aux superficies disponibles, ou lorsque la mise en culture de nouvelles terres entraînerait de gros investissements (comme au Bangladesh, en Inde et au Népal), les pays cherchent davantage à exploiter de façon plus intensive les surfaces existantes et à améliorer les rendements. Plusieurs pays comptent également réaliser une utilisation plus intensive des terres disponibles en pratiquant les récoltes multiples. L'Indonésie et la Malaisie, au contraire, encouragent l'extension des cultures par un effort de mise en valeur des terres non encore exploitées, de drainage, d'irrigation et de colonisation.

L'approche "globale", faisant intervenir une combinaison d'inputs, a été reconnue comme une méthode efficace pour obtenir les accroissements souhaités de la productivité. Parmi les exemples typiques on peut citer le programme Masagana 99 aux Philippines, le programme BIMAS en Indonésie et le programme Minikit en Inde. Ils ont tous été axés sur la fourniture d'engrais, de VHR et de pesticides aux agriculteurs, ainsi que sur les services de soutien comme la vulgarisation et le crédit. La quasi-totalité des pays ont, à des degrés divers, appliqué des programmes spéciaux pour mettre au point, multiplier et distribuer des semences de VHR et d'autres variétés améliorées, une place particulière étant faite aux variétés adaptées aux différentes zones agro-climatiques, résistantes aux ennemis et aux maladies et conformes au goût des consommateurs.

Le Bangladesh, l'Inde, le Népal et les Philippines ont concentré leur effort de développement de la riziculture sur des zones choisies - par exemple celles qui étaient irriguées ou arrosées à coup sûr. En Inde, une attention considérable a ainsi été accordée au développement de la riziculture dans les zones d'irrigation contrôlée. Le Bangladesh, l'Inde, la Thaïlande et le Viet Nam ont intensifié la production de riz en saison sèche, lorsque l'incidence des insectes nuisibles et des maladies est faible et lorsqu'une bonne maîtrise des eaux est aisée.

Le stimulant économique le plus courant est l'offre d'un prix minimum garanti ou prix d'achat par l'Etat. Des agences du gouvernement ou des organisations agricoles ont été créées pour veiller à la bonne application des politiques de prix: Food Corporation en Inde, BULOG et BUUDS/KUDS en Indonésie, National Paddy and Rice Authority en Malaisie, National Grain Authority aux Philippines, etc. A l'appui de ces politiques, de nombreux pays ont dressé des plans en vue d'améliorer le traitement, la commercialisation, l'entreposage et le stockage. Plusieurs pays ont relevé ces dernières années leurs prix de soutien ou d'achat à la production mais, les coûts ayant monté également, l'avantage réel apporté par cette mesure a généralement été limité.

Des subventions sont en outre octroyées pour les biens de production essentiels, comme par exemple les engrais en Indonésie et à Sri Lanka, les engrais, les pesticides et l'eau d'irrigation au Bangladesh. En Indonésie, les intérêts bancaires sur les prêts au titre de programmes de production font aussi l'objet de subventions. Ces dernières années toutefois, le Bangladesh et l'Indonésie ont pris le parti de réduire progressivement les subventions au titre des inputs, en raison de leur coût élevé. Le Bangladesh envisage même de réduire encore les subventions sur les engrais à partir de 1980.

Les VHR, grâce à leur paille rigide, résistent à la verve et peuvent donc recevoir avec profit des doses d'engrais bien plus fortes que les variétés traditionnelles. Pourtant, malgré ce facteur de rendement et les subventions accordées par les autorités au titre des engrais, leur consommation demeure très faible dans la plupart des pays. Au Bangladesh, 80 à 90 pour cent des engrais sont généralement destinés à la riziculture, mais le niveau moyen des apports dans les rizières n'était que d'environ 50 kg par hectare en 1975/76 (pour les trois récoltes). Les taux d'application varient beaucoup selon les pays. L'une des raisons majeures de ces différences tient au rapport entre les prix du riz et le coût des engrais. Les autres facteurs importants sont la fertilité du sol, la maîtrise des eaux, l'étendue des exploitations, l'éducation des agriculteurs, la disponibilité et la distribution des engrais, l'accès au crédit agricole.

IMPORTATIONS DE CEREALES VIVRIERES

La position d'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est s'est modifiée dans la période 1961-76, en ce sens qu'un petit excédent net d'exportations a fait place à un petit excédent net d'importations. Le volume des importations brutes a diminué de 0,9 million de tonnes, mais cela a été dû presque entièrement à la réduction des achats de l'Inde. Au total, les quantités de riz importées par les autres pays déficitaires n'ont pas varié. Par suite de la stagnation de la production, les exportations brutes de l'Asie du Sud et du Sud-Est ont diminué de 1,6 million de tonnes entre 1961 et 1976. Seul le Pakistan a exporté plus de riz.

En même temps, les importations brutes de blé sont passées de 7,2 millions de tonnes en 1961-65 à 9,8 millions en 1972-76, tous les pays sauf l'Inde ayant importé davantage que dans les premières années soixante. De fortes augmentations ont été enregistrées au Bangladesh, en Indonésie, à Sri Lanka et au Viet Nam. La dépendance à l'égard du blé s'est donc accentuée mais il faut voir ce phénomène dans sa juste perspective. En fait, les importations accrues de blé n'ont compté que pour 6 pour cent dans l'augmentation des disponibilités totales de blé et de riz, qui a été de 42,5 millions de tonnes (compte non tenu des variations de stocks) en Asie du Sud et du Sud-Est entre 1961-65 et 1972-76. Les progrès de la production de riz ont compté pour 52 pour cent et ceux de la production de blé pour 42 pour cent. Néanmoins, pour le blé et le riz pris ensemble, le taux d'autosuffisance a très légèrement baissé (93 pour cent au lieu de 94).

La valeur annuelle totale des importations de blé et de riz est passée de 1 000 millions de dollars E.-U. en 1961-65 à environ 2 500 millions en 1972-76. Une partie de ces importations a été fournie à des conditions de faveur, mais les importations commerciales ont tout de même entraîné des sorties de fonds considérables.

PERSPECTIVES DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Calculée d'après l'hypothèse de base adoptée en matière d'augmentation des revenus dans les dernières projections de la FAO relatives aux produits, la demande solvable de riz en Asie du Sud et du Sud-Est devrait augmenter de 2,7 pour cent par an entre 1972-74 et 1985. Il convient de noter toutefois que la satisfaction de ce supplément de demande effective n'améliorerait que de façon limitée les niveaux nutritionnels. Pour répondre pleinement aux besoins nutritionnels, il faudrait réaliser des taux de croissance bien plus élevés.

D'après ces projections, la demande de riz (paddy) augmenterait en moyenne de 4,8 à 5,3 millions de tonnes par an au cours de la prochaine décennie. Si la production continuait à progresser au même rythme qu'en 1961-76 (2,2 pour cent par an), elle n'augmenterait annuellement que de 3,7 millions de tonnes. Cet écart projeté entre la production et la demande pourrait être comblé de deux manières. L'une consisterait à importer plus de riz et d'autres céréales, mais cela rendrait encore plus précaire la balance des paiements déjà critique dans la plupart des pays. L'autre, préférable, consisterait à accélérer la croissance de la production céréalière, et celle de riz en particulier, de façon à satisfaire au moins la demande supplémentaire prévue et si possible à réduire la dépendance vis-à-vis du blé importé de sources extérieures à l'Asie du Sud et du Sud-Est. Cet objectif ne suppose pas l'autosuffisance en riz dans chaque pays importateur mais admet plutôt qu'il y aurait équilibre entre les besoins des pays déficitaires et les disponibilités exportables des pays fournisseurs.

Pour que l'Asie du Sud et du Sud-Est parvienne à couvrir ses propres besoins en riz au cours de la prochaine décennie, il faudrait que sa production augmente de quelque 50 millions de tonnes de paddy par rapport à la moyenne d'environ 165-170 millions de tonnes enregistrée ces dernières années. Pour empêcher que s'accentue le remplacement du riz par du blé importé, il faudrait encore obtenir un supplément de production de 5 millions de tonnes

de paddy. On arriverait ainsi à un taux de croissance de près de 3 pour cent, qui peut sembler modeste au regard de l'objectif de production agricole de 4 pour cent envisagé par la SID et par la Conférence mondiale de l'alimentation, de même qu'au regard des besoins nutritionnels, mais qui serait tout de même très appréciable si l'on songe au taux antérieur, qui n'était que de 2,2 pour cent. Pour réaliser une croissance annuelle soutenue de 3 pour cent, les gouvernements devront désigner une priorité plus élevée à l'agriculture dans les affectations de crédits destinés aussi bien aux investissements (dans l'irrigation spécialement) qu'aux dépenses courantes (engrais spécialement).

#### BESOINS FINANCIERS

D'après une estimation récente de l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) ajustée en fonction du nombre de pays, les investissements et les dépenses courantes consacrés au développement de l'irrigation et aux engrains dans la région ont été d'environ 1 200 millions de dollars E.-U. (aux prix de 1975) par an entre 1963-67 et 1968-72, mais de 800 millions de dollars E.-U. seulement entre 1968-72 et 1973-74 1/. Plus récemment toutefois, l'assistance extérieure visant les projets d'irrigation s'est considérablement accrue. Entre 1972/73 et 1976/77, par exemple, le nombre des projets d'irrigation ayant fait l'objet de prêts de la Banque mondiale et de crédits de l'IDA est passé de 2 à 12, et leur montant total de 12 à 350 millions de dollars E.-U. Les prêts de la Banque asiatique de développement pour les projets d'irrigation sont passés de 1 en 1973 à 6 en 1977 et le montant alloué de 10 à 125 millions de dollars E.-U.

Compte tenu de la performance passée, des programmes nationaux et du potentiel de développement de l'irrigation, la FAO estime qu'au cours de la prochaine décennie il serait possible d'améliorer les dispositifs d'irrigation sur 12 millions d'hectares et de créer de nouveaux réseaux sur 5 millions d'hectares, moyennant un investissement annuel de 1 500 millions de dollars E.-U. aux prix de 1975. Ces moyens d'irrigation, auxquels s'ajouteraient des applications accrues d'engrais et d'autres inputs sur les superficies irriguées (pour un coût annuel de 900 millions de dollars E.-U.) permettraient d'obtenir vers 1985 un supplément annuel de production d'environ 49 millions de tonnes de paddy, alors que les besoins additionnels seraient de 55 millions de tonnes. Les 6 millions de tonnes manquantes devraient être obtenus par une plus forte productivité sur les terres à riz non irriguées. Cela supposerait des mesures comme la mise au point de meilleures variétés, la vulgarisation et la formation, ainsi que la bonification des terres, qui demanderaient également des investissements supplémentaires.

#### OBSTACLES A LA PRODUCTION

Le milieu rizicole asiatique est extrêmement hétérogène et des rendements élevés ne peuvent être obtenus que là où existent des conditions naturelles bien déterminées - notamment un approvisionnement hydrique optimal et certains types de sol et de climat. Les améliorations, lorsqu'elles sont possibles, exigeraient d'importantes ressources financières et techniques.

Les réserves de terres jusqu'ici inexploitées mais théoriquement propres à la riziculture ne dépassent pas 11 millions d'hectares, de sorte que les possibilités d'expansion sont limitées. Il existe pourtant un certain potentiel prometteur, en particulier à Sabah et à Sarawak en Malaisie et à Kalimantan et Sumatra en Indonésie, mais le coût de la bonification des terres serait élevé. Par conséquent, une part très importante de la production supplémentaire requise devra être réalisée en développant les récoltes multiples et en améliorant les rendements. Encore faut-il pour cela utiliser mieux et davantage la technologie existante, rechercher de nouvelles techniques et améliorer simultanément les infrastructures. Certains progrès pourraient cependant être accomplis simplement en améliorant l'aménagement, l'accessibilité et la taille des champs de paddy, comme l'ont montré les projets pilotes de développement exécutés en Inde.

---

1/ Robert W. Herdt, Amanda Te et Randolph Barker. The prospects for Asian rice production, Institut international de recherches sur le riz, Los Baños, Department of Agricultural Economics, Staff Paper No 77-3, avril 1977.

Les sols ingrats - acides, tourbeux, deltaïques - représentent environ 10 pour cent de la superficie rizicole totale et donnent des rendements très bas. Des mesures correctives (drainage, meilleure alimentation en eau, applications de produits chimiques; etc.) seraient nécessaires pour accroître la productivité du sol, mais également très coûteuses.

Un approvisionnement hydrique sûr, de bons systèmes de drainage et une protection contre les inondations constituent les conditions préalables les plus indispensables pour augmenter la production rizière et atténuer les fluctuations annuelles provoquées par la sécheresse et les inondations. L'urgence de telles actions correctives ressort du fait que les rizières irriguées, qui ne représentent que 36 pour cent de la superficie rizicole totale, fournissent environ 60 pour cent de la production de paddy. Les doubles récoltes et l'exploitation des VHR ont jusqu'ici été circonscrites aux zones régulièrement alimentées en eau d'irrigation. Comme les nouveaux aménagements hydriques intéresseront désormais des zones moins propices, il faudra faire appel à une technologie plus complexe et consentir de plus grosses mises de fonds. En fait, la CESAP a calculé que, dans les pays du Sud-Est asiatique membres de l'ASEAN, la construction de nouveaux ouvrages d'irrigation pourrait à elle seule absorber environ 64 pour cent des dépenses totales d'équipement exigées par la modernisation de la riziculture. Le coût global des projets est donc sans doute destiné à croître progressivement si on ne parvient pas à introduire des techniques moins avides de capital.

Malgré d'importants investissements initiaux dans l'irrigation, de nombreux projets fonctionnent en dessous de leur capacité. Ceci est dû principalement aux détériorations engendrées par un mauvais entretien, à l'insuffisance des approvisionnements hydriques face aux nouvelles demandes provoquées par les techniques modernes de production et par les doubles récoltes, à la médiocrité des systèmes de distribution de l'eau et des méthodes d'adduction, en particulier au niveau des exploitations, enfin à l'absence de communication entre les responsables de l'irrigation et les agriculteurs. L'amélioration et la remise en état des projets d'irrigation existants mais sous-utilisés exigera quelques investissements supplémentaires, mais qui seront d'un bien meilleur rapport que ceux consacrés à de nouveaux projets d'irrigation. Aussi, ces actions devraient-elles bénéficier d'une haute priorité. Il faudrait introduire des réformes institutionnelles et administratives pour écarter les entraves à une plus complète utilisation des dispositifs existants et promouvoir une participation collective aux prises de décision sur tous les aspects de la distribution de l'eau et de l'entretien des ouvrages d'irrigation.

Les nouvelles techniques culturales actuellement disponibles conviennent surtout pour les rizières irriguées. La faiblesse des rendements dans les zones de culture pluviale a donc pour causes principales le manque de variétés améliorées adaptées au milieu, les risques élevés que comporte l'emploi d'engrais sur les terres non irriguées et le peu de ressources dont disposent les petits agriculteurs qui, en général, exploitent ce type de rizière. Si les zones de culture pluviale n'ont pas été utilisées de façon plus intensive, c'est aussi parce que les agriculteurs n'étaient pas assez au courant des méthodes à appliquer pour améliorer les terres et conserver l'eau, ni des pratiques culturales souhaitables. Il faudrait revoir les priorités en matière de recherches afin d'orienter celles-ci vers les méthodes d'utilisation des terres et de culture à préconiser et vers la mise au point de variétés de semences améliorées pour les zones non irriguées. Les problèmes de la riziculture pluviale appellent une analyse attentive qui permette de dégager les mesures voulues pour obtenir de meilleurs résultats. A Luzon (Philippines), à Java (Indonésie) et dans le nord de la Thaïlande, la culture du riz a été étendue aux terres hautes où se pratique une agriculture de subsistance, et cela le plus souvent sous la pression exercée par la surpopulation des terres basses. Ces zones marginales pourraient être d'un meilleur rapport si l'on y substituait au riz des cultures moins exigeantes en eau comme le maïs, le manioc et les légumineuses, mais cela demanderait un travail plus poussé de formation et de vulgarisation auprès des agriculteurs afin qu'ils sachent quelles autres possibilités s'offrent à eux pour assurer leur subsistance.

Les VHR du type semi-nain ont été adoptées sur 30 pour cent environ des terres à riz. Sur la superficie restante (basses terres non irriguées essentiellement) ce sont les variétés indica de haute taille et à faible potentiel de rendement qui dominent. Les caractéristiques fondamentales requises des VHR de riz destinées aux cultures sèches et submergées diffèrent radicalement de celles qu'exigent les cultures irriguées. La gamme des variétés convenant aux premières n'est pas encore très large et il n'est pas possible pour l'instant de répondre de façon satisfaisante aux besoins en VHR des zones de riziculture non irriguée. Des recherches ont récemment été entreprises sur un assez large front au sujet du riz pluvial et du riz submergé, mais il faut normalement compter 8 à 10 ans avant que les travaux consacrés à l'obtention de nouvelles variétés ne commencent à exercer une quelconque influence sur la production normale.

L'approvisionnement insuffisant en semences certifiées, améliorées ou même nettoyées mécaniquement est une lacune fondamentale qui a pour origine l'inadéquation des mesures visant la production, le traitement et l'emmagasinage des quantités voulues de semences de diverses variétés adaptées à différents milieux. La pénurie de semences, qui se fait en général davantage sentir durant les années de sécheresse, indique la nécessité d'instaurer un système de sécurité comportant de préférence des unités de production de semences fortement décentralisées - au niveau de la province et du district plutôt qu'au niveau national ou régional - afin de pouvoir répondre aux demandes locales de telle ou telle variété et qualité. En même temps, les politiques voulues doivent être appliquées afin d'encourager les exploitants à faire usage de semences certifiées améliorées.

On peut encore faire beaucoup pour améliorer les rendements en utilisant davantage les engrains et en améliorant les méthodes de fumure. Toutefois, il faudra à l'avenir un plus gros apport d'engrais pour obtenir un supplément donné de production, à moins qu'on ne fasse intervenir de nouvelles techniques permettant une utilisation plus efficace et plus économique des matières fertilisantes. Des fournitures adéquates d'engrais, effectuées en temps opportun et à des prix qui incitent les agriculteurs à en faire plus ample usage, sont parmi les autres facteurs appelant des dispositions. Un emploi étendu d'engrais organiques, ainsi que d'azolle et d'algues, pourrait dans bien des cas réduire les besoins d'engrais chimiques et abaisser les coûts de production.

A l'heure actuelle, quelque 10 à 20 pour cent de la production de riz sont perdus par suite des dommages provoqués par les ennemis ou les maladies. Les dégâts sont moindres dans les zones de culture sèche et submergée, car les VHR cultivées dans les rizières irriguées sont plus vulnérables que les variétés locales aux ennemis et aux maladies. La nécessité de mesures phytosanitaires se fera donc sans doute sentir bien davantage à mesure que se répandront les variétés améliorées, que les terres feront l'objet d'une exploitation plus intense et qu'on utilisera plus d'engrais. Comme les ennemis et les maladies se manifestent dans des zones agro-écologiques dont le tracé ne correspond presque jamais à celui des frontières nationales, les mesures de lutte doivent être organisées au niveau des pays et aussi des sous-régions.

Il existe encore un fossé considérable entre les connaissances agronomiques et les pratiques des agriculteurs asiatiques. Aussi subsiste-t-il d'importantes possibilités d'accroître la production en réduisant l'écart entre rendement potentiel et rendement réel. L'inexpérience en matière de gestion des exploitations, conséquence du manque de formation adéquate, représente une grave contrainte. Les autres handicaps sévères sont l'insuffisance des services de vulgarisation, des systèmes de livraison des inputs et des moyens de crédit, l'absence d'organisations d'agriculteurs et de travailleurs ruraux et les structures de la propriété foncière qui empêchent les petits exploitants de mettre à profit les progrès réalisés sur le plan des techniques et des modes de gestion.

Une mauvaise préparation du terrain, des semis mal surveillés, une densité de plantation non uniforme, une gestion inefficace de l'eau sur l'exploitation et la pratique de la monoculture sont parmi les principaux facteurs agronomiques qui limitent les progrès du rendement. De meilleures rotations des cultures par l'introduction de légumineuses et des pratiques agronomiques plus judicieuses sont des conditions préalables indispensables à l'élévation des rendements.

La mécanisation rend possibles des pratiques culturales plus efficaces et l'exécution des travaux en temps opportun. Aussi doit-on la considérer comme le complément du "paquet" plus restreint de biens de production jusqu'ici associé à la "révolution verte". Au Japon, la riziculture hautement mécanisée, qui consomme 1 000 kg de carburant (en équivalent de pétrole brut) par hectare, a atteint un rendement moyen de 5,8 tonnes/ha de paddy, alors qu'en Asie du Sud-Est la riziculture continentale, qui fait uniquement appel à l'énergie humaine et animale, ne dépasse pas un rendement moyen de 1,25 tonne/ha. A un stade intermédiaire avec un apport d'énergie représentant 160 kg de pétrole brut par hectare, les Philippines ont porté les rendements moyens à 2,75 tonnes/ha. La mécanisation doit être conçue en fonction de conditions et de types d'exploitations différents, compte tenu des facteurs économiques et sociaux (l'emploi spécialement) aussi bien que techniques. Le travail manuel et la traction animale conserveront sans doute un rôle important pendant un certain temps encore, mais il faudra en priorité recourir davantage à l'énergie mécanique partout où il s'agira de réaliser de gros travaux d'aménagement foncier - défrichement, irrigation, installation de puits tubulaires, etc. - que ni les hommes ni les animaux ne peuvent exécuter sans danger, convenablement ou rapidement.

Aux facteurs techniques s'ajoutent diverses importantes contraintes d'ordre économique et institutionnel. Les politiques nationales de production manquent souvent de clarté et d'homogénéité. Il est nécessaire d'élaborer des politiques économiques et institutionnelles valables, touchant notamment les prix des entrées et des sorties, les salaires et la main-d'œuvre, les subventions à la production, le crédit et la commercialisation, afin d'offrir les stimulants voulus aux riziculteurs dans le cadre d'une planification cohérente.

L'absence des moyens financiers indispensables pour introduire des améliorations techniques constitue un obstacle majeur dans la plupart des pays. De gros investissements sont avant tout nécessaires pour développer et moderniser les systèmes d'irrigation, ainsi que pour accroître l'utilisation des engrains et des pesticides. Rares sont les pays qui peuvent en assumer la charge, et il faudra donc compter sur une assistance extérieure technique et financière sensiblement plus forte. En même temps les pays intéressés devront renforcer leur capacité d'absorption des apports financiers, par exemple en se dotant de dispositifs plus solides pour l'identification, l'évaluation, la surveillance et l'exécution des projets.

La plupart des pays appliquent des politiques intérieures qui assurent aux producteurs un certain prix minimum. Toutefois, le rôle et l'influence de ces prix minimums varient selon les objectifs des politiques nationales. Le but le plus courant est l'auto approvisionnement. Jusqu'en 1973, et souvent parce que les politiques de prix des pays importateurs tendaient à favoriser le secteur urbain, les prix du paddy ont été maintenus à un niveau plus ou moins constant dans certains pays. Ils n'ont été relevés qu'à la suite de la crise alimentaire de la période 1973-75 et ont alors environ doublé dans certains cas (tableau 2-16). Depuis 1973, les prix à la production ont été majorés dans les pays exportateurs de riz, mais de nouveaux ajustements en hausse seraient justifiés dans plusieurs cas.

Les politiques de prix à la production n'ont pas réussi, dans bien des cas; à exercer pleinement leur influence sur les revenus et la production des petits exploitants, car il y avait loin du prix fixé par décision administrative à son application effective. Des mécanismes d'intervention plus efficaces sur le marché sont nécessaires dans de nombreux pays pour une meilleure application des prix de soutien, sans lesquels les agriculteurs ne se hasarderaient guère à prendre les risques et à consentir les mises de fonds qu'entraîne une structure plus dynamique de la production de paddy. Des systèmes de commercialisation plus perfectionnés pourraient aussi contribuer à éléver les prix à la production, et constituer par là un facteur d'incitation supplémentaire.

Tableau 2-16 : Prix d'achat à la production ou prix de soutien du riz dans certains pays

<u>Pays</u>	<u>Catégorie de produit</u>	<u>Type de système de prix</u>	<u>1969/70</u> ..... %/tonne .....	<u>1975/76</u>
Bangladesh	paddy	Prix d'achat à la prod.	64-68	134
Birmanie	"	" " " " "	36	56
Inde	"	" " " " "	61-75	63-83
Indonésie	"	Prix de soutien	50	101
Malaisie	"	Prix d'achat à la prod.	103	168-187
Pakistan	Basmati IR-6	" " " " "	196 117	243 129
Philippines	Paddy	Prix de soutien	93-104	166
Sri Lanka	"	" " "	118	205
Thaïlande	"	Prix de gros moyen du paddy N° 1 à Bangkok	55	117

Les mêmes considérations s'appliquent aux politiques de prix intéressant les biens de production et en particulier les engrains. Le rapport entre les prix du paddy et ceux des engrains, la réponse des cultures aux engrains et les doses employées par les agriculteurs sont ici des facteurs de particulière importance. Les moyens financiers dont disposent les pays pour octroyer des subventions sont dans la majorité des cas limités, de sorte que l'offre d'engrains à des prix stables et raisonnables sur les marchés mondiaux représente une condition sine qua non d'obtention d'une plus forte production.

Il existe de graves déficiences d'ordre structurel et institutionnel qui font qu'une majorité de producteurs sont privés des moyens d'intensifier la production et des encouragements en ce sens. On peut citer à cet égard l'inégale répartition des exploitations, l'insécurité des conditions d'occupation, la difficulté d'accès à la terre pour les petits agriculteurs et les cultivateurs dépourvus de tout bien-fonds, l'insuffisance des moyens de production et des services offerts à la petite agriculture. Des mesures efficaces de réforme agraire et une législation en matière de baux ruraux sont urgentes dans maints pays. Les systèmes de coopératives et de crédits restent dominés par les gros exploitants, tandis que les services de vulgarisation et de distribution des inputs ne sont pas suffisamment profitables aux petits exploitants. Les dispositifs locaux de coopération et d'association, comme il en existe au Japon et dans la République de Corée, par exemple, pour l'irrigation, suggèrent de possibles solutions. Enfin, étant donné que les petits exploitants ne peuvent assumer de gros risques, il faudrait étudier la possibilité d'introduire des systèmes d'assurance-récolte.

Bien qu'il y ait une très sensible augmentation des flux d'aide financière extérieure, en provenance du Groupe de la Banque mondiale notamment, pour les projets d'irrigation et le développement de zones pilotes, la préparation de projets d'investissement dans la riziculture elle-même n'a guère reçu d'assistance. Les rares projets d'aide internationaux concernent surtout des activités ayant directement ou indirectement trait à la riziculture irriguée. L'IRRI n'a entrepris que depuis peu des recherches sur le riz pluvial, qui représente pourtant 40 pour cent de la production de l'Asie du Sud et du Sud-Est.

#### FUTURE STRATEGIE

Réaliser une accélération suffisante de la riziculture en Asie du Sud et du Sud-Est est une tâche si complexe qu'une approche simple, unilatérale et orientée vers la production ne saurait embrasser tous les pays avec leurs caractéristiques propres: climat, pression démographique, structures sociales, patrimoine de ressources. Certains des principaux éléments de la nécessaire stratégie future sont évoqués ci-dessous.

Les objectifs essentiels doivent consister à rendre les pays moins tributaires des apports extérieurs et à porter les niveaux de consommation jusqu'à des normes acceptables. La production de paddy devra augmenter de 55 millions de tonnes pendant la prochaine décennie, le taux d'accroissement annuel passant de 2,2 à près de 3 pour cent. Les possibilités d'ouvrir de nouvelles terres à la culture étant limitées, ces progrès devront être réalisés surtout en généralisant le système des doubles récoltes et en portant les rendements moyens en paddy à 2,5 tonnes/ha.

Tous les éléments des systèmes d'agriculture doivent donc être suffisamment renforcés pour que les exploitants puissent exercer un réel choix dans l'utilisation des inputs à leur disposition, posséder les connaissances voulues pour tirer un parti maximum de leur potentiel, avoir des ressources et être incités à en faire le meilleur usage possible. Un approvisionnement hydrique assuré et régulier représente une exigence fondamentale; l'irrigation devra être étendue à un minimum de 5 millions d'hectares de nouvelles terres à paddy, et les systèmes d'irrigation existants devront être modernisés sur douze autres millions d'hectares, de préférence en faisant appel à une technologie moins avide de capitaux. Les investissements nécessaires pour atteindre ces objectifs seront considérables et exigeront une assistance extérieure accrue.

La majeure partie des rizières étant encore privée d'irrigation, il est impératif d'améliorer nettement la productivité de la riziculture pluviale. Il faut élaborer une stratégie visant à réaliser sur une plus large étendue des rendements supérieurs qui atténueront les disparités régionales. Il conviendra d'explorer les possibilités d'introduire dans les zones marginales des cultures autres que le riz, qui y seraient d'un meilleur rapport du double point de vue nutritionnel et économique.

Les techniques modernes de riziculture comportant toute une série de nouveaux facteurs de production, il sera nécessaire de lancer des programmes "tout compris" dans lesquels les différents éléments interviendront simultanément et dans une combinaison judicieuse. Leur composition variera selon les conditions propres à chaque pays.

La stratégie de la production doit pouvoir s'appuyer sur des stimulants économiques et des supports institutionnels adéquats: politiques plus satisfaisantes en matière de prix, de commercialisation et de crédit, meilleurs services de vulgarisation, promotion des coopératives et des groupements de petits exploitants. Il faut aussi élaborer des politiques tendant à moderniser les systèmes de distribution des denrées alimentaires, ainsi qu'à réduire la faim et la malnutrition en améliorant les revenus des groupes les plus pauvres de la population.

Des ressources financières supplémentaires devront être obtenues de sources intérieures publiques et privées, ainsi qu'auprès de donateurs extérieurs. Les gouvernements devront consacrer des fonds publics nettement plus importants à l'encouragement de la riziculture. Il faudra enfin que les pouvoirs publics incitent la collectivité agricole elle-même à investir, en agissant avec discernement sur les prix, la commercialisation, les fournitures d'inputs et le crédit.

## LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA CHINE

Plusieurs importantes initiatives nouvelles sont intervenues en Chine dans le domaine de la planification agricole et de l'élaboration des politiques. Le gouvernement a pris des mesures tendant à rétablir une planification centrale plus stricte tout en investissant les collectivités productives des échelons inférieurs d'un plus grand pouvoir de contrôle sur l'exécution des plans, conformément aux recommandations de la deuxième Conférence nationale sur l'agriculture, tenue en décembre 1976 et janvier 1977, ainsi que des conférences ultérieures sur la planification et les politiques sectorielles. Un programme décausal 1976-85, embrassant la période quinquennale en cours et la suivante, a été publié en 1978. Le gouvernement a passé en revue les objectifs quantitatifs du cinquième Plan quinquennal (1976-80) dont la réalisation semblait avoir été mise en péril par les manœuvres factieuses de la "bande des Quatre". Harmonisant ces objectifs avec les perspectives à plus long terme (horizon 2000), il a défini plusieurs étapes intermédiaires dont les plus importantes concernent la production céréalière, qui devrait atteindre 300 millions de tonnes en 1980 et 400 millions en 1985 1/. Les nouveaux objectifs supposent une accélération du taux de croissance global de la production agricole, qui devrait passer à 4-5 pour cent par an durant le sixième Plan (1981-85). La mécanisation rurale devrait atteindre 70 pour cent en 1980 et 85 pour cent en 1985. La croissance démographique sera encore freinée et devrait tomber à 1 pour cent ou moins par an vers 1980.

Ainsi la planification rurale se situe aujourd'hui en Chine dans un triple espace-temps, des objectifs annuels, quinquennaux (1976-80) et décennaux (1976-85) relativement détaillés étant fixés en ce qui concerne les niveaux de production et les taux de croissance. Toutes les unités de production ont été exhortées à rassembler leurs forces de façon disciplinée et coordonnée et à respecter scrupuleusement les directives de la planification afin d'assurer l'exécution du plan pour 1985. Reste l'horizon plus lointain de l'an 2000, qui verra la Chine devenue "une puissante nation socialiste dotée d'une économie prospère et totalement modernisée, qui aura sa place au premier rang des grandes puissances mondiales". Pour ce faire, de vastes campagnes de modernisation visant l'agriculture et trois autres secteurs seront conduites entre 1985 et l'an 2000, mais il n'a encore été annoncé ni politiques concrètes ni objectifs quantitatifs.

A l'heure actuelle, la planification et les prises de position ont principalement en vue l'expansion et la stabilisation de la production, l'élimination progressive des fluctuations annuelles et une distribution socialement équitable. L'utilisation de tous les facteurs de production doit correspondre à une hiérarchie bien définie des priorités politico-économiques, aboutissant à l'édification d'une société intégrée, homogène, d'où auront disparu les principales contradictions sociales et notamment celles qui résultent des écarts entre production industrielle et production agricole, ainsi qu'entre niveaux de vie urbain et rural. Une fois éprouvées, les politiques et méthodes seront continuellement perfectionnées plutôt que modifiées. On opte à nouveau pour des formules qui soulignent la valeur d'une approche chinoise aux problèmes spécifiquement chinois, par opposition à la recherche de solutions universelles empruntées à d'autres systèmes. On s'efforce à une vision plus cohérente du développement dans le cadre d'une stratégie globale d'une portée aussi large que possible, tout en réaffirmant le principe de la primauté du dessein politique, chaque objectif étant jugé selon ses mérites d'après un commun dénominateur socio-politique.

La plus grande importance continue d'être attribuée à l'auto-assistance. En d'autres termes, les unités de production doivent s'efforcer de financer elles-mêmes un maximum de dépenses locales d'équipement, afin de laisser les mains libres aux organes officiels d'investissement pour pourvoir aux actions de développement national et interrégional. A

---

1/ Équivalent "grain" unifié (EGU), comprenant les plantes racines et les légumineuses en équivalent de céréales (Cf. tableau 2-17).

l'échelon national, cela suppose que toutes les ressources sont méthodiquement mobilisées, sans dédaigner la notion des coûts comparés au plan international mais sans rendre non plus le pays tributaire des fournisseurs étrangers. L'agriculture demeure le fondement de l'entièvre économie. Aussi est-ce de sa performance - croissance de la production, absorption de main-d'oeuvre, approvisionnement en denrées alimentaires et matières premières industrielles - que continueront de dépendre le rythme et le schéma de l'expansion dans l'industrie et dans d'autres secteurs.

La production de céréales vivrières demeure la clé de voûte de l'agriculture. Cela signifie que la production et la sécurité alimentaires ont priorité absolue et que la modernisation de l'économie ainsi que l'expansion agricole peuvent se réaliser seulement si un ravitaillement suffisant est assuré. Pourtant les cultures de rapport seront progressivement développées et l'on s'efforcera de diversifier l'économie rurale en favorisant l'artisanat, les petites industries, la foresterie de village et la pisciculture.

Toutes les activités économiques locales sont subordonnées aux directives et priorités résultant de la planification provinciale, régionale et nationale. Aux échelons inférieurs, la planification doit tenir compte des grandes orientations à long terme définies par les autorités nationales compétentes en ce qui concerne par exemple l'accumulation du capital et l'investissement, l'utilisation de la main-d'oeuvre, l'élargissement de la base de production et la détermination des salaires.

#### DESASTRES NATURELS ET PERFORMANCE RECENTE DE LA PRODUCTION

Bien que la production n'ait pas connu, tant s'en faut, des conditions idéales, les résultats obtenus durant les deux premières années du cinquième Plan et spécialement en 1977 semblent militer en faveur du maintien des directives lancées au cours des années soixante et au début de la décennie suivante. A partir de l'automne 1977, les conditions climatiques n'ont cessé d'empirer et d'importantes zones de production ont tour à tour été victimes de désastres naturels. Une sécheresse automnale, suivant de près une série de séismes catastrophiques, a sévi d'abord dans la principale ceinture de blé d'hiver pour gagner ensuite tout le nord et le nord-ouest et s'étendre loin dans le sud. Pendant l'hiver puis le printemps de 1977, les températures ont été anormalement basses et il y a eu des gelées tardives, suivies de pluies torrentielles dans la vallée du Yang-tseu, d'inondations et de tempêtes de grêle estivales dans le nord, de typhons dans le sud et, à nouveau, de la sécheresse dans le nord et l'ouest, ce qui a fait de 1977 l'une des années les plus terribles au cours d'une génération.

Malgré toutes ces épreuves, les agriculteurs chinois sont parvenus à limiter les dégâts aux récoltes de printemps et, en redoublant d'efforts durant la deuxième période de semis, à compenser en partie les pertes par des récoltes plus abondantes à l'automne. La production céréalière a même progressé quelque peu par rapport à 1976 dans certaines parties du pays - par exemple les provinces de Setchouan, Kowéitchéou, Foukien et Kiangsi. Aucun chiffre officiel n'a été publié, mais il semble qu'au total la production céréalière ait atteint ou dépassé 280 millions de tonnes (EGU).

Au cours des deux dernières années, les actions de toute sorte: améliorations foncières, mise en valeur des terres, ouvrages grands et petits d'irrigation, approvisionnements en engrains chimiques, sélection, multiplication et distribution de semences améliorées, fournitures accrues d'outils agricoles, de tracteurs et autres machines, se sont non seulement poursuivies mais ont été intensifiées. Par conséquent, selon toute probabilité, ce sont uniquement les conditions météorologiques adverses de 1977 qui ont compromis ce qui aurait autrement été une année de croissance rapide de la production. Dès que le temps s'améliorera, les progrès accomplis devraient se faire sentir et il est à prévoir que la production agricole chinoise s'élèvera vigoureusement au-dessus du niveau étale des deux dernières années. On peut donc supposer que le premier des objectifs actuels de production - 300 millions de tonnes de céréales (EGU) en 1980 - sera atteint ou même dépassé, pour autant que les conditions météorologiques seront propices. Les estimations de la production céréalière chinoise établies par la FAO sont présentées au tableau 2-17.

Tableau 2-17 : Volume estimatif de la production céréalière en Chine

	Millions de tonnes EGU 1/		Millions de tonnes EGU 1/
1949	113 2/	1972	240
1952	154	1973	263
1957	185	1974	275
1962	203	1975	286
1965	222	1976	293
1970	243	1977	281
1971	246		

Source: Estimations de la FAO fondées sur des publications chinoises.

1/ La notion d'équivalent "grain" unifié (EGU) semble s'être modifiée au cours des années. Elle recouvre les éléments suivants: blé, riz (paddy), céréales secondaires, plantes racines (pour lesquelles l'équivalent "grain" naguère uniformément de 4:1, varie désormais entre 4 et 5:1), légumineuses (équivalent "grain" 2:1) et soja dans la mesure où il est utilisé pour la consommation humaine directe dans les différentes provinces.

2/ Chiffre officiel révisé.

Des calamités comme celles qui ont frappé la Chine avec une particulière violence en 1977 se produisent fatallement de façon périodique dans un pays tellement vaste, à la topographie si complexe et au climat si rude. Il est inévitable que chaque année une province ou l'autre soit frappée par des inondations ou par la sécheresse, par des gelées précoces ou tardives ou par des vagues de chaleur hors saison. Il n'empêche que 1977 a été l'une des années les plus désastreuses depuis la fondation de la République populaire en 1949, époque à laquelle la Chine avait déjà été particulièrement éprouvée par des catastrophes naturelles. Si celles-ci peuvent dans une grande mesure être attribuées aux aléas climatiques, elles sont dues aussi, au moins en partie (inondations par exemple) à l'action de l'homme au cours des siècles; on peut citer à cet égard le déboisement presque total de la Chine d'avant 1949, avec ses effets néfastes sur la nappe phréatique, la fertilité et la stabilité du sol, la topographie, la vitesse du vent et les précipitations.

Ce combat contre les forces de la nature, qui consiste entre autres à réparer les dommages écologiques du passé, est considéré comme hautement prioritaire en Chine. Après le déclenchement de plusieurs catastrophes, le gouvernement a publié en mars 1977 une circulaire urgente appelant la nation tout entière à se mobiliser immédiatement pour réagir contre les fléaux. Des permanences furent instantanément ouvertes dans toutes les zones sinistrées avec le concours de l'administration civile, du parti et des unités de production, pour enrôler les paysans, les citadins, les militaires, les étudiants et les écoliers, les retraités et le personnel d'entreprises industrielles rurales temporairement closes. Toute une série de mesures furent prises pour limiter les pertes et faire en sorte que les semis de printemps soient achevés en temps voulu. Au prix d'un gigantesque effort humain, des inondations ont été conjurées, des destructions par le gel évitées, les épis couchés par la tempête redressés à la main, les champs clairsemés replantés, des secours en eau apportés dans les zones agricoles frappées par la sécheresse, et la menace d'une baisse considérable de la production céréalière nationale a été écartée. De plus en plus, les collectivités rurales se montrent capables, en tirant parti de toutes les ressources et surtout de la main-d'œuvre, d'empêcher les récoltes de tourner au désastre, même dans les pires conditions.

Malgré l'étendue des catastrophes naturelles de 1977, certaines cultures industrielles ont marqué un progrès sur 1976. La production de coton a augmenté tout en restant au-dessous du niveau record. La production de chanvre et celle de thé ont aussi marqué de sensibles progrès. La Chine a pu continuer à exporter du riz, du soja, des légumes, des fruits, de la viande et du poisson vers les marchés solidement implantés de Hong-kong, du Japon, d'Asie du Sud-Est et d'ailleurs, même si le volume des livraisons a souvent été inférieur à celui de précédentes années et si la Chine a dû par compensation procéder à des achats sur les marchés mondiaux. Les fournitures de blé de l'Argentine, de l'Australie et du Canada, qui en 1976 étaient tombées à leur niveau le plus bas depuis les années soixante, ont marqué une reprise en 1977. Ceci a sans doute correspondu au désir de préserver les structures de la demande et les habitudes alimentaires en rapide évolution dans de grandes parties de la Chine et notamment dans les centres industriels urbains. Plutôt que de compromettre l'accumulation de stocks de réserve et l'effort vers l'autosuffisance régionale, de même que pour éviter d'avoir à transférer des masses de vivres sur de longues distances, le gouvernement ne s'oppose plus à de fortes importations de denrées alimentaires en tant que mesure de précaution, en particulier lorsque les cours céréaliers internationaux sont bas.

#### SPECIALISATION DE LA PRODUCTION

La stratégie appliquée en Chine en matière de production alimentaire présente cet élément nouveau que plus de 200 cantons sélectionnés ont été groupés en 12 "zones céréalières de base" sur lesquelles seront concentrés les inputs modernes tels qu'engrais chimiques, semences améliorées et matériel d'irrigation. On compte que cela permettra à ces "bases de production excédentaire" de doubler et peut-être même de tripler vers 1985 le volume des céréales qu'elles commercialisent. Dans ces zones de forte production, le grain livré aux organisations commerciales d'Etat représente déjà 30 pour cent environ de la récolte céréalière totale (contre 20 pour cent environ dans les cantons ruraux bien gérés et assez productifs au début de la période du cinquième Plan). On peut donc considérer que ces cantons se fixeront maintenant pour but de livrer des quantités atteignant jusqu'à 60 à 90 pour cent de leur production de 1976. Comme leurs propres besoins augmenteront également - de 1 pour cent ou moins peut-être par an - il faudra que leur production totale s'accroisse de 40 à 70 pour cent entre 1976 et 1985. Cela correspondrait à des augmentations annuelles de 4 à 8 pour cent, chiffre très ambitieux étant donné les rendements déjà élevés atteints vers le milieu des années soixante-dix.

Cette nouveauté donne à penser que les planificateurs chinois sont maintenant disposés à reprendre une politique introduite à l'origine comme mesure d'urgence au début des années soixante, selon laquelle l'aide de l'Etat et les fournitures de biens de production étaient concentrées sur quelques zones où les rendements étaient élevés et susceptibles d'augmenter encore, et dont les cultures réagissaient particulièrement bien à des apports accrus d'inputs "stratégiques". Divers facteurs sont probablement à l'origine de cette renaissance de la politique des "zones excédentaires". L'un de ces facteurs est le désir de réaliser l'autosuffisance céréalière à l'intérieur d'une région économique plutôt que sur un plan trop étroitement local. La plus grande disponibilité d'inputs modernes, qui permet de les concentrer sur des zones choisies sans pour autant négliger les zones plus retardataires, est un autre facteur. Enfin, la volonté de la Chine de se délivrer le plus vite possible de la nécessité d'importer des céréales joue probablement aussi un rôle.

Une seconde politique nouvelle se rattache étroitement à la première. Certaines provinces et certains cantons délimiteront d'autres zones de base où seront intensifiées des productions marchandes comme le coton, les graines oléagineuses et le sucre, qui prendront le pas sur les céréales pour ce qui est des livraisons à l'Etat. Cela suppose un degré élevé de spécialisation dans les communes choisies, et donc la possibilité de faire exception au principe de l'autosuffisance céréalière. La condition *sine qua non* est que d'autres collectifs de la région puissent garantir des excédents de céréales suffisants pour couvrir le déficit des zones vouées aux cultures de rapport. On voit donc se dessiner une évolution de la politique d'autosuffisance en matière de production alimentaire, qui sortirait de son cadre strictement local (commune ou canton) pour trouver une aire d'application plus large (province très probablement), ce qui implique des mouvements intrarégionaux de vivres.

Une spécialisation plus poussée est de même encouragée dans les zones de pâturage du nord et du nord-ouest, où le bétail a toujours joué un rôle de premier plan. On y préconise l'élevage plutôt que l'expansion des cultures vers les zones marginales. Les pâturages sont remis en état et leur protection assurée au moyen d'importants travaux d'irrigation et d'aménagement de brise-vent. De plus en plus, les besoins en céréales et autres aliments fourragers sont couverts par des apports extérieurs: ainsi le Sin-kiang et la Mongolie intérieure s'approvisionnent dans les districts et provinces voisins disposant d'excédents.

#### VILLAGES ET DISTRICTS MODELES

En ce qui concerne le développement socio-économique rural au sens le plus large, le gouvernement a choisi une approche unique mais éprouvée, qui a déjà donné des résultats tangibles dans l'effort de développement de la Chine au cours des quinze dernières années. Elle consiste à sélectionner un petit nombre de collectifs "modèles" qui concrétisent les principes et expérimentent les procédures que les planificateurs souhaitent faire appliquer dans tout le pays. Les plus célèbres sont, à l'échelon des villages, la Brigade de Tatchai et, à l'échelon des districts, celui de Hsiyang Hsien, tous deux dans la province du Chansi. Ils sont visités chaque année par plus d'un million de planificateurs ruraux, administrateurs, agronomes et cadres en général. Au cours de tournées organisées sous l'égide des autorités, ils apprennent, par l'observation directe, les démonstrations de terrain, les conférences et occasionnellement les travaux pratiques, comment il est possible d'engendrer un développement accéléré à force de dur labeur et de frugalité, en "comptant sur ses propres forces" et en combinant judicieusement aux techniques courantes certains éléments de la technologie moderne.

La renommée de Tatchai, en particulier, tient au fait que ce village offre l'exemple non pas d'une rapide transition de la pauvreté aux profits élevés et à la prospérité individuelle, mais d'un développement dû à la seule initiative populaire. Le souci du bien commun s'exprime par le refus obstiné de la brigade de solliciter du gouvernement une aide en espèces et des réductions d'impôts lorsqu'une calamité réduit la récolte, par son auto-discipline et son esprit inventif, par la préférence qu'elle marque pour le travail collectif qui passe avant la recherche du profit privé.

Le district de Hsiyang est mis à l'honneur en tant que modèle de développement rapide, méthodique et homogène. Sa production, au lieu d'être entièrement autoconsommée, est en bonne partie mise sur le marché, et le taux d'accumulation du capital y est également élevé, ce qui signifie qu'il s'interdit une consommation privée excessive. Au lieu de compter sur les fournitures des industries d'Etat, il a évolué avec célérité, en passant par différents stades organisationnels et technologiques, vers une industrialisation rurale décentralisée. Enfin, il s'est attaché à s'équiper et à développer son infrastructure par un usage intensif des ressources productives qui lui étaient propres, c'est-à-dire surtout de sa main-d'œuvre, au lieu d'attendre des investissements de l'Etat et de laisser se ralentir l'ardeur au travail pendant la morte-saison.

Ainsi, il est fait appel aux communautés rurales afin qu'elles se transforment à l'exemple de Tatchai et de Hsiyang. Environ 400 cantons avaient déjà atteint les "qualités Hsiyang" à la fin de 1977 et 300 à 400 autres (sur un total d'environ 2 300) accompliront cette métamorphose avant 1981 si le plan courant est réalisé. Huit normes ont été définies, en vue de cet objectif, par la deuxième Conférence nationale de l'agriculture (janvier 1977). Les trois premières sont d'ordre institutionnel: révision idéologique et renforcement des forces motivantes, notamment par la refonte des comités locaux du parti; rôle accru des paysans "pauvres et moyens pauvres" à la conduite et à la gestion des communes; participation intensive des cadres locaux à la production et en particulier au travail manuel. Viennent ensuite cinq normes de caractère plus technique: mécanisation de 70 pour cent de toutes les principales fonctions productives; bon développement des infrastructures locales et de la recherche; diversification poussée de la production; taux élevés d'accumulation du capital, de commercialisation des produits et de collectivisation (c'est-à-dire intégration des moyens de production); enfin amélioration des revenus et de la productivité des équipes de travail les plus dépourvues, afin qu'elles atteignent les niveaux moyens actuels de la commune ou du canton.

#### MISE EN VALEUR DES TERRES ET DES EAUX

Une grande importance est accordée à l'extension des superficies cultivées. En dépit d'efforts considérables, la Chine ne compte toujours que 0,11 ha de terre cultivable par personne, ce que le gouvernement juge insuffisant. Près de 1,6 million d'hectares ont été défrichés ou bonifiés chaque année durant le quatrième Plan, mais cela a servi dans une assez grande mesure à compenser les pertes de terres agricoles sacrifiées à des usages industriels ou à l'aménagement du territoire, en particulier les grands ouvrages réalisés le plus souvent dans les vallées pour le stockage des eaux. Les autorités chinoises considèrent donc les progrès accomplis comme étant de nature "sporadique" et elles entendent tirer parti d'une bien plus grande proportion des terres inutilisées ou gaspillées, évaluées à 35 ou 40 millions d'hectares, qui constituent des réserves "à court terme" pour la production. D'ici à 1985, 13,4 millions d'hectares devront être mis en valeur, à raison de 1,67 million d'hectares par an. Une impulsion massive sera donnée aux anciens petits projets qui faisaient appel au travail humain, grâce à un apport accéléré de moyens mécaniques dont il semble qu'il y ait aujourd'hui une plus grande disponibilité. Dans le Chan-si et dans la municipalité de Shanghai, qui constituent deux grands centres pour les opérations de mise en valeur des terres, 19 000 tracteurs ont été affectés à ces travaux et à d'autres projets d'équipement rural.

Une fois défrichée, la terre est systématiquement débarrassée des pierres et débris qui l'encombrent; on améliore le relief des zones montagneuses en procédant à des labours selon les courbes de niveau et à des terrassements, tandis que dans les plaines on trace des parcelles de formes géométriques qui permettent le passage des machines. Pour enrichir le sol, on prélève avec un soin méticuleux les boues de colmatage et curures que l'on mélange avec de grosses quantités de compost ou d'engraiss vert et que l'on enfouit parfois profondément. Il a ainsi été possible de drainer et de transformer les deux tiers des terres basses qui auparavant avaient tendance à se saturer d'eau, de combattre la toxicité de la moitié des terres salines ou alcalines, et d'améliorer plus du tiers des sols latéritiques rouges dans le Sud. L'approvisionnement hydrique, assuré auparavant surtout par des moyens annuels, puis de plus en plus par simple gravité ou en recueillant l'eau de pluie, repose à présent dans une mesure croissante sur les systèmes de pompage mécanique ou électrique.

Au bout du compte on obtient ce qu'il est convenu d'appeler un "champ à rendement stable et élevé". C'est une parcelle dont le sol est de haute qualité, excellemment traçait et préte à être utilisée pour des récoltes multiples et relativement à l'abri de la sécheresse comme des pluies torrentielles. De pareils champs permettent d'obtenir des rendements bien supérieurs aux moyennes enregistrées dans l'agriculture chinoise traditionnelle, même dans des conditions optimales. Ainsi à Honan et Shandong, les superficies à rendement stable et élevé, qui en 1953 donnaient en moyenne 1,9 tonne/ha de céréales (ce qui représentait alors près du double de la moyenne nationale), en ont fourni 7,7 tonnes en 1973 et ont couramment été utilisées chaque année pour une deuxième récolte de blé. Jusqu'ici la Chine a créé plus de 35 millions d'hectares de ces parcelles à rendement stable et élevé, que l'on trouve maintenant même dans des régions aussi écartées et pauvrement dotées que les plateaux de la province septentrionale du Chan-si. En théorie tout au moins, la quasi-totalité des terres agricoles chinoises est destinée à évoluer vers ce haut niveau de qualité. L'objectif actuel est la transformation de un "mou" (1/15ème d'ha) par travailleur rural, ou d'environ 55 millions d'hectares, pour 1985. Cette oeuvre de mise en valeur et d'amélioration a permis de mettre à profit le travail de millions de membres des communautés qui n'auraient pas trouvé autrement à s'employer sur place pendant une grande partie de l'année, en dehors des deux époques où le cycle de production exige une main-d'œuvre importante.

L'amélioration des terres a été accompagnée d'un gros effort d'irrigation visant à atténuer les effets d'une pluviosité irrégulière sur la production végétale, surtout dans les zones semi-arides du Nord-Ouest. Là encore, on avait commencé par de petits projets que les collectivités locales étaient en mesure de réaliser avec leurs propres moyens. Même lorsque des travaux d'envergure ont été entrepris, ils ont, dans toute la mesure où cela était techniquement possible, été divisés en de nombreux éléments dont la réalisation était confiée sur place aux communes. C'est ainsi qu'ont été aménagés depuis 1949 plus de 70 000 barrages et réservoirs pouvant emmagasiner au total plus de 300 000 millions de mètres cubes d'eau.

La Chine a pour politique bien établie dans ce domaine de stocker le maximum d'eau en évitant autant que possible de laisser se perdre l'excédent résultant par exemple des précipitations saisonnières. Aussi, dès les années soixante, les provinces exposées à la sécheresse ont reçu pour tâche de développer leur capacité de stockage de manière à disposer d'assez d'eau pour les cultures même si la pluie venait à manquer pendant 60, 90 et même 120 jours de la campagne. Des réseaux très complexes ont été réalisés sur de vastes étendues pour assurer l'emmagasinage et la circulation de l'eau selon un système que les Chinois appellent des "melons sur treillis". Un canton rural de l'Hubei est devenu à cet égard une sorte d'emblème national. A l'heure actuelle l'irrigation se développe au rythme d'environ 5 000 nouveaux réservoirs (petits pour la plupart) par an, ce qui signifie que la superficie irriguée augmente d'au moins 1,6 million d'hectares par an, soit à la même cadence que durant la période du quatrième Plan.

L'irrigation chinoise présente cette caractéristique intéressante que depuis de nombreuses années déjà les autorités locales compétentes ont reçu pour instruction d'aménager les barrages de telle façon qu'il soit possible par la suite de les équiper pour exploiter l'énergie hydraulique. Les ouvrages plus anciens sont systématiquement modifiés en ce sens. Les Chinois ont très vite perçu les possibilités qu'offraient pour l'électrification rurale les petites génératrices fabriquées désormais en grosses quantités par les nombreuses usines de communes et de cantons et qui permettent d'utiliser pour produire de l'énergie même les plus petits cours d'eau ayant un débit suffisant. L'utilisation systématique de tous les réservoirs pour la pisciculture représente un autre aspect de cette approche multiforme.

L'importance accordée aux petits projets d'irrigation relevant des communes n'a pas empêché la naissance de quelques grands ouvrages comme ceux qui intéressent les fleuves Huaï et Haï, dont l'aire de distribution couvre plus d'un million d'hectares de terres cultivables. Sur le cours moyen et supérieur du fleuve Jaune également, un certain nombre de grands barrages de régulation permettent de discipliner les affluents et de faire passer l'excédent d'eau dans les systèmes d'irrigation qui continuent de se développer. Une fois achevé, le système du fleuve Jaune comportera plus de 30 grands barrages et quantité d'installations auxiliaires de retenue et de déviation; il aura un impact considérable sur la future production des zones montagneuses potentiellement très riches mais jusqu'ici revêtues de loess arides du Chansi, du Chensi et du Kansu. Dans la vallée du Yang-tseu, deux lacs (le P'o-yang et le Tong-t'ing) ont été reliés au fleuve et transformés ainsi en gigantesques réservoirs naturels. D'autres grands barrages hydro-électriques ont été construits sur les affluents Yang-tseu inférieur (provinces d'Anhouei, et Kiangsi). Deux projets encore plus ambitieux, prévus dès les premières années soixante mais différés faute de ressources, ont maintenant été repris. Il s'agit de dévier les crues du moyen Yang-tseu vers les plaines du Honana, de Shantong et du Kiangsou, puis vers le système fleuve Jaune Huaï et enfin vers la grande plaine septentrionale du Hopei.

Ces efforts d'irrigation sont complétés par le développement des ressources en eau souterraine, spécialement dans le nord où le nombre des puits d'irrigation creusés récemment atteint déjà 1,7 million. Auparavant on puisait surtout l'eau à la main et, selon certaines informations, environ le tiers du travail fourni par l'effectif rural total était consacré à la corvée d'eau avant 1949, lorsqu'on ne connaissait que le seuil, la noria, la zone à palettes, la "chaîne du dragon" et autres dispositifs rudimentaires. Le pompage a bénéficié d'une priorité dans la mécanisation rurale. Alors que la Chine ne

possédait pas de pompes à moteur avant 1949, la capacité de pompage installée (stations équipées de moteurs diesel le plus souvent, et parfois de pompes électriques) est passée de 9 millions de CV en 1965 à plus de 50 millions en 1977. Comme un nombre toujours croissant de cantons et même quelques communes fabriquent leur propre matériel de pompage, il est probable que la mécanisation accélérée de ce secteur se poursuivra.

Tout ceci s'est traduit par une augmentation considérable de la superficie irriguée et drainée. La moitié environ de la superficie cultivée totale est maintenant irriguée, de sorte que les besoins minimums indiqués par le gouvernement en matière d'approvisionnement hydrique ont été satisfaits; en outre les deux tiers des surfaces qui avaient besoin d'être drainées sont maintenant défendues contre l'engorgement. Cela a permis à la Chine méridionale, où deux récoltes par an étaient de règle, de pratiquer une troisième récolte.

#### MOBILISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE RURALE

Bon nombre des grands projets et la totalité des petits travaux d'équipement ont jusqu'ici été réalisés en faisant massivement appel à la main-d'œuvre. Cette utilisation du travail humain est l'une des caractéristiques les plus intéressantes, originales et positives du développement rural de la Chine. A partir de la nécessité impérieuse de fournir des emplois rémunérateurs à l'entièvre population adulte en quête de moyens de subsistance et capable d'apporter une contribution productive, le gouvernement s'est très tôt donné pour important objectif de "transformer les consommateurs en producteurs" ou, en d'autres termes, de vaincre le chômage rural et le sous-emploi saisonnier en lançant des projets à fort coefficient de main-d'œuvre, susceptibles d'améliorer la production ou les conditions matérielles des villages eux-mêmes. Cette stratégie est fondée sur l'idée que toute main-d'œuvre latente représente un capital productif inemployé.

Ainsi, depuis des années, surtout pendant la morte-saison hivernale, les Chinois ont-ils mobilisé pour moderniser l'infrastructure toutes les forces de travail qui n'étaient pas occupées à d'autres tâches dans les villages. Le mot d'ordre était "construction du capital foncier". Au cours des sept dernières années, 100 à 160 millions de participants ont ainsi été enrôlés chaque année et ont individuellement fourni en moyenne 40 à 100 jours de travail. De cette manière, des moyennes annuelles de 5,3 millions d'hectares de terres cultivables ont été nivelés et débarrassés des pierres et débris, 0,66 million d'hectares ont été terrassés, 1,6 million d'hectares ont été placés sous irrigation permanente, 5 millions d'hectares de forêts et de brise-vent ont été plantés, et d'innombrables routes, ponts, tunnels, rigoles, canaux et barrages ont été aménagés. Rien qu'en 1977 un total de 1,26 million de projets ont été exécutés qui vont de vastes opérations de défrichement et de bonification des terres dans d'importants bassins versants - pour lesquelles on a fait appel à la main-d'œuvre de plusieurs provinces, comme dans le cas du Programme du fleuve Haiho, au Sud de Pékin - à la construction de routes ou d'un petit barrage pour l'irrigation.

Au début ces projets avaient surtout un caractère saisonnier. A présent toutefois, bon nombre d'entre eux se poursuivent à longueur d'année et ont peu à peu donné lieu à la formation d'un effectif plus ou moins permanent d'environ 28 millions de spécialistes en construction du capital foncier. Les opérations ne sont désormais plus exclusivement fondées sur un apport massif de main-d'œuvre. On emploie de plus en plus de machines, et surtout de tracteurs. Ceci pour rendre le travail moins pénible, pour en accélérer l'exécution et aussi (car tel semble être le cas dans un nombre croissant de communes) parce que les excédents naguère considérables de main-d'œuvre ont progressivement été absorbés par d'autres tâches au point qu'il arrive de manquer de bras.

L'une des caractéristiques socialement importantes du système est l'aspect rémunération. Afin que le travail de construction foncière soit mis sur le même pied que le travail agricole proprement dit, tous ceux qui s'y consacrent et qui, en tant que membres des communes, ont les mêmes droits que les autres dans la répartition des profits nets

résultant de l'ensemble des activités collectives, se voient attribuer des points-travail calculés d'après la quantité et la qualité de l'effort fourni. Quelques communes font la somme des jours/homme investis dans ces projets d'infrastructure et les répartissent également sur la totalité de l'effectif, selon un système appelé "accumulation du travail". Lorsque l'Etat affecte des crédits à un projet donné, la totalité du montant perçu est versée à la caisse de la commune et comptabilisée comme recettes collectives. Ainsi évite-t-on toute distinction dans le système de rémunération entre paysans "riches" labourant les champs et élevant le bétail et journaliers "pauvres" trimant ça et là pour assurer leur pitance. La rétribution est fondée uniquement sur la qualité de l'effort, la capacité technique et la dureté des conditions d'exécution des travaux.

Un autre aspect, peut-être encore plus important, du système, est qu'il permet aux collectifs ruraux eux-mêmes d'assumer dans une proportion étonnante les dépenses de développement, du fait qu'il maximalise l'utilisation du facteur de production jusqu'ici partout abondant. Aussi longtemps que le travail humain peut localement remplacer le capital, les ressources dont dispose le gouvernement pour des investissements peuvent être étirées à l'extrême. C'est cette façon de "marcher sur deux jambes" qui a permis à la Chine d'entretenir des taux de croissance économique élevés et d'équiper le secteur rural en enrichissant considérablement son infrastructure.

#### MECANISATION

La modernisation de l'agriculture chinoise a nécessairement comporté d'emblée un effort de mécanisation. Comme on l'avait prévu dès les premières mesures de réforme agraire, la mécanisation était indispensable pour assurer le ravitaillement d'une population croissante, fournir des matières premières à l'industrie 1/ et obtenir des excédents exportables qui aident à payer les importations de biens d'équipement destinés au secteur industriel. Mais le passage immédiat à des cultures mécanisées était impossible car la Chine ne possédait pas les capitaux nécessaires à un gigantesque programme d'investissements agricoles et en outre le secteur agricole lui-même n'était pas encore structuré pour absorber de semblables investissements de façon vraiment profitable.

Comme l'avait expliqué le Président Mao vers le milieu des années cinquante, la collectivisation rurale devait précéder la mécanisation pour trois raisons. Tout d'abord, seules de grandes unités de production socialisées, comme les communes populaires qui virent le jour par la suite, seraient techniquement et financièrement en mesure de prendre en charge les machines agricoles avec l'efficacité voulue. En second lieu, étant donné toutes les exigences auxquelles le gouvernement central devait faire face en matière d'investissement, il n'était ni souhaitable ni même concevable de faire assumer la charge de la mécanisation agricole aux organes centraux de financement. Mieux valait amener les collectifs de production agricole eux-mêmes au point où ils seraient en mesure de couvrir ces dépenses d'équipement, aussi bien directement en finançant l'acquisition des machines qu'indirectement en assurant la capacité productive nécessaire pour fabriquer le matériel de façon décentralisée à l'intérieur des zones rurales. Enfin, troisièmement, il était évident que la mécanisation progressive entraînerait à la longue de profonds bouleversements des structures socio-économiques des villages et que les conséquences en seraient désastreuses si aucun autre débouché ne s'offrait à la main-d'œuvre. Les industries urbaines, malgré leur expansion rapide, n'étaient pas capables d'en résorber suffisamment. Il était donc préférable de développer et de diversifier l'économie rurale de telle manière que, lorsque la mécanisation s'accélérerait, la main-d'œuvre en excédent puisse trouver aisément d'autres débouchés.

En dépit de ces contraintes, la mécanisation a été remarquablement rapide. Vers le milieu des années cinquante, Mao Tse-tung prévoyait qu'il faudrait deux ou trois plans quinquennaux pour la mise en place intégrale de collectifs de production socialistes capables et efficents, et trois autres quinquennats afin de réaliser "pour l'essentiel" la mécanisation. Il apparaît maintenant que cet objectif sera atteint vers 1980, à peu près dans les délais indiqués.

---

1/ En 1975, l'agriculture fournissait encore les trois quarts des matières premières destinées à l'industrie légère.

Les bases de la mécanisation agricole ont été jetées avec l'adoption, en 1961, d'une nouvelle série de directives inspirées de la "Ligne générale", selon lesquelles l'agriculture, en tant que "fondement de l'économie", recevrait un soutien prioritaire de l'industrie sous forme d'équipement pour la fabrication sur place des tracteurs, moteurs, pompes et outils. La création de cette capacité de production décentralisée a été financée pour l'essentiel par les ressources des communes et cantons eux-mêmes. C'est ainsi que les cantons ruraux chinois ont créé plus de 1 600 usines fabriquant des machines agricoles, ainsi que 2 700 ateliers de réparation et fabriques de pièces détachées. Il a ainsi été possible d'accroître la production nationale des grands tracteurs à un taux annuel moyen de 20 pour cent et celle des petits tracteurs à un taux de 46 pour cent. Aujourd'hui, le tiers des superficies cultivées en Chine sont labourées à l'aide d'engins tractés.

La mécanisation de l'agriculture est loin de se borner à la constitution d'un parc de tracteurs. L'équipement disponible pour l'irrigation et le drainage a plus que quintuplé entre 1965 et 1976. Les disponibilités de matériel pour l'équipement des petits complexes hydro-électriques ruraux se sont accrues de 30 à 50 pour cent par an et plus de 70 000 petites stations hydro-électriques ont pu être créées dans les zones rurales grâce aux investissements et aux fabrications réalisés sur place. L'un des résultats de cette transformation est qu'elle a entraîné la constitution d'un vaste ensemble de personnels qualifiés - conducteurs de machines, mécaniciens, techniciens et spécialistes de la gestion - dont l'effectif dépasse à présent 10 millions. Toutes les provinces, les préfectures et de nombreux cantons possèdent aujourd'hui leurs propres institutions de recherche et de formation en matière de machinisme agricole. Ce mouvement est entretenu par la forte demande du secteur agricole lui-même, où des pénuries de main-d'œuvre rendent indispensable, pour atteindre les objectifs du plan, une productivité accrue du travail par le biais de la mécanisation. Au début du cinquième Plan, on a ainsi prévu une augmentation globale des besoins de main-d'œuvre de 70 pour cent en cinq ans dans le secteur rural. Quelques communes particulièrement avancées ont fait état d'augmentations des inputs de main-d'œuvre de 200 pour cent et plus durant le plan précédent.

Les plans actuels prévoient que les principales opérations liées à la production végétale, à l'élevage, à la foresterie et activités auxiliaires, à la protection des végétaux, à la transformation des produits, à l'irrigation et au drainage seront mécanisées à 70 pour cent d'ici à 1980, et à 85 pour cent en 1985. L'effectif du personnel spécialisé dans l'utilisation et l'entretien des machines devra doubler et le nombre des tracteurs et autres engins mobiles devra s'accroître de 32 à 110 pour cent, selon la catégorie, pour 1985. La stratégie qui devrait permettre d'atteindre ces objectifs, selon la troisième Conférence nationale sur la mécanisation de l'agriculture tenue à Pékin en 1977, consistera fondamentalement à poursuivre selon la trajectoire suivie jusqu'ici, l'industrie nationale jouant un rôle indirect en fournissant des biens d'équipement et en favorisant l'implantation de petites usines dans le secteur rural. C'est à ce dernier qu'incombera pour l'essentiel la tâche d'équiper les collectivités en machines et outillage indispensables.

Sur le plan technologique, on continuera d'appliquer la stratégie éprouvée de la "marche sur deux jambes", c'est-à-dire que la technologie moderne ira de pair avec les techniques intermédiaires. Toutefois, un nombre croissant de fabriques passeront des instruments et types de conception simple à des productions plus sophistiquées et techniquement plus efficaces, pour lesquelles la grande industrie nationale fournira des prototypes et le savoir-faire technique. L'expérimentation, la sélection et l'adaptation aux besoins locaux resteront largement décentralisées, de même que les processus que suivront individuellement les cantons et communes. Chaque unité locale décidera, en fonction de ses exigences propres, quel parti prendre et quelles priorités choisir. Semblable approche rend aussi beaucoup plus facile pour les organes locaux de justifier les charges financières, à couvrir à l'aide des fonds d'apport collectif, des recettes et de l'épargne des membres. L'Etat et le budget central n'interviendront que de façon subsidiaire et dans les cas où le fardeau excède nettement la capacité financière des collectivités locales.

## LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE EN AMERIQUE LATINE

La structure de l'évolution agricole en Amérique latine présente des facettes contradictoires. L'accroissement de la production alimentaire contraste avec la faim et la malnutrition dont souffre une grande partie de la population, l'élévation des revenus agricoles avec l'extension du paupérisme rural, les progrès dans l'application d'une technologie moderne avec la persistance de formes primitives d'agriculture. Cet état de choses reflète la façon particulière dont l'agriculture s'est modernisée, sous l'emprise croissante des forces du marché et des entreprises modernes dans une partie relativement modeste du secteur.

Ces problèmes ont été évoqués lors de la Réunion technique CEPAL/FAO sur le développement social des zones rurales en Amérique latine, tenue à Montevideo (Uruguay) du 9 au 11 août 1978. Le bref exposé qui va suivre est essentiellement fondé sur une partie de la documentation préparée pour cette réunion 1/, ainsi que sur ses conclusions 2/.

Etant donné la diversité des situations en Amérique latine, une grande part de généralisation est inévitable. Il sera surtout question ici des éléments communs aux pays qui ont connu ces derniers temps une accélération du rythme de croissance de l'agriculture commerciale. Il a fallu omettre les données détaillées qui auraient eu plus de pertinence pour chacun des pays pris isolément.

### PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

La production agricole s'est accrue au rythme nullement négligeable de 3,2 pour cent par an entre 1950 et 1975. Les structures de la production ont en outre fait preuve d'une souplesse considérable, notamment dans le cas de certains produits d'exportation. Les entreprises de production agricole ont établi des liens plus étroits avec les agro-industries et les sociétés internationales de marketing.

La demande intérieure de produits agricoles a marqué une rapide expansion. Comme elle émane pour plus des deux tiers des zones urbaines, la croissance accélérée de la population citadine et des revenus non agricoles ayant été déterminante à cet égard.

La lenteur des progrès des exportations agricoles et la part déclinante de l'Amérique latine dans le commerce mondial des produits agricoles tiennent surtout à des circonstances extérieures qui échappent au contrôle des pays producteurs. Ces circonstances semblent résulter davantage des politiques protectionnistes pratiquées dans les pays importateurs, et de la récession économique mondiale que d'insuffisances de la production latino-américaine. La concentration sur un assez petit nombre de produits et de marchés, principale caractéristique des exportations agricoles latino-américaines, dépend aussi des facteurs institutionnels et historiques régissant les relations commerciales de la région avec le reste du monde. De plus, bien que le manque de dynamisme des marchés extérieurs ait eu de graves conséquences, il n'a eu que des effets limités sur l'essor agricole, puisque la demande extérieure occupe une petite place dans la demande globale de la plupart des produits agricoles.

Les importations agricoles ont augmenté, mais dans des limites qui sont généralement restées raisonnables. Le blé a représenté environ 40 pour cent du total, la production de cette céréale étant soumise à diverses contraintes d'ordre écologique et autre dans maintes parties de la région.

1/ Rural social development in Latin America, ECLA/FAO/78/2, Santiago, 1978

2/ Report of the ECLA/FAO Technical Meeting on Rural Social Development in Latin America, Montevideo (Uruguay), 9-11 août 1978, LARC/78/2-Sup.2, août 1978.

Tableau 2-18 : Indicateurs de la modernisation de l'agriculture en Amérique latine et dans certains pays de la région

	Moyenne 1948-52	Moyenne 1961-65	1970	1974	1975	1976	1948-52 à 1976	1961-65 à 1976	Variation annuelle 1970 à 1976
..... Milliers de tonnes .....									
<b>CONSOMMATION D'ENGRAIS</b>									
..... Milliers .....									
Argentine	15	24	87	71	55	72	10	9	- 3
Brésil	35	224	961	1 716	1 791	2 371	30	20	7
Chili	30	95	148	158	94	116	9	2	- 4
Colombie	13	121	144	249	214	247	20	6	9
Mexique	21	260	593	922	1 158	1 165	29	12	12
Pérou	63	94	84	142	104	129	5	3	5
..... Milliers .....									
<b>NOMBRE DE TRACTEURS</b>									
..... Milliers d'hectares .....									
SUPERFICIE <u>IRRIGUÉE</u>	6 900	9 961	11 060	11 879	12 185	12 874	20	12	10
Argentine	1 000	1 587	1 700	1 780	1 800	1 820	4	1	1
Brésil	132	546	796	990	950	980	13	5	4
Chili	1 000	1 084	1 180	1 238	1 260	1 280	2	1	1
Colombie	78	231	250	270	280	285	8	2	1
Mexique	2 504	3 700	3 950	4 340	4 479	4 816	4	2	3
Pérou	900	1 041	1 106	1 120	1 130	1 150	2	1	1

L'agriculture latino-américaine a connu une évolution technologique rapide. C'est ainsi qu'au cours des 25 dernières années la consommation d'engrais s'est multipliée presque par 20, le nombre des tracteurs par 7 et la superficie irriguée par 2 (tableau 2-18). Dans le même temps, l'effectif de la main-d'œuvre agricole n'a augmenté que de 50 pour cent et la superficie récoltée de 70 pour cent. Bien que l'augmentation de la production continue de reposer principalement sur l'extension des superficies cultivées, celles-ci n'ont progressé annuellement que de 1,9 pour cent durant la présente décennie, contre 2,7 pour cent pendant les années cinquante. Entre 1950 et 1974, les rendements moyens des cultures à l'hectare se sont accrus de 1,2 pour cent par an (et de 1,8 pour cent si l'on exclut le Brésil). La productivité de la main-d'œuvre s'est aussi améliorée de façon appréciable, comme l'indique l'augmentation de plus de 2 pour cent par un du PIB réel par habitant dans l'agriculture.

Autre changement important, la formation d'un sous-secteur constitué par des entreprises agricoles commerciales modernes. Ces entreprises ne sont pas nouvelles, en particulier dans la branche exportations, mais leur considérable expansion récente a revêtu un caractère différent: intensification de la production agricole et orientation accrue vers le marché intérieur.

A côté de ces développements généralement positifs, il subsiste bien des aspects négatifs. Les conditions de vie de la majorité des ruraux, fondamentalement tributaires de l'agriculture, demeurent médiocres et précaires. Le paupérisme rural a continué de gagner du terrain, malgré l'augmentation substantielle du PIB par habitant dans le secteur agricole.

Le quart au moins de la main-d'œuvre rurale est sans emploi dans maints pays. La pauvreté, le chômage et le sous-emploi ont provoqué un rapide exode vers les zones urbaines, mais les secteurs non agricoles n'ont pas été en mesure d'absorber cette main-d'œuvre en grande partie non qualifiée et des "ceintures de misère" ont surgi autour des grands centres urbains. Entre 1950 et 1976, plus de 40 millions de personnes ont émigré vers les villes. Cela représente près de la moitié de l'accroissement naturel de la population rurale. Le nombre des migrants est passé de moins de 1 million par an au début des années cinquante à environ 2 millions dans les années récentes; il semble cependant que cette vague d'exode soit maintenant en passe de décroître.

Les niveaux nutritionnels sont loin d'avoir progressé autant qu'il aurait fallu. Il ressort de la quatrième Enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation qu'en Amérique latine environ 46 millions de personnes, soit environ 16 pour cent de l'effectif démographique total, ont été gravement sous-alimentées en 1972-74 - et cette estimation paraît prudente. Entre 1961-63 et 1972-74, la ration énergétique ne s'est accrue que de 0,5 pour cent par an et par personne en Amérique latine, tandis que le revenu par habitant augmentait de 3,2 pour cent. Si le supplément de revenu avait été mieux réparti, la consommation alimentaire se serait davantage améliorée.

Le problème de la surexploitation et de la sous-exploitation des terres, traditionnellement associé au complexe *latifundia-minifundia*, ne semble pas s'être sensiblement modifié. Bien souvent, les superficies accrues confirment d'être utilisées bien en deçà de leur capacité. En outre de nouvelles terres ont été ouvertes à l'agriculture sans qu'on tienne dûment compte des conséquences écologiques. Ainsi le progrès technologique et l'évolution vers une agriculture commerciale ont peut-être en fait contribué à la dégradation des ressources naturelles.

Sauf dans les pays où ont été mises en oeuvre des politiques cohérentes de réforme agraire, le régime foncier traditionnel et la concentration de la propriété terrienne continuent d'exercer une forte influence. Cela est vrai en particulier là où l'agriculture constitue la principale activité économique, et là où le retard technologique fait de la terre le facteur de production dominant.

#### CARACTERE ET EFFETS DE LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Rien ne prouve cependant que la persistance des structures traditionnelles ait fait obstacle au progrès technologique et à l'expansion de la production. Les structures agraires ont connu certaines transformations significatives, même dans les pays qui n'ont pas entrepris de véritable réforme. Malgré l'influence évidente qu'elle exerce sur de nombreux facteurs, la persistance des modes traditionnels de tenure et d'utilisation des terres ne suffit pas à elle seule à expliquer les contradictions dans la structure de l'évolution agricole en Amérique latine. Il faut sans doute voir l'origine de ces contradictions dans la façon dont s'est déroulé le processus de modernisation de l'agriculture.

Le tableau 2-18 fait déjà ressortir un aspect fondamental de ce processus. Le progrès technologique, qui est une des clés de la modernisation agricole, a été circonscrit à des zones géographiques bien précises. En 1976, le Brésil et le Mexique ont à eux seuls compté pour plus des deux tiers dans la consommation d'engrais de la région. Près des trois quarts de l'effectif total des tracteurs agricoles appartenaient à l'Argentine, au Brésil et au Mexique. Plus important encore apparaît le fait que, dans ces pays et dans d'autres, une très faible proportion des exploitations seulement se sont converties aux techniques modernes.

L'une des principales caractéristiques de la transformation de l'agriculture en Amérique latine est la concomitance de deux phénomènes qui sont, l'un, l'expansion du sous-secteur moderne et, l'autre, la stagnation du sous-secteur traditionnel. En ce sens, les problèmes évoqués précédemment semblent être la conséquence du processus de transformation lui-même, plus que de la persistance de formes de production traditionnelles. Le sous-secteur moderne a pris son essor grâce à la formation d'un petit groupe d'entreprises qui ont tiré parti de l'évolution technologique et établi des liens plus étroits avec les autres branches de l'économie. Par le passé, la production agricole destinée au marché était le fait d'un système basé sur l'utilisation extensive des terres et le contrôle institutionnel de la main-d'œuvre; en fait son succès reposait avant tout sur la disponibilité de main-d'œuvre. Ce système, dont l'hacienda et le complexe latifundia-microfundia offrent les exemples les plus typiques, constituait en soi une sorte d'agriculture "traditionnelle", en dépit de sa nature purement mercantile. Cette agriculture "traditionnelle" se caractérisait par une très faible productivité des terres (et généralement aussi de la main-d'œuvre), en même temps que par l'existence d'une force de travail excédentaire très importante, résultant de la concentration de la propriété et qui allait se développant avec l'accélération de la croissance démographique. Cet excédent de main-d'œuvre était précisément ce qui permettait de concilier la faible productivité avec les prix relativement bas pratiqués sur les marchés intérieurs et extérieurs, sans compromettre la rentabilité des autres facteurs de production.

Un certain nombre d'éléments devaient cependant provoquer une crise dans ce système traditionnel extensif de production: évolution des marchés intérieurs et extérieurs, incorporation de zones nouvelles et souvent moins productives, innovations techniques et importance croissante de l'économie urbaine-industrielle, entraînent un certain nombre de changements socio-politiques.

Parmi les voies qui s'ouvraient pour faire face à la situation nouvelle, c'est le modèle de "modernisation" qui a prévalu. Il s'agissait essentiellement d'intensifier la production dans les zones les plus productives. Toutefois, la transposition de ce modèle nouveau dans un cadre traditionnel devait provoquer de graves distorsions à l'intérieur du secteur agricole et dans les relations entre celui-ci et le reste de l'économie. Une autre solution aurait consisté en de profondes réformes structurelles intéressant à la fois l'agriculture et l'appareil économique dans son ensemble.

Des politiques gouvernementales en matière d'affectation des crédits ont favorisé les projets de modernisation et les groupes d'opérateurs antreprenants. Ainsi, l'expansion de la production et les applications de la technologie moderne ont eu tendance à se circonscrire à un nombre relativement restreint d'exploitations grandes ou moyennes occupant les meilleures terres. De façon générale, ces exploitations sont les bénéficiaires directs d'une grande partie des investissements publics consacrés à l'infrastructure, ainsi que des stimulants offerts sous forme de crédit, de prix rémunérateurs, de marchés protégés et de services de vulgarisation.

Le sous-secteur moderne est économiquement et matériellement beaucoup plus productif que le secteur traditionnel. Par conséquent, à mesure qu'il s'élargit, le premier voit croître considérablement sa participation à la production et au revenu d'ensemble. Tout porte à croire que le secteur moderne a eu à son actif la majeure partie de l'augmentation globale de la production agricole réalisée ces dernières années. Ce fait est particulièrement évident au Mexique, où moins de 4 pour cent du total des unités de production, occupant surtout les zones irriguées du nord et du Pacifique nord, ont contribué pour plus de 80 pour cent à l'accroissement de la production dans la période 1950-1960.

L'expansion de l'agriculture commerciale ne suppose pas nécessairement l'adoption de méthodes de production intensives. Cela dépend de la nature des facteurs de production disponibles, comme on peut le voir en comparant le cas du Brésil et celui du Mexique. Au Mexique, la possibilité de réaliser une utilisation optimale des meilleures terres en recourant à l'irrigation a stimulé le développement d'un type moderne d'exploitation intensive du style "révolution verte". Au Brésil, en revanche, l'abondance des terres et la possibilité de faire entrer dans les circuits productifs des zones nouvelles présentant une grande fertilité naturelle ont permis la coexistence de deux types d'exploitation moderne: une version intensive dans les zones plus anciennes comme São Paulo, où la frontière agricole est pratiquement stabilisée; et une version extensive, ayant généralement pour cadre les zones périphériques très fertiles (centre-ouest principalement), où la mécanisation remplace le travail humain, encore qu'une main-d'œuvre importante soit souvent indispensable dans la phase initiale d'expansion pour des tâches comme le défrichement.

L'augmentation de la demande commerciale surtout urbaine favorise le sous-secteur agricole moderne, mieux équipé pour la satisfaire. En même temps le sous-secteur traditionnel subit la concurrence de plus en plus vive des sources modernes d'approvisionnement lorsqu'il s'agit de répondre à la croissance - aussi lente soit-elle - de la demande dans les zones rurales.

La modernisation s'inscrit nécessairement dans un ensemble de conditions politiques qui tendent à garantir la stabilité des institutions et à éliminer les obstacles à la fluidité des opérations commerciales. Les entrepreneurs agricoles puissants concluent des ententes de divers types avec les groupements financiers, les organismes de stockage, les agro-industries et les centres pourvoyeurs de technologie moderne. En outre la modernisation exige un marché foncier soumis au plus petit nombre possible de contraintes.

Le sous-secteur moderne bénéficie d'une beaucoup plus grande disponibilité de biens d'équipement, d'inputs technologiques et souvent de terres de meilleure qualité. Il emploie en général bien moins de main-d'œuvre que ne le fait le secteur traditionnel pour un même niveau de production. Son expansion a entraîné l'accélération de l'exode rural; l'augmentation du nombre et du pourcentage des salariés dans l'effectif agricole; l'élargissement de l'agriculture de subsistance, qu'il s'agisse de la composante humaine, du nombre des unités de production ou parfois même de la superficie.

On constate une tendance croissante à adopter des formes de recrutement et de rémunération de la main-d'œuvre qui excluent pratiquement tous les "temps morts". D'où la proportion montante des travailleurs à temps partiel dans l'effectif total: Pour les employeurs cela représente une réduction sensible des coûts de main-d'œuvre 1/ en même temps que la possibilité de transférer aux couches salariées et aux petits exploitants une partie des dépenses d'entretien de la main-d'œuvre agricole.

Un autre facteur est constitué par l'emploi de la main-d'œuvre excédentaire pour la formation du capital, sur la base du contrôle de la propriété foncière. Il intervient surtout dans les zones marquant les confins du domaine agricole, vers lesquelles reflue une partie de la population rurale déplacée par suite de la petite agriculture et de la consoli-

1/ Bien qu'il y ait eu dans quelques cas une légère tendance à relever les salaires nominaux de cette catégorie de travailleurs, les employeurs bénéficient d'une autre source d'économies en échappant aux versements de sécurité sociale, d'ordinaire obligatoires pour les personnes employées à titre permanent.

dation du sous secteur moderne dans les régions déjà incorporées. Ce mode de formation du capital n'entraîne pratiquement aucun frais pour les employeurs, puisqu'il est basé sur l'octroi aux sans terre de droits de culture (normalement pour la subsistance familiale) en échange de quoi les intéressés assurent les activités nécessaires.

L'abaissement du revenu des travailleurs agricoles ne modifie pas les rapports de coût en faveur du sous-secteur traditionnel, pas plus qu'il ne restreint l'usage des techniques nouvelles dans le sous-secteur moderne, comme on pourrait peut-être s'y attendre. Cela vient à la fois de ce que la productivité par travailleur n'est pas la même dans les deux sous-secteurs, et de ce que le coût de l'adoption des techniques modernes est allégé par des facilités de crédit et d'autres manières. Cette réduction délibérée du coût de l'adoption des techniques modernes limite la capacité de concurrence du sous-secteur traditionnel en même temps qu'elle diminue les possibilités de développer l'emploi en agriculture et d'améliorer la distribution du revenu.

Cette forme d'articulation entre les deux sous-secteurs s'accompagne parfois d'un certain degré de spécialisation des productions. Le sous-secteur traditionnel, spécialement à l'échelon paysan, est orienté vers les spéculations les moins profitables, en général celles qui correspondent à la consommation de masse et à une demande moins dynamique, et qui en outre font l'objet de prix contrôlés pour des raisons de politique économique. Cela contribue dans bien des cas à l'appauvrissement progressif des exploitants, qui n'ont aucune autre possibilité de production.

#### VERS UN MEILLEUR SCHEMA DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

L'exposé qui précède conduit à certaines conclusions provisoires.

Tout d'abord, il ne semble pas que les difficultés rencontrées par le système agricole latino-américain pour atteindre des niveaux de production plus élevés et résoudre les problèmes de nutrition et d'emploi puissent être attribuées à un quelconque manque de ressources naturelles et humaines ou de capacité technique de la part des agriculteurs. Si l'on fait abstraction d'un petit nombre de pays, de denrées ou de situations contingentes, la production agricole paraît avoir répondu à la demande commerciale effective.

C'est le fonctionnement général du système, et spécialement l'expansion du sous-secteur moderne et la stagnation simultanée du sous-secteur traditionnel, qui peuvent expliquer ce qui s'est produit. Aussi les efforts tendant à corriger ou à améliorer tel ou tel aspect particulier de la situation générale ont-ils des effets limités, sans conséquence sur les mécanismes d'ensemble.

En second lieu il apparaît improbable que le développement futur du présent système agricole et notamment de son sous-secteur moderne puisse atténuer ses contradictions internes. Au contraire, d'après la performance observée jusqu'à maintenant, ces problèmes risquent même de s'aggraver. Il apparaît donc nécessaire, dans le cadre des prises de décisions économiques et des allocations de ressources, d'agir délibérément pour limiter les déséquilibres socio-économiques engendrés par l'expansion du sous-secteur moderne et pour faire en sorte que les bénéfices du progrès technique atteignent aussi les petits exploitants et les cultivateurs sans terre.

En troisième lieu, il est clair qu'à la longue le développement passera nécessairement par la transformation de l'agriculture traditionnelle. La tâche qui reste à accomplir consiste à rendre possible le passage de l'agriculture traditionnelle à une forme plus moderne, favorisant une meilleure utilisation du potentiel productif et un relèvement général des conditions de vie. Il faudrait pour cela modifier les principales caractéristiques du modèle de modernisation. La profondeur et la portée des remaniements dépendent du contexte institutionnel propre à chaque pays et de ses options politiques. En tout état de cause, une action planifiée tendant à transformer le secteur traditionnel devrait englober un certain nombre de domaines essentiels qui sont évoqués ci-dessous.

Le premier est la réforme agraire. Il est paradoxal de constater qu'alors que la grande majorité de la population rurale manque de terres à cultiver, l'Amérique latine possède en abondance des superficies agricoles inexploitées. Même si l'on exclut les travailleurs employés de façon permanente dans le sous-secteur moderne, il ressort des données disponibles que dans la plupart des pays la proportion de la population agricole qui n'a pas - ou très insuffisamment - accès à la terre atteint 60 et parfois même 80 pour cent. L'importance de ce facteur tient au fait que la propriété de la terre est déterminante pour la distribution finale du revenu engendré par l'activité agricole. De plus, ne pas avoir assez de terre signifie bien souvent ne pas avoir suffisamment accès aux marchés ni aux services de soutien comme le crédit et la vulgarisation. Ceci place le sous-secteur traditionnel, et particulièrement les petits exploitants, dans une position extrêmement vulnérable face à la concurrence.

Ceci étant, tout effort réel de transformation méthodique du sous-secteur traditionnel presuppose la mise en place de nouvelles formes d'entreprise qui permettent à un plus grand nombre d'opérateurs d'avoir leur part des bénéfices dérivant d'une activité productive, et qui rendent possible une distribution plus équitable du revenu. L'existence de telles entreprises faciliterait en outre l'obtention des services de soutien et des ressources non agricoles indispensables à leur développement. D'une manière générale, la réforme comporterait au minimum trois aspects essentiels: accès plus large aux ressources en terres et en eaux, sans lesquelles il serait difficile dans certains pays de trouver une solution aux problèmes de production, d'emploi et de revenu dans le sous-secteur traditionnel; organisation des entreprises de production agricole sur la base d'une participation sociale (entreprises associatives) favorisant la création d'unités économiquement viables et l'accumulation sociale du capital; enfin organisation de services de soutien appropriés, notamment services de vulgarisation, de crédit et de commercialisation.

L'introduction de la technologie moderne peut être hautement profitable au niveau privé, mais elle présente souvent des aspects négatifs au niveau de la société. Il y a souvent eu en Amérique latine une application précipitée des innovations techniques conçues et mises au point ailleurs, particulièrement pour ce qui est de la mécanisation.

Il apparaît donc nécessaire d'adopter des critères plus sélectifs en matière d'introduction de techniques avancées. Mais surtout l'Amérique latine devrait développer sa propre technologie à l'usage des masses paysannes. L'expérience de certains pays asiatiques donne à penser qu'il existe d'autres moyens d'assurer une transition plus raisonnée vers un secteur agricole productif ayant de moins en moins besoin de main-d'œuvre.

Il faut aussi noter l'importance capitale qui s'attache à orienter la recherche agricole vers les conditions écologiques des zones "traditionnelles". Rappelons par exemple que l'on ne dispose pas encore d'une base technologique suffisante pour moderniser les zones andines, tropicales, arides et semi-arides où l'irrigation ne serait pas rentable.

Une transformation plus rationnelle du secteur agricole exigerait l'adoption de nouveaux critères pour l'affectation des ressources gouvernementales.

En particulier, la nouvelle répartition des ressources devrait privilégier les programmes de développement rural tendant à une expansion des infrastructures existantes ainsi que des dispositifs techniques et institutionnels du sous-secteur traditionnel. De tels programmes sont devenus courants dans la région ces dernières années, mais il est indispensable de les réaliser massivement pour éviter que le paupérisme rural ne continue de se répandre. La validité et le succès de ces programmes dépendront beaucoup de l'introduction simultanée des autres mesures prioritaires indiquées plus haut.

Dans le secteur agricole, les programmes de réforme et de développement rural ainsi que les politiques proposées de réaffectation des ressources auraient un effet positif sur les niveaux nutritionnels. Des politiques analogues en faveur des couches pauvres pourraient être appliquées aux secteurs non agricoles. Dans les deux cas, la mise en œuvre de politiques et programmes alimentaires et nutritionnels nationaux pour les groupes à faible revenu et autres groupes vulnérables seraient de bien utiles mesures complémentaires.

### QUELQUES ASPECTS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU PROCHE-ORIENT

Ainsi qu'il est dit au Chapitre I, la production alimentaire et agricole a augmenté plus vite au Proche-Orient que dans toute autre région en développement durant les années soixante-dix. Cette bonne performance dissimule cependant un certain nombre de facteurs insatisfaisants. Les progrès de la production n'ont pas été constants et, dans certains pays spécialement des fluctuations importantes ont été enregistrées d'une année sur l'autre en raison surtout des conditions atmosphériques, et les récentes invasions de criquet pèlerin font encore mieux apparaître la vulnérabilité de la production dans la région. Malgré l'essor rapide de la production, le Proche-Orient est devenu plus tributaire des importations de denrées vivrières. En outre, dans cette région riche en pétrole, le nombre des sous-alimentés, s'il a légèrement diminué, représentait encore environ 16 pour cent de la population totale en 1972-74.

#### INSTABILITE DE LA PRODUCTION

Au plan régional, la production alimentaire a diminué de 5 pour cent en 1973 et encore de 2 pour cent en 1977. Le premier recul a coïncidé avec des pénuries alimentaires mondiales, de sorte que même les pays exportateurs de pétrole ont eu du mal à importer ce qui leur était nécessaire.

Au plan national, les fluctuations annuelles de la production sont évidemment plus fréquentes et encore plus amples. Il ressort du tableau 2-19 qu'en 1971-77 les variations annuelles de la production vivrière ont été particulièrement marquées en Irak, en Jordanie, en Libye, en Arabie Saoudite et en Syrie.

Cette instabilité affecte spécialement les céréales, qui occupent la moitié environ des terres cultivables dans la région et assurent plus de 60 pour cent des apports énergétiques. Le tableau 2-20 donne une idée de l'instabilité de la production céréalière dans certains pays de la région. En Egypte, où la superficie irriguée est importante, l'indice d'instabilité est faible. A l'autre extrême, dans les pays comme la Jordanie, où la production provient dans sa quasi-totalité de zones irriguées, l'indice est beaucoup plus élevé.

Tableau 2-19. Variations annuelles de la production alimentaire dans certains pays du Proche-Orient

	1970 à 1971	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977
Afghanistan	-8	14	8	2	2	5	-2
Egypte	4	1	1	1	3	1	1
Iran	-1	12	4	5	4	6	-3
Irak	1	30	-27	-2	-11	23	-11
Jordanie	39	10	-35	77	-38	5	-13
Koweït	-3	2	4	4	2	-	2
Liban	12	8	-8	11	-13	-3	2
Libye	15	48	1	4	18	10	-8
Arabie Saoudite	-6	-22	10	30	7	-11	7
Soudan	4	3	3	13	4	-4	3
Syrie	7	51	-40	77	6	17	-8
Turquie	5	2	-7	10	9	6	-2
Rép. arabe du Yémen	35	2	-1	-9	18	-7	-2

Tableau 2-20 - Indice d'instabilité 1/ de la production céréalière dans certains pays du Proche-Orient

	<u>1961-65 à 1970</u>	<u>1970-77</u>
Afghanistan	5	5
Chypre	21	57
Egypte	5	2
Iran	10	5
Irak	14	24
Jordanie	33	63
Liban	16	18
Libye	23	28
Arabie Saoudite	4	39
Soudan	25	7
Syrie	25	37
Turquie	4	10
R.A du Yémen	7	10
R.P.D. du Yémen	8	6

1/ Calculé selon la formule suivante:

$$\frac{\sum (x_i - \bar{x})^2}{n - 1}, \text{ où } x_i = \left( \frac{x_t + 1}{x_t} \right) - k, \left( \frac{x_t + 2}{x_t} \right) - k, \dots, \frac{x_{tn}}{x_{tn-1}} - k,$$

où  $k$  est le taux de naissance de  $x_t, x_t + 1, \dots, x_{tn}$ ;  $x_t$  = production 1961-65,  $x_{tn}$  = production 1972.

L'indice d'instabilité a été sensiblement plus élevé pendant les années soixante-dix que pendant les années soixante à Chypre, en Irak, en Jordanie, en Arabie Saoudite et en Syrie. Au Soudan, il a été bien inférieur, mais il n'a que peu bougé dans les autres pays. Bien que ces changements aient surtout tenu à des différences dans les conditions atmosphériques, ils ont aussi été dus à des facteurs comme les modifications intervenues dans les plans et pratiques de culture. Ainsi, il se peut que la plantation de grands peuplements non différenciés d'une seule variété améliorée ait accru l'incidence des ennemis et maladies des cultures. De même, l'extension de l'agriculture à des zones marginales a sans doute accentué l'instabilité de la production. En revanche, il est probable qu'une expansion majeure de la superficie irriguée, comme cela s'est en fait passé au Soudan, aura eu pour effet d'atténuer l'instabilité de la production.

#### DEGRE DE DEPENDANCE A L'EGARD DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES

Malgré l'essor rapide de la production vivrière, la région a vu croître sa dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires. Dans la période 1975-77, les coefficients d'autosuffisance (SSR) pour les céréales sont allés de zéro dans des pays exportateurs de pétrole comme Bahreïn, le Koweït et Qatar à 103 en Turquie (tableau 2-21). Dix pays ont importé plus de la moitié de leur approvisionnement céréalier. Entre 1961-65 et 1975-77, le SSR a diminué dans douze pays et progressé dans deux seulement (Afghanistan et Turquie) en ce qui concerne les céréales. A condition que les marchés mondiaux puissent aisément satisfaire leur demande, les pays riches exportateurs de pétrole peuvent s'accommoder d'un taux d'autosuffisance bas et même déclinant. Toutefois le SSR a également reculé sensiblement pour les céréales dans des pays non exportateurs de pétrole comme Chypre, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen, où cela pose de toute évidence un problème beaucoup plus grave.

Tableau 2-21. Degré d'autosuffisance en matière de céréales  
dans certains pays du Proche-Orient, 1962-64 et 1973-75

	<u>1961-65</u>	<u>1975-77</u>		<u>1961-65</u>	<u>1975-77</u>
	.....	% .....		.....	% .....
Afghanistan	98	100	Libye	46	35
Bahreïn	-	-	Oman	-	6
Chypre	87	34	Qatar	-	-
Egypte	78	70	Arabie Saoudite	54	24
Iran	94	81	Soudan	98	96
Irak	96	65	Syrie	115	83
Jordanie	57	18	Turquie	97	103
Koweït	-	-	R.A. du Yémen	99	80
Liban	22	9	R.D.P. du Yémen	48	43

Seule la Turquie produisait encore un petit excédent de céréales en 1975-77. L'Afghanistan était à peu près autosuffisant et le Soudan n'en était pas loin. En 1961-65, l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak, la Syrie (avec un excédent exportable) et la République arabe du Yémen figuraient aussi au nombre des pays proches de l'autosuffisance.

#### SITUATION NUTRITIONNELLE

Le Proche-Orient est la seule région en développement où l'on estime que le nombre des personnes sous-alimentées a légèrement diminué: environ 29 millions en 1972-74 contre environ 31 millions en 1969-71. Il n'empêche que quelque 16 pour cent de la population totale étaient encore insuffisamment nourris.

Il ressort du Tableau 2-22 que le nombre estimatif des personnes sous-alimentées a en fait augmenté entre 1969-71 et 1972-74 dans les trois principaux pays agricoles: Egypte, Soudan et Turquie. En Afghanistan et au Soudan, les sous-alimentés représentaient encore 30 pour cent au plus de la population en 1972-74. La sous-alimentation a considérablement reculé en Iran et en Libye et, dans une moindre mesure, dans les autres pays riches en pétrole que sont l'Irak et l'Arabie Saoudite. Pourtant en 1972-74 on comptait encore environ 7 millions de "dénutris" dans ces quatre pays, où ils représentaient une proportion de la population allant de 7 pour cent en Libye à 15 pour cent en Iran.

La hausse des revenus provenant des exportations de pétrole a surtout fait sentir ses effets sur les disponibilités moyennes de calories par habitant au niveau national. Le Tableau 2-23 indique qu'entre 1969-71 et 1974-76 les disponibilités de calories par habitant se sont très sensiblement améliorées en Iran, et plus modérément en Irak et en Arabie Saoudite. La mesure dans laquelle aura été réduit en 1974-76 le grand nombre de sous-alimentés dans ces pays en 1972-74, dépendra de la plus ou moins bonne répartition des augmentations dans le revenu par habitant.

Tableau 2-22. Nombre de personnes sous-alimentées dans certains pays du Proche-Orient,  
1969-71 et 1972-74

	<u>Nombre</u>		<u>Proportion de la population</u>	
	<u>1969-71</u>	<u>1972-74</u>	<u>1969-71</u>	<u>1972-74</u>
	.... millions ....	.....	..... % .....	..... % .....
Afghanistan	7,3	6,8	43	37
Egypte	2,3	2,9	7	8
Iran	6,5	4,6	23	15
Irak	1,6	1,4	17	14
Libye	0,3	0,1	13	7
Arabie Saoudite	1,1	1,0	14	12
Soudan	4,7	5,2	30	30
Syrie	0,8	0,7	12	10
Turquie	2,5	2,7	7	7

Source: FAO, Quatrième enquête mondiale sur l'alimentation, Rome, 1977, p. 133-134.

La Syrie et la République arabe du Yémen sont également parvenues à accroître beaucoup leurs disponibilités caloriques par habitant entre 1969-71 et 1974-76. De petits accroissements ont également été enregistrés dans chacun des autres pays figurant au tableau, à l'exception de la Jordanie et de la République démocratique populaire du Yémen. En Afghanistan, ces disponibilités sont restées d'environ 20 pour cent inférieures aux besoins nutritionnels en 1974-76. De tous les pays énumérés dans le tableau, ce n'est qu'en Turquie où ces disponibilités ont été supérieures de plus de 10 pour cent aux besoins.

Tableau 2-23 Disponibilités de calories par habitant comparées aux besoins nutritionnels dans certains pays du Proche-Orient, 1969-71 et 1974-76

	<u>1969-71</u>	<u>1972-74</u>	<u>1974-76 1/</u>
	.....	% des besoins .....	.....
Afghanistan	81	82	82
Egypte	104	103	107
Iran	97	110	126
Irak	91	95	97
Jordanie	93	89	86
Liban	100	102	101
Arabie Saoudite	89	93	98
Soudan	92	89	93
Syrie	98	101	104
Turquie	112	113	115
Rép. arabe du Yémen	81	87	89
Yémen démocratique	89	85	79

Source: FAO, Estimations révisées de la FAO

1/ Données préliminaires

### PRINCIPALES EXIGENCES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Plusieurs mesures devront être appliquées si l'on veut améliorer la sécurité alimentaire au Proche-Orient. Tout particulièrement importante est la nécessité d'une action appropriée notamment une croissance plus soutenue de la production de céréales et autres denrées alimentaires. Il faut réduire l'instabilité de la production d'une année sur l'autre en développant davantage l'irrigation, en mettant au point et en utilisant des variétés de cultures moins sensibles aux fluctuations atmosphériques, ainsi qu'aux ravageurs et aux maladies et en limitant dans toute la mesure du possible la production végétale aux zones écologiques qui s'y prêtent le mieux. Les couches les plus pauvres de la population ne connaîtront jamais la sécurité alimentaire, même dans les années de bonne récolte, si la distribution de revenu de devient pas plus équitable. Des stocks de réserve doivent être constitués et les moyens nécessaires mis en place pour les loger. Des structures améliorées du commerce international pourraient contribuer à la sécurité alimentaire collective de la région. En dehors du commerce, de nombreuses possibilités s'offrent à la coopération intrarégionale de favoriser une plus grande sécurité alimentaire au Proche-Orient.

Les paragraphes ci-après font le point de la situation actuelle en ce qui concerne les politiques nationales de stockage de céréales et la capacité d'entreposage des divers pays. On examine ensuite les aspects commerciaux de la sécurité alimentaire, puis on récapitule un certain nombre de domaines dans lesquels une action collective et autodépendante dans la région pourrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire.

#### Politiques nationales de stockage de céréales

On trouvera résumées ci-après, sur la base des réponses adressées par les gouvernements au questionnaire de la FAO, les politiques nationales de stockage de céréales et la capacité des différents pays de la région.

Afghanistan: Une réserve nationale de sécurité alimentaire, à concurrence de 300 000 tonnes de céréales, est à l'étude. En 1973, la capacité d'entreposage sous contrôle gouvernemental était de 280 000 tonnes.

Chypre: L'aide de la FAO a été sollicitée pour l'élaboration d'une politique bien nette dans le but de constituer des réserves pour quatre mois de consommation de blé et deux mois de céréales fourragères. La capacité d'entreposage est de 83 000 tonnes et on projette une capacité d'ensilage supplémentaire de 30 000 tonnes d'ici 1980.

Egypte: Le pays a pour politique générale de maintenir un stock pour trois mois de produits essentiels, notamment de céréales. La capacité de stockage actuelle est de 1,2 million de tonnes (1 million de tonnes en "shuna", 106 000 tonnes en silos et 95 000 tonnes en entrepôts. On projette une capacité supplémentaire de 200 000 tonnes d'ici 1982 et de 50 000 tonnes d'ici 1983.

Iran: Ce pays a pour politique déclarée d'entreposer de 200 à 300 000 tonnes de riz. La capacité d'entreposage officielle pour le blé était de 750 000 tonnes en 1975 et on envisageait de porter la capacité totale à 2 millions de tonnes en 1978.

Irak: Il existe une politique de stockage du riz qui vise à constituer un stock de crise équivalant à trois mois de consommation. On projette de porter la capacité de stockage de céréales de 400 000 tonnes à 1,3 million de tonnes d'ici 1980. On estime la capacité totale nécessaire à 2 millions de tonnes, soit l'équivalent d'une année de consommation.

Jordanie: Aucune politique n'a encore été élaborée faute d'une capacité de stockage, mais on vise à créer un stock de réserve de blé équivalant à 50 pour cent de la demande intérieure annuelle. On projette une capacité supplémentaire de 60 000 tonnes.

Liban: Une politique est actuellement à l'étude sur la base d'une proposition provisoire visant la constitution d'un stock de 120 000 tonnes de blé (4 mois de consommation). La capacité de stockage est de 205 000 tonnes, dont 105 000 tonnes en silos et 100 000 tonnes en entrepôts.

Libye: Ce pays a pour politique officielle de constituer un stock correspondant aux besoins de six mois de consommation de blé. En 1975, la capacité de stockage était de 100 000 tonnes en silos et de 116 000 tonnes en entrepôts. Une capacité supplémentaire de 110 000 tonnes en silos et de 72 000 tonnes en entrepôts est en cours de construction.

Arabie Saoudite: Le pays élabore actuellement une politique visant à un approvisionnement de six mois de céréales et de trois mois de riz. En 1978, la capacité des silos du gouvernement était de 180 000 tonnes et l'on prévoyait 120 000 tonnes supplémentaires en mars 1979.

Soudan: Ce pays n'a pas de politique clairement définie en ce qui concerne les réserves nationales de sécurité alimentaire. La capacité actuelle de stockage est de 420 000 tonnes, dont 300 000 tonnes relèvent du gouvernement. On projette une capacité supplémentaire de 145 000 tonnes dans les silos du gouvernement d'ici 1981/82 et de 200 000 tonnes dans les entrepôts gouvernementaux d'ici 1982/83.

Syrie: Ce pays a formulé une politique bien arrêtée visant une réserve alimentaire minimum de 110 000 tonnes de céréales. Il projetait de porter la capacité, qui était de 130 000 tonnes en 1975, à un total de 810 000 tonnes d'installations modernes d'entreposage de céréales d'ici la fin de 1978.

Turquie: Il existe une politique bien arrêtée touchant le blé et l'orge. Les objectifs sont de 800 000 tonnes de blé (dont la moitié à fournir par le PAM) et de 15 à 29 pour cent de la consommation de riz. En 1978, les stocks de blé du gouvernement totalisaient 5,4 millions de tonnes, dont 257 000 tonnes au titre du Stock de la réserve nationale et 200 000 tonnes au titre du Stock de crise. La capacité des silos et entrepôts du gouvernement s'élève à 1,8 million de tonnes et on projette une capacité supplémentaire de 1,7 million de tonnes d'ici la fin de 1980.

République arabe du Yémen: Ce pays n'a pas de politique clairement arrêtée, mais il a lancé un projet pour étudier et concevoir un programme de travail. Le Gouvernement dispose d'une capacité de 10 000 tonnes en entrepôts plus 25 000 tonnes dans des locaux en assez mauvais état. Les négociants ont des entrepôts d'une capacité de 50 000 tonnes, tandis que l'entreposage sur les exploitations représente une capacité de 500 000 tonnes (dont 60 pour cent peuvent être utilisés pour l'entreposage à long terme). Le Gouvernement a un projet visant la création d'une capacité de 20 000 tonnes en silos et de 18 000 tonnes en entrepôts d'ici la fin de 1979.

République démocratique populaire du Yémen: Ce pays a formulé une politique bien nette comportant un objectif officiel d'une année d'approvisionnement à titre de stock de roulement et de 4 mois d'approvisionnement à titre de stock de réserve pour toutes les céréales alimentaires, en particulier le blé et le riz. Ces disponibilités équivalent à 96 000 tonnes de stock de roulement et 32 000 tonnes de stock de réserve de blé d'une part et à 55 200 tonnes de stock de roulement et 18 400 tonnes de stock de réserve de riz d'autre part. On s'attend que les stocks atteignent 44 000 tonnes de blé et 26 000 tonnes de riz d'ici la fin de 1978. L'insuffisance de la capacité d'entreposage est l'un des problèmes auxquels se heurte la politique de stockage. Le Gouvernement dispose d'une capacité de 30 000 tonnes en entrepôts.

#### Aspects commerciaux de la sécurité alimentaire

Comme déjà noté, 10 des 18 pays figurant au Tableau 2-21 doivent importer plus de la moitié du volume total de céréales dont ils ont besoin. Six d'entre eux sont exportateurs de pétrole et par conséquent tout à fait en mesure de couvrir le coût de leurs importations céréaliers. Les quatre autres (Chypre, Jordanie, Liban et République démocratique populaire

du Yémen) ont en revanche d'ordinaire les plus grandes peines à se procurer les devises nécessaires. L'Egypte, qui pourtant n'a à couvrir par des importations que 30 pour cent de sa consommation céréalière totale, se trouve dans une situation analogue car elle est très à court de devises. Parmi les pays arabes de la région, un dispositif a donc été esquisse grâce auquel les pays pétroliers plus prospères assument, moyennant divers programmes de prêt et d'assistance, une partie de la charge des importations alimentaires nécessaires à leurs voisins moins pourvus.

Il serait hautement souhaitable de rationaliser les importations régionales de céréales et d'autres produits alimentaires. Il existe semble-t-il diverses possibilités d'accroître la sécurité des approvisionnements en améliorant les pratiques régionales d'importation des denrées alimentaires, en intensifiant les échanges intrarégionaux et en atténuant les risques de crises soudaines des approvisionnements - qu'il s'agisse des volumes ou des prix - par une diversification des sources. Une telle approche, qui presuppose une stratégie agricole régionale coordonnée, devrait aider à atténuer l'insécurité alimentaire résultant des aléas climatiques et politiques, avant même que ne puissent se concrétiser les mesures à plus long terme visant à accroître les disponibilités régionales.

Le commerce des produits agricoles est essentiellement constitué par des transactions bilatérales, sans que l'on s'efforce vraiment d'obtenir par une action concertée les meilleures conditions possibles, soit pour l'importation de denrées alimentaires, soit pour le marketing des exportations. On pourrait améliorer la position de négociation des pays dans les transactions avec les fournisseurs ou clients extérieurs à la région en procédant à des achats collectifs de produits essentiels et en constituant des stocks régionaux ou sous-régionaux. Les achats collectifs réduiraient les frais de gestion, si on formait par exemple des missions conjointes d'achat ou de vente. Il pourrait valoir la peine d'explorer la possibilité de mettre sur pied des organismes mixtes de commercialisation qui tireraient un parti maximum des atouts rares qui constituent le savoir-faire et l'information sur les marchés.

Actuellement, le commerce intrarégional n'a qu'un faible rôle. Les exportations alimentaires se centrent dans une très large mesure sur les marchés des pays développés. Ces derniers fournissent aussi plus de la moitié des disponibilités alimentaires importées, principalement des céréales, des huiles végétales et des produits carnés. Pour ses biens de production agricole, la région dépend encore plus de ce groupe de pays.

Il ressort clairement du tableau 2-24 qu'il n'y a guère de possibilité de réorienter les exportations régionales de manière qu'elles répondent aux besoins d'importations pour les mêmes groupes de produits. Non seulement la région n'est exportatrice nette que de fruits et de légumes, ainsi que de graines oléagineuses et de tourteaux d'oléagineux, mais elle se heurte aussi à d'autres problèmes. La qualité et la composition des différents groupes de produits revêtent une importance particulière. Les exportations d'agrumes, de crevettes et de blé durum, et les importations de fruits de la zone tempérée, de produits halieutiques bon marché et de blés autres que le durum, en sont des exemples. Dans le cas des produits oléagineux, des légumineuses et (dans une moindre mesure) des céréales, d'autres facteurs entrent en jeu, comme les contraintes institutionnelles et les imperfections du marché, héritages du passé dont il reste des mécanismes d'importation qui ne peuvent être remplacés du jour au lendemain.

Une stratégie de diversification des sources d'importations extrarégionales pourrait offrir un autre moyen d'améliorer la sécurité alimentaire au Proche-Orient. Cette diversification aiderait à couper court aux pressions politiques des fournisseurs traditionnels de grands produits alimentaires comme les céréales. Le degré de vulnérabilité dépend de la plus ou moins grande concentration des sources d'approvisionnement, lesquelles peuvent être circonscrites à quelques pays ou organisations commerciales transnationales. Les produits particulièrement exposés sont le blé, le maïs, les graines oléagineuses et huiles végétales, et les matières grasses d'origine animale.

L'une des méthodes de diversification des importations consiste à créer de nouvelles sources d'approvisionnement au moyen d'investissements directs dans d'autres contrées en développement possédant un potentiel sous-exploité du type voulu - par exemple en Afrique au Sud du Sahara. Une autre méthode consiste à répartir les achats aussi largement que possible entre les fournisseurs habituels. L'une et l'autre démarche auraient pour effet d'atténuer le degré de concentration des importations et de privilégier les sources qui comportent les moindres risques politiques.

Tableau 2-24. Exportations et importations brutes de grands produits alimentaires du Proche-Orient, 1975-77

	Exportations	Importations	Solde
.....millions de \$.....			
Céréales	145	2 374	-2 229
Fruits et légumes	508	385	+ 123
Graines et tourteaux oléagineux	225	87	+ 138
Huiles végétales	31	548	- 517
Sucre (raffiné)	33	837	- 804
Viande	21	477	- 456
Produits laitiers	13	617	- 604
Légumineuses	56	77	- 21
Produits à base de poisson	50	76	- 26

A cet égard la place relativement importante qu'occupent dans les importations totales les livraisons obtenues à des conditions de faveur et l'aide alimentaire représenterait un obstacle. Dans des pays comme l'Afghanistan, l'Egypte, la Jordanie et les Yémen, les apports de cette nature servent à couvrir une bonne partie du déficit alimentaire. Pour dépendre moins de quelques sources d'aide alimentaire, les intéressés pourraient faire plus ample usage d'arrangements multilatéraux, avec la participation éventuelle des pays de la région qui possèdent des capitaux excédentaires et les pays en développement exportateurs de céréales.

#### Action collective

Plusieurs possibilités d'action collective en vue d'améliorer la sécurité alimentaire de la région ont déjà été évoquées dans les paragraphes précédents sur le commerce, y compris l'assistance des pays riches aux pays moins nantis pour les aider à combler leurs déficits d'importations alimentaires, la création de nouvelles sources d'approvisionnement grâce à des investissements directs, l'achat et la commercialisation collectifs, ainsi que la constitution de stocks régionaux ou sous-régionaux. Certaines de ces possibilités, jointes à d'autres initiatives collectives dans d'autres domaines touchant à la sécurité alimentaire sont examinées ci-après.

Un exemple majeur d'efforts concertés pour accroître la production dans la région est le Programme fondamental du développement agricole au Soudan (1976-85). Ce pays est en effet considéré comme le grenier potentiel de tout le monde arabe. Cent projets ont été identifiés, correspondant à un investissement total estimatif de 5 000 millions de dollars, tandis qu'a été mis sur pied, pour exécuter le programme, l'Organisme arabe d'investissement et de développement agricole, avec un capital initial de 500 millions de dollars.

Le projet du Canal Jongolei, sur le Haut-Nil, au Soudan, est une entreprise commune du Soudan et de l'Egypte, qui pourrait fournir un surcroît d'eau suffisant pour irriguer plus d'un million d'hectares. On étudie actuellement une proposition visant à créer un organisme englobant tous les pays du Nil. Une coopération analogue pourrait être instaurée pour l'Euphrate (Irak, Syrie et Turquie) et l'Oronte (Liban et Syrie). Des projets en vue de combattre la désertification offrent aussi des occasions d'action collective.

D'immenses possibilités d'entreprises conjointes existent dans des domaines tels que la fabrication d'engrais, de pesticides, de machines agricoles et de vaccins contre les maladies animales, ainsi que dans le domaine du développement de l'industrie des semences. Cette action peut aussi porter sur la création d'autres centres régionaux de recherche et de formation et sur le financement, par les pays riches de la région, d'institutions nationales de crédit agricole dans les pays pauvres.

On n'a encore prêté que peu d'attention à la constitution de stocks de réserve au niveau régional ou sous-régional. Une autre manière de coopérer à l'amélioration de la sécurité alimentaire de la région consisterait, pour les pays riches, à aider les pays pauvres à créer des réserves alimentaires nationales, à la fois en érigeant des installations d'entreposage, de transport et autres ouvrages d'infrastructure et en leur octroyant des crédits pour l'achat de vivres aux fins de stockage.



## TABLEAUX ANNEXES

1.	Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-2
2.	Indices de la production alimentaire	A-10
3.	Indices de la production agricole	A-12
4.	Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-14
5.	Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-22
6.	Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-23
7.	Indices de la valeur des exportations des produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-31
8.	Indices du volume des exportations des produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-34
9.	Indices de la valeur des importations des produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-37
10.	Indices du volume des importations des produits agricoles, halieutiques et forestiers	A-40
11.	Stocks de report de certains produits agricoles	A-43
12.	Variations annuelles des prix à la consommation: tous articles et produits alimentaires	A-44
13.	Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant, par rapport aux besoins nutritionnels dans certains pays et régions en développement	A-46
14.	Principales caractéristiques des plans de développement en cours	A-48

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	.....	MILLIERS DE TONNES	METRIQUES	.....	.....	.....	.....	POURCENT
MONOE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	988871	1181731	1197828	1213824	1317403	1280013	1376420	1335389	1361453	1470262	1466419	2.49
BLE	254576	331423	314601	318634	354396	347392	376890	360344	354583	417747	386648	2.48
RIZ, PADDY	254711	292340	301396	315448	317676	305820	332145	332792	359690	350026	371967	2.51
ORGE	98474	127907	133205	136024	147249	148131	164696	165107	149666	184315	173024	3.65
MAIS	216494	252636	267508	261802	306727	305540	311516	294382	324285	333415	349469	3.34
MILLET ET SORGHO	73829	80305	87249	90191	92726	84532	98980	90442	92979	96947	100466	1.83
TUBERCULES	485500	541875	529580	554891	543642	523615	574073	554557	554009	564315	571462	.65
POMMES DE TERRE	281823	314416	289483	309882	292351	281225	316979	295395	286626	291457	293485	- .49
MANIOC	78335	92988	95134	97050	96939	99396	99694	101705	103732	107497	110652	1.77
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	42251	44510	44640	46210	45164	45473	46241	46872	44387	49769	47395	.76
AGRUMES	25440	33350	36991	37556	40299	42733	45957	48110	50335	49708	51431	4.99
BANANES	23571	30191	31133	31621	32894	33051	33585	34061	33111	34861	35973	1.66
POMMES	20815	24295	26630	27044	26385	24288	28196	26522	29897	29862	27674	1.61
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	28953	33024	33475	35906	37358	36568	40161	39485	42761	40989	45359	3.33
GRAINES DE SOJA	32476	44006	45225	46536	48480	51965	62669	57294	69673	63028	77630	6.34
ARACHIDES NON DECORT.	15871	16115	17080	18404	19158	15990	17025	17479	19431	17829	17371	.63
GRAINES DE TOURNESOL	7349	9923	9891	9934	9796	9614	12089	10993	9413	10154	11791	1.25
GRAINES DE COLZA	4293	5535	5010	6704	8080	6767	7192	7182	8486	7554	7675	4.15
GRAINES DE COTON	20214	21773	21509	22293	23700	25247	25648	26369	23092	23101	26693	1.74
COPRAH	3621	3879	3794	4004	3946	4101	3676	3909	4367	5056	4775	2.56
PALMISTES	1058	997	1043	1182	1216	1192	1172	1339	1369	1514	1551	4.71
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	56775	66674	67643	74177	74949	73288	77877	77375	80858	85663	91078	3.11
CAFE VERT	4419	3895	4284	3888	4638	4565	4135	4723	4576	3634	4302	.31
FEVES DE CACAO	1245	1233	1367	1520	1585	1429	1333	1530	1539	1367	1426	.72
THE	1093	1268	1302	1350	1365	1484	1538	1557	1607	1661	1765	3.69
COTON, FIBRE	10931	11470	11567	11807	12663	13610	13794	13893	12340	12233	14231	1.74
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3362	2839	3738	3583	3344	3983	4552	3756	3806	4112	4330	3.23
SISAL	642	610	648	619	668	672	635	693	606	405	480	- 3.27
TABAC BRUT	4383	4766	4621	4669	4539	4865	4935	5299	5444	5676	5660	2.60
CAOUTCHOUC NATUREL	2185	2694	2990	2950	3042	3027	3445	3426	3311	3594	3609	3.06
VIANOE, TOTAL	83947	99521	101898	106517	110333	113046	114380	120518	122593	126107	129659	2.98
LAIT, TOTAL	357832	398421	397413	400002	402305	412512	419020	426561	430724	438173	452125	1.45
OEUFS, TOTAL	16473	19654	20416	21372	22011	22565	22754	23395	23920	24234	25613	2.53
Laine EN SUINT	2611	2737	2792	2844	2778	2729	2569	2532	2646	2607	2585	- 1.02
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAOIR	7412	9281	9573	10212	10698	10758	10968	10986	11345	11200	11573	2.27
POISSONS MARINS	35640	49217	47778	54428	54189	49350	49556	53010	52107	55334	53410	.90
CRUSTACE MOLLUSQUE CEPHALOP	3957	5055	4873	5109	5238	5528	5561	5608	5977	6480	6832	3.52
MAMMIFERES AQUATIQUES	25	28	31	25	22	17	11	10	11	12	11	-12.29
ANIMAUX AQUATIQUES	72	114	82	164	129	134	195	118	116	124	168	2.92
PLANTES AQUATIQUES	676	921	840	1003	1161	1155	1364	1568	1394	1493	1519	7.05
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	499541	533271	535039	549654	570197	564548	594065	569130	540895	599216	615695	1.25
GRUMES DE FEUILLUS	169902	193645	201939	208945	211098	219928	239651	227804	209012	240409	245815	2.26
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	221490	263694	290911	314210	308553	303589	326428	356644	323562	323130	319709	1.91
BOIS DE CHAUFFAGE	1011663	1050042	1058568	1066211	1079686	1094096	1101844	1126615	1143137	1163993	1165260	1.27
SCIAGES DE CONIFERES	726686	305630	310761	312181	325213	332302	338878	321136	304908	329234	335984	.68
SCIAGES DE FEUILLUS	77678	87416	93215	92500	93984	95564	99036	97294	91613	97803	99309	.96
PANNEAUX A BASE DE BOIS	40264	61399	65514	69338	78059	87192	95564	88202	84462	95150	98721	5.18
PATE DE BOIS POUR PAPIER	69049	92796	99064	102997	103163	109218	115637	120346	106135	116491	118027	2.43
PAPIERS ET CARTONS	86711	115073	123926	128057	129863	138766	148337	151272	132209	148438	151835	2.73
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	109364	132577	133990	128547	148436	148128	150723	159108	146808	142352	153334	1.60
BLE	44565	51841	50145	47763	56704	56073	55432	62866	52961	57227	53551	1.24
RIZ, PADDY	1397	1364	1673	1596	1598	1411	1784	1729	1703	1547	1367	.16
ORGE	27480	37914	39394	36000	42039	44217	45077	47495	45666	42587	51364	2.98
MAIS	14236	19321	21727	23449	25563	25436	28934	26439	27411	24073	29385	3.39
MILLET ET SORGHO	142	373	400	413	446	453	523	497	498	474	653	4.74
TUBERCULES	72458	66901	60263	64092	61234	56419	56535	58535	47533	45041	54467	- 3.29
POMMES DE TERRE	72269	66751	60118	63948	61087	56272	56395	58391	47394	44893	54324	- 3.30

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELES 1968-77
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES .....												
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	2594	2498	2534	2436	2258	2039	1966	2058	1897	1627	1706	- 4.79
AGRUMES	4114	5129	5911	5220	5585	6480	6531	6666	6697	6721	6633	3.08
BANANES	372	424	470	456	459	406	480	426	385	362	399	- 1.98
POMMES	10198	10632	12161	11591	10670	8964	11569	9908	11492	10110	8239	- 2.16
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	1709	1882	1900	2009	2235	2224	2415	2255	2621	2188	2401	2.84
GRAINES DE SOJA	9	3	6	8	7	10	26	59	47	56	84	45.53
ARACHIDES NON DECORT.	26	19	16	17	18	16	18	16	19	17	20	.71
GRAINES DE TOURNESOL	247	373	482	482	669	665	841	695	856	774	998	9.78
GRAINES DE COLZA	549	1020	979	1080	1288	1464	1445	1622	1316	1384	1311	3.92
GRAINES DE COTON	356	295	340	323	326	370	288	360	327	295	406	1.20
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	8589	10427	11158	10738	12459	11595	12248	11167	12846	13748	15155	3.36
THE		1										- 7.79
COTON, FIBRE	191	159	178	170	169	199	155	191	176	149	197	.61
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1											
TABAC BRUT	313	321	294	317	304	334	350	329	398	435	384	3.56
VIANDER, TOTAL	16524	19923	20138	21422	22342	22166	22745	24684	24821	25144	25598	3.00
LAIT, TOTAL	111157	122497	119434	117991	117741	122551	124315	125485	126675	129197	131946	1.08
OEUFS, TOTAL	3740	4264	4479	4747	4730	4911	4808	4879	5027	5075	5089	1.73
LAINE EN SUINT	189	175	166	163	162	160	163	167	162	163	163	-.41
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE D'ADR	147	169	160	157	164	165	171	181	192	185	184	1.91
POISSONS MARINS	7950	10005	9380	9950	10002	10086	10170	10162	9766	10722	10756	.94
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	631	756	802	795	854	976	1012	952	1059	1034	1063	4.11
MAMMIFERES AQUATIQUES	5	10	9	11	9	7	6	5	7	7	8	- 4.48
ANIMAUX AQUATIQUES	8	4	4	6	7	2	5	5	2	4	3	- 5.01
PLANTES AQUATIQUES	124	140	132	135	133	126	129	132	131	129	121	-.96
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	71480	74315	79302	84900	86262	85086	95978	93409	74275	84772	85455	.86
GRUMES DE FEUILLUS	20836	22489	23451	24645	23146	22488	24621	23697	20565	20244	21326	- 1.35
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	61562	67592	74023	83637	87070	77251	78654	86949	86266	79433	70508	.64
BOIS DE CHAUFFAGE	64493	47638	43432	41631	38687	34167	30729	30581	28332	29034	28091	- 6.06
SCIAGES DE CONIFERES	40640	43514	46085	47754	49365	49779	53419	51705	42945	47706	48519	.55
SCIAGES DE FEUILLUS	9659	11188	11533	11973	12587	12499	13076	12292	9878	11565	12684	.10
PANNEAUX A BASE DE BOIS	9872	14698	16553	17871	19530	22412	25395	24432	22823	25307	24862	6.07
PATE DE BOIS POUR PAPIER	17405	21878	23533	24642	23705	24969	26847	27498	23126	24097	23323	.57
PAPIERS ET CARTONS	23412	30588	33548	34855	34435	36580	39962	41196	33222	38300	38881	2.13
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	172153	222627	217276	234854	242732	235275	287698	263325	208383	293426	265770	2.17
BLE	78994	114451	100614	118985	123455	111857	136680	111752	90309	125563	120711	.34
RIZ, PADDY	510	1216	1298	1470	1641	1826	1961	2096	2231	2130	2397	7.85
ORGE	26619	36927	41531	46770	44992	47886	66993	68374	49605	83285	66771	7.60
MAIS	24582	22202	27582	23178	24468	29089	29988	28228	27706	30919	31075	3.19
MILLET ET SORGHO	2772	2807	3461	2233	2160	2227	4571	3178	1294	3410	2221	-.1.84
TUBERCULES	148036	177531	155384	169291	152576	149907	181028	153757	151141	152743	144467	- 1.40
POMMES DE TERRE	148034	177528	155381	169288	152572	149903	181025	153754	151137	152741	144465	- 1.40
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	8562	7996	8779	8529	7856	7820	9104	9490	6107	9319	7819	-.44
AGRUMES	39	36	46	140	42	56	58	126	158	132	205	17.86
PDMES	3856	6079	6361	7377	7343	6934	8196	7348	8744	10436	9736	5.43
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	3551	4625	4288	4484	4447	4105	5150	4861	4318	4520	4735	.54
GRAINES DE SOJA	400	575	485	693	715	457	711	710	1111	834	897	6.61
ARACHIDES NON DECORT.	1	3	2	2	2	3	3	3	5	4	4	7.69
GRAINES DE TOURNESOL	6032	7988	7787	7437	7090	6546	8768	7978	6328	6652	7245	- 1.29
GRAINES DE COLZA	573	864	441	861	973	834	966	983	1310	1527	1251	9.05
GRAINES DE COTON	3332	3979	3737	4450	4779	5009	5501	5138	5403	5731	4.42	
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	11752	13678	12646	12925	11959	12672	13758	11849	12076	11602	13916	-.44
THE	45	56	60	67	69	71	75	81	86	92	99	6.21
COTON, FIBRE	1722	2010	1934	2146	2371	2382	2496	2497	2669	2601	2737	3.80
JUTE ET FIBRES SIMIL.	41	45	53	50	57	56	45	39	36	49	50	- 1.56
TABAC BRUT	421	554	503	536	522	614	615	608	649	700	672	3.37
VIANDER, TOTAL	14661	18202	18276	18836	20187	21224	21523	23338	24112	22366	23907	3.42
LAIT, TOTAL	94262	117033	116442	118091	118591	120140	126622	131048	129672	128623	136423	1.77
OEUFS, TOTAL	2624	3188	3310	3594	3907	4087	4322	4622	4804	4749	5157	5.52
LAINE EN SUINT	440	508	482	510	519	513	527	558	566	534	562	1.46

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	HOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
					ILLIERS DE TONNES	METRIQUES						POURCENT
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES 1/</b>												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	791	1075	1039	1204	1272	1177	1201	1072	1339	1069	1086	.20
POISSONS MARINS	3675	5750	6236	6914	7010	7597	8506	9393	9997	10333	9237	6.66
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	114	112	123	114	119	102	105	109	119	108	248	3.84
ANIMAUX AQUATIQUES	1	1	5	5	5	5	5	2	5	2	2	3.84
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	167917	156262	157863	166303	166373	167416	169630	168472	170898	168068	174034	.97
GRUMES DE FEUILLUS	33351	33040	33716	35080	35640	35650	35813	35984	36957	41346	42719	2.48
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	27342	38633	40593	44660	46125	47240	59446	62358	58856	56586	57404	5.23
BOIS DE CHAUFFAGE	117985	106829	103536	101654	101436	100803	97564	96672	95214	92537	87338	- 1.86
SCIAGES DE CONIFERES	107344	111347	113076	116480	119127	119346	117331	116371	117590	114643	112432	.09
SCIAGES DE FEUILLUS	19999	19529	19808	20371	20774	20782	20524	20382	20502	20087	19932	.15
PANNEAUX A BASE DE BOIS	5266	8655	9155	9899	10715	11412	12644	13866	15122	15792	17425	8.27
PATE DE BOIS POUR PAPIER	5653	7838	8098	8978	9397	9729	10162	11724	12366	13003	13037	6.38
PAPIERS ET CARTONS	6778	9604	9773	10587	11136	11649	12288	12811	13495	13930	14248	4.79
<b>AMERIQUE DU NORD DEVELOP</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
CEREALES, TOTAL	197287	236941	241251	215381	276549	263650	274326	235445	286003	302450	304037	2.95
BLE	48404	60054	57532	45808	58465	56596	62720	61792	74843	81894	74974	4.46
RIZ, PADDY	3084	4724	4169	3801	3890	3875	4208	5098	5826	5246	4501	2.58
ORGE	12536	16378	17382	17949	23167	20478	19312	15306	17672	18624	20856	.78
MAIS	96634	115099	120939	108105	146367	144262	146845	121997	151706	162943	165788	4.04
HILLET ET SORGHO	13912	18575	18541	17353	22048	20355	23451	15817	19128	18284	20083	.14
TUBERCULES	15134	16422	17185	17891	17081	15873	16225	18656	17431	19191	19041	1.38
POMMES DE TERRE	14454	15811	16543	17289	16555	15316	15669	18046	16827	18578	18470	1.44
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	1161	1084	1237	1116	1139	1135	1035	1323	1166	1140	1046	- .19
AGRUMES	6678	7555	10174	10292	11135	11031	12604	12167	13237	13415	13855	5.64
BANANES	4	3	3	3	3	3	3	3	3	2	3	- .83
POMMES	3101	2880	3537	3307	3282	3059	3216	3391	3682	3318	3453	1.14
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	5471	7307	7573	8039	8248	8612	9941	8114	9857	8259	11503	3.58
GRAINES DE SOJA	19741	30373	31048	30958	32288	34956	42514	33383	42480	35293	47229	4.17
ARACHIDES NON DECORT.	890	1155	1150	1353	1363	1485	1576	1664	1750	1701	1690	5.04
GRAINES DE TOURNESOL	33	95	96	111	273	411	394	299	386	413	1327	27.78
GRAINES DE COLZA	279	441	758	1638	2155	1300	1207	1164	1749	838	1777	7.31
GRAINES DE COTON	5556	4209	3690	3690	3846	4892	4550	4091	2919	3764	5009	.39
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	4705	5515	5200	5383	5581	5898	5329	5048	6441	6168	5568	1.08
CAFE VERT	3	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	-11.06
COTON, FIBRE	3245	2242	2175	2219	2281	2984	2825	2513	1807	2304	3133	1.60
TABAC BRUT	1065	875	930	965	875	878	909	1021	1096	1043	971	1.75
VIANDER, TOTAL	20098	23559	23894	24850	25712	25632	24622	26118	25416	27704	27806	1.62
LAIT, TOTAL	65355	61509	61161	61388	61712	62468	60052	60062	60066	62246	63523	.11
OEUFS, TOTAL	4116	4324	4301	4377	4472	4423	4245	4210	4113	4135	4132	- .73
LAINNE EN SUINT	129	98	90	87	84	81	73	65	60	54	51	- 7.07
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES 1/</b>												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	375	382	321	411	354	319	335	306	257	329	354	- 1.95
POISSONS MARINS	2597	2477	2537	2661	2673	2488	2485	2374	2399	2604	2528	- .31
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	979	1038	976	1033	1038	1022	1011	1055	1063	1164	1279	2.02
HAMMIFERES AQUATIQUES	5	4	5	5	4	4	4	6	2	6	9	-99.00
ANIMAUX AQUATIQUES	3	4	5	4	2	2	4	2	2	6	9	6.17
PLANTES AQUATIQUES	25	50	56	56	184	182	180	224	197	205	212	19.16
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	197633	233713	227771	227741	246128	239166	255365	237683	222108	270260	280000	1.62
GRUMES DE FEUILLUS	37834	38062	38827	38931	38424	41002	41472	37932	32125	36879	37200	-.94
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	112192	127782	144216	150005	137726	142366	149291	165000	133931	141053	144000	.57
BOIS DE CHAUFFAGE	39723	25979	24862	19430	17894	16836	17623	17672	17217	18768	18050	- 3.48
SCIAGES DE CONIFERES	86799	96488	95252	90379	100139	104867	109561	96191	87609	106334	113998	1.24
SCIAGES DE FEUILLUS	17022	18420	21376	18172	17556	17346	17896	17626	14831	16390	15565	- 2.60
PANNEAUX A BASE DE BOIS	19557	26559	26529	26314	31054	34656	36275	31038	28707	33804	34804	2.83
PATE DE BOIS POUR PAPIER	36420	49210	52316	52576	52624	56078	58644	59779	50411	57738	59253	1.58
PAPIERS ET CARTONS	42670	54515	57997	57370	58270	62859	64974	64617	54919	63009	63915	1.30

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77	
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....													
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
CEREALES, TOTAL													
BLE	11351	19645	15169	13479	15583	11673	17804	17094	18575	18344	15400	.88	
RIZ, PADDY	8470	15246	11003	8177	8930	6979	12385	11605	12185	12094	9741	.01	
ORGE	136	221	255	247	300	248	309	409	388	417	530	9.33	
MAIS	1076	1866	1931	2525	3324	2063	2655	2804	3513	3191	2681	5.08	
MILLET ET SORGHO	193	217	200	251	313	330	241	236	338	363	400	6.25	
	251	314	451	981	1355	1254	1044	1096	923	1151	975	11.70	
TUBERCULES	808	977	1135	1021	1108	1074	1003	868	977	957	998	- 1.22	
POMMES DE TERRE	803	969	1126	1012	1099	1064	991	855	967	945	986	- 1.28	
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	49	47	84	80	92	129	92	126	155	189	122	11.61	
AGRUMES	247	325	299	394	372	435	401	433	459	425	456	4.09	
BANANES	126	125	131	131	128	124	125	118	97	116	90	- 3.31	
POMMES	432	498	537	557	588	511	574	487	527	439	466	- 1.64	
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	22	34	38	59	73	111	85	93	98	74	88	10.39	
GRAINES DE SOJA	1	1	2	5	9	34	38	63	74	45	55	61.64	
ARACHIDES NON DECORT.	18	31	17	43	31	46	38	29	32	35	32	2.25	
GRAINES DE TOURNESOL	2	3	6	13	59	148	102	84	113	80	75	41.88	
GRAINES DE COLZA		1	4	34	55	25	11	9	12	9	14	14.69	
GRAINES DE COTON	7	54	55	48	31	73	53	50	54	41	46	- 1.24	
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	1801	2768	2214	2525	2793	2835	2526	2848	2854	3296	3342	3.10	
COTON, FIBRE	4	32	32	29	20	44	31	31	33	25	28	- .84	
TABAC BRUT	18	15	21	23	23	19	20	20	18	18	19	- .24	
VIANDES, TOTAL	2472	2816	2918	3097	3233	3545	3629	3181	3520	4020	4015	3.73	
LAIT, TOTAL	12381	13184	13614	13716	13411	13514	13155	12645	12712	12980	12532	- .83	
OEUVFS, TOTAL	194	230	234	247	259	267	265	290	268	250	246	1.09	
LAINE EN SUINT	1062	1134	1211	1257	1225	1202	1044	986	1088	1066	1013	- 2.06	
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES 1/</b>													
POISSONS EAU DOUCE DIADORE	1	1	2	2	3	4	4	4	5	4	5	15.48	
POISSONS MARINS	69	81	80	97	93	93	115	122	97	110	131	4.72	
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	45	79	59	65	81	79	70	77	70	72	102	2.27	
ANIMAUX AQUATIQUES	1											- 4.06	
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>													
GRUMES DE CONIFERES	5552	7025	7557	7801	7576	7912	8339	6537	6356	7595	7178	- .72	
GRUMES DE FEUILLUS	7275	7643	7261	6992	7457	6984	6902	7240	6490	6631	6518	- 1.53	
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2280	2717	3284	3557	3745	3640	5374	5006	7613	7191	8546	13.48	
BOIS DE CHAUFFAGE	3665	3059	3002	2776	2776	2719	2402	2850	1870	1250	1250	- 9.36	
SCIAGES DE CONIFERES	2272	2398	2462	2540	2312	2515	2836	2882	2821	3067	2917	2.83	
SCIAGES DE FEUILLUS	2481	2655	2510	2531	2637	2497	2482	2533	2505	2430	2340	- .93	
PANNEAUX A BASE DE BOIS	416	650	686	789	800	747	933	988	920	1055	1048	5.57	
PATE DE BOIS POUR PAPIER	623	870	996	1075	1090	1127	1326	1505	1524	1660	1714	7.91	
PIAPIERS ET CARTONS	889	1215	1368	1514	1540	1546	14992	1686	1732	1697	1761	1868	4.11
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
CEREALES, TOTAL	36824	40882	42191	41562	43049	44100	38482	44130	42787	47242	42719	.77	
BLE	4070	5591	4223	4845	5341	5837	4643	4871	4498	5660	4141	- .92	
RIZ, PADDY	3611	4512	4679	4690	4903	4580	4682	4935	5293	5540	5671	2.38	
ORGE	2783	4593	3318	3426	3860	4133	2634	3593	2881	4563	2536	- 2.78	
MAIS	9653	11147	12049	11464	12066	13059	11210	13278	13154	13650	13273	2.00	
MILLET ET SORGHO	15294	13618	16385	15603	15331	14992	13668	15858	15492	16096	15548	.63	
TUBERCULES	56950	64775	68044	69046	69128	69208	70948	73280	74260	77064	77409	1.86	
POMMES DE TERRE	1357	1552	1687	1810	1867	2077	2223	2279	2516	2557	2616	6.20	
MANIOC	33873	37912	38881	40631	39516	39861	40552	41852	42828	44352	44741	1.75	
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	3215	3817	4047	4333	3848	4158	3923	4373	4485	4783	4267	1.63	
AGRUMES	1529	1976	2012	2304	2237	2339	2419	2442	2187	2435	2447	2.02	
BANANES	3093	3205	3459	3771	3637	3696	3971	4176	4130	4189	4408	3.17	
POMMES	37	36	38	37	42	43	47	49	57	51	55	5.34	
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	3796	3623	3726	3848	4222	3674	3556	3793	4039	3979	3786	.45	
GRAINES DE SOJA	64	64	70	67	72	73	75	77	78	83	89	3.14	
ARACHIDES NON DECORT.	4738	4777	4867	4447	4934	3923	3242	3778	4059	4155	3315	- 3.48	
GRAINES DE TOURNESOL	31	35	38	61	51	77	73	67	64	69	77	7.58	

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELE 1968-77
					MILLIERS DE TONNES	METRIQUES						POURCENT
GRAINES DE COLZA	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	-
GRAINES DE COTON	617	817	1047	1137	979	1001	981	917	884	1004	1035	.21
COPRAH	148	155	151	160	159	151	159	158	157	182	189	1.87
PALMISTES	782	619	647	728	718	657	608	708	688	739	762	1.47
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	1783	2329	2517	2555	2781	2875	2941	2951	2737	3081	3099	2.79
CAFE VERT	996	1182	1252	1324	1234	1305	1354	1260	1291	1249	1268	.36
FEVES DE CACAO	930	844	999	1093	1162	1015	941	1017	998	855	917	- .77
THE	62	98	111	120	118	148	153	150	152	182	195	7.30
COTON, FIBRE	313	431	548	583	508	528	513	487	479	527	543	.40
JUTE ET FIBRES SIMIL.	13	15	17	23	19	19	19	19	19	19	19	1.03
SISAL	408	375	390	365	342	332	330	349	249	203	209	- 6.82
TABAC BRUT	195	156	152	164	183	192	174	200	228	239	248	5.72
CAOUTCHOUC NATUREL	160	179	184	212	231	237	244	244	239	222	236	2.82
VIANDER, TOTAL	2810	3275	3382	3492	3451	3429	3412	3437	3501	3657	3720	1.03
LAIT, TOTAL	5251	6109	6274	6397	6318	6146	5927	5847	6072	6387	6557	.14
OEUFS, TOTAL	310	374	386	400	411	414	424	442	467	493	517	3.48
Laine en suint	47	55	59	55	54	60	66	62	65	67	68	2.44
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADORE	683	927	987	1181	1157	1277	1327	1320	1344	1422	1453	4.76
POISSONS MARINS	901	1121	1290	1499	1570	1936	1953	1851	1534	1509	1642	3.17
CRUSTACE MOLLUSQUE CEPHALOP	13	27	34	29	35	41	42	59	65	71	67	12.20
ANIMAUX AQUATIQUES	1	2	3	1	2	2	1	1	1	1	1	- 7.96
PLANTES AQUATIQUES	3	4	3	7	6	6	7	5	7	7	8	8.36
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	553	795	844	917	1043	1014	1042	1051	1043	1085	1108	3.35
GRUMES DE FEUILLUS	9892	12759	14880	14734	15306	15681	17524	15133	14310	16196	16459	1.72
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	514	806	894	958	1307	1428	1375	1498	2137	2204	2181	12.65
BOIS DE CHAUFFAGE	197665	219605	225261	232835	236016	243033	248830	255031	262781	265876	269657	2.37
SCIAGES DE CONIFERES	259	327	343	382	407	409	396	416	430	478	474	3.88
SCIAGES DE FEUILLUS	1789	2200	2545	2645	2734	2593	3100	3144	3185	3170	3228	4.03
PANNEAUX A BASE DE BOIS	266	399	466	534	600	694	750	772	693	735	785	7.16
PATE DE BOIS POUR PAPIER	121	202	221	231	239	255	281	281	290	305	294	5.07
PIPIERS ET CARTONS	92	136	156	172	180	184	186	196	217	224	256	6.05
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	53082	61897	64045	71119	72434	67835	74472	78311	78963	86047	85236	3.58
BLE	11757	10478	12397	11510	11568	12432	12084	13467	14970	19321	11557	3.53
RIZ, PADDY	9018	10200	10151	11778	10681	10925	11795	11910	13769	15285	14910	4.63
ORGE	1427	1400	1314	1203	1389	1778	1665	1253	1560	1881	1370	1.99
MAIS	26919	33515	33087	37953	39319	35082	37380	39375	37997	37192	43210	1.95
MILLET ET SORGOHO	2476	5041	5960	7661	8378	6004	10018	11248	9508	11140	13078	9.81
TUBERCULES	36897	46610	48607	48692	49907	48340	44706	44590	45513	46226	47052	- .62
POMMES DE TERRE	7553	8692	9181	9553	9444	8383	8585	9947	9196	9668	10180	1.08
HANIOC	25746	33654	34889	34619	35827	35405	31927	30659	32049	32336	32636	- 1.06
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	3786	4478	4249	4376	4871	4871	4527	4646	4706	3979	4759	.14
AGRUMES	6126	8168	8606	8608	9546	9834	10852	12973	13829	13270	13875	7.02
BANANES	11756	16088	16659	17069	17758	18213	17819	17920	16757	18034	18569	1.07
POMMES	786	860	822	849	882	912	632	1284	1152	1141	1418	5.66
HUILES VEG.EQUIV.O'HUILE	2292	2643	2761	3077	3026	3238	3581	4231	4438	4685	5316	8.15
GRAINES DE SOJA	459	1069	1509	1926	2573	3886	6100	9180	11510	12642	14594	36.72
ARACHIDES NON DECORT.	1167	1231	1176	1394	1573	1445	1242	977	1048	1129	- 2.76	
GRAINES DE TOURNESOL	727	1032	967	1221	926	917	969	1033	807	1193	955	- .55
GRAINES DE COLZA	57	55	71	77	91	85	46	41	68	111	89	2.40
GRAINES DE COTON	2766	3008	3075	2902	2492	3013	3016	3320	2862	2392	3322	- .04
COPRAH	265	280	224	227	244	236	202	230	223	214	217	- 1.82
PALMISTES	202	253	250	286	285	287	290	299	344	306	306	2.66
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	17167	18739	18710	23404	21834	21054	23337	24508	24059	25950	26687	3.74
CAFE VERT	3163	2398	2669	2198	2999	2894	2415	3081	2880	1966	2591	- .12
FEVES DE CACAO	288	352	328	386	377	368	350	456	478	454	449	3.73
THE	14	25	29	34	40	41	40	44	51	46	46	6.96
COTON, FIBRE	1539	1681	1696	1574	1391	1677	1672	1857	1528	1318	1760	- .38
JUTE ET FIBRES SIMIL.	71	81	73	65	66	81	115	78	110	113	110	5.78
SISAL	214	210	233	233	307	328	290	326	340	185	252	1.21
TABAC BRUT	498	546	541	536	533	565	563	679	671	713	774	4.28
CAOUTCHOUC NATUREL	30	27	30	31	30	32	28	24	25	26	28	- 1.51
VIANDER, TOTAL	8330	9946	10601	10666	10095	10621	10865	11177	11760	12479	12867	2.63

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
						MILLIERS DE TONNES	METRIQUES					POURCENT
LAIT, TOTAL	20396	24146	24788	25102	26051	27057	26458	28088	30784	32330	33409	3.71
OEufs, TOTAL	933	1231	1321	1402	1467	1544	1639	1711	1781	1790	1922	4.88
Laine en suint	343	345	351	339	322	309	299	291	296	305	300	-1.95
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	215	249	264	155	162	200	201	286	276	247	254	2.65
POISSONS MARINS	8428	12870	11154	14749	13268	6851	4657	6823	5929	7473	6115	-9.48
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	275	374	387	433	431	454	443	439	450	541	500	3.19
MAMMIFERES AQUATIQUES	17	8	8									-17.47
ANIMAUX AQUATIQUES	8	34	16	67	38	60	49	34	47	22	61	3.04
PLANTES AQUATIQUES	45	86	91	88	74	79	81	90	95	107	129	3.56
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	11014	13986	14928	16237	16603	16808	16359	16315	19171	20329	20107	3.82
GRUMES DE FEUILLUS	14729	15995	16127	17172	18380	18456	19279	19550	21406	24153	24841	5.04
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	4166	7310	7570	8512	8726	9022	9866	11556	12908	12942	12942	6.75
BOIS DE CHAUFFAGE	159639	170747	172828	175621	180060	182568	183244	191117	192464	195885	195987	1.69
SCIAGES DE CONIFERES	5275	6684	6994	7420	7405	7692	7063	7430	9051	9734	10375	4.45
SCIAGES DE FEUILLUS	6528	7380	7900	7939	8304	7969	8393	8678	9584	10801	11874	4.71
PANNEAUX A BASE DE BOIS	767	1356	1477	1669	1948	2383	2563	2669	2834	3147	3375	10.96
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1109	1804	1920	2137	2211	2442	2678	2974	2844	3259	3729	7.97
PAPIERS ET CARTONS	2105	3125	3409	3787	4079	4251	4672	5238	4781	5249	5683	6.51
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	36594	41148	43093	40017	44418	47319	40657	44908	51879	56022	53464	3.31
BLE	17623	20356	21195	19983	23135	25956	21221	24349	28404	31357	301D3	4.95
RIZ, PADDY	3407	4541	4524	4482	4535	4583	4446	4304	4602	4742	4848	.52
ORGE	6657	7053	7392	6004	6410	7275	5197	6238	7859	8957	8071	2.13
MAIS	3650	4157	4257	4215	4268	4265	4536	4842	5028	5486	5260	3.21
MILLET ET SORGHO	3680	3490	4131	4019	4397	3795	3918	4001	4586	4082	3829	.70
TUBERCULES	3082	3579	3744	3821	3931	4311	4581	4606	4953	5613	5805	5.62
POMMES DE TERRE	2753	3241	3397	3485	3590	3946	4245	4229	4524	5174	5374	5.84
MANIOC	125	95	93	93	92	92	92	92	130	131	131	4.34
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	1496	1495	1660	1480	1609	1827	1533	1747	1638	1895	1880	2.19
AGRUMES	1425	2173	2268	2344	2680	2762	2896	3060	3129	3115	3380	5.02
BANANES	160	217	227	223	276	277	283	297	293	291	295	3.77
POMMES	563	1019	856	992	1137	1279	1237	1323	1287	1348	1205	3.96
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	926	1052	1093	1199	1243	1556	1265	1543	1417	1542	1469	4.14
GRAINES DE SOJA	5	11	14	18	24	30	47	82	122	127	133.67	
ARACHIDES NON DECORT.	418	360	499	447	502	684	656	1036	1042	957	982	12.84
GRAINES DE TOURNESOL	118	244	347	435	511	613	616	486	550	611	520	7.40
GRAINES DE COLZA	6	7	8	3	3	1	1	1	6	6	-9.80	
GRAINES DE COTON	2140	2405	2617	2570	2813	2941	2780	3036	2535	2353	2733	.31
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	1128	1769	1760	1881	2329	2190	2221	2322	2455	2857	2794	5.50
CAFE VERT	6	5	5	5	5	6	6	6	6	6	6	2.63
THE	22	48	53	53	50	69	66	67	77	82	82	6.62
COTON, FIBRE	1193	1407	1523	1490	1630	1699	1608	1763	1453	1375	1616	.36
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3	3	3	2	2	2	3	2	2	2	161	-3.18
TABAC BRUT	178	219	198	204	235	241	214	238	252	373	308	5.28
VIANDS, TOTAL	1845	2180	2271	2324	2391	2426	2511	2651	2757	2809	2917	3.27
LAIT, TOTAL	10002	11366	11270	11116	11142	11579	11922	12357	12790	13235	13371	2.22
DEOFS, TOTAL	217	307	308	318	336	376	394	411	460	489	493	6.25
Laine en suint	127	144	152	148	144	147	155	155	159	159	161	1.12
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	111	123	132	129	123	130	130	127	135	138	141	1.13
POISSONS MARINS	346	368	408	496	488	515	504	632	675	626	450	4.39
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	22	29	31	23	26	33	37	31	27	32	33	1.81
MAMMIFERES AQUATIQUES	1	2	8	5	4	3	2	2	2	2	-10.15	
ANIMAUX AQUATIQUES		1	1	1	1	1			1		-93.66	
PLANTES AQUATIQUES	1	1	1	1	1						-98.71	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1967	3105	3461	3269	3689	3624	4259	4569	4770	4778	5188	5.97
GRUMES DE FEUILLUS	832	1293	1445	1263	1416	1775	1626	1805	1287	1314	1745	1.69
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	151	254	438	874	672	960	1133	1363	869	906	1732	16.09
BOIS DE CHAUFFAGE	33129	38720	40256	38981	38541	39520	37000	39954	41394	48761	45203	1.88
SCIAGES DE CONIFERES	1067	1952	2167	2194	2190	2179	2303	2293	2271	2758	2912	3.49

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
SCIAGES DE FEUILLUS	389	558	610	670	579	711	741	734	704	822	863	4.34
PANNEAUX A BASE DE BOIS	137	280	306	322	349	389	406	427	511	620	667	10.01
PATE DE BOIS POUR PAPIER	94	146	144	177	290	349	437	394	338	327	352	11.55
PAPIERS ET CARTONS	190	265	291	329	413	515	595	606	638	658	718	12.39
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	163244	192982	202422	211718	209423	200157	225491	212166	238983	234606	252700	2.59
BLE	15769	23536	25898	28063	30909	33880	32774	29984	32447	38343	39032	4.90
RIZ, PADDY	114928	132294	138965	141708	142294	133025	150933	143943	162878	153993	171584	2.40
ORGE	3902	5337	4235	4461	4444	4334	3979	3947	5021	5131	3281	- 1.73
MAIS	11059	13734	13394	16056	13732	13551	15969	15776	17549	16158	15665	2.16
MILLET ET SORGHO	17517	17987	19841	21349	17975	15299	21768	18451	21022	20922	23075	1.81
TUBERCULES	30332	35568	36627	36745	37248	39121	41902	43742	45859	48754	50492	4.22
POMMES DE TERRE	4342	6208	6846	6093	7032	6854	6552	6949	8658	9726	9498	4.94
MANIOC	17056	19806	19813	20236	20037	22470	25472	27400	27070	29002	31100	5.76
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	13414	13728	12431	13894	13266	12732	12725	11481	12422	14765	13462	.02
AGRUMES	1906	2232	2162	2178	2202	2215	2355	2462	2635	2882	2935	3.59
BANANES	6350	7937	7985	7844	8504	8262	8737	9009	9437	9796	10095	2.92
POMMES	202	386	453	523	609	729	857	946	1054	1069	1108	13.23
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	6793	7164	7300	8098	8672	7945	8718	8912	10245	10075	10279	4.24
GRAINES DE SOJA	600	725	682	799	816	841	925	1092	1158	1035	1111	5.99
ARACHIDES NON DECORT.	6070	5806	6294	7363	7422	5236	7124	6407	8121	6568	6976	1.41
GRAINES DE TOURNESOL						1	1	1	1	1	5	29.92
GRAINES DE COLZA	1597	1986	1737	1968	2421	1869	2221	2131	2648	2348	1998	2.11
GRAINES DE COTON	2920	3305	3311	3079	4044	3819	3789	3933	3440	2988	3467	.11
COPRAH	2883	3138	3080	3304	3218	3412	3021	3202	3652	4330	4030	3.08
PALMISTES	64	104	121	143	184	212	234	292	340	435	17.62	
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	5641	5309	7103	8532	8284	7184	8586	9605	10457	11347	12548	7.98
CAFE VERT	233	283	322	322	363	320	312	321	348	360	380	2.10
FEVES DE CACAO	7	9	10	12	13	14	17	21	25	24	29	14.16
THE	681	732	718	729	726	757	781	796	803	819	884	2.10
COTON, FIBRE	1461	1653	1655	1541	2024	1911	1896	1966	1721	1494	1733	.10
JUTE ET FIBRES SIMIL.	2832	2154	3026	2841	2568	2894	3138	2187	2205	2455	2663	-.74
SISAL	8	9	8	5	2							-99.02
TABAC BRUT	735	907	901	863	814	922	872	962	893	882	1002	.83
CAOUTCHOUC NATUREL	1868	2398	2693	2652	2729	2704	3114	3092	2986	3263	3256	3.21
VIANDER, TOTAL	2880	3343	3457	3587	3696	3761	3844	3973	4053	4151	4275	2.67
LAIT, TOTAL	28878	30307	31466	32633	33784	35004	36302	36840	37376	37896	38307	2.69
OEufs, TOTAL	527	677	763	783	847	920	969	1013	1055	1096	1158	5.89
LAINE EN SUINT	56	61	59	61	65	60	59	61	64	69	73	1.60
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1869	2253	2399	2324	2360	2376	2422	2513	2572	2595	2678	1.72
POISSONS MARINS	2896	4470	4744	4799	5294	5641	6184	6739	6906	7159	7589	6.43
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	509	842	845	1086	1187	1132	1239	1215	1449	1707	1761	8.31
MAMMIFERES AQUATIQUES	1	1	1	2	2							-98.77
ANIMAUX AQUATIQUES	2	8	8	36	32	24	87	27	24	51	51	19.22
PLANTES AQUATIQUES	53	130	107	131	135	147	242	356	284	326	346	15.56
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1718	2130	2467	2289	2667	2579	1954	2688	3051	2975	4041	5.13
GRUMES DE FEUILLUS	29888	45177	48705	53580	54525	60249	73827	68323	57979	75054	76500	5.63
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	265	625	971	1354	1360	1847	2623	3058	2810	2851	2959	18.47
BOIS DE CHAUFFAGE	245779	278608	284581	289761	300716	307315	315608	320861	328764	336795	344467	2.42
SCIAGES DE CONIFERES	1048	1472	1483	1443	1707	1643	1530	1932	1782	1781	2643	4.91
SCIAGES DE FEUILLUS	8715	10595	11355	11937	11515	13406	13736	13799	13928	15811	16303	4.67
PANNEAUX A BASE DE BOIS	657	1995	2069	2216	2562	3069	3849	3165	3305	3723	4499	9.05
PATE DE BOIS POUR PAPIER	513	870	927	983	1067	1110	1252	1334	1312	1462	1539	6.61
PAPIERS ET CARTONS	846	1209	1353	1490	1660	1883	2030	2096	2071	2182	2746	8.30
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	1'2683	204820	211243	231211	238311	233384	243547	250426	259558	263696	264032	2.83
BLE	22666	27435	29364	31504	33579	35451	36636	37556	41689	43621	40613	5.01
RIZ, PADDY	102152	114466	117459	129156	133662	129872	136229	142371	145867	145804	149132	2.91
ORGE	14509	15357	15855	17070	17071	15578	16919	15785	15595	15804	15794	- .23
MAIS	24216	27867	28883	30956	31993	30942	32007	33072	34223	35289	35775	2.63

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
..... MILLEIERS DE TONNES MÉTRIQUES .....												
MILLET ET SORGHO	17375	17843	17833	20560	20035	19580	19744	19558	.20072	21070	20593	1.39
TUBERCULES	109574	119094	129396	135184	143140	130834	149310	149027	158735	160761	163840	3.36
POMMES DE TERRE	25985	28936	30973	33014	35062	33087	37125	37160	41292	42594	43096	4.48
MANIOC	1371	1342	1276	1284	1275	1373	1451	1499	1449	1466	1832	3.02
LEGUMINEUSES SÈCHES, TOT.	7567	8961	9278	9583	9925	10367	10980	11272	11530	11802	12070	3.53
AGRUMES	822	1066	1076	1149	1195	1203	1283	1325	1312	1328	1353	2.97
BANANES	908	1316	1283	1189	1162	1110	1173	1104	972	1011	1030	- 2.97
POMMES	406	497	503	518	523	543	573	603	619	641	656	3.43
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	3825	4203	4241	4576	4635	4532	4905	4977	5117	5108	5090	2.38
GRAINES DE SOJA	10891	11012	11266	11931	11855	11553	12126	12531	12986	12790	13305	1.98
ARACHIDES NON DECORT.	2156	2356	2553	2867	2779	2593	2805	2898	3000	3099	2894	2.23
GRAINES DE TOURNESOL	65	70	73	75	80	82	85	90	93	98	105	4.44
GRAINES DE COLZA	1035	1074	943	992	1052	1152	1262	1201	1354	1305	1205	3.30
GRAINES DE COTON	2472	3616	3527	4003	4435	4261	5085	4997	4780	4738	4764	3.68
COPRAH	31	29	25	29	30	30	32	31	30	31	31	1.50
PALMISTES	10	22	25	26	29	32	35	36	40	42	7.38	
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2410	3579	3765	3763	4127	4085	4217	4427	4363	4677	4856	3.23
CAFE VERT	7	9	9	9	9	8	10	10	10	10	10	1.32
THE	186	222	239	255	268	299	317	318	325	334	345	5.03
COTON, FIBRE	1236	1808	1764	2002	2218	2130	2543	2498	2390	2369	2382	3.68
JUTE ET FIBRES SIMIL.	398	540	565	601	630	930	1230	1430	1432	1473	1485	14.88
SISAL	10	9	10	8	9	8	8	10	9	9	11	1.01
TABAC BRUT	760	934	864	868	863	918	1024	1061	1038	1063	1069	2.63
CAOUTCHOUC NATUREL	123	83	78	49	47	48	52	60	55	78	83	.77
VIANDER, TOTAL	12747	14233	14748	15780	16473	17266	18036	18706	19415	20476	20950	4.48
LAIT, TOTAL	4655	4944	5084	5333	5475	5641	5930	6196	6452	6716	7031	4.01
OEUFS, TOTAL	2812	3440	3493	3524	3571	3633	3687	3788	3906	4034	4145	2.08
LAINE EN SUINT	78	77	77	79	80	79	81	82	82	81	84	.85
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	2977	3855	3988	4386	4837	4858	4894	4896	4896	4908	5121	2.83
POISSONS MARINS	2788	3640	3206	4175	4540	4712	4832	4887	5074	5209	5383	5.06
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	71	108	150	175	215	261	305	288	285	332	335	12.35
MAMMIFERES AQUATIQUES							1					5.22
ANIMAUX AQUATIQUES												18.97
PLANTES AQUATIQUES	1	3	2	3	3	4	6	8	1	10	11	18.81
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	12744	14627	15093	15342	15772	16232	16767	17007	18187	18187	18187	2.69
GRUMES DE FEUILLUS	8381	9359	9960	9454	9499	10514	11509	11749	12269	12675	12675	3.99
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1492	2125	2220	2550	2680	2810	2930	4000	4291	4291	4291	9.37
BOIS DE CHAUFFAGE	132549	147330	150120	153650	156300	159965	162118	165151	168345	168345	168345	1.61
SCIAGES DE CONIFERES	7406	9000	9381	9664	10004	10354	10604	11074	11724	11724	11724	3.22
SCIAGES DE FEUILLUS	4862	5820	6196	6143	6351	6571	6753	6734	6739	6739	6739	1.57
PANNEAUX A BASE DE BOIS	377	748	858	1042	1406	1569	1871	1358	1367	1540	1570	7.68
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2572	3147	3316	3487	3604	3722	3837	4693	5025	5051	5070	6.17
PAPIERS ET CARTONS	2987	3833	4067	4290	4536	4817	5027	6127	6638	6721	6721	7.35

1/ Prises nominales (poids vif), non compris les baleines

2/ Tous les produits forestiers, à l'exception de la pâte à papier et des papiers et cartons, sont exprimés en milliers mètres cubes.

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL						PAR HABITANT					
	1973	1974	1975	1976	1977	VARIATION DE 1976 A 1977	1973	1974	1975	1976	1977	VARIATION DE 1976 A 1977
PRODUCTION ALIMENTAIRE	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	POURCENT	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	POURCENT
MONDE	108	110	113	115	118	2.61	102	102	103	103	103	
PAYS DEVELOPPE	108	110	112	113	115	1.77	105	106	107	108	109	.93
EUROPE OCCIDENTALE	105	111	109	110	111	.91	103	108	106	106	107	.94
BELGIQUE-LUXEMBOURG	106	113	109	101	104	2.97	105	111	108	99	102	3.03
DANEMARK	98	111	105	100	104	4.00	96	108	102	97	100	3.09
FRANCE	110	112	107	109	110	.92	107	108	103	105	105	
ALLEMAGNE, REP. FED. D*	100	104	101	99	102	3.03	98	102	99	98	101	3.06
IRLANDE	101	117	139	125	137	9.60	97	111	130	116	126	8.62
ITALIE	101	106	107	105	106	.95	99	103	103	101	100	-.99
PAYS-BAS	105	116	121	122	127	4.10	102	112	116	115	119	3.48
ROYAUME-UNI	107	114	108	105	111	5.71	106	113	107	104	110	5.77
AUTRICHE	102	106	109	108	106	- 1.85	100	104	107	107	105	- 1.87
FINLANDE	99	102	107	119	107	- 10.08	98	100	104	116	104	- 10.34
GRECE	109	120	125	129	127	- 1.55	108	118	122	124	121	- 2.42
ISLANDE	125	121	129	125	135	8.00	121	115	121	116	124	6.90
MALTE	104	106	94	116	110	- 5.17	105	105	93	114	107	- 6.14
NORVEGE	103	122	108	106	119	12.26	101	118	104	102	114	11.76
PORTUGAL	100	102	102	98	89	- 9.18	100	101	101	97	87	- 10.31
ESPAGNE	117	120	126	129	123	- 4.65	114	116	120	122	115	- 5.74
SUEDE	101	122	108	116	116	-	100	120	106	113	113	
SUISSE	102	103	106	112	111	-.89	98	99	102	109	110	.92
YUGOSLAVIE	106	117	116	123	129	4.88	104	113	111	116	121	4.31
URSS ET EUROPE ORIENTALE	115	113	112	114	117	2.63	112	109	107	109	110	.92
ALBANIE	108	110	112	125	130	4.00	100	99	98	107	108	.93
BULGARIE	106	98	104	114	111	- 2.63	105	95	102	111	108	- 2.70
TCHECOSLOVAQUIE	114	117	115	115	123	6.96	112	115	112	111	118	6.31
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	111	121	120	115	120	4.35	111	122	121	117	122	4.27
HONGRIE	117	121	126	116	130	12.07	116	119	124	113	126	11.50
POLOGNE	112	114	116	110	109	-.91	110	110	111	104	102	- 1.92
ROUMANIE	117	121	125	154	148	- 3.90	113	117	119	146	139	- 4.79
URSS	116	111	108	113	114	.88	112	107	103	107	107	
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE	105	106	114	118	121	2.54	102	102	109	112	114	1.79
CANADA	104	97	108	121	120	-.83	100	92	101	111	110	-.90
ETATS UNIS	105	107	114	118	121	2.54	103	103	110	112	114	1.79
OCEANIE DEVELOPPEE	116	110	119	127	123	- 3.15	110	103	110	116	112	- 3.45
AUSTRALIE	119	113	122	128	124	- 3.13	113	106	113	117	113	- 3.42
NOUVELLE-ZELANDE	107	101	111	125	120	- 4.00	102	94	101	113	109	- 3.54
PAYS EN DEVELOPPEMENT	107	110	116	119	121	1.68	100	100	103	103	103	
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	100	106	106	110	108	- 1.82	92	95	93	94	90	- 4.26
ALGERIE	95	100	103	112	102	- 8.93	87	88	88	93	81	- 12.90
MAROC	97	109	92	105	82	- 21.90	89	97	79	88	67	- 23.86
TUNISIE	132	134	154	149	146	- 2.01	124	123	138	130	124	- 4.62
BENIN	101	99	97	109	112	2.75	93	89	85	92	92	
GAMBIE	97	112	114	114	105	- 7.89	91	103	104	102	91	- 10.78
GHANA	105	116	99	97	94	- 3.09	97	105	87	83	78	- 6.02
GUINEE	89	92	95	101	101	-	83	84	85	86	86	- 2.27
COTE-D'IVOIRE	111	126	135	136	144	5.88	103	115	119	117	121	3.42
LIBERIA	112	120	119	125	128	2.40	105	110	106	109	109	
MALI	70	76	92	99	99	-	65	69	81	85	84	- 1.18
HAURITANIE	76	74	73	82	84	2.44	72	69	66	72	73	1.39
NIGER	68	83	75	106	91	- 14.15	63	75	66	89	75	- 15.73
NIGERIA	94	102	106	109	110	.92	86	92	93	91	91	- 2.15
SENEGAL	91	120	139	126	96	- 23.81	85	110	123	109	81	- 25.69
SIERRA LEONE	102	102	108	113	116	2.65	95	92	95	97	97	
TOGO	85	67	71	72	76	5.56	78	60	62	61	62	1.64
HAUTE-VOLTA	90	101	112	109	102	- 6.42	84	92	100	95	87	- 8.42
ANGOLA	102	102	100	104	106	1.92	95	93	88	90	90	
CAMEROUN	104	113	112	113	116	2.65	98	104	102	100	101	1.00
EMPIRE CENTRAFRICAIN	113	115	115	116	121	4.31	106	106	103	102	104	1.96
TCHAD	79	89	90	92	94	2.17	76	83	83	83	83	
CONGO	102	102	108	117	118	.85	95	92	96	101	99	- 1.98
GABON	105	107	107	109	111	1.83	103	103	103	104	105	.96
ZAIRE	105	108	110	112	114	1.79	98	98	97	96	96	
BURUNDI	113	113	111	114	116	1.75	107	103	99	98	98	- 1.01
ETHIOPIE	100	100	97	101	98	- 2.97	93	90	86	87	82	- 5.75
KENYA	103	102	103	109	112	2.75	93	90	87	90	89	- 1.11
MADAGASCAR	99	110	112	111	117	5.41	91	98	97	94	95	1.06
MALAWI	116	117	110	120	120	-	108	106	98	104	101	- 2.88
MAURICE	113	111	85	119	127	6.72	108	104	78	107	114	6.54
MOZAMBIQUE	109	106	97	97	97	-	102	97	87	85	83	- 2.35
RHODESIE	103	129	125	124	125	.81	93	113	106	102	99	- 2.94
RWANDA	105	103	117	124	127	2.42	97	92	102	105	104	-.95
TANZANIE	104	102	107	111	115	3.60	95	91	92	93	93	
UGANDA	106	107	107	112	115	2.68	97	95	92	94	94	
ZAMBIE	109	119	125	132	132	-	100	105	107	110	106	- 3.64
BOTSWANA	112	121	118	133	128	- 3.76	105	110	105	116	108	- 6.90

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1976 A 1977	PAR HABITANT					VARIATION DE 1976 A 1977
	1973	1974	1975	1976	1977		1973	1974	1975	1976	1977	
PRODUCTION ALIMENTAIRE	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	POURCENT	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	'
LESOTHO	120	105	93	124	111	- 10.48	114	98	85	110	97	- 11.82
SWAZILAND	112	121	110	124	129	+ 4.03	103	109	96	105	107	+ 1.90
AFRIQUE DU SUD	97	121	108	110	117	+ 6.36	89	108	94	93	96	+ 3.23
AMERIQUE LATINE	106	112	117	122	126	+ 3.28	98	101	102	104	104	
COSTA RICA	113	114	130	130	130		105	103	115	112	110	- 1.79
EL SALVADOR	118	116	131	128	142	+ 10.94	107	102	112	106	114	+ 7.55
GUATEMALA	112	111	116	129	134	+ 3.88	103	99	101	109	109	
HONDURAS	108	99	88	99	109	+ 10.10	98	86	74	81	86	+ 6.17
MEXIQUE	108	116	118	113	123	+ 8.85	99	102	101	93	98	+ 5.38
NICARAGUA	104	108	119	126	131	+ 3.97	95	94	101	103	105	+ 1.94
PANAMA	107	111	117	115	120	+ 4.35	99	99	102	97	98	+ 1.03
BARBADE	96	88	84	90	102	+ 13.33	95	86	82	87	98	+ 12.64
CUBA	87	88	94	95	101	+ 6.32	82	82	85	84	88	+ 4.76
REPUBLIQUE DOMINICAINE	111	112	105	117	111	- 5.13	100	98	89	96	88	- 8.33
HAITI	105	108	104	107	101	- 5.61	100	102	97	98	91	- 7.14
JAMAIQUE	103	109	109	111	109	- 1.80	99	103	101	102	98	- 3.92
AMERIQUE DU SUD	106	114	119	127	130	+ 2.36	98	103	105	109	108	- .92
ARGENTINE	104	107	111	120	120		100	102	104	111	109	- 1.80
BOLIVIE	117	121	130	134	129	- 3.73	108	109	115	115	108	- 6.09
BRESIL	112	123	129	143	146	+ 2.10	103	109	112	121	120	- .83
CHILI	89	103	109	106	115	+ 8.49	84	96	100	95	102	+ 7.37
COLOMBIE	110	116	126	129	134	+ 3.88	100	102	107	107	108	+ .93
EQUATEUR	102	114	120	115	118	+ 2.61	93	117	102	95	94	- 1.05
GUYANE	97	108	107	109	108	- .92	91	99	96	96	92	- 4.17
PARAGUAY	101	113	115	122	135	+ 10.66	93	101	100	103	111	+ 7.77
PEROU	103	108	109	111	110	- .90	95	96	95	93	90	- 3.23
URUGUAY	97	105	103	116	96	- 17.24	94	101	98	109	89	- 18.35
VENEZUELA	105	111	118	114	128	+ 12.28	96	98	102	96	104	+ 8.33
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.	104	113	120	126	124	- 1.59	96	101	104	106	101	- 4.72
EGYPTE	106	107	110	112	112		98	97	98	97	95	- 2.06
LIBYE	142	146	173	191	176	- 7.85	129	129	148	158	141	- 10.76
SOUDAN	110	124	129	124	128	+ 3.23	101	110	111	103	103	
AFGHANISTAN	111	114	116	122	119	- 2.46	103	102	102	104	99	- 4.81
CHYPRE	82	97	101	100	109	+ 9.00	79	92	95	93	100	+ 7.53
IRAN	116	122	127	134	136	+ 1.49	106	108	109	112	110	- 1.79
IRAK	95	93	83	102	91	- 10.78	85	81	70	83	71	- 14.46
JORDANIE	80	141	86	91	79	- 13.19	72	124	73	75	46	- 38.67
LIBAN	110	122	111	101	103	+ 1.98	101	108	96	85	84	- 1.18
ARABIE SAOUDITE	84	109	117	104	111	+ 6.73	77	97	101	87	90	+ 3.45
SYRIE	86	153	162	190	175	- 7.89	79	135	139	158	141	- 10.76
TURQUIE	100	110	121	128	125	- 2.34	93	100	107	110	105	- 4.55
REP. ARABE DU YEMEN	116	105	124	116	114	- 1.72	106	94	108	98	93	- 5.10
YEMEN DEMOCRATIQUE	116	121	127	128	125	- 2.34	106	108	110	108	102	- 5.56
ISRAEL	120	128	130	134	141	+ 5.22	109	113	112	113	116	+ 2.65
EXTREME-ORIENT EN DEV.	109	106	116	116	122	+ 5.17	101	96	102	100	103	+ 3.00
BANGLADESH	102	97	109	102	112	+ 9.80	97	92	100	91	98	+ 7.69
INDE	107	100	114	111	119	+ 7.21	100	91	101	96	100	+ 4.17
NEPAL	107	108	111	110	105	- 4.55	100	99	99	96	90	- 6.25
PAKISTAN	110	113	115	122	129	+ 5.74	100	100	98	101	103	+ 1.98
SRI LANKA	100	115	120	126	140	+ 11.11	94	105	108	110	120	+ 9.09
BIRMANIE	103	106	106	111	112	+ .90	96	97	94	96	95	- 1.04
INDONESIE	117	120	120	122	126	+ 3.28	109	108	106	105	105	
COREE, REPUBLIQUE DE	104	111	121	127	135	+ 6.30	98	102	109	112	117	+ 4.46
MALAISIE PENINSULAIRE	118	126	127	131	134	+ 2.29	109	113	110	111	111	
MALAISIE, SABAH	121	128	149	145	163	+ 12.41	109	110	126	117	126	+ 7.69
SOMALIE	105	105	104	112	119	+ 6.25	94	90	86	89	92	+ 3.37
PHILIPPINES	114	119	128	143	140	- 2.10	103	104	108	117	111	- 5.13
THAILANDE	123	121	128	135	126	- 8.15	111	106	109	111	99	- 10.81
JAPON	101	104	110	100	108	+ 8.00	97	98	103	93	99	+ 6.45
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF.	110	113	118	121	123	+ 1.65	104	106	108	109	109	
CHINE	110	114	118	121	123	+ 1.65	105	107	109	110	110	
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	61	52	67	71	71		57	47	59	60	59	- 1.67
COREE, REP. POP. DEM. DE	117	126	135	146	156	+ 6.85	108	114	118	125	130	+ 4.00
LAO	105	109	112	111	113	+ 1.80	98	100	100	98	97	- 1.02
MONGOLIE	112	117	122	118	117	- .85	102	104	105	99	96	- 3.03
VIET NAM	107	108	112	112	116	+ 3.57	101	99	101	99	100	+ 1.01

TABLEAU ANNEXE 3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL						PAR HABITANT					
	1973	1974	1975	1976	1977	VARIATION DE 1976 A 1977	1973	1974	1975	1976	1977	VARIATION DE 1976 A 1977
	.....	1969-71=100	.....	.....	.....	POURCENT	.....	1969-71=100	.....	.....	.....	POURCENT
PRODUCTION AGRICOLE												
MONDE	108	110	113	115	118	2.61	102	102	103	103	103	
PAYS DEVELOPPE	108	110	111	113	115	1.77	105	106	107	107	109	1.87
EUROPE OCCIDENTALE	105	111	110	110	111	.91	103	108	107	106	107	.94
BELGIQUE-LUXEMBOURG	106	113	109	101	104	2.97	105	111	108	99	102	3.03
DANEHARK	98	111	105	100	104	4.00	96	108	102	97	100	3.09
FRANCE	110	112	107	109	110	.92	107	108	103	105	105	
ALLEMAGNE,REP.FED.D*	100	104	101	99	102	3.03	99	102	99	98	101	3.06
IRLANDE	101	117	138	125	137	9.60	97	111	130	116	126	8.62
ITALIE	101	107	107	106	106		99	103	103	101	101	
PAYS-BAS	106	117	122	123	128	4.07	103	113	117	116	120	3.45
ROYAUME-UNI	107	114	108	105	111	5.71	106	113	107	104	110	5.77
AUTRICHE	102	106	109	108	106	- 1.85	100	105	107	107	105	- 1.87
FINLANDE	99	102	107	119	107	- 10.08	98	100	104	116	104	- 10.34
GRECE	108	118	125	129	128	- .78	107	116	122	124	121	- 2.42
ISLANDE	123	119	126	123	132	7.32	118	113	118	114	121	6.14
MALTE	104	105	94	116	110	- 5.17	104	105	93	114	107	- 6.14
NORVEGE	103	121	107	106	119	12.26	101	118	104	102	114	11.76
PORTUGAL	100	102	102	98	89	- 9.18	100	101	100	97	87	- 10.31
ESPAGNE	117	120	126	128	123	- 3.91	100	116	120	121	115	- 4.96
SUEDE	101	122	108	116	116		100	120	106	113	113	
SUISSE	102	103	106	112	111	- .89	98	99	102	109	110	.92
YUGOSLAVIE	107	117	117	123	128	4.07	104	113	111	116	121	4.31
URSS ET EUROPE ORIENTALE	114	113	112	114	117	2.63	111	109	108	109	110	.92
ALBANIE	110	111	113	123	128	4.07	102	100	98	105	106	.95
BULGARIE	108	102	109	117	115	- 1.71	107	99	106	113	111	- 1.77
TCHECOSLOVAQUIE	114	117	115	115	122	6.09	112	114	112	111	117	5.41
REP.DEMOCR.ALLEMANDE	110	121	120	115	120	4.35	111	122	121	117	123	5.13
HONGRIE	116	120	125	115	130	13.04	115	118	123	113	126	11.50
POLOGNE	111	113	116	110	109	- .91	108	109	110	104	102	- 1.92
ROUMANIE	116	121	125	154	148	- 3.90	113	116	119	146	139	- 4.79
URSS	115	111	109	113	115	1.77	112	107	104	107	108	.93
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE	106	106	113	117	121	3.42	103	103	108	111	114	2.70
CANADA	103	97	107	117	118	.85	100	92	100	108	108	
ETATS UNIS	106	107	113	117	121	3.42	103	104	109	112	114	1.79
OCEANIE DEVELOPPEE	109	104	112	118	114	- 3.39	104	97	104	108	104	- 3.70
AUSTRALIE	110	105	114	118	114	- 3.39	105	99	106	108	103	- 4.63
NOUVELLE-ZELANDE	105	98	107	119	116	- 2.52	100	92	98	108	105	- 2.78
PAYS EN DEVELOPPEMENT	107	110	115	117	121	3.42	100	101	103	102	103	.98
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	100	106	106	110	108	- 1.82	93	95	93	94	90	- 4.26
ALGERIE	95	100	103	112	102	- 8.93	87	88	88	92	81	- 11.96
MAROC	98	109	92	106	83	- 21.70	90	97	80	89	67	- 24.72
TUNISIE	131	133	154	149	146	- 2.01	123	122	138	130	124	- 4.62
BENIN	101	98	96	106	110	3.77	94	88	83	91	91	- 10.78
GAMBIE	97	112	114	114	105	- 7.89	91	103	104	102	91	- 2.15
GHANA	105	116	100	98	94	- 4.08	97	105	87	83	78	- 6.02
GUINEE	89	91	94	100	100		83	83	84	86	84	- 2.33
COTE-D'IVOIRE	115	116	130	135	139	2.96	107	106	115	116	117	.86
LIBERIA	112	117	115	117	121	3.42	105	107	102	102	103	.98
MALL	71	78	95	102	103	.98	66	71	84	88	87	- 1.14
MURITANIE	76	74	73	82	84	2.44	72	69	66	72	73	1.39
NIGER	68	83	76	105	91	- 13.33	63	75	66	89	75	- 15.73
NIGERIA	94	102	106	109	110	.92	87	92	93	93	91	- 2.15
SENEGAL	92	122	140	127	97	- 23.62	86	111	124	110	82	- 25.45
SIERRA LEONE	103	101	108	112	117	4.46	96	92	96	97	98	1.03
TOGO	84	68	71	73	76	4.11	78	61	62	63	61	1.61
HAUTE-VOLTA	90	101	111	110	104	- 5.45	84	92	99	96	88	- 8.33
ANGOLA	100	104	91	79	81	2.53	93	95	81	69	68	- 1.45
CAMEROUN	104	113	109	110	113	2.73	98	105	99	97	99	2.06
EMPIRE CENTRAFRICAIN	110	114	110	113	117	3.54	103	105	99	99	101	2.02
TCHAD	82	94	98	96	99	3.13	78	88	90	87	88	1.15
CONGO	102	101	109	117	118	.85	94	92	96	101	100	-.99
GABON	105	106	107	109	111	1.83	102	103	102	103	104	.97
ZAIRE	105	108	110	112	114	1.79	98	97	96	96	96	
BURUNDI	113	114	110	114	116	1.75	107	105	98	99	98	
ETHIOPIE	99	100	98	102	99	- 2.94	92	90	87	88	83	- 5.68
KENYA	109	109	108	122	127	4.10	99	95	92	100	101	1.00
MADAGASCAR	102	111	114	113	119	5.31	94	99	98	95	97	2.11
MALAWI	118	118	116	125	131	4.80	110	108	103	109	111	1.83
MAURICE	114	112	86	119	128	7.56	108	105	79	107	114	6.54
MOZAMBIQUE	107	105	93	93	94	1.08	100	96	83	81	79	- 2.47
RHODESIE	99	124	128	128	123	- 3.91	89	109	108	104	97	- 6.73
RWANDA	105	105	119	126	129	2.38	97	94	103	107	105	- 1.87
TANZANIE	103	99	103	109	111	1.83	94	88	89	91	90	- 1.10
UGANDA	106	100	101	103	107	3.88	97	89	87	86	87	1.16
ZAMBIE	109	118	124	131	131	- 3.76	100	105	107	109	105	- 3.67
BOTSWANA	112	120	118	133	128	- 3.76	105	110	105	116	108	- 6.90

TABLEAU ANNEXE 3. INDIQUES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL						PAR HABITANT						VARIATION DE 1976 A 1977
	1973	1974	1975	1976	1977	VARIATION DE 1976 A 1977	1973	1974	1975	1976	1977	POURCENT	
PRODUCTION AGRICOLE	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100	1969-71=100
LESOTHO	116	101	93	120	109	- 9.17	109	93	84	107	95	- 11.21	
SWAZILANDO	114	125	115	129	133	+ 3.10	105	112	100	109	110	+ .92	
AFRIQUE DU SUD	96	118	106	108	115	+ 6.48	88	106	93	91	95	+ 4.40	
AMERIQUE LATINE	105	113	116	118	123	+ 4.24	97	102	101	100	102	+ 2.00	
COSTA RICA	114	112	123	124	124	+ 0.50	106	101	108	107	104	- 2.80	
EL SALVADOR	110	118	128	118	123	+ 4.24	100	105	110	98	99	+ 1.02	
GUATEMALA	113	117	116	127	133	+ 4.72	104	104	101	107	108	+ .93	
HONOURAS	108	102	95	103	120	+ 16.50	97	88	80	84	94	+ 11.90	
MEXIQUE	108	116	115	111	120	+ 8.11	98	102	97	91	96	+ 5.49	
NICARAGUA	109	121	127	129	141	+ 9.30	99	107	108	106	112	+ 5.66	
PANAMA	107	110	117	115	119	+ 3.48	98	98	102	97	98	+ 1.03	
BARBADE	96	88	85	90	102	+ 13.33	95	86	82	87	98	+ 12.64	
CUBA	89	90	95	97	102	+ 5.15	84	83	86	86	89	+ 3.49	
REPUBLIQUE DOMINICAINA	116	115	107	120	116	- 3.33	105	101	91	98	92	- 6.12	
HAITI	105	107	106	105	101	- 3.81	101	102	98	96	91	- 5.21	
JAMAIQUE	103	108	108	111	108	- 2.70	99	102	101	101	98	- 2.97	
AMERIQUE DU SUD	105	114	118	121	126	+ 4.13	97	103	103	103	105	+ 1.94	
ARGENTINE	103	107	111	120	120	+ 4.13	99	101	104	110	109	- .91	
BOLIVIE	125	126	134	135	131	- 2.96	116	114	119	116	110	- 5.17	
BRESIL	108	122	124	126	135	+ 7.14	99	109	108	107	111	+ 3.74	
CHILI	89	102	109	105	115	+ 9.52	84	95	99	95	101	+ 6.32	
COLOMBIE	109	112	123	124	131	+ 5.65	99	99	105	103	105	+ 1.94	
EQUATEUR	102	116	120	117	119	+ 1.71	93	119	102	97	95	- 2.06	
GUYANE	97	109	107	109	108	- .92	91	99	96	96	93	- 3.13	
PARAGUAY	103	114	119	126	142	+ 12.70	94	102	103	106	116	+ 9.43	
PEROU	103	106	106	107	106	- .93	94	95	91	90	87	- 3.33	
URUGUAY	93	99	98	111	93	- 16.22	90	95	94	105	87	- 17.14	
VENEZUELA	106	110	119	113	127	+ 12.39	97	98	103	95	104	+ 9.47	
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.	104	113	118	123	122	- .81	96	101	102	104	100	- 3.85	
EGYPTE	104	103	103	105	107	+ 1.90	96	93	92	91	91		
LIBYE	140	144	170	187	173	- 7.49	127	127	145	155	139	- 10.32	
SOUOAN	103	122	121	107	119	+ 11.21	94	108	104	89	96	+ 7.87	
AFGHANISTAN	111	114	118	122	119	- 2.46	102	103	103	104	100	- 3.85	
CHYPRE	82	96	101	100	109	+ 9.00	79	92	95	93	100	+ 7.53	
IRAN	116	122	124	132	134	+ 1.52	106	108	107	110	109	- .91	
IRAK	94	93	82	101	90	- 10.89	85	81	70	83	71	- 14.46	
JORDANIE	80	140	86	91	80	- 12.09	73	123	74	75	46	- 38.67	
LIBAN	111	123	113	102	100	- 1.96	102	109	97	85	81	- 4.71	
ARABIE SAOUOITE	84	109	117	104	111	+ 6.73	77	97	101	87	90	+ 3.45	
SYRIE	90	143	150	174	162	+ 6.90	82	127	128	145	131	- 9.66	
TURQUIE	101	112	120	128	126	- 1.56	94	101	106	111	106	- 4.50	
REP. ARABE DU YEMEN	117	107	126	118	116	- 1.69	107	95	109	99	94	- 5.05	
YEMEN DEMOCRATIQUE	115	120	125	123	121	- 1.63	105	107	108	103	99	- 3.88	
ISRAEL	119	128	130	135	142	+ 5.19	108	113	112	113	117	+ 3.54	
EXTREME-ORIENT EN OEV.	109	106	115	115	121	+ 5.22	101	96	101	99	102	+ 3.03	
BANGLADESH	101	95	105	101	111	+ 9.90	96	89	96	90	97	+ 7.78	
INDE	107	101	114	111	119	+ 7.21	100	92	101	96	100	+ 4.17	
NEPAL	107	107	110	109	105	- 3.67	100	98	98	95	90	- 5.26	
PAKISTAN	109	112	111	116	124	+ 6.90	100	99	96	96	100	+ 4.17	
SRI LANKA	96	105	109	111	121	+ 9.01	90	96	97	98	104	+ 6.12	
BIRMANIE	105	107	107	111	112	+ .90	98	97	95	97	95	- 2.06	
INDONESIE	115	117	118	120	123	+ 2.50	107	106	103	103	103		
COREE, REPUBLIQUE DE	107	113	123	137	137	+ 6.20	100	104	111	114	120	+ 5.26	
MALAISIE PENINSULAIRE	118	124	122	129	130	+ .78	109	111	106	110	107	- 2.73	
MALAISIE-SABAH	120	122	139	139	153	+ 10.07	107	105	118	111	118	+ 6.31	
SOMALIE	111	107	104	116	122	+ 5.17	99	92	87	93	94	- 1.08	
PHILIPPINES	114	119	128	143	140	- 2.10	103	104	108	117	111	- 5.13	
THAILANOE	119	118	124	130	122	- 6.15	108	104	106	107	97	- 9.35	
JAPON	101	103	109	100	107	+ 7.00	97	98	102	92	98	+ 6.52	
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF.	111	114	118	121	123	+ 1.65	105	107	109	109	109		
CHINE	111	115	119	122	123	+ .82	106	108	109	110	110		
KAMPUCHEA DEMOCRATIQ	61	53	66	71	71		56	48	58	60	59	- 1.67	
COREE, REP. POP. OEM. OE	117	126	134	145	154	+ 6.21	108	113	117	124	129	+ 4.03	
LAO	104	108	111	111	113	+ 1.80	97	99	97	96	103	- 1.03	
MONGOLIE	111	117	121	116	117	+ .86	102	104	104	98	96	- 2.04	
VIET NAM	107	108	112	112	116	+ 3.57	101	99	101	98	100	+ 2.04	

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELES 1968-77											
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES											POURCENT											
<b>MONDE</b>																							
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>																							
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	51353	53302	48629	57145	58499	64942	81575	65384	73620	68839	73618	4.44											
RIZ USINE	7636	7559	7924	8673	8659	8564	8446	8300	7755	8987	10819	2.09											
ORGE	6881	6390	7141	10469	11003	13817	12344	11590	12451	13780	12826	7.40											
HAIS	20476	28904	27471	29432	30966	37397	48052	49451	51285	61993	57122	10.36											
MILLET	233	263	242	182	271	218	239	226	233	276	293	1.63											
SORGHO	3560	4802	4406	6209	6228	6165	9045	10748	10151	11159	11918	12.32											
POMMES DE TERRE	3294	3401	3592	3782	3263	5131	3916	3880	3897	4382	4509	2.66											
SUCRE,TOTAL(EQUIV.,BRUT)	18630	20311	19426	21854	21355	22110	23166	23290	21673	22940	28555	2.76											
LEGUMINEUSES SECHEES	1566	1810	2172	1783	1782	1932	2007	1671	1811	1908	1953	- 1.18											
GRAINES DE SOJA	5520	8755	9332	12622	12332	13788	15594	17223	16459	19753	19996	9.61											
HALOUME	622	603	666	1120	1333	1102	1053	1546	1363	1827	2111	12.70											
ARACHIDES DECORTIQUEES	1395	1566	1282	995	868	911	961	840	897	1017	817	- 4.76											
ARACHIDE D'ARACHIDE	375	510	381	429	360	525	501	372	399	559	574	2.11											
COPRAH	1548	1252	1107	916	1067	1360	1045	529	1091	1156	873	- 2.65											
COULEUR DE COPRAH	440	573	481	616	714	867	738	669	1043	1373	1117	9.94											
PALMISTES	689	442	438	459	491	407	315	380	334	425	326	- 3.33											
HUILE DE PALMISTE	611	689	861	906	1239	1386	1515	1683	2018	2113	2178	14.02											
TOURTEAUX+TOURT. HOULUS	6936	9337	9765	11181	11864	12841	14360	14771	14532	18336	18634	8.01											
BANANES	4267	5663	5668	5805	6527	6749	6776	6627	6466	6644	6825	2.07											
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3260	3797	3993	4376	4241	4624	5032	4961	5119	5245	5405	3.97											
CITRONS+LIMES	533	672	711	725	756	728	781	821	813	954	885	3.35											
CAFE VERI+TORREFIE	2876	3377	3432	3281	3318	3559	3788	3408	3569	3671	2942	- .12											
FEVES DE CACAO	1096	1064	1020	1134	1190	1249	1108	1195	1152	1144	988	.07											
THE	626	728	683	740	762	759	787	800	814	862	871	2.39											
COTON,FIBRE	3729	3849	3756	3974	4077	4107	4715	3792	3994	4003	3841	.23											
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1048	1089	926	872	809	800	902	899	536	633	564	- 6.21											
FABAC BRUT	931	1010	1021	1004	1043	1220	1240	1389	1269	1317	1274	3.65											
CAOUTCHOUC NATUREL	2304	2659	2928	2853	2892	2843	3354	3198	3035	3256	3310	2.14											
LAINES EN SUINT	1231	1246	1264	1254	1141	1198	1114	828	847	1006	1087	- 3.46											
BOVINS ✓	5120	6222	6543	6902	6920	7749	6917	6101	6833	6769	6797	.30											
VIENS ET CAPRINS ✓	8150	9714	9775	10047	10393	11033	10783	10498	11765	11286	12714	2.59											
PORCINS 1/	2894	3395	3926	4596	5352	6046	5852	6017	6293	6739	6719	7.42											
VIANDER,TOTAL	3100	3980	4315	4601	4739	5362	5649	5126	5451	6163	6678	5.15											
LAIT SEC	146	169	190	204	255	271	337	325	339	393	503	11.81											
DEUFS EN COQUEILLE	428	344	367	413	431	437	461	514	568	522	546	5.47											
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>																							
POISSON,FRAIS, CONGELE	1462	1892	1890	2259	2314	2481	2832	2770	2856	2914	3290	6.16											
POISSON,SECHE,SALE,FUME	573	541	545	572	538	564	541	473	459	476	478	- 2.16											
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	269	350	400	468	552	680	703	709	768	884	861	10.79											
POISSON EN CONSERVE	521	550	593	613	607	674	743	747	725	831	772	4.32											
CRUST ET MOLL EN CONSERV	51	72	75	77	90	91	90	87	87	107	111	4.60											
HAULLES DE POISSON	665	822	701	634	709	749	551	558	597	584	549	- 3.72											
FARINES DE POISSON	1950	3559	3040	2996	3033	3008	1634	1954	2190	2114	2004	- 6.57											
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>																							
GRUMES DE CONIFERES	8480	20970	20427	24380	21615	25489	28761	26206	23865	28360	28343	3.45											
GRUMES DE FEUILLUS	17583	30162	35050	38751	40701	42822	52406	45172	36551	45657	47124	3.76											
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	14111	20293	22554	26554	24110	23071	29208	32765	31424	32347	32321	5.42											
BOIS DE CHAUFFAGE	2740	2392	2892	2779	2282	1828	2221	2515	2211	1882	2173	- 2.71											
SCIAGES DE CONIFERES	40885	47528	47342	49349	51670	57095	60908	51830	43208	56281	61172	1.77											
SCIAGES DE FEUILLUS	4778	6340	6897	7186	7234	8398	10617	8957	8013	11719	11685	6.66											
PANNEAUX A BASE DE BCIS	4728	8150	8927	9402	10612	12376	14423	12722	12191	14050	14274	6.39											
PATE DE BOIS POUR PAPIER	9658	13273	14463	15116	13197	14756	16811	17392	13696	15642	15677	1.53											
PAPIERS ET CARTONS	14238	19892	22494	23379	23532	25309	27626	29911	22905	27106	28100	3.15											
<b>EUROPE OCCIDENTALE</b>																							
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>																							
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	4855	8416	10905	9392	7130	10140	12714	12393	14407	14494	12843	6.13											
RIZ USINE	269	418	303	507	556	517	386	605	613	659	738	7.20											
ORGE	2461	4207	4324	4387	3780	5311	5586	5966	5686	5075	4395	2.60											
HAIS	1111	2537	3242	3883	5300	4593	5613	6012	5666	5876	4450	7.34											
MILLET	4	4	3	4	10	4	9	7	14	11	12	16.35											
SORGHO	65	119	111	181	136	196	276	712	737	771	385	24.71											
POMMES DE TERRE	1835	1850	2415	2220	2138	2763	2485	2358	2579	2337	2708	2.54											
SUCRE,TOTAL(EQUIV.,BRUT)	1465	1661	1448	1980	2025	2817	2827	2638	2249	2932	3924	8.93											

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	ILLIERS	DE	TONNES	METRIQUES								POURCENT
LEGUMINEUSES SECHEES	184	290	284	259	256	291	288	253	323	226	323	+27
GRAINES DE SOJA	2	6	8	19	17	269	113	16	111	189	120	40+92
HUILE DE SOJA	85	131	224	384	445	395	470	720	719	744	767	19+25
ARACHIDES DECORTIQUEES	14	13	13	16	14	17	17	17	13	24	21	5+18
HUILE D'ARACHIDE	37	52	48	34	31	32	54	51	74	49	44	2+80
COPRAH	3	1	2	1	1	7	6	1	17	3	1	16+77
HUILE DE COPRAH	47	56	70	52	79	143	117	78	203	269	163	16+79
PALMISTES						2	1	5	1	1	1	39+83
HUILE DE PALHISTE	19	21	26	30	55	77	80	68	86	98	111	19+94
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	970	1195	1342	1567	1793	2150	2722	2901	2281	2549	2412	9+10
BANANES	117	53	43	45	41	30	23	27	35	25	31	- 6+65
ORANGES+TANGER+MANDAR.	1316	1373	1444	1815	1514	1838	1943	1933	1999	2056	2113	4+73
CITRONS+LIMES	356	427	483	475	470	424	384	444	461	525	464	- 55
CAFE VERT+TORREFIE	15	25	32	38	38	47	62	76	86	92	78	15+67
FEVES DE CACAO	6	5	6	4	4	2	3	6	11	15	30	19+86
THE	18	51	39	41	53	47	58	61	43	46	60	2+29
COTON, FIBRE	78	95	75	98	99	74	101	79	65	89	70	- 2+40
JUTE ET FIBRES SIMIL.	33	43	40	39	38	29	28	25	21	18	17	-10+39
TABAC BRUT	106	111	112	119	122	154	141	196	177	179	156	6+01
CAOUTCHOUC NATUREL	62	23	15	19	19	24	30	40	29	32	27	6+97
LAIN EN SUINT	68	64	61	59	55	66	55	43	55	64	57	- 1+14
BOVINS 1/	1730	2343	2478	2601	2736	3093	2566	2312	3416	3026	2976	2+59
DVINS ET CAPRINS 1/	1182	929	980	629	718	790	619	575	1152	1154	1282	3+81
PORCINS 1/	600	1168	1896	2348	2175	2445	2552	2576	2596	3111	3106	8+41
VIANDS, TOTAL	880	1319	1357	1556	1812	1824	1934	2216	2434	2390	2654	8+30
LAIT SEC	120	152	174	183	224	221	277	274	287	321	404	10+28
DEUFS EN COQUILLE	233	156	190	229	224	237	262	308	345	334	348	9+02
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	818	929	954	1106	1044	1066	1097	1021	1051	1117	1072	- 1+28
POISSON, SECHE, SALE, FUME	349	330	338	339	314	349	328	281	277	289	281	- 2+37
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	106	130	133	150	186	244	197	225	256	283	243	8+83
POISSON EN CONSERVE	197	181	178	188	177	198	235	225	210	244	235	3+71
CRUST ET MOLL EN CONSERV	9	14	17	19	22	27	29	25	27	34	35	9+58
HUILES DE POISSON	221	258	270	169	149	195	271	196	249	330	337	4+30
FARINES DE POISSON	367	789	658	606	724	840	797	803	864	950	1016	4+26
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1108	1368	1225	1463	1354	1380	2236	2784	1704	2428	2590	8+82
GRUMES DE FEUILLUS	963	1200	1233	1354	1474	1549	1850	1930	1663	2022	2070	6+50
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	4554	5388	6476	8288	7755	6089	7114	7771	8245	8037	7134	2+56
BOIS DE CHAUFFAGE	1585	993	1182	1268	814	752	1021	1165	1069	850	1077	- 64
SCIAGES DE CONIFERES	14029	15054	16237	16213	16529	17929	20295	17258	12640	17106	16575	-15
SCIAGES DE FEUILLUS	1044	1345	1444	1504	1522	1766	2274	1852	1607	2894	2734	7+82
PANNEAUX A BASE DE BCIS	2502	3555	3963	4217	4606	5257	6320	5835	5084	6079	6202	6+14
PATE DE BOIS POUR PAPIER	5599	6897	7089	7156	5842	6639	8054	7454	5198	5696	5599	- 2+44
PAPIERS ET CARTONS	6056	8802	10171	10730	10845	12019	13760	14904	10637	13113	13737	4+23
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	4196	6951	8003	6827	9276	5883	7036	8307	5261	4137	5180	- 5+15
RIZ USINE	30	29	5	10	17	92	90	149	16	11	9	2+06
DRGE	1089	682	849	724	802	664	460	1046	902	781	1631	5+47
MAIS	1762	735	1544	1116	884	946	1570	1727	983	1536	993	2+80
MILLET	4	1	4	5	4	4	6	14	8	13	7	21+33
POMMES DE TERRE	719	707	311	631	344	1510	534	648	490	442	413	- 1+67
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2469	2684	2149	2114	1706	962	819	787	438	573	625	-17+99
LEGUMINEUSES SECHEES	199	242	487	157	249	127	118	119	119	109	117	-11+77
GRAINES DE SOJA		10	4	1	50	10	6	22	11	10	9	10+84
HUILE DE SOJA		11	9	3	3	3	6	8	1	5	1	-11+19
ARACHIDES DECORTIQUEES	2	1	1	2	3	1	1	1				-93+69
HUILE D'ARACHIDE	1											-78+64
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	254	341	338	69	58	65	75	42	44	42	54	-18+77
BANANES						3						-61+07
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3	9	13	2								-41+56
CITRONS+LIMES	2											
FEVES DE CACAO	2											
THE	8	14	13	10	11	12	13	14	17	15	22	5+60
COTON, FIBRE	386	576	465	528	571	662	734	740	801	880	974	7+65
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1	1	1	6	2	3	4					-98+74
FABAC BRUT	101	110	97	94	92	88	97	100	102	101	103	.29

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
						MILLIERS DE TONNES	METRIQUES					POURCENT
CAOUTCHOUC NATUREL	24											-91.21
LAINE EN SUINT	1	3	6	2	1	1	1	1	1	1	1	-17.63
BOVINS 1/	217	628	729	735	811	789	769	610	613	440	443	- 4.99
OVINS ET CAPRINS 1/	708	1932	2301	2935	3104	3164	3142	2850	3433	3001	3124	4.15
PORCINS 1/	702	297	136	147	542	738	336	575	808	516	484	14.04
VIANDE, TOTAL	292	504	439	329	374	395	433	510	622	517	540	3.69
DEUFS EN COQUEILLE	101	96	86	98	114	108	102	111	121	101	90	.94
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	80	238	235	319	351	345	379	494	606	611	613	12.58
POISSON, SECHE, SALE, FUME	37	25	23	22	17	16	15	13	19	14	14	- 6.04
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	2	2	5	5	4	7	3	1	1	1	-10.19
POISSON EN CONSERVE	22	27	29	30	28	29	31	32	45	45	42	5.92
CRUST ET MOLL EN CONSERV.	4	5	3	4	4	3	2	2	3	2	2	- 9.27
HAULLES DE POISSON	32	60	64	35	15	17	6	6	4	2	2	-34.34
FARINES DE POISSON	5	31	33	14	12	18	13	11	18	18	18	- 4.75
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3131	6115	6382	7572	7383	7982	10195	9829	8884	9534	9803	5.58
GRUMES DE FEUILLES	70	249	252	288	275	290	334	397	354	226	203	.20
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	5366	7885	8232	9334	8437	8021	11019	12480	12170	12451	12065	5.95
BOIS DE CHAUFFAGE	391	301	326	282	212	221	239	308	230	194	195	- 4.40
SCIAGES DE CONIFERES	9464	10933	10735	11006	10764	11059	11085	9865	10362	11009	10416	-.50
SCIAGES DE FEUILLES	686	870	894	936	948	827	825	767	749	748	879	- 1.75
PANNEAUX A BASE DE BCIS	519	1045	1062	1114	1108	1248	1481	1462	1594	1710	1771	6.82
PATE DE BOIS POUR PAPIER	348	534	632	554	569	672	691	684	673	850	877	5.02
PAPIERS ET CARTONS	340	728	930	1079	1107	1180	1264	1304	1095	1462	1514	6.50
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV. DE BLE	31865	27841	21101	30585	31171	37245	51359	36738	43455	38774	40158	6.33
RIZ USINE	1193	1898	1920	1741	1479	2037	1630	1726	2139	2107	2288	2.21
ORGE	1993	1034	800	4146	5161	5749	5168	3547	4054	5432	4343	16.35
MAIS	11365	14961	13968	14412	12918	22409	33215	29875	33520	44692	40580	15.83
SORGHO	2864	3600	2752	3772	2849	3858	5629	5722	5848	5797	6139	9.30
POMMES DE TERRE	274	303	327	321	254	300	313	356	367	855	503	8.20
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	24	25	17	16	13	20	71	105	291	121	166	37.70
LEGUMINEUSES SECHES	269	274	347	403	340	359	416	339	387	394	374	2.21
GRAINES DE SOJA	5000	8054	8493	11868	11555	12034	13250	13953	12506	15357	16234	7.14
HUILE DE SOJA	507	441	413	696	823	618	439	766	355	506	768	1.53
ARACHIDES DECORTIQUEES	33	57	25	51	109	192	189	255	241	130	302	25.04
HUILE D'ARACHIDE	14	1	15	15	39	28	47	21	12	48	45	25.23
HUILE DE COPRAH	3	3	4	5	10	6	11	5	8	26	17	21.14
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1615	3003	3283	3968	4435	4012	4971	5215	4030	5162	4554	4.77
BANANES	50	78	87	191	180	188	188	195	187	201	199	9.13
ORANGES+TANGER+MANDAR.	196	153	280	266	257	303	292	328	481	461	410	10.22
CITRONS+LIMES	95	120	108	128	137	157	201	202	183	225	236	9.15
CAFE VERT+TORREFIE	36	31	27	28	25	34	72	85	55	69	106	16.75
FEVES DE CACAO	7	6	9	6	5	4	9	23	9	10	14	9.61
THE	1	3	3	3	3	3	3	3	4	3	4	3.79
COTON, FIBRE	1075	878	544	677	936	701	1246	1172	871	748	973	3.49
JOIE ET FIBRES SIMIL.	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	6.26
FABAC BRUT	245	301	295	264	249	314	313	335	293	292	314	1.05
CAOUTCHOUC NATUREL	26	42	26	16	25	21	27	26	29	29	25	-.21
LAINE EN SUINT	2	1	1	1	1	1	1	1	1			-11.00
BOVINS 1/	459	390	282	335	338	405	699	360	421	684	651	8.00
OVINS ET CAPRINS 1/	43	144	129	140	220	174	214	293	344	250	214	8.70
PORCINS 1/	19	35	36	114	106	101	107	213	47	56	54	2.87
VIANDÉ, TOTAL	265	286	315	319	341	369	444	406	472	693	700	10.35
LAIT SEC	18	9	10	9	11	18	23	21	17	16	16	11.13
DEUFS EN COQUEILLE	10	14	12	15	11	11	18	21	22	22	38	11.30
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	167	242	225	211	225	234	264	200	236	250	352	2.73
POISSON, SECHE, SALE, FUME	54	50	50	53	58	52	49	49	47	62	65	1.68
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	22	27	38	36	38	36	47	39	42	48	71	7.23
POISSON EN CONSERVE	32	36	37	32	33	43	52	39	36	46	51	3.79
CRUST ET MOLL EN CONSERV.	6	9	10	9	10	9	10	8	8	9	9	- 1.38
HAULLES DE POISSON	79	38	104	93	118	95	121	101	93	91	60	1.83
FARINES DE POISSON	50	65	73	77	72	42	63	85	35	63	61	- 2.78

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
					MILLIERS DE TONNES	METRIQUES						POURCENT
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	3786	11839	10926	13391	10854	14104	14248	12118	12196	14842	14362	2.30
GRUMES DE FEUILLUS	388	508	432	368	339	497	567	622	328	470	481	.90
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3876	6618	7130	7777	6473	6768	7837	8402	6867	8337	8572	2.29
BOIS DE CHAUFFAGE	27	120	84	102	84	91	112	110	206	162	200	8.67
SCIAGES DE CONIFERES	15851	19162	18274	20057	22023	25705	27339	22944	18553	26379	32305	4.38
SCIAGES DE FEUILLUS	633	660	752	674	787	1006	1072	705	807	814	847	2.11
PANNEAUX A BASE DE BOIS	493	872	986	884	979	1225	1558	1518	1507	1567	1532	7.90
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3481	5338	6183	6823	6125	6628	7185	8076	6672	7664	7722	3.47
PAPIERS ET CARTONS	7346	9537	10435	10504	10573	10972	11256	12259	9737	10959	11239	1.17
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV. DE BLE	6083	6993	5374	7376	9484	8712	5659	5326	8201	7875	8196	1.51
RIZ USINE	59	102	110	121	102	181	158	137	174	218	260	10.02
ORGE	498	132	452	631	1123	1828	844	808	1760	2022	2157	26.64
MAIS	2	3	1	22	38	19	3	1	11	79	40.30	
MILLET	10	11	9	14	27	40	25	31	21	20	23	8.92
SORGHO	16	19	69	54	517	993	736	748	856	815	829	48.96
POMMES DE TERRE	16	13	19	30	22	16	21	16	21	25	29	3.59
SUCRE,TOTAL(EQUIV. BRUT)	1052	1625	2066	1389	1574	2012	2087	1784	1999	2002	2558	3.76
LEGUMINEUSES SECHEES	20	25	32	37	46	37	44	42	37	32	44	3.10
ARACHIDES DECORTIQUEES	1	1	1	1	1	7	7	7	2	2	9	36.96
TOUTEAUX+TOURT. MOULUS	2	3	1	2	1	2	1	1	1	3		-21.26
ORANGES+TANGER+MANOAR+	17	24	30	21	26	34	32	24	15	18	11	-7.52
CITRONS+LIMES			1	1	1	1	1	1	1	1	1	4.26
FEVES DE CACAO												11.24
THE	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-2.14
TABAC BRUT			1	1	1							-4.49
LAINE EN SUINT	820	852	910	941	863	905	859	634	588	750	826	-2.96
BOVINS 1/	9	8	6	3	4	7	17	34	13	33	45	29.29
DVINS ET CAPRINS 1/	247	375	376	566	788	891	1145	1159	1456	1847	3409	25.25
PORCINS 1/	1	2	1	2	2	2	1	1	1	1	1	-8.67
VIANOUE TOTAL	857	982	1038	1210	1203	1368	1542	1208	1182	1446	1631	4.28
LAIT SEC	5	4	4	9	10	14	15	15	13	14	38	20.47
DEUFS EN COQUILLE	3	4	4	3	3	4	4	2	2	2	1	-10.54
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON,FRAIS,CCNEGELE	4	4	4	8	10	14	14	13	12	19	28	20.86
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	6	13	13	14	16	18	17	16	16	14	17	2.66
POISSON EN CONSERVE	1	1	1	1	1	2	2	1	1			-1.67
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	2	2	3	4	3	2	2	2	3	1.75
HUILES DE POISSON	7	7	6	4	6	6	8	8	4	8	6	1.15
FARINES DE POISSON	1											-84.54
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	321	1432	1661	1809	1797	1844	1916	1302	534	958	1027	-8.06
GRUMES DE FEUILLUS	19	12	11	11	13	14	9	12	3	1	4	-18.52
SCIAGES DE CONIFERES	81	217	250	259	301	266	248	245	160	232	295	-50
SCIAGES DE FEUILLUS	41	28	36	40	28	27	54	51	32	23	31	-53
PANNEAUX A BASE DE BOIS	22	47	64	68	87	75	93	52	61	28	33	-6.48
PATE DE BOIS POUR PAPIER	64	94	80	98	100	114	142	232	335	375	452	22.77
PAPIERS ET CARTONS	98	165	182	186	187	204	200	187	203	274	294	5.28
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV. DE BLE	218	95	87	138	56	77	80	46	30	20	6	-23.24
RIZ USINE	56	90	80	88	58	52	43	29	17	52	32	-12.87
ORGE	147	2	132	236	12	65	2	5				-87.24
MAIS	403	844	619	274	347	541	507	326	211	164	59	-18.97
HILLET	47	64	71	73	73	56	36	59	32	46	41	-7.30
SORGHO	9	2	13	5	2	1	1	2	5			-32.62
POMMES DE TERRE	144	144	108	119	119	124	107	86	97	91	115	-3.18
SUCRE,TOTAL(EQUIV. BRUT)	1166	1398	1444	1475	1258	1440	1571	1445	1096	1319	1287	-1.42
LEGUMINEUSES SECHEES	314	396	365	403	299	461	457	351	313	377	236	-3.11
GRAINES DE SOJA	18	15	8	12	6	2	1	1	2	2	2	-22.59
ARACHIDES DECORTIQUEES	1050	1186	910	617	389	356	372	182	163	277	146	-19.63
HUILE D'ARACHIDE	214	347	247	276	191	318	242	158	227	288	243	-1.95

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
COPRAH	85	80	78	74	69	59	69	62	45	60	53	- 4.81
HUILE DE COPRAH	12	14	14	14	13	11	17	18	9	10	7	- 5.54
PALMISTES	626	357	344	382	414	334	254	319	270	362	274	- 2.89
HUILE DE PALMISTE	317	135	179	178	201	156	135	199	220	158	120	- .60
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	587	839	817	807	658	908	719	594	677	769	670	- 2.32
BANANES	446	375	376	394	395	462	428	465	354	321	309	- 1.77
ORANGES+TANGER+MANDAR.	654	734	772	771	697	752	871	690	553	630	678	- 2.20
CITRONS+LIMES	12	8	7	6	5	5	7	4	2	1	1	-17.88
CAFE VERT+TORREFIE	785	983	985	1010	988	1067	1169	1175	1108	1160	889	- .80
FEVES DE CACAO	884	815	755	866	918	977	887	866	810	858	710	- .58
THE	58	90	102	109	112	134	138	135	130	144	154	5.46
COTON, FIBRE	265	330	358	449	403	378	399	293	271	337	276	- 3.25
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3	1	4	3	1	1	1	1	1	1	1	-97.33
FABAC BRUT	128	69	73	84	98	114	130	131	132	147	128	8.63
CAOUTCHOUC NATUREL	156	174	182	201	200	184	191	203	183	165	174	- .64
LAINÉ EN SUINT	6	7	7	7	4	5	5	6	4	3	3	- 7.71
BOVINS 1/	1138	1171	1143	1267	1307	1531	1473	1364	1058	1071	1129	- .97
DVINS ET CAPRINS 1/	2831	3529	3565	3266	3146	3738	3353	3287	3474	3240	3387	- .43
PORCINS 1/	17	2	16	23	24	22	17	13	13	13	14	6.20
VIANDINE, TOTAL	52	51	54	64	72	74	93	71	60	58	59	1.04
LAIT SEC	1	1	1	1	1	2	3	1	1	1	1	- 1.29
DEUFS EN COQUEILLE	2			1	1	1	1	1	1	1	1	3.38
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	25	19	18	32	42	63	106	102	70	66	81	19.22
POISSON, SECHE, SALE, FUME	58	64	61	72	71	70	59	52	56	49	49	- 3.78
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	6	7	12	14	16	20	31	39	43	29	23.24
POISSON EN CONSERVE	53	61	62	60	69	61	82	80	59	79	67	1.86
HUILES DE POISSON	9	15	17	17	13	25	31	18	12	7	6	- 8.74
FARINES DE POISSON	65	85	123	93	80	150	142	95	83	43	22	- 11.21
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES		43	47		65	13	14	14	15	14	14	- .78
GRUMES DE FEUILLES	5216	6461	7839	6842	6804	7377	8801	6935	5286	6372	6607	- 1.39
BOIS DE CHAUFFAGE	238	328	563	344	354	68	188	175	58	3	7	-38.79
SCIAGES DE CONIFERES	32	67	82	97	100	74	104	108	98	105	107	4.08
SCIAGES DE FEUILLES	636	755	736	760	657	722	896	831	718	812	788	1.04
PANNEAUX A BASE DE BCIS	180	263	278	306	290	344	347	334	210	189	225	- 3.31
PATE DE BOIS POUR PAPIER	93	170	176	191	195	204	217	235	170	369	364	7.56
PAPIERS ET CARTONS	33	25	26	28	21	20	22	34	24	20	20	- 1.62
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	3549	2452	2788	2466	1164	1812	3143	1941	2054	3340	6110	6.67
RIZ USINE	279	473	364	403	424	184	319	337	437	513	1021	5.99
ORGE	240	182	216	112	104	122	170	119	28	60	107	-11.42
MAIS	3302	5082	5524	6782	7764	3645	4113	6663	5088	4559	6899	- .22
HILLETT	145	152	119	60	129	81	118	78	94	124	169	1.48
SORGHO	413	693	1388	2026	2319	635	2108	3154	2180	3499	4310	16.65
POMMES DE TERRE	27	57	68	83	37	36	11	21	49	99	123	2.52
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	8878	9513	9235	11647	10709	10894	11994	12129	11104	10578	13192	2.53
LEGUMINEUSES SECHEES	91	171	143	87	97	163	167	175	233	318	367	12.37
GRAINES DE SOJA	57	69	311	291	225	1079	1841	2831	3435	3934	3441	56.05
ARACHIDES DECORTIQUEES	21	13	33	57	41	60	56	52	59	24	51	6.70
HUILE D'ARACHIDE	48	61	41	74	102	114	124	101	38	140	190	9.78
COPRAH	19	7	7	4	3	2	1	3	2	2	5	-20.80
HUILE DE COPRAH	3	3	4	5	9	11	9	5	5	5	5	3.35
PALMISTES	2	2	2	4	1	5	6	4	2	2	2	4.32
HUILE DE PALMISTE	3	3	6	4	6	3	6	6	3	4	2	- 4.36
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1434	1508	1713	2180	2379	2636	2814	3214	4484	5717	7412	18.02
BANANES	3386	4716	4687	4750	5197	5329	5345	5056	4875	5121	5227	.97
ORANGES+TANGER+MANDAR.	202	191	145	145	179	217	222	217	189	178	223	2.93
CITRONS+LIMES	6	1	2	2	3	8	11	15	22	23	30	49.34
CAFE VERT+TORREFIE	1865	2117	2098	1951	2035	2165	2233	1825	2048	2041	1541	- 1.86
EEVES DE CACAO	176	205	214	226	226	226	173	255	270	209	183	- .11
THE	10	18	18	23	28	24	25	30	23	32	29	5.34
COTON, FIBRE	934	887	1173	923	682	861	829	663	806	605	661	- 4.78
JUTE ET FIBRES SIMIL.	5	4	6	3	7	4	4	3	1	605	661	-39.28
FABAC BRUT	127	117	140	150	160	184	185	244	244	256	244	9.19
CAOUTCHOUC NATUREL	11	10	10	12	10	8	8	5	6	5	4	-10.02
LAINÉ EN SUINT	166	167	133	129	113	78	81	65	108	90	106	- 5.49

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
					... MILLIERS DE TONNES ...		METRIQUES					POURCENT
BOVINS 1/	1120	1202	1363	1476	1281	1491	1030	1041	994	1212	1249	- 2.06
DVINS ET CAPRINS 1/	98	252	151	216	158	81	48	65	92	84	105	-11.12
PORCINS 1/	62	37	23	29	27	42	32	33	43	68	38	6.37
VIANDE, TOTAL	669	687	936	941	742	1047	891	501	453	785	832	- 2.69
LAIT SEC		1		2	6	12	15	9	14	34	34	60.78
DEUFS EN COQUILLE	6	3	4	4	4	1	1	1	1	1	3	-11.29
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	31	40	47	56	60	64	107	131	146	196	261	23.24
POISSON, SECHE, SALE, FUME	1	1	1	2	2	3	7	9	5	3	4	24.59
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	62	66	74	88	90	96	92	92	96	98	101	3.80
POISSON EN CONSERVE	19	9	8	9	16	21	20	20	16	27	47	17.98
CRUST ET MOLL EN CONSERV	4	4	5	4	3	2	1	1	3	3	4	- 4.03
HUILES DE POISSON	143	345	174	218	308	318	10	93	148	39	19	-24.19
FARINES DE POISSON	1221	2270	1862	1997	1957	1711	402	749	910	842	686	-13.84
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	37	14	17	10	8	9	14	9	15	18	18	3.63
GRUMES DE FEUILLUS	418	390	378	362	302	217	524	202	40	70	43	-22.87
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	313	363	418	380	373	382	284	183	107	115	115	-15.71
BOIS DE CHAUFFAGE	47	10	18	13	18	5	10	7	8	12	15	- 2.48
SCIAGES DE CONIFERES	1272	1935	1600	1523	1724	1718	1530	1132	1135	1048	1061	- 6.58
SCIAGES DE FEUILLUS	273	400	505	585	552	622	872	837	592	641	729	5.43
PANNEAUX A BASE DE BCIS	74	131	158	168	219	266	295	265	252	320	348	10.51
PATE DE BOIS POUR PAPIER	42	142	164	158	150	267	300	318	332	382	340	12.83
PAPIERS ET CARTONS	40	88	123	134	120	118	195	221	155	204	217	9.33
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	187	243	69	44	31	626	606	37	15	25	650	- 1.91
RIZ USINE	358	592	788	681	546	493	326	151	115	236	249	-16.33
DRGE	451	150	363	226	17	142	17	7	12	364	158	-10.94
MAIS	4	2	1	2	3	7	3	2	3	15	37	32.09
HILLET	15	11	10	4	3	7	9	4	4	6	3	- 8.43
SORGHO	84	55	3	3	37	61	104	98	48	75	104	33.15
POMMES DE TERRE	193	206	247	294	254	284	326	299	184	354	440	4.73
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	238	107	260	144	163	160	55	59	58	47	82	-13.02
LEGUMINEUSES SECHES	190	124	137	110	123	143	170	106	102	112	163	.29
GRAINES DE SOJA	2											-74.90
ARACHIDES DECORTIQUEES	140	103	100	90	143	136	160	140	218	306	160	10.43
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	498	697	697	704	581	751	546	443	452	366	280	- 9.28
BANANES	18	12	14	14	14	16	10	6	10	7	5	-10.32
ORANGES+TANGER+MANDAR.	188	334	402	448	600	527	766	685	762	783	873	10.68
CITRONS+LIMES	43	87	85	88	114	108	152	129	119	154	132	6.31
CAFE VERT+TORREFIE	10	4	5	7	7	10	8	6	4	4	5	- 3.15
THE	2	11	14	18	23	19	26	19	4	8	8	- 9.28
COTON,FIBRE	766	866	863	1089	1101	1049	1097	706	856	1034	746	- 1.55
JUTE ET FIBRES SIMIL.												-96.30
FABAC BRUT	75	88	80	87	94	137	120	122	76	85	72	- .81
LAINE EN SAINT	16	14	14	12	15	21	25	10	8	5	5	-10.49
BOVINS	167	128	165	155	134	92	52	77	19	11	15	-26.55
DVINS ET CAPRINS	1489	1359	1198	1233	1146	932	987	980	720	722	598	- 8.16
VIANDE, TOTAL	3	6	6	8	13	31	22	14	8	18	18	-17.59
DEUFS EN COQUILLE	3	14	13	15	19	21	15	17	18	2	2	-17.34
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	11	10	11	11	8	14	20	15	6	5	3	- 9.64
POISSON,SECHE,SALE,FUME	15	14	16	20	23	21	17	20	12	11	11	- 4.43
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	5	4	4	7	14	17	13	8	11	12	12.95
POISSON EN CONSERVE	1	1	1	2	1	1	1	1	1	2		2.70
FARINES DE POISSON	1											28.23
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2	1	1	4	17	14	7	5	4	3	3	9.20
GRUMES DE FEUILLUS	23	17	20	23	20	22	24	8	17	10	10	- 8.48
BOIS DE CHAUFFAGE	6	33	28	32	23	33	31	20	21	22	22	- 4.74
SCIAGES DE CONIFERES	1	5	10	30	57	37	29	57	19	15	15	6.56
SCIAGES DE FEUILLUS	15	14	13	18	22	28	23	21	1	1	1	-27.71
PANNEAUX A BASE DE BCIS	5	18	21	25	14	26	32	31	27	29	29	6.04
PAPIERS ET CARTONS	1	4	5	4	5	4	11	22	9	10	10	15.37

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	Moyenne 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	Variat. annuelles 1968-77
												pourcent
<b>EXTREME-ORIENT EN DEV.</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE+EQUIV. DE BLE	140	164	221	274	137	347	562	156	127	97	188	- 4.47
RIZ USINE	3945	2111	2240	2544	2913	3188	2204	2021	1902	3608	4783	+ 4.83
ORGE			3	6	5	1	19	95		32	28	+ 3.95
MAIS	807	1641	1731	1716	2140	1953	1630	2554	2279	2485	1768	+ 3.06
HILLET	3	2	6	5	2	1	4	2	1	1	1	- 22.02
SORGHO	14	59	62	88	141	134	135	189	213	182	138	+ 13.24
POMMES DE TERRE	29	33	31	21	32	35	41	36	47	97	96	+ 14.26
SUCRE, TOTAL(EQUIV. BRUT)	1701	1166	1204	1620	2227	1862	2049	2629	2970	3850	4582	+ 15.72
LEGUMINEUSES SECHEES	216	167	219	225	233	216	220	185	206	229	227	+ 1.20
GRAINES DE SOJA	18	23	15	20	18	20	59	18	32	38	47	+ 10.36
HAUILE DE SOJA	2		1	8	22	9	8	7	4	2	4	+ 22.25
ARACHIDES DECORTIQUEES	47	62	87	66	61	51	64	110	94	184	74	+ 6.64
HAUILE D'ARACHIDE	44	6	6	8	8	7	11	8	11	12	7	+ 4.29
COPRAH	1231	987	810	657	791	1113	802	285	838	886	613	- 3.48
HAUILE DE COPRAH	330	446	339	487	548	643	527	510	761	1006	867	+ 9.80
PALMISTES	59	83	91	73	73	67	54	50	58	57	45	+ 6.49
HAUILE DE PALMISTE	271	530	649	694	977	1147	1284	1400	1690	1822	1911	+ 15.95
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1455	1544	1357	1670	1735	1987	2182	1978	2017	3198	2658	+ 7.75
BANANES	35	28	52	138	302	461	503	705	872	846	879	+ 46.01
ORANGES+TANGER+MANDAR.	16	22	22	28	29	33	41	39	62	86	79	+ 17.29
LITRONS+LIMES		1										- 11.99
CAFE VERT+TORREFIE	156	194	261	216	198	204	206	203	226	262	267	+ 1.99
FEVES DE CACAO	3	4	4	4	5	8	10	14	15	19	19	+ 23.19
THE	474	484	437	480	462	451	458	455	507	513	489	- .89
COTON, FIBRE	215	199	239	152	237	341	246	96	244	218	54	+ 7.60
JUTE ET FIBRES SIMIL.	999	1035	870	815	755	758	862	868	512	612	545	+ 5.90
FABAC BRUT	118	164	166	167	185	182	197	211	198	210	210	+ 3.22
CAOUTCHOUC NATUREL 3/	1907	2328	2619	2560	2597	2566	3052	2869	2764	2963	3023	+ 2.50
LAINE EN SUINT	22	5	4	2	3	2	2	3	1	2	2	+ 6.73
BOVINS 1/	100	104	114	146	134	148	123	114	74	73	76	+ 5.86
OVINS ET CAPRINS 1/	68	36	29	28	31	47	20	28	28	80	76	+ 8.06
PORCINS 1/	150	19	11	11	15	7	13	5	10	22	10	+ 2.50
VIANDER, TOTAL	4	7	7	7	15	15	19	26	32	43	46	+ 28.92
LAIT SEC	1	3	2	2	3	4	4	5	7	8	11	+ 19.32
DEUFS EN CGQUILLE	13	5	9	7	7	7	4	3	5	6	6	+ 2.49
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON, FRAIS, CONGELE	76	141	164	198	217	229	304	282	418	286	526	+ 13.28
POISSON, SECHE, SALE, FUME	41	43	43	54	41	42	53	36	31	32	37	+ 3.63
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	43	66	81	104	132	171	215	212	227	289	303	+ 18.64
POISSON EN CONSERVE	6	6	10	6	6	7	11	17	18	27	37	+ 21.14
CRUST ET MOLL EN CONSERV	10	16	13	15	13	20	23	26	27	34	38	+ 12.51
HAUILLES DE POISSON		1						1	1	1	1	+ 15.11
FARINES DE POISSON	14	27	32	45	44	65	81	66	58	84	109	+ 14.18
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	33	76	37	1	4	9	9	356	424	393	83.47	
GRUMES DE FEUILLUS	10362	20967	24493	29032	30775	32177	39607	34184	28274	35879	37067	+ 5.09
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.		15	296	629	506	763	754	986	906	592	592	+ 28.80
BOIS DE CHAUFFAGE	442	599	683	730	771	654	617	725	610	636	654	+ .51
SCIAGES DE CONIFERES	9	5	8	7	8	109	189	117	134	251	258	+ 65.66
SCIAGES DE FEUILLUS	1176	2072	2325	2518	2506	3120	4357	3676	3314	5572	5460	+ 11.32
PANNEAUX A BASE DE BCIS	303	1241	1335	1561	1975	2503	2974	2279	2433	2991	2989	+ 10.43
PATE DE BOIS POUR PAPIER			5	8	3	4	14	9	2	2	2	+ 13.90
PAPIERS ET CARTONS	26	62	68	58	59	99	197	116	109	152	146	+ 12.32
<b>ASIE A ECON. CENTR. PLANIF</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE+EQUIV. DE BLE	169	14	10	8	5	5	12	5	4	4	4	- 11.57
RIZ USINE	1447	1844	1751	1980	1648	1637	2743	2832	2330	1582	1437	-
ORGE		1	1	1			16	6	2			+ 10.06
MAIS	244	144	74	45	120	110	65	130	315	430	356	+ 19.82
HILLET	4	18	19	17	23	24	33	30	56	52	37	+ 13.20
POMMES DE TERRE	20	66	49	44	47	52	54	49	50	55	59	+ .27
SUCRE, TOTAL(EQUIV. BRUT)	599	928	704	500	655	655	646	612	510	548	635	+ 3.15
LEGUMINEUSES SECHEES	74	118	154	94	132	128	115	86	87	105	89	+ 4.16

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
					MILLIERS DE TONNES	METRIQUES						POURCENT
GRAINES DE SOJA	423	577	492	411	461	373	321	375	355	190	135	-12.07
HUILE DE SOJA	2	4	3	3	2						2	-34.62
ARACHIDES DECORTIQUEES	26	62	51	20	25	41	36	29	30	33	21	-5.95
HUILE D'ARACHIDE	5	28	12	8	12	15	13	16	15	14	7	-5.20
COPRAH							1					19.69
HUILE DE COPRAH	1	3	1									-97.85
PALMISTES	2											
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	21	46	44	35	43	28	44	32	30	29	23	-6.19
BANANES	168	360	383	241	372	245	270	165	127	117	168	-11.79
ORANGES+TANGER+MANDAR.	41	79	83	75	87	90	83	74	79	56	77	-1.96
CAFE VERT+TORREFIE	1	3	3	3	3	4	6	6	4	6	4	7.70
THE	49	56	54	53	66	66	60	74	78	91	96	6.71
COTON, FIBRE	6	8	22	22	22	22	22	22	43	43	43	15.31
JUTE ET FIBRES SIMIL.	4	4	4	4	4	2	2	1		2	1	-17.16
FABAC BRUT	17	34	39	24	28	32	43	41	39	39	41	3.47
CAOUTCHOUC NATUREL	112	76	70	38	33	32	40	49	18	55	51	-4.59
LAINE EN SUINT	20	26	24	18	16	16	18	16	19	19	16	-3.24
BOVINS 1/	155	232	246	160	157	171	162	166	204	195	190	-1.26
BOVINS ET CAPRINS 1/	1387	1097	955	958	1042	1186	1220	1225	1030	873	482	-4.24
PORCINS 1/	1345	1836	1806	1923	2460	2689	2794	2601	2775	2953	3012	6.21
VIANDES TOTAL	43	97	120	115	118	185	192	141	153	184	130	4.69
DEUFS EN COQUEILLE	33	41	40	38	45	41	47	46	46	43	44	1.53
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	19	45	52	136	148	161	173	137	96	100	100	6.27
POISSON, SECHE, SALE, FUME	5	4	5	4	6	4	6	4	5	5	5	2.68
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	5	9	19	23	29	37	43	40	42	54	54	18.46
POISSON EN CONSERVE	1	1	1	2	1	10	6	6	11	11	11	43.31
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1	2	4	4	6	7	6	7	6	9	8	15.37
FARINES DE POISSON	1	2	3	2	2	3	3	3	1			-29.18
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	48	57	97	100	106	119	98	125	145	96	96	4.26
GRUMES DE FEUILLES	87	75	78	43	12	28	5	3	17	12	12	-21.65
SCIAGES DE CONIFERES	34	51	64	72	70	139	53	66	70	90	90	3.91
SCIAGES DE FEUILLES	46	62	61	43	111	177	160	118	111	134	134	10.99
PANNEAUX A BASE DE BOIS	159	417	523	591	811	953	959	687	770	870	870	6.89
PATE DE BOIS POUR PAPIER	14	18	28	43	63	66	26	25	33	31	31	.37
PAPIERS ET CARTONS	62	81	82	103	113	115	116	107	132	161	161	7.52

<sup>1/</sup> Milliers de têtes<sup>2/</sup> Tous les produits forestiers, à l'exception de la pâte à papier et des papiers et cartons, sont exprimés en milliers de mètres cubes.<sup>3/</sup> Non compris les importations de Singapour.

TABLEAU ANNEXE 5. VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	DOLLARS U.S. LA TONNE											POURCENT
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE	65	64	65	62	68	69	106	171	169	153	125	13.04
FARINE DE BLE	85	85	85	86	91	93	135	210	237	214	191	14.06
RIZ USINE	121	173	158	130	119	136	226	401	377	282	283	11.50
ORGE	58	64	58	53	60	59	94	135	141	138	132	13.14
MAIS	55	52	55	60	63	63	92	128	136	123	111	12.24
POMMES DE TERRE	59	54	69	74	62	71	114	111	147	247	199	17.29
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	116	101	107	118	128	148	187	384	515	309	240	17.15
GRAINES DE SOJA	101	103	98	103	115	126	216	246	225	215	273	13.57
HUILE DE SOJA	259	222	225	278	317	288	358	701	695	455	573	13.33
ARACHIDES DECORTIQUEES	177	159	190	208	230	250	339	512	513	460	608	16.70
HUILE D'ARACHIDE	320	272	316	340	391	378	444	935	803	723	822	14.83
COPRAH	157	189	161	185	166	118	210	501	237	183	329	6.90
HUILE DE COPRAH	262	316	274	307	288	208	358	929	418	361	558	7.97
PALMISTES	135	158	140	150	140	112	179	362	177	158	271	6.15
HUILE DE PALME	208	149	144	222	225	189	253	530	464	366	522	15.91
HUILE DE PALMISTE	244	330	267	308	302	243	341	826	455	399	563	8.15
HUILE D'OLIVE	602	698	652	680	701	806	1168	1778	1855	1307	1276	11.85
GRAINES DE RICIN	114	145	127	117	121	158	384	329	207	253	329	12.16
HUILE DE RICIN	251	333	259	265	325	453	965	838	575	556	814	13.48
GRAINES DE COTON	67	72	62	65	78	73	100	134	135	148	179	12.80
HUILE DE COTON	284	268	271	302	357	317	355	602	676	554	605	11.56
GRAINES DE LIN	126	128	122	112	105	120	258	427	340	285	279	15.29
HUILE DE LIN	219	210	213	213	197	194	315	900	762	520	509	16.81
BANANES	83	88	90	86	85	89	94	99	127	130	146	5.99
ORANGES	122	121	128	119	133	137	153	165	202	200	218	7.43
POMMES	139	147	157	157	169	186	249	241	317	277	362	10.82
RAISINS SECS	299	322	334	334	300	362	727	907	718	677	946	14.60
DATTES	108	125	105	109	124	154	166	213	245	241	269	11.84
CAFE VERT	720	756	720	937	826	903	1132	1251	1191	2254	4140	17.04
FEVES DE CACAO	455	603	783	764	625	567	844	1325	1396	1500	2781	15.64
THE	1124	970	915	940	932	985	929	1089	1272	1236	2025	6.67
COTON, FIBRE	628	631	616	629	693	778	880	1299	1120	1258	1522	11.40
JUTE	223	225	254	249	250	279	248	241	279	252	291	1.59
FIBRE SIMIL. AU JUTE	154	116	148	136	166	205	193	168	215	359	406	12.71
SISAL	232	121	129	117	115	151	320	716	469	329	367	19.74
TABAC BRUT	1190	1257	1297	1288	1277	1380	1497	1752	2061	2183	2385	8.06
CAOUTCHOUC NATUREL	559	376	492	444	362	340	552	821	562	746	843	8.95
CAOUTCHOUC NATUR SEC	476	327	416	385	327	309	568	712	540	735	794	10.55
LAINE EN SUINT	1233	988	1055	964	801	927	2058	2805	1761	1790	2150	11.71
BOVINS 1/	129	135	150	154	172	229	281	259	299	202	293	10.28
BOEUF ET VEAU	616	773	804	902	1056	1262	1652	1601	1658	1571	1787	10.71
MOUTON ET AGNEAU	434	462	481	525	554	586	872	1223	1067	1002	1133	12.54
PORCINS 1/	39	40	45	49	47	57	79	81	90	91	101	11.71
BACON, JAMBON	707	742	808	865	855	1027	1507	1620	2020	1975	1848	13.59
VIANDE DE VOLAILLE	651	639	677	666	663	745	1045	1035	1139	1197	1244	9.08
VIANDE PREPAREE	780	896	884	926	1135	1221	1447	1676	1537	1526	1636	8.27
LAIT CONDENSE ET EVAPORE	323	306	310	311	361	436	487	564	687	642	660	11.14
LAIT ECREME EN PUDRE	243	293	324	317	449	582	665	840	1001	842	670	14.19
BEURRE	832	742	752	728	979	1223	993	1318	1731	1673	1734	11.70
FROMAGE	735	834	902	942	1076	1255	1461	1718	2026	1973	2150	12.47
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON, FRAIS, CONGELE	310	338	386	403	453	539	665	670	755	873	996	12.86
POISSON, SECHE, SALE, FUME.	358	424	450	473	567	641	859	1149	1225	1382	1602	17.77
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	826	1100	1192	1177	1276	1387	1783	1822	2058	2435	2746	11.09
POISSON EN CONSERVE	664	727	720	780	846	959	1191	1339	1329	1424	1652	10.46
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1192	1265	1459	1536	1693	1705	2197	2617	2870	2769	3315	11.42
HUILES DE PECISSON	160	94	123	201	211	158	272	468	339	357	430	17.56
FARINES DE PECISSON	109	108	129	164	166	401	377	243	324	431	15.80	
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>												
GRUMES DE CONIFERES 2/	18	21	22	24	24	27	46	52	51	52	59	14.22
GRUMES DE FEUILLUS 2/	24	25	25	23	23	25	39	49	40	50	53	10.92
BOIS DE TRITUR.+ PARTIC.	11	10	11	12	13	14	17	22	25	24	25	12.31
BOIS DE CHAUFFAGE 2/	8	8	7	9	9	10	12	18	20	23	21	15.14
SCIAGES DE CONIFERES 2/	37	39	43	44	47	53	74	96	88	93	101	12.82
SCIAGES DE FEUILLUS 2/	61	61	64	65	65	80	105	131	127	130	146	11.89
PANNEAUX A BASE DE BCIS	114	116	120	122	121	136	170	191	187	200	211	7.99
PATE DE BOIS POUR PAPIER	115	116	122	142	149	147	175	279	351	333	312	14.62
PAPIERS ET CARTONS	163	171	176	185	195	209	253	350	417	407	416	12.80

1/ Dollars U.S. par tête

2/ Dollars U.S. le mètre cube

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
						ILLIERS DE TONNES	METRIQUES					POURCENT
<b>MONDE</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	49540	52472	48520	54894	57660	61047	76811	66500	72705	71212	72408	4.74
RIZ USINE	7470	7704	7521	8847	8593	8737	8987	8455	7538	9222	10229	1.93
ORGE	7000	6463	7059	10723	10759	13995	12097	12424	12507	13659	12346	7.22
MAIS	19857	28311	27017	28976	30778	37962	47120	49254	51621	61728	56407	10.52
MILLET	241	301	264	274	332	284	405	382	334	327	431	4.01
SORGHO	3256	4433	4349	5735	6410	5389	7340	10230	9080	9752	9859	10.75
POMMES DE TERRE	3217	3276	3393	3754	3189	4893	3848	3808	3764	4447	4462	3.06
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	18332	19597	19138	22326	21363	21845	23308	22800	22242	23033	27867	2.89
LEGUMINEUSES SECHEES	1440	1756	2078	1865	1744	2060	2019	1683	1877	1887	1937	.07
GRAINES DE SOJA	5430	8347	9378	12295	12712	13875	14695	17502	16314	19972	19662	9.81
HUILE DE SOJA	642	553	680	1037	1333	1107	1054	1485	1402	1610	2074	12.68
ARACHIDES OECORTIQUEES	1376	1590	1259	1052	870	851	963	863	888	1019	824	- 4.82
HUILE D'ARACHIDE	382	479	409	431	388	519	538	391	430	516	521	1.49
COPRAH	1504	1143	1116	866	1065	1315	1063	545	1040	1216	901	- 1.71
HUILE DE COPRAH	421	552	493	594	671	847	766	617	957	1394	1053	9.60
PALMISTES	694	409	442	435	493	404	316	371	309	386	329	- 3.40
HUILE DE PALMISTE	593	672	857	924	1209	1372	1549	1560	1891	1944	2220	13.54
TOURTEAUX+TCURT. MOULUS	7083	9589	10564	12109	13186	14400	15416	14748	14833	18352	18573	7.05
BANANES	4078	5232	5350	5601	5986	6372	6369	6328	6288	6318	6541	2.40
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3232	3688	4058	4332	4218	4695	4948	4861	4975	5128	5330	3.78
CITRONS+LIMES	525	661	694	698	752	734	781	841	820	929	892	3.67
CAFE VERT+TORREFIE	2892	3415	3244	3268	3367	3459	3628	3437	3637	3729	3093	.46
FEVES DE CACAO	1073	1080	1039	1110	1219	1250	1172	1155	1192	1161	1026	.27
THE	628	715	705	739	742	751	756	820	800	846	894	2.45
COTON,FIBRE	4106	3948	3722	4047	3979	3960	4698	4125	4015	4133	3880	.50
JUTE ET FIBRES SIMIL.	957	1098	862	908	837	794	875	795	572	658	590	- 5.79
TABAC BRUT	912	1011	1035	1021	1067	1218	1239	1286	1306	1299	1298	3.49
CAOUTCHOUC NATUREL	2299	2719	2922	2887	2909	2949	3262	3327	3113	3293	3419	2.32
LAINES EN SUINT	1191	1197	1251	1206	1116	1200	950	749	847	1038	901	- 4.19
BOVINS 1/	5200	6435	6866	6971	7113	7909	7180	6048	6596	6863	6710	- .29
OVIENS ET CAPRINS 1/	8357	10040	10063	9874	10001	11177	10731	9960	11277	10966	12317	1.87
PORCINS 1/	2793	3375	3976	4411	5409	5973	5779	5986	6375	6763	6666	7.51
VIANDS, TOTAL	3029	3840	4260	4524	4783	5270	5502	5050	5528	6016	6600	5.29
LAIT SEC	164	222	231	247	231	237	229	227	244	297	336	3.28
OEUFFS EN COQUEILLE	405	322	347	400	422	433	442	503	522	500	545	5.72
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON,FRAIS,CONGELE	1426	1853	1819	2065	2133	2394	2720	2799	2780	2913	2973	6.24
POISSON,SECHE,SALE,FUME	533	493	495	504	503	490	423	388	382	371	381	- 3.95
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	291	407	436	499	566	683	712	768	810	936	879	9.94
POISSON EN CONSERVE	519	611	586	620	626	684	734	763	731	835	803	3.97
CRUST ET MOLL EN CONSERV	61	96	94	102	103	115	134	131	131	148	153	5.93
HAULLES DE POISSON	729	870	773	695	741	739	628	641	631	590	565	- 4.07
FARINES DE POISSON	1925	3531	3172	3013	2995	3114	1715	1879	2270	2187	2028	- 6.45
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	9001	21216	20852	24263	21591	26420	29856	26880	23936	27178	28796	3.27
GRUMES DE FEUILLUS	16806	28806	33153	36119	38948	41840	48943	44388	35271	42856	42989	3.60
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	13905	21502	22899	27989	23686	22633	28520	33617	31378	30843	31133	4.50
BOIS DE CHAUFFAGE	3658	2300	2705	2986	2967	2788	3559	3707	3302	3390	3492	4.18
SCIAGES DE CONIFERES	40070	46752	47025	48906	50872	56802	60721	51734	41896	55799	60432	1.74
SCIAGES DE FEUILLUS	4601	6336	6778	6786	6774	7831	10610	9263	7881	10576	10806	6.19
PANNEAUX A BASE DE BOIS	4702	8283	9213	9763	10471	12796	15271	13264	12097	14244	14497	6.28
PATE DE BOIS POUR PAPIER	10018	13469	14761	15252	13237	14838	16511	17386	13423	15256	15388	1.05
PAPIERS ET CARTONS	14105	19727	22078	23053	23857	24993	27069	28794	23109	26528	27286	2.99
<b>EUROPE OCCIDENTALE</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	12787	10962	13572	13572	13348	13490	13594	12558	12460	13184	12599	.27
RIZ USINE	584	705	697	651	729	764	797	794	797	1214	1310	6.75
ORGE	4378	4100	4617	6400	6684	5694	5364	6345	5477	6329	6127	2.97
MAIS	13531	18760	16625	17473	19599	20166	22641	24324	25301	26441	26213	5.52
MILLET	87	178	86	62	130	108	119	100	105	83	175	.97
SORGHO	2086	1155	614	1094	1547	584	1158	2813	2676	2899	2153	15.25
POMMES DE TERRE	1818	1850	2357	2320	2047	2549	2390	2235	2372	3150	3000	4.14
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	4627	4667	4431	4486	4661	4969	4950	5335	5263	4608	4224	.35

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
LEGUMINEUSES SECHEES	686	970	1174	937	887	1098	1103	786	794	828	939	- 2.35
GRAINES DE SOJA	2934	4737	5246	7220	7515	8323	8327	11275	10524	11719	11616	10.72
HUILE DE SOJA	247	113	172	335	469	368	316	545	576	532	502	15.88
ARACHIDES DECORTIQUEES	1104	1311	1038	811	633	592	694	614	603	726	557	- 6.80
HUILE D'ARACHIDE	288	406	336	357	321	435	422	327	338	351	355	- .71
COPRAH	786	603	612	450	624	822	630	354	816	961	670	3.15
HUILE DE COPRAH	141	184	148	164	208	287	277	177	281	427	333	9.48
PALMISTES	618	359	371	367	435	350	251	329	260	327	271	- 3.77
HUILE DE PALMISTE	417	432	499	520	686	693	752	698	797	860	829	7.51
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	5867	7436	8154	9104	9800	10384	11047	9926	10113	12577	12595	5.22
BANANES	1802	2231	2224	2119	2310	2554	2556	2430	2332	2259	2433	.92
ORANGES+TANGER+MANDAR.	2642	2755	3044	3223	3035	3309	3459	3200	3203	3177	3322	1.31
CITRONS+LIMES	341	388	387	389	398	368	378	386	398	432	408	.76
CAFE VERT+TORREFIE	1105	1387	1475	1496	1512	1606	1674	1642	1747	1810	1543	2.12
FEVES DE CACAO	554	541	552	533	552	602	584	574	564	565	561	.52
THE	292	340	278	316	306	289	298	313	289	297	336	-
COTTON, FIBRE	1483	1420	1438	1349	1262	1281	1543	1145	1188	1318	1135	- 2.02
JUTE ET FIBRES SIMIL.	519	584	442	468	357	398	353	356	177	232	216	-10.58
TABAC BRUT	518	535	573	582	627	649	681	660	677	695	677	2.71
CAOUTCHOUC NATUREL	765	786	848	901	912	910	947	958	875	941	951	1.53
LAINE EN SUINT	715	633	668	630	557	597	423	370	391	528	418	- 5.51
BOVINS 1/	1881	2988	3329	3287	3529	3933	3305	2691	3444	3306	3172	- .16
OVINS ET CAPRINS 1/	1371	2162	2499	2545	2461	3011	2529	1968	2570	2370	2352	- .25
PDRCINS 1/	979	1298	1826	2129	2371	2999	2819	3009	3314	3630	3297	10.23
VIANDES TOTAL	1922	2431	2684	2709	2858	3350	3446	2876	3108	3318	3456	3.32
LAIT SEC	72	103	107	125	120	118	102	85	92	117	98	- 1.48
OEUVS EN COQUILLE	309	190	215	241	246	247	270	318	311	307	328	5.94
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	712	881	827	932	974	1027	1143	1231	1148	1137	1200	4.25
POISSON, SECHE, SALE, FUME	203	199	197	211	222	233	186	181	158	158	190	- 2.52
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	121	151	160	177	196	249	245	261	296	331	291	9.12
POISSON EN CONSERVE	257	272	255	248	256	283	311	288	276	307	289	1.72
CRUST ET HOLL EN CONSERV	23	36	37	42	46	46	57	56	60	64	68	7.71
HUILES DE POISSON	595	764	660	599	620	665	569	570	558	537	515	- 3.44
FARINES DE POISSON	1275	1994	2084	1885	1736	1855	1106	1087	1204	1191	1099	- 7.82
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2290	2532	2379	2523	2252	2767	4316	4756	3221	4417	4790	8.84
GRUMES DE FEUILLUS	6067	6998	8337	7784	8184	9070	10952	8668	6799	8540	8507	.98
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8728	12056	13179	16917	14522	11855	14902	18077	17942	16196	15298	2.93
BOIS DE CHAUFFAGE	1775	1189	1598	1512	1415	1166	1772	2131	1979	1987	1961	5.62
SCIAGES DE CONIFERES	21867	23663	23880	24408	23558	25396	28214	23709	17177	24120	22122	- 1.31
SCIAGES DE FEUILLUS	2243	3098	3363	3541	3426	3995	5677	4033	3619	5854	5527	6.27
PANNEAUX A BASE DE BCIS	2717	4503	4780	5255	5272	6137	8098	6952	6082	7507	7612	6.07
PATE DE BOIS POUR PAPIER	6061	7773	8525	9095	7218	8462	9386	9683	7293	8446	8337	.27
PAPIERS ET CARTONS	5355	8041	9394	9847	10213	11310	12528	13396	9807	12300	12641	4.24
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	8755	5050	4899	6872	8745	13121	20057	7501	13457	13035	12888	11.04
RIZ USINE	485	511	574	548	611	503	417	441	543	647	718	1.65
ORGE	1070	968	857	2161	1319	5487	3416	2368	3283	4116	2297	14.36
MAIS	1072	1342	1354	1065	2506	6090	7816	6927	9131	17550	9422	35.00
POMMES DE TERRE	535	584	220	634	385	1365	584	600	514	472	413	1.01
SUCRE, TOTAL(EQUIV.BRUT)	2933	2685	2004	4339	2868	2841	3578	2914	4027	4697	5661	7.92
LEGUMINEUSES SECHEES	52	39	66	54	28	34	31	49	58	36	35	- 1.89
GRAINES DE SOJA	126	98	210	179	208	478	914	265	520	2093	1586	33.66
HUILE DE SOJA	70	28	23	26	69	87	34	37	31	42	53	5.01
ARACHIDES DECORTIQUEES	113	90	56	57	64	69	52	66	60	54	57	- 2.50
HUILE D'ARACHIDE	3					1	1	4	4	6	2	45.99
COPRAH	19	6	4	1	3	35	28	29	29	10	20	28.20
HUILE DE COPRAH	27	52	23	36	43	38	24	28	42	92	50	5.17
PALMISTES	26	12	23	18	9	6	13	10	17	27	53	-13.61
HUILE DE PALMISTE	5	4	6	6	11	13	10	22	17	27	53	27.67
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	609	1371	1463	1852	2172	2790	3009	3407	3545	3767	3690	13.02
BANANES	49	111	102	99	116	174	189	198	267	224	266	12.90
ORANGES+TANGER+MANDAR.	181	414	468	480	523	686	678	758	697	689	729	6.73
CITRONS+LIMES	139	198	222	208	245	253	275	311	310	340	324	6.38
CAFE VERT+TORREFIE	91	137	158	168	164	185	171	183	205	199	201	3.90
FEVES DE CACAO	111	193	174	180	225	239	215	250	280	256	187	2.94
THE	33	33	40	42	57	64	54	69	88	86	81	11.13

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
ILLIERS DE TONNES METRIQUES												
COTON, FIBRE	683	697	675	870	804	744	710	748	769	679	715	- .37
JUTE ET FIBRES SIMIL.	82	94	75	97	74	88	85	67	83	80	81	- 1.26
TABAC BRUT	156	126	107	120	130	160	151	142	147	127	135	1.89
CAOUTCHOUC NATUREL	446	503	478	519	440	450	495	548	473	470	442	- .60
LAINE EN SUINT	110	128	137	139	144	143	148	151	162	162	178	3.11
BOVINS	130	102	113	90	70	61	90	233	506	192	240	15.68
OVINS ET CAPRINS	1786	1449	1403	1400	1316	1601	1907	1918	1520	1365	970	- 1.25
PORCINS	232	151	258	288	462	145	126	104	185	17	186	-13.62
VIANDÉ, TOTAL	364	293	273	454	535	282	269	600	539	398	745	7.66
LAIT SEC	12	18	15	22	22	30	22	28	23	28	43	7.97
DEUFS EN COQUEILLE	25	44	34	43	60	63	51	51	50	37	39	- .27
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	155	139	134	185	129	128	120	130	141	147	114	- 1.50
POISSON, SECHE, SALE, FUME	49	28	20	14	31	20	18	18	24	28	28	1.99
POISSON EN CONSERVE	28	38	32	30	30	27	27	26	41	48	41	2.92
HUILES DE POISSON	69	17	20	21	17	21	15	15	28	34	5	- 8.69
FARINES DE POISSON	157	344	340	461	567	453	287	438	498	461	371	1.19
PRODUITS FORESTIERS												
GRUMES DE CONIFERES	424	887	967	1033	1013	780	1188	1248	830	787	806	- 1.41
GRUMES DE FEUILLUS	197	595	614	475	514	480	577	541	588	545	574	.15
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1188	1393	1526	1288	1480	1397	1208	1533	1722	1548	1440	1.10
BOIS DE CHAUFFAGE	635	83	37	53	36	33	32	31	32	31	31	7.55
SCIAGES DE CONIFERES	2352	2860	2814	3097	3299	2999	2841	3438	3599	2638	2609	- .28
SCIAGES DE FEUILLUS	399	460	416	398	385	371	354	441	442	369	365	1.24
PANNEAUX A BASE DE BEIS	226	445	601	745	740	835	939	1127	1248	1396	1371	12.88
PATE DE BOIS POUR PAPIER	349	696	707	875	894	857	913	869	1106	1043	1035	4.62
PAPIERS ET CARTONS	420	973	1182	1402	1351	1440	1420	1507	1713	1707	1727	5.64
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV.DE BLE	113	13	38	43	10	3	4	83	17	23	35	4.77
RIZ USINE	57	58	58	83	144	94	92	71	74	80	80	1.44
ORGE	220	162	215	232	205	360	181	328	307	195	180	1.46
MAIS	634	813	691	547	249	448	825	1320	818	838	623	4.07
MILLET			1	1			1					17.50
SORGHO			1	1			1					- 7.62
POMMES DE TERRE	150	186	199	189	163	141	175	239	208	223	301	4.30
SUCRE, TOTAL(EQUIV.-BRUT)	4541	5390	5289	5717	5725	5656	5707	6137	4485	5035	6380	.11
LEGUMINEUSES SECHEES	19	19	17	19	26	29	32	66	44	34	52	13.67
GRAINES DE SOJA	402	299	405	442	425	309	232	391	385	401	318	- .44
HAULIE DE SOJA	12	10	10	23	24	17	19	34	23	31	28	11.75
ARACHIDES DECORTIQUEES	42	52	50	49	52	54	60	60	61	62	55	2.20
HAULIE D'ARACHIDE	6	13	8	9	5	7	7	6	7	8	7	- 3.81
COPRAH	287	292	272	198	190	209	199	27				-96.16
HAULIE DE COPRAH	167	241	240	282	298	374	280	271	435	603	495	9.19
HAULIE DE PALMISTE	24	55	89	76	116	226	196	217	483	416	282	24.71
TOURTEAUX+TOURT. HOULUS	276	257	262	252	213	238	216	300	301	386	395	5.21
BANANES	1612	1862	1824	2045	2125	2146	2169	2268	2179	2411	2410	2.95
ORANGES+TANGER+MANDAR.	203	238	242	242	241	259	265	259	264	339	380	4.47
CITRONS+LIMES	17	17	18	19	17	18	19	20	23	24	25	4.39
CAFE VERT+TORREFIE	1456	1614	1301	1267	1398	1343	1405	1246	1324	1290	986	- 2.73
FEVES DE CACAO	329	250	236	301	338	308	268	238	248	252	186	- 2.61
THE	78	94	86	83	103	93	102	105	96	107	117	2.71
COTON, FIBRE	118	99	89	77	90	93	86	72	61	73	53	- 5.24
JUTE ET FIBRES SIMIL.	73	52	37	33	20	16	33	31	23	25	14	- 8.23
TABAC BRUT	84	121	107	101	87	153	158	163	177	161	179	6.99
CAOUTCHOUC NATUREL	468	604	654	621	685	685	727	759	747	818	903	4.00
LAINE EN SUINT	87	83	62	50	34	30	18	8	13	17	12	-20.45
BOVINS 1/	974	1045	1051	1220	1081	1260	1264	716	516	1183	1184	- 2.15
OVINS ET CAPRINS 1/	43	71	45	40	43	58	71	33	61	71	52	1.17
PORCINS 1/	4	21	18	72	78	90	88	197	30	46	44	7.22
VIANDÉ, TOTAL	445	562	664	711	668	797	785	637	719	862	755	2.68
DEUFS EN COQUEILLE	4	8	7	18	7	6	12	15	12	13	19	8.06
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	331	497	492	525	531	728	792	689	611	709	725	4.70
POISSON, SECHE, SALE, FUME	37	33	30	38	34	32	33	31	30	37	30	-.56
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	102	123	130	140	132	149	140	146	139	157	158	2.34
POISSON EN CONSERVE	68	88	83	101	87	108	104	131	82	103	78	.36

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
					MILLIERS DE TONNES	METRIQUES						% D'URCENT
CRUST ET MOLL EN CONSERV.	18	26	26	28	25	31	32	33	27	35	41	+4.10
HUILES DE POISSON	48	32	27	31	28	10	11	8	7	11	8	-16.28
FARINES DE POISSON	290	780	327	228	257	357	63	62	108	128	74	-20.30
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1233	1576	1501	1786	1787	2387	1954	1737	1728	2025	2174	+2.79
GRUMES DE FEUILLUS	350	534	469	477	415	459	459	492	318	291	294	-6.00
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3377	3239	2437	2552	1996	2081	1863	2187	1859	2039	2188	-3.69
BOIS DE CHAUFFAGE	90	116	146	176	209	187	158	191	209	181	303	+6.61
SCIAGES DE CONIFERES	11316	13983	14058	13859	17378	21522	21750	16639	14175	15583	25061	+4.69
SCIAGES DE FEUILLUS	969	1091	1355	1008	1116	1429	1732	1412	963	1287	1351	+1.37
PANNEAUX A BASE DE BCIS	1334	2694	3058	2723	3481	4666	4147	3245	3100	3645	3872	+2.96
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2369	2953	3407	2979	2973	3266	3531	3587	2712	3270	3392	+0.69
PAPIERS ET CARTONS	5495	6289	6644	6557	6858	7143	7546	7602	6161	6996	7033	+0.86
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	175	48	5	16	80	47		50	134	112		-14.75
RIZ USINE	4	6	6	7	5	5	6	7	7	6	9	+2.70
ORGE		3	30	14	24	13		5				-84.69
MAIS	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1	2	-1.11
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	126	146	154	139	157	186	171	153	192	173	185	+2.64
LEGUMINEUSES SECHEES	9	17	17	14	16	16	12	16	20	13	11	-2.45
GRAINES DE SOJA	2			1	11			33	16	10	15	+52.98
HUILE DE SOJA	5	9	7	11	9	4	6	10	18	38	29	+16.72
ARACHIDES DECORTIQUEES	5	4	6	11	5	6	5	6	4	7	10	+3.42
HUILE D'ARACHIDE	9	7	6	8	6	5	3	4	4	2	2	-12.17
COPRAH	36	35	37	33	35	26	24	20	12	10	9	-15.31
HUILE DE COPRAH		1	1	1	2	8	9	13	11	19	12	+42.03
HUILE DE PALMISTE	3	3	4	5	7	8	7	14	16	17	20	+24.46
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	5	32	21	30	30	24	12	21	15	3	6	-17.90
BANANES	30	29	23	24	22	24	33	37	43	29	35	+5.09
ORANGES+TANGER+MANDAR.	14	13	17	14	15	16	18	18	18	15	17	+2.30
CITRONS+LIMES											1	+33.99
CAFE VERT+TORREFIE	15	21	23	28	30	29	29	32	35	32	34	+5.05
FEVES DE CACAO	15	19	12	20	17	18	21	21	25	16	19	+2.66
THE	37	35	39	35	34	37	36	34	35	33	35	-0.61
COTON, FIBRE	21	12	6	5	7	9	4	9	4	4	5	-6.68
JUTE ET FIBRES SIMIL.	9	10	11	12	13	19	16	26	17	14	12	+4.06
TABAC BRUT	16	13	17	17	17	15	14	17	17	17	13	+1.17
CADOUTCHOUC NATUREL	41	47	50	51	46	51	55	74	52	61	75	+4.58
LAINE EN SUINT	2	1	3	2	4	4	5	6	1	1	1	-11.73
BOVINS 1/				1	2	3	3	3	1	1	2	+39.67
OVINS ET CAPRINS 1/				1	2	2	1	1	1			-5.17
VIANDE, TOTAL	1	2	1	1	1	1	2	4	2	2	2	+8.31
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	14	21	23	22	29	22	18	22	19	19	21	-1.76
POISSON, SECHE, SALE, FUME	5	4	5	4	4	3	6	4	4	5	.86	
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	1	1	1	1	2	1	1	3	3	+16.46
POISSON EN CONSERVE	13	13	13	13	14	15	25	27	23	19	25	+8.90
CRUST ET MOLL EN CONSERV.	1	2	2	3	3	3	4	6	5	6	7	+17.81
HUILES DE POISSON	4	5	4	5	5	1	1	1	1	1	1	-20.58
FARINES DE POISSON	8	28	30	27	32	27	14	14	24	13	8	-12.07
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	7	18	13	4	4	5	1	3		5	3	-66.95
GRUMES DE FEUILLUS	145	110	116	127	93	95	101	106	41	46	36	-12.32
BOIS DE CHAUFFAGE	1	1	1	1	1	1	1	1	9	4	1	+19.11
SCIAGES DE CONIFERES	620	633	709	654	675	672	793	886	637	693	754	+1.38
SCIAGES DE FEUILLUS	207	235	229	278	273	254	338	449	282	346	445	+6.56
PANNEAUX A BASE DE BCIS	26	53	58	65	73	73	92	131	123	137	120	+11.96
PATE DE BOIS POUR PAPIER	203	254	271	323	298	242	315	352	302	234	277	+0.09
PAPIERS ET CARTONS	428	496	506	528	557	531	631	677	664	439	572	+1.34

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	Moyenne 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
						MILLIERS DE TONNES	METRIQUES					POURCENT
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	1795	2780	2260	2867	3582	3735	4519	4638	5190	5252	6605	11.27
RIZ USINE	576	597	622	698	868	790	962	996	589	879	1571	6.82
ORGE	144	54	68	25	30	78	107	115	175	69	332	20.38
MAIS	243	148	303	386	621	464	485	836	866	661	969	18.02
MILLET	95	107	145	167	169	132	195	163	162	148	191	3.40
SORGHO	42	63	45	68	42	98	108	192	70	100	102	9.38
POMMES DE TERRE	233	160	144	163	147	130	195	207	187	153	224	3.43
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1210	1246	992	1302	1381	1399	1427	1350	1327	1465	1963	4.25
LEGUMINEUSES SECHEES	72	53	55	62	66	77	76	51	88	74	74	3.77
GRAINES DE SOJA	10	1	1	4			13	10	8	16	29	55.48
HAULIE DE SOJA	55	54	46	87	132	97	86	141	148	117	198	13.52
ARACHIDES DECORTIQUEES	24	23	27	27	16	20	24	13	21	9	9	-10.10
HAULIE D'ARACHIDE	15	11	12	13	10	23	38	8	7	29	27	6.86
COPRAH	4	4	4	3	7	5	6	2	3	3	3	-4.82
HAULIE DE COPRAH	12	9	8	14	16	17	15	15	10	13	13	2.92
PALMISTES	11	1		1	1				1			-82.20
HAULIE DE PALMISTE	11	16	24	19	29	27	41	39	30	59	70	14.97
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	16	35	38	52	55	53	49	64	58	74	74	7.83
BANANES	38	30	43	38	37	56	59	47	41	44	46	3.30
ORANGES+TANGER+MANDAR.	9	9	10	11	9	10	11	11	13	12	13	3.70
CITRONS+LIMES	1						1	1	1	1	1	6.52
CAFE VERT+TORREFIE	46	50	41	39	30	35	36	50	56	62	49	3.75
FEVES DE CACAO	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1	1	2.23
THE	34	37	40	40	39	40	35	41	40	38	41	.32
COTON, FIBRE	16	42	28	31	28	33	41	50	54	49	40	5.17
JUTE ET FIBRES SIMIL.	20	45	37	42	59	58	74	94	76	64	58	6.70
TABAC BRUT	32	30	29	34	37	41	46	58	54	42	47	6.70
CADUTCHOUC NATUREL	7	13	14	16	17	16	22	27	19	29	31	9.62
LAINES EN SUINT		1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	13.21
BOVINS 1/	858	872	979	947	935	922	895	755	637	607	641	-5.18
UVINS ET CAPRINS 1/	1757	1574	1510	1398	1498	1396	1270	1259	1222	1070	1055	-4.33
PORCINS 1/	10	3	3	5	9	8	4	1				-38.52
VIANDER, TOTAL	52	39	44	46	53	55	42	44	58	81	125	9.53
LAIT SEC	2	3	5	5	9	6	11	19	13	12	14	18.47
DEUFS EN COQUILLE	4	1	1	1	1	2	2	4	7	12	24	42.62
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON, FRAIS, CONGELE	66	62	79	107	145	148	185	254	281	283	206	17.40
POISSON, SECHE, SALE, FUME	94	69	74	80	73	63	60	51	49	53	43	-6.02
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	2	1	1	5	2	1	1	3	1	1	1	3.75
POISSON EN CONSERVE	33	35	32	55	51	57	67	65	63	93	107	12.32
CRUST ET MCLL EN CONSERV		1										.47
HAULIES DE POISSON	1	1	2	2	2	3	3	4	1	1	1	-4.76
FARINES DE POISSON	7	5	9	11	11	13	9	14	8	11	11	4.58
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	8	9	25	37	7	20	8	15	44	47	43	13.90
GRUMES DE FEUILLES	103	125	162	232	221	197	221	256	145	171	240	2.74
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.		1		5	14	5						-42.27
BOIS DE CHAUFFAGE	46	87	82	95	73	77	32	23	18	18	18	-20.13
SCIAGES DE CONIFERES	479	400	709	914	937	648	628	685	603	812	860	2.94
SCIAGES DE FEUILLES	133	184	169	190	157	165	144	183	163	139	142	-2.48
PANNEAUX A BASE DE BOIS	80	144	149	153	190	140	150	183	199	196	207	4.00
PATE DE BOIS POUR PAPIER	20	26	28	47	34	34	54	72	62	68	74	12.65
PAPIERS ET CARTONS	227	312	371	453	480	444	542	632	535	544	567	6.20
<b>AMERIQUE LATINE</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5026	6753	6650	5652	6279	6951	8715	8587	7212	8974	8434	4.01
RIZ USINE	416	386	391	384	471	415	377	662	580	603	609	6.33
ORGE	129	132	126	162	137	120	186	320	263	186	185	7.02
MAIS	465	640	668	1417	667	906	2592	2920	3920	2654	3670	24.34
SORGHO	71	69	21	219	377	654	476	1149	1348	612	1239	45.41
POMMES DE TERRE	210	230	223	221	182	468	259	226	196	185	187	-2.23
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	304	182	416	187	260	363	435	257	114	231	636	2.97
LEGUMINEUSES SECHEES	163	210	209	234	211	220	253	273	317	306	284	4.88

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MCYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
. MILLIERS DE TONNES METRIQUES .												
GRAINES DE SOJA	50	81	88	191	204	164	204	590	127	458	660	21.20
HUILE DE SOJA	54	89	84	112	125	103	158	239	137	252	276	13.76
ARACHIDES DECORTIQUEES	3	9	5	5	6	10	6	12	54	26	26	23.90
HUILE D'ARACHIDE	15	8	17	15	15	17	33	12	42	61	61	21.62
COPRAH	78	27	8	2	12	1		1	21			-85.31
HUILE DE COPRAH	10	10	9	19	13	18	32	28	39	80	22	19.15
HUILE DE PALMISTE	6	3	6	3	10	9	23	9	3	18	13	13.96
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	93	109	148	176	309	246	253	317	244	386	529	14.72
BANANES	247	239	287	303	252	224	218	253	208	162	173	- 5.18
ORANGES+TANGER+MANDAR.	17	9	8	11	12	11	17	16	16	16	16	8.40
CITRONS+LIMES	3	3	2	2	2	2	1	3	1	4	4	3.79
CAFE VERT+TORREFIE	46	45	58	47	50	53	56	82	51	64	48	2.04
FEVES DE CACAO	20	20	18	26	28	20	16	20	15	12	18	- 4.55
THE	9	11	15	13	12	12	12	18	10	10	8	- 2.96
COTON+FIBRE	68	82	79	74	85	83	95	67	67	81	68	- 1.58
JUTE ET FIBRES SIMIL.	14	14	13	25	11	13	26	46	40	22	24	10.54
TABAC BRUT	16	15	15	14	14	11	14	24	16	19	17	3.10
CAOUTCHOUC NATUREL	84	90	95	102	117	138	139	167	143	159	170	7.57
LAINES EN SUINT	14	20	19	14	18	14	5	4	6	8	7	-13.84
BOVINS 1/	608	537	568	545	597	664	590	632	659	759	631	2.75
OVINS ET CAPRINS 1/	142	135	128	140	180	137	64	227	316	44	85	- 4.58
PORCINS 1/	67	37	23	33	38	48	38	42	48	62	61	8.52
VIANDES TOTAL	64	104	103	121	134	154	126	234	158	192	237	9.25
LAIT SEC	54	37	44	41	24	32	39	34	54	70	98	9.36
DEUFS EN COQUEILLE	8	7	8	8	7	6	6	7	8	16	16	4.58
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	12	28	29	37	41	39	58	69	127	104	96	18.60
POISSON, SECHE, SALE, FUME	72	93	102	91	77	73	74	60	68	62	58	- 5.90
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	4	7	9	4	4	7	9	5	4	3	- 4.60
POISSON EN CONSERVE	21	25	26	32	36	41	33	37	45	44	48	7.05
CRUST ET MOLL EN CONSERV											1	- 6.52
HUILES DE POISSON	9	37	42	25	55	29	19	24	23	23	23	- 6.84
FARINES DE POISSON	57	137	134	162	224	187	44	61	139	76	59	-10.10
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	26	2	72	65	19	16	25	27	7	10	10	- 4.73
GRUMES DE FEUILLUS	273	230	209	224	180	135	146	158	99	101	101	- 9.25
BOIS DE CHAUFFAGE	41	4	4	5	9	12	19	27	24	22	22	26.28
SCIAGES DE CONIFERES	1212	1599	1601	1569	1631	1499	1460	1230	1229	1348	1417	- 2.62
SCIAGES DE FEUILLUS	88	97	143	148	186	181	195	677	733	325	553	22.43
PANNEAUX A BASE DE BOIS	56	106	119	118	165	150	134	176	162	158	138	3.71
PATE DE BOIS POUR PAPIER	426	521	535	607	559	637	636	815	518	509	439	- .93
PAPIERS ET CARTONS	938	1576	1654	1917	1721	1773	1754	2040	1674	1688	1803	.71
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	3936	4599	3431	4941	7841	4872	5454	7814	8251	6942	8995	8.62
RIZ USINE	344	355	393	469	645	575	499	934	907	1104	1405	15.56
ORGE	144	102	180	510	925	297	594	530	473	446	889	16.00
MAIS	315	354	201	260	317	460	423	803	807	1014	1318	21.05
MILLET	16	5	1	4	5	6	32	3	11	12	40.10	
SORGHO	3	5	4	9	2	4	2	77	142	163	64.69	
POMMES DE TERRE	108	137	124	103	144	122	114	165	171	143	204	4.62
SUCRE, TOTAL(EQUIV. BRUT)	1316	1102	1009	1061	1287	1213	1682	1778	2190	1909	2315	10.23
LEGUMINEUSES SECHES	98	108	95	101	87	151	108	128	242	228	178	10.06
GRAINES DE SOJA		14	5	9	7	14	28	62	28	19	46	22.65
HUILE DE SOJA	78	73	110	146	188	181	108	232	270	334	189	12.55
ARACHIDES DECORTIQUEES	24	11	8	8	15	9	7	8	10	13	13	2.27
HUILE D'ARACHIDE	5	3	3	2	2	2	2	1	2	3	2	- 2.04
COPRAH	4	2	3			1			8	7		- 5.61
HUILE DE COPRAH	5	6	7	9	8	8	5	8	22	30	4	7.07
PALMISTES									1	1	1	18.14
HUILE DE PALMISTE	36	60	62	102	85	91	89	78	144	64	167	6.84
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	30	46	54	82	116	136	88	97	100	221	230	15.94
BANANES	35	48	56	63	80	79	135	176	254	296	290	25.74
ORANGES+TANGER+MANDAR.	79	129	134	191	213	206	285	404	530	650	606	21.62
CITRONS+LIMES	15	20	23	25	27	13	15	27	24	36	25	3.24
CAFE VERT+TORREFIE	38	57	39	47	54	59	54	56	49	47	42	- .73
FEVES DE CACAO	3	3	3	3	3	3	2	2	4	3	2	- .49
THE	87	93	122	126	102	122	113	143	130	159	153	4.58
COTON+FIBRE	12	8	6	6	7	8	12	12	35	7	21	12.78

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	MOYENNE 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
						ILLIERS DE TONNES	METRIQUES					POURCENT
JUTE ET FIBRES SIMIL.	27	34	27	30	20	18	27	31	31	40	34	2.62
TABAC BRUT	21	24	24	24	25	27	29	32	43	44	50	9.15
CAOUTCHOUC NATUREL	20	40	34	41	51	52	48	56	51	50	43	2.86
Laine en suint	12	19	18	21	18	29	20	23	26	27	32	5.80
BOVINS 1/	208	255	193	184	173	206	177	162	166	158	167	- 3.59
OVINS ET CAPRINS 1/	2729	3998	3817	3774	3860	4292	4268	3966	4992	5469	7235	5.82
PORCINS 1/				1								-93.21
VIANDE, TOTAL	20	40	53	63	60	76	89	141	247	344	448	30.92
OEUVS EN COQUILLE	8	25	29	36	44	54	43	53	75	62	52	10.21
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS+CONGELE	8	22	19	20	22	21	22	29	40	48	40	10.54
POISSON, SECHE, SALE, FUME	4	3	3	3	3	5	3	4	4	3	2	- 1.08
CRUSTACES ET MOLLUSQUES					1					1		1.01
POISSON EN CONSERVE	10	9	10	15	14	16	23	27	38	45	43	21.37
HUILES DE POISSON	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	- 4.90
FARINES DE POISSON	1	6	5	6	7	18	11	23	24	41	41	27.92
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	31	48	112	120	76	154	152	109	202	156	156	10.52
GRUMES DE FEUILLUS	60	90	37	32	65	44	47	49	84	107	107	8.25
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	41	35	8	41	17		29	20	102	21	21	7.82
BOIS DE CHAUFFAGE	219	296	393	322	213	154	344	180	177	177	177	- 7.50
SCIAGES DE CONIFERES	916	897	927	1219	1201	1638	1485	1610	1456	2971	3773	14.79
SCIAGES DE FEUILLUS	83	86	156	96	114	103	107	93	184	191	191	7.01
PANNEAUX A BASE DE BOIS	72	85	118	125	136	236	331	407	413	416	416	21.94
PATE DE BOIS POUR PAPIER	40	68	72	60	96	63	70	69	90	188	188	10.83
PAPIERS ET CARTONS	282	451	523	469	615	592	540	573	784	719	719	5.42
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	7943	10598	8134	8612	7501	6689	10952	11497	14705	13559	7184	2.78
RIZ USINE	4166	3371	3497	4470	4138	4428	4608	3063	3029	3698	3908	- .66
ORGE	152	156	121	32	77	349	494	497	539	8	326	4.59
MAIS	445	555	770	768	970	1181	1344	1257	1442	1964	2591	15.99
SORGHO	12	400	377	33	2		1188	727	204	398	13	3.55
POMMES DE TERRE	134	95	92	91	95	87	96	100	89	96	108	1.00
SUCRE, TOTAL(EQUIV.BRUT)	903	1337	1598	1348	1397	1148	1497	1147	1172	1172	1559	- 1.09
LEGUMINEUSES SECHEES	167	150	178	168	144	191	127	102	100	94	88	- 7.77
GRAINES DE SOJA	67	58	73	136	149	146	168	135	153	433	366	19.55
HUILE DE SOJA	100	131	175	252	269	184	178	175	117	194	614	5.93
ARACHIDES DECORTIQUEES	44	30	24	24	21	23	23	24	19	44	24	.96
HUILE D'ARACHIDE	38	27	25	24	25	25	28	24	24	49	59	7.52
COPRAH	178	45	58	46	65	86	36	20	59	110	98	5.19
HUILE DE COPRAH	34	26	27	36	41	35	59	29	38	46	68	7.73
PALMISTES	13	13	17	12	8	26	35	22	20	27	19	7.70
HUILE DE PALMISTE	75	69	124	150	224	240	315	358	276	317	603	20.49
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	100	128	179	187	199	232	151	272	333	455	565	15.17
BANANES	40	40	41	53	45	46	55	50	56	45	48	1.75
ORANGES+TANGER+MANDAR.	83	115	129	151	158	179	193	170	208	199	213	6.53
CAFE VERT+TORREFIE	60	34	67	51	37	25	46	34	31	43	33	- 3.24
FEVES DE CACAO	5	9	5	6	8	12	12	9	9	9	9	3.77
THE	32	41	46	45	49	49	54	52	64	71	81	7.06
COTON,FIBRE	428	567	488	569	600	538	672	577	740	830	807	5.17
JUTE ET FIBRES SIMIL.	94	83	59	46	146	96	111	71	79	119	96	4.30
TABAC BRUT	38	98	109	65	59	60	51	74	57	61	67	- 4.46
CAOUTCHOUC NATUREL 3/	112	105	133	89	91	92	115	136	130	149	159	4.86
Laine en suint	7	15	21	24	20	21	14	16	26	27	34	5.40
BOVINS 1/	207	272	296	296	274	329	303	286	286	274	285	- .15
OVINS ET CAPRINS 1/	307	284	302	321	334	352	244	224	253	296	279	- 1.85
PORCINS 1/	1500	1864	1847	1882	2447	2680	2700	2629	2796	3004	3075	6.32
VIANDE, TOTAL	47	87	90	97	97	100	109	125	149	173	207	9.79
LAIT SEC	25	61	59	54	56	50	54	59	59	63	74	1.77
OEUVS EN COQUILLE	47	46	47	51	55	52	56	53	58	57	64	3.02
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS+CONGELE	92	103	96	117	119	126	140	132	148	159	167	5.92
POISSON, SECHE, SALE, FUME	59	57	57	56	52	55	42	32	32	22	21	-11.62
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	36	32	29	38	48	61	68	80	68	97	87	14.25
POISSON EN CONSERVE	69	82	87	86	94	86	91	97	115	119	109	3.91
CRUST ET MOLL EN CONSERV	18	24	21	20	15	18	17	15	14	17	16	- 3.75

voir notes en fin de tableau

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	Moyenne 1961-65	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
												POURCENT
<b>HUILES DE POISSON</b>												
FARINES DE POISSON	2 45	5 57	7 77	10 78	8 78	5 86	6 53	2 60	2 99	7 84	3 88	- 8.96 2.67
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	124	472	230	293	435	373	827	773	460	749	1194	13.84
GRUMES DE FEUILLUS	1288	4277	4461	5156	5736	5854	5981	5132	5758	6613	7500	5.00
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	9	2					13	61	61			19.74
BOIS DE CHAUFFAGE	817	459	383	435	432	421	409	455	480	466	466	1.31
SCIAGES DE CONIFERES	24	12	15	13	37	38	41	65	179	179	180	40.66
SCIAGES DE FEUILLUS	195	628	467	469	480	662	1207	1108	977	1501	1629	15.34
PANNEAUX A BASE DE BCIS	136	148	168	184	232	261	344	337	390	463	483	14.84
PATE DE BOIS POUR PAPIER	203	268	308	315	341	502	476	466	296	397	472	4.61
PAPIERS ET CARTONS	634	1066	1166	1212	1382	1272	1418	1312	1135	1418	1433	2.24
<b>ASIE A ECON. CENTR. PLANIFIÉE</b>												
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>												
BLE+FARINE,EQUIV. DE BLE	5326	6313	4772	6909	4934	6564	7710	7956	5042	3721	5342	- 1.10
RIZ USINE	340	1268	1045	1274	719	948	963	1241	742	732	297	- 9.57
ORGE	451	54	97	244	327	452	279	321	174	333	200	11.73
MAIS	288	422	491	731	732	2090	3079	2797	1598	1921	2086	21.59
MILLET	11											
POMMES DE TERRE	2											- 98.50
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	878	871	1070	1152	1127	1184	1281	678	717	1020	1953	1.91
LEGUMINEUSES SECHEES	19	21	28	29	25	40	40	32	33	39	44	6.53
GRAINES DE SOJA	148	385	472	618	525	712	799	1181	856	831	982	10.56
HUILE DE SOJA	4	17	36	21	32	44	123	34	52	38	179	18.09
HUILE D'ARACHIDE	1											- 89.89
COPRAH	14	1	4	4	4	4	4	4	3	3	3	2.02
HUILE DE COPRAH	17	14	20	22	30	38	20	20	44	33	17	4.41
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS		1	2	2	3	5	6	5	5	33	45	47.08
CAFE VERT+TORREFIE	1	1	1									- 4.38
FEVES DE CACAO	5	1	1	1	1	2	8	6	8	7	7	46.41
THE	6	4	4	4	4	4	6	7	6	5	5	6.23
COTON,FIBRE	544	179	207	267	305	327	632	616	386	394	370	9.96
JUTE ET FIBRES SIMIL.	40	64	51	52	63	27	97	14	35	29	28	- 9.70
TABAC BRUT	6	15	13	13	15	24	20	23	11	13	15	.33
CAOUTCHOUC NATUREL	128	234	299	210	194	219	301	235	274	271	293	2.19
LAINE EN SUINT	13	13	18	20	20	25	23	18	17	27	32	6.18
DVINS ET CAPRINS 1/		4	4	4	4	4	5	6	6	5	5	5.15
VIANOE,TOTAL	1	2			1	2	2	2	29	11	10	64.89
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>												
POISSON,FRAIS,CONGELE												
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	1	1	1	1	1	8	7	9	4	46.70
POISSON EN CONSERVE		16	15	1	2	11	3	1	2			19.72
FARINES DE POISSON	2	15	33	35	45	48	33	40	88	115	77	-39.33
<b>PRODUITS FORESTIERS 2/</b>												
GRUMES DE CONIFERES	561	5	1	2	2	122	492	610	196	200	200	96.82
GRUMES DE FEUILLUS	484	1186	1264	1564	2252	4000	3990	3801	3867	4183	4183	16.95
SCIAGES DE CONIFERES		1		1	16	2			21	29	29	52.92
SCIAGES DE FEUILLUS	2	8	12	10	10	8	9	27	23	30	30	16.88
PANNEAUX A BASE DE BCIS	4	5	1	1	2	5	1	1	3	11	11	16.67
PATE DE BOIS POUR PAPIER	107	210	123	99	224	56	57	66	32	50	50	-15.95
PAPIERS ET CARTONS	57	97	103	157	227	105	60	82	67	87	87	- 5.97

1/ Milliers de têtes.

2/ Tous les produits forestiers, à l'exception de la pâte à papier et des papiers et cartons, sont exprimés en milliers de mètres cubes.

3/ Non compris les exportations de Singapour.

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	.....	.....	.....	.....	POURCENT
<b>MONDE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	86	86	91	101	108	127	189	237	244	256	290	16.60
ALIMENTATION HUMAINE	86	84	89	100	111	131	195	257	277	268	288	17.65
ALIMENTATION ANIMALE	79	81	85	102	113	131	281	265	226	323	406	20.78
MATERIERES PREMIERES	95	94	101	100	99	114	170	200	166	195	226	11.22
BOISSONS	82	89	89	107	104	125	164	165	176	268	377	16.26
PRODUITS HALIEUTIQUES	73	75	84	101	115	139	188	203	214	264	313	17.52
PRODUITS FORESTIERS	72	81	92	102	106	125	182	237	210	254	271	15.92
<b>PAYS DEVELOPPES</b>												
PRODUITS AGRICOLES	85	84	88	100	112	134	207	254	267	271	294	17.74
ALIMENTATION HUMAINE	83	82	86	100	114	136	209	260	285	282	295	18.48
ALIMENTATION ANIMALE	74	76	84	100	116	130	291	296	211	279	323	19.05
MATERIERES PREMIERES	107	102	99	101	100	116	179	222	181	203	257	12.26
BOISSONS	69	76	84	98	118	159	219	229	252	288	373	19.92
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	78	87	100	113	139	193	206	205	252	292	16.39
PRODUITS FORESTIERS	73	81	92	103	106	124	174	236	213	251	268	15.77
<b>EUROPE OCCIDENTALE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	73	76	87	99	114	143	203	239	274	280	315	18.96
ALIMENTATION HUMAINE	71	75	87	98	115	141	199	238	279	280	312	19.05
ALIMENTATION ANIMALE	74	72	81	100	119	153	368	381	274	344	419	23.92
MATERIERES PREMIERES	113	101	99	103	98	125	176	220	203	236	233	12.73
BOISSONS	67	74	81	98	121	165	230	231	257	293	362	20.22
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	75	84	100	116	142	201	222	221	273	319	18.16
PRODUITS FORESTIERS	73	78	91	103	107	125	184	259	222	263	275	16.82
<b>URSS ET EUROPE ORIENTALE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	101	98	101	94	105	113	150	192	189	185	210	10.64
ALIMENTATION HUMAINE	100	95	103	93	105	109	149	193	182	170	184	9.49
ALIMENTATION ANIMALE	210	175	188	47	64	56	99	117	118	317	284	9.52
MATERIERES PREMIERES	109	113	94	101	105	129	193	210	229	298	298	13.30
BOISSONS	73	83	94	95	111	135	159	187	224	221	253	14.29
PRODUITS HALIEUTIQUES	79	87	90	103	106	119	151	189	237	220	223	13.48
PRODUITS FORESTIERS	79	84	91	103	106	118	165	222	224	240	265	15.35
<b>AMERIQUE DU NORD DEVELOPPEE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	92	88	81	103	115	135	249	318	315	322	329	20.51
ALIMENTATION HUMAINE	92	86	80	105	115	138	265	337	350	350	338	21.81
ALIMENTATION ANIMALE	69	74	81	102	117	123	271	270	185	254	282	17.29
MATERIERES PREMIERES	101	102	89	96	115	123	173	242	195	206	273	13.47
BOISSONS	83	94	92	109	99	130	265	376	285	515	1168	30.76
PRODUITS HALIEUTIQUES	75	77	92	98	111	131	206	182	196	257	335	16.94
PRODUITS FORESTIERS	72	83	93	103	104	126	165	210	197	242	260	14.67

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
.....1969-71=100.....												
POURCENT												
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	96	88	93	103	104	128	187	223	217	225	252	14.30
ALIMENTATION HUMAINE	89	84	83	101	116	145	179	223	259	253	261	16.28
ALIMENTATION ANIMALE	63	64	87	121	92	112	235	274	205	219	483	20.89
MATERIES PREMIERES	111	95	110	107	83	96	201	221	142	174	234	10.46
BOISSONS	93	98	93	92	115	147	151	204	228	238	204	12.52
PRODUITS HALIEUTIQUES	50	74	87	89	124	160	185	176	184	208	288	15.07
PRODUITS FORESTIERS	59	73	85	98	117	146	228	288	281	294	345	20.73
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	86	89	95	103	102	117	162	212	211	234	284	14.86
ALIMENTATION HUMAINE	87	89	94	101	105	120	164	251	260	238	273	15.83
ALIMENTATION ANIMALE	87	88	86	106	108	132	267	221	248	387	524	22.65
MATERIES PREMIERES	85	87	102	99	98	112	162	182	153	187	198	10.21
BOISSONS	87	94	91	111	98	113	144	144	150	260	378	14.80
PRODUITS HALIEUTIQUES	63	69	78	103	119	139	178	196	233	291	358	19.84
PRODUITS FORESTIERS	63	79	92	99	109	133	238	243	189	274	293	16.82
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	84	91	96	106	98	111	143	183	170	205	262	12.42
ALIMENTATION HUMAINE	86	95	99	105	96	110	134	191	180	183	214	10.56
ALIMENTATION ANIMALE	106	111	101	111	88	117	175	142	133	196	219	8.53
MATERIES PREMIERES	86	81	91	104	105	112	152	193	148	183	182	10.23
BOISSONS	79	88	91	111	99	112	155	165	165	259	397	16.16
PRODUITS HALIEUTIQUES	75	80	94	97	109	141	227	249	241	261	253	16.37
PRODUITS FORESTIERS	77	87	106	99	95	119	214	230	166	221	226	12.58
<b>AMERIQUE LATINE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	83	87	93	105	102	121	173	218	232	251	316	16.47
ALIMENTATION HUMAINE	82	81	90	104	107	125	179	265	286	240	285	17.30
ALIMENTATION ANIMALE	74	73	80	101	119	146	326	257	343	549	820	30.94
MATERIES PREMIERES	88	97	112	98	89	110	150	169	158	163	205	8.84
BOISSONS	83	95	91	113	97	116	152	137	140	286	378	14.83
PRODUITS HALIEUTIQUES	66	74	78	106	116	111	97	131	132	173	200	10.08
PRODUITS FORESTIERS	64	79	96	98	106	120	176	233	203	203	217	13.38
<b>PROCHE-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	83	86	95	99	107	125	163	179	162	196	202	10.87
ALIMENTATION HUMAINE	82	89	109	94	98	127	172	184	179	219	256	12.75
ALIMENTATION ANIMALE	97	96	96	110	94	130	142	141	91	78	72	- 2.21
MATERIES PREMIERES	84	84	85	101	114	123	158	178	154	188	172	9.98
BOISSONS	58	81	88	111	101	135	180	182	121	163	248	10.77
PRODUITS HALIEUTIQUES	73	77	82	96	122	153	229	240	232	234	274	16.79
PRODUITS FORESTIERS	67	81	88	105	107	141	197	304	152	136	136	8.22

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	.....	1969-71=100	.....	.....	.....	.....	.....	POURCENT
<b>EXTREME-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	90	91	97	100	103	109	155	231	222	255	301	15.86
ALIMENTATION HUMAINE	87	91	88	98	114	117	157	311	319	321	362	20.44
ALIMENTATION ANIMALE	93	97	82	111	108	119	278	245	215	351	379	19.25
MATIERES PREMIERES	83	85	110	99	91	101	164	186	147	200	213	10.89
BOISSONS	114	102	93	105	102	104	103	123	148	194	344	11.77
PRODUITS HALIEUTIQUES	62	68	85	96	119	172	282	302	425	540	755	31.62
PRODUITS FORESTIERS	58	78	88	100	112	134	268	261	200	326	354	19.56
<b>ASIE A ECON. CENTR. PLANIFIÉE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	108	105	103	92	105	126	191	250	248	212	208	12.33
ALIMENTATION HUMAINE	116	110	103	93	103	119	183	269	270	213	195	12.12
ALIMENTATION ANIMALE	107	109	107	81	112	97	193	148	157	231	220	10.54
MATIERES PREMIERES	85	90	106	87	106	153	246	195	177	208	221	11.97
BOISSONS	84	94	90	95	115	124	129	163	184	217	338	14.31
PRODUITS FORESTIERS	60	64	80	94	125	188	209	167	152	204	204	13.14

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
												POURCENT
1969-71=100												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	90	93	95	101	104	112	121	115	116	126	129	3.70
ALIMENTATION HUMAINE	90	92	93	102	105	114	124	120	121	132	139	4.65
ALIMENTATION ANIMALE	79	84	89	103	108	115	131	135	133	170	177	8.40
MATIERES PREMIERES	95	98	99	100	100	106	112	100	98	104	104	.51
BOISSONS	89	94	99	101	101	109	117	108	114	117	104	1.81
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	93	94	101	105	114	114	111	115	126	132	3.71
PRODUITS FORESTIERS	79	89	96	102	102	112	125	122	101	121	125	3.25
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	89	92	91	101	107	116	130	125	127	136	142	5.25
ALIMENTATION HUMAINE	88	91	91	102	107	116	131	126	130	139	144	5.56
ALIMENTATION ANIMALE	75	79	88	101	111	112	138	143	119	148	141	6.66
MATIERES PREMIERES	103	105	97	100	103	110	117	110	101	108	117	1.24
BOISSONS	75	80	85	98	117	138	140	146	160	168	172	9.38
PRODUITS HALIEUTIQUES	93	95	98	100	102	111	116	109	113	123	126	3.07
PRODUITS FORESTIERS	81	90	97	102	101	110	122	122	99	117	122	2.81
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	80	86	92	101	107	117	128	133	137	144	147	6.39
ALIMENTATION HUMAINE	79	87	93	101	106	114	126	131	135	141	146	6.09
ALIMENTATION ANIMALE	76	76	86	101	114	137	174	190	157	181	177	10.71
MATIERES PREMIERES	110	105	100	102	99	113	112	121	118	125	111	2.07
BOISSONS	73	77	83	98	120	144	143	144	162	171	168	9.61
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	94	97	101	102	112	114	107	113	125	124	3.07
PRODUITS FORESTIERS	79	89	98	102	100	110	129	127	94	116	119	2.62
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	106	107	107	93	100	95	100	109	102	97	103	- .16
ALIMENTATION HUMAINE	107	107	110	91	99	89	93	103	92	83	87	- 2.17
ALIMENTATION ANIMALE	225	193	189	49	63	56	72	89	92	180	149	1.08
MATIERES PREMIERES	110	112	95	101	104	116	125	125	133	142	154	4.77
BOISSONS	78	85	93	97	109	114	111	129	136	135	152	6.25
PRODUITS HALIEUTIQUES	99	99	97	103	101	101	97	111	141	134	131	4.08
PRODUITS FORESTIERS	87	92	96	103	101	104	115	111	108	119	119	2.73
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	94	94	85	106	109	124	154	138	140	156	163	7.23
ALIMENTATION HUMAINE	92	90	83	108	109	129	160	139	150	168	172	8.43
ALIMENTATION ANIMALE	69	76	84	102	113	104	129	131	103	134	127	5.35
MATIERES PREMIERES	111	113	94	97	110	111	132	133	107	103	122	1.57
BOISSONS	94	105	100	105	95	120	216	258	211	252	374	16.34
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	89	102	95	103	104	126	98	102	115	149	3.63
PRODUITS FORESTIERS	82	91	96	102	102	112	117	118	98	116	124	2.70

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	1968-71=100											POURCENT
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	87	89	91	102	107	115	113	93	97	115	127	2.55
ALIMENTATION HUMAINE	88	88	87	101	112	121	120	104	111	128	142	4.49
ALIMENTATION ANIMALE	63	67	89	132	78	113	144	94	117	178	209	9.71
MATIERES PREMIERES	86	92	99	104	97	104	99	72	72	92	99	- 1.58
BOISSONS	101	109	100	91	108	124	111	128	133	137	108	2.71
PRODUITS HALIEUTIQUES	68	83	87	96	117	128	121	112	113	107	132	3.86
PRODUITS FORESTIERS	64	81	89	101	110	122	151	156	156	170	204	10.37
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	93	95	99	101	100	107	110	103	104	115	114	1.81
ALIMENTATION HUMAINE	94	94	96	102	102	110	111	108	106	121	129	2.98
ALIMENTATION ANIMALE	86	91	92	105	103	117	120	119	145	194	217	9.59
MATIERES PREMIERES	89	93	102	100	98	103	108	92	94	100	92	- .42
BOISSONS	94	99	102	100	98	104	111	100	104	107	88	- .24
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	89	87	102	111	121	112	116	123	133	152	5.46
PRODUITS FORESTIERS	65	82	91	100	109	122	146	124	113	142	143	5.80
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	94	100	99	104	98	108	109	102	93	98	84	- 1.25
ALIMENTATION HUMAINE	99	106	100	102	98	112	105	99	87	93	82	- 2.19
ALIMENTATION ANIMALE	106	111	106	110	84	116	95	81	88	107	97	- 1.55
MATIERES PREMIERES	89	85	90	107	103	102	109	96	91	100	87	-
BOISSONS	85	93	101	105	94	103	118	112	105	108	86	.26
PRODUITS HALIEUTIQUES	74	85	93	99	108	124	152	151	134	140	118	5.31
PRODUITS FORESTIERS	82	92	106	99	95	103	121	104	80	98	100	- .26
<b>AMERIQUE LATINE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	91	93	100	103	98	103	107	100	104	114	123	2.19
ALIMENTATION HUMAINE	91	88	95	107	99	104	109	107	103	120	141	3.68
ALIMENTATION ANIMALE	75	75	85	103	113	122	128	142	194	262	334	16.52
MATIERES PREMIERES	90	96	117	100	84	90	87	77	89	79	86	- 2.76
BOISSONS	95	104	103	96	101	107	110	91	101	102	78	- 1.62
PRODUITS HALIEUTIQUES	87	105	91	102	106	104	58	72	80	79	86	- 3.42
PRODUITS FORESTIERS	79	98	98	98	104	118	136	117	101	113	116	1.93
<b>PROCHE-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	89	89	94	102	104	111	114	85	86	104	93	- .20
ALIMENTATION HUMAINE	86	91	107	94	99	114	122	100	92	112	126	1.98
ALIMENTATION ANIMALE	91	102	102	109	89	108	76	64	60	48	38	-10.60
MATIERES PREMIERES	91	87	86	106	108	108	111	76	84	102	75	- 1.40
BOISSONS	63	81	82	102	116	126	138	101	53	66	81	- 3.05
PRODUITS HALIEUTIQUES	89	92	94	94	112	159	193	187	86	71	61	- 2.62
PRODUITS FORESTIERS	70	74	83	105	110	114	118	122	85	75	75	- .78

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
												POURCENT
1969-71=100												
<b>EXTREME-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	90	95	95	98	106	111	113	111	117	139	139	4.42
ALIMENTATION HUMAINE	87	91	87	98	115	122	114	120	135	172	180	7.92
ALIMENTATION ANIMALE	92	103	90	106	104	114	142	128	128	196	164	7.17
MATERIES PREMIERES	86	96	102	97	101	104	115	107	101	109	104	1.01
BOISSONS	108	100	100	102	97	96	97	97	108	113	110	1.23
PRODUITS HALIEUTIQUES	68	70	84	101	114	143	186	178	215	256	332	17.91
PRODUITS FORESTIERS	58	76	87	102	111	125	159	132	122	161	162	8.05
<b>ASIE A ECON. CENTR. PLANIFIÉE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	114	105	104	95	101	112	126	116	111	109	102	.84
ALIMENTATION HUMAINE	118	107	102	96	102	106	124	117	109	98	89	- .44
ALIMENTATION ANIMALE	98	102	107	84	109	80	96	71	71	102	91	- 1.98
MATERIES PREMIERES	103	98	115	91	94	141	142	111	110	141	137	3.64
BOISSONS	91	96	94	93	113	114	109	129	132	156	164	6.55
PRODUITS FORESTIERS	63	68	84	94	122	155	131	108	122	135	135	6.42

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	1969=71=100											POURCENT
<b>MONDE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	85	86	90	101	109	126	183	234	251	258	294	16.82
ALIMENTATION HUMAINE	84	84	88	100	111	130	188	254	285	273	295	18.01
ALIMENTATION ANIMALE	77	77	83	101	115	132	264	248	219	295	359	19.65
MATIERES PREMIERES	94	94	100	101	99	114	165	197	170	198	220	11.17
BOISSONS	81	87	87	106	107	122	159	167	183	258	393	16.72
PRODUITS HALIEUTIQUES	72	78	85	101	114	139	184	208	210	262	300	16.89
PRODUITS FORESTIERS	72	81	92	102	106	122	179	235	207	248	266	15.62
<b>PAYS DEVELOPPES</b>												
PRODUITS AGRICOLES	84	84	90	101	108	127	181	218	235	249	282	16.15
ALIMENTATION HUMAINE	81	81	88	100	112	132	186	234	267	262	278	17.21
ALIMENTATION ANIMALE	78	78	84	102	114	133	269	247	216	289	348	19.13
MATIERES PREMIERES	96	96	102	102	97	113	163	189	161	187	204	9.97
BOISSONS	80	87	86	106	108	123	162	168	183	261	400	16.95
PRODUITS HALIEUTIQUES	72	78	85	100	114	141	187	210	208	262	306	17.04
PRODUITS FORESTIERS	72	82	93	102	106	123	181	234	203	245	264	15.31
<b>EUROPE OCCIDENTALE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	85	83	91	100	109	129	180	210	222	234	274	15.41
ALIMENTATION HUMAINE	83	80	89	98	113	133	182	222	246	240	267	16.17
ALIMENTATION ANIMALE	82	80	86	101	113	127	248	219	192	263	317	17.13
MATIERES PREMIERES	98	96	105	100	95	112	157	180	151	184	198	9.36
BOISSONS	80	83	86	108	106	126	171	175	189	263	413	17.69
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	79	87	101	112	128	175	199	195	224	263	14.80
PRODUITS FORESTIERS	72	79	91	104	105	122	181	250	209	258	270	16.25
<b>URSS ET EUROPE ORIENTALE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	82	84	85	106	109	133	195	235	326	350	358	20.86
ALIMENTATION HUMAINE	85	84	82	107	112	145	218	254	426	460	431	24.81
ALIMENTATION ANIMALE	64	72	75	101	124	175	374	402	375	436	507	28.00
MATIERES PREMIERES	85	89	91	108	101	106	150	200	180	174	201	10.73
BOISSONS	63	71	89	101	111	131	139	176	215	258	370	18.16
PRODUITS HALIEUTIQUES	67	66	76	104	120	114	145	200	201	191	164	12.69
PRODUITS FORESTIERS	71	80	88	102	110	116	145	200	263	249	256	16.01
<b>AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	82	91	91	104	104	117	156	196	181	208	244	12.63
ALIMENTATION HUMAINE	75	84	90	104	105	120	159	216	193	189	197	11.80
ALIMENTATION ANIMALE	73	75	91	110	99	118	214	200	194	265	308	16.88
MATIERES PREMIERES	114	114	116	99	85	99	146	188	165	220	230	10.26
BOISSONS	86	100	84	106	110	116	153	149	158	248	363	14.52
PRODUITS HALIEUTIQUES	72	85	89	101	110	152	170	186	172	235	260	13.72
PRODUITS FORESTIERS	78	90	100	92	108	134	164	179	171	211	243	12.19

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
												POURCENT
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>												
.....1969-71=100.....												
PRODUITS AGRICOLES	91	84	93	103	105	111	129	223	238	213	279	15.10
ALIMENTATION HUMAINE	84	80	85	105	109	117	135	262	339	267	316	19.22
ALIMENTATION ANIMALE	84	117	77	107	115	88	58	186	111	29	50	- 7.73
MATERIES PREMIERES	96	82	99	105	95	100	124	224	155	175	199	10.65
BOISSONS	95	91	98	94	108	118	129	154	188	183	341	13.49
PRODUITS HALIEUTIQUES	78	76	84	94	122	124	164	246	223	212	273	16.14
PRODUITS FORESTIERS	77	82	90	103	108	100	146	203	219	200	229	13.49
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	90	91	90	100	110	121	188	301	318	298	345	19.66
ALIMENTATION HUMAINE	92	93	89	100	110	122	195	323	348	310	353	20.43
ALIMENTATION ANIMALE	56	60	75	93	133	130	193	272	264	391	525	26.54
MATERIES PREMIERES	84	86	93	97	110	119	175	239	213	254	299	16.29
BOISSONS	90	89	98	102	99	106	127	160	183	233	325	14.45
PRODUITS HALIEUTIQUES	75	79	83	102	114	125	156	191	221	259	259	15.86
PRODUITS FORESTIERS	68	78	86	101	112	117	164	241	231	267	287	17.37
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	87	84	85	100	115	128	182	288	349	305	376	21.25
ALIMENTATION HUMAINE	87	82	84	99	117	131	191	305	373	313	386	22.17
ALIMENTATION ANIMALE	61	62	73	101	126	109	174	251	215	299	325	20.74
MATERIES PREMIERES	86	88	85	99	116	138	175	296	290	276	306	18.41
BOISSONS	95	100	101	108	91	101	118	150	208	258	353	14.85
PRODUITS HALIEUTIQUES	83	72	76	108	116	131	163	211	259	350	317	20.24
PRODUITS FORESTIERS	67	69	84	105	111	104	147	228	234	233	250	16.53
<b>AMERIQUE LATINE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	87	90	93	99	108	124	191	303	279	278	301	17.95
ALIMENTATION HUMAINE	89	92	94	99	107	126	199	320	303	290	310	18.61
ALIMENTATION ANIMALE	51	56	69	77	154	132	249	294	227	340	511	26.70
MATERIES PREMIERES	85	91	94	96	109	109	140	227	163	196	220	11.65
BOISSONS	75	75	94	103	103	119	153	194	168	239	299	15.36
PRODUITS HALIEUTIQUES	72	79	83	103	115	107	121	149	176	156	155	8.90
PRODUITS FORESTIERS	69	83	91	104	104	109	128	224	194	193	192	11.79
<b>PROCHE-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	81	81	79	93	128	131	181	410	516	455	540	28.76
ALIMENTATION HUMAINE	79	80	75	92	134	132	189	454	575	489	570	30.54
ALIMENTATION ANIMALE	49	46	55	98	148	146	187	268	246	537	617	32.11
MATERIES PREMIERES	91	85	96	98	106	129	147	253	324	333	419	21.24
BOISSONS	98	95	100	102	98	127	139	194	212	266	389	16.59
PRODUITS HALIEUTIQUES	80	76	76	103	121	135	199	347	415	506	512	28.17
PRODUITS FORESTIERS	76	76	86	98	116	143	178	263	378	461	521	26.28

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNIELES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	POURCENT
<b>EXTREME-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	100	98	96	100	104	105	172	231	264	260	269	15.52
ALIMENTATION HUMAINE	105	101	97	101	102	105	184	251	288	265	257	15.62
ALIMENTATION ANIMALE	58	64	84	101	115	124	158	266	296	369	500	25.13
MATIERES PREMIERES	83	92	93	97	110	110	141	180	197	252	302	14.92
BOISSONS	88	81	100	97	104	74	96	105	131	174	262	10.34
PRODUITS HALIEUTIQUES	76	83	87	101	112	130	173	193	211	249	275	15.48
PRODUITS FORESTIERS	63	77	85	99	115	113	194	244	207	275	307	17.89
<b>ASIE A ECON. CENTR. PLANIFIÉE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	85	97	90	110	100	137	243	375	257	242	357	18.09
ALIMENTATION HUMAINE	86	107	88	116	96	138	231	388	272	234	376	17.87
ALIMENTATION ANIMALE	114	102	115	92	93	154	173	193	458	787	1182	32.03
MATIERES PREMIERES	82	72	94	94	111	136	278	345	215	262	304	18.78
BOISSONS	156	122	101	99	100	116	149	190	125	106	152	3.49
PRODUITS FORESTIERS	66	74	70	91	139	150	232	308	218	293	293	19.65

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	.....	1969-71=10						
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	90	93	94	101	104	112	120	115	117	127	128	3.76
ALIMENTATION HUMAINE	89	91	93	102	105	114	123	119	122	132	137	4.64
ALIMENTATION ANIMALE	77	80	89	102	110	119	128	122	123	154	156	7.00
MATERIERES PREMIERES	95	99	99	101	100	106	109	101	100	105	102	.42
BOISSONS	87	95	97	101	102	108	114	109	116	118	108	2.13
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	96	95	100	105	116	116	118	121	130	131	3.89
PRODUITS FORESTIERS	79	89	96	102	102	112	126	122	100	119	123	3.06
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	89	92	95	101	104	113	119	111	114	124	121	3.19
ALIMENTATION HUMAINE	89	90	93	101	105	115	123	116	119	131	130	4.27
ALIMENTATION ANIMALE	78	81	89	102	109	119	130	122	121	151	150	6.59
MATERIERES PREMIERES	96	99	99	102	99	105	105	95	94	99	94	.60
BOISSONS	86	95	96	101	103	109	115	108	117	118	107	2.11
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	97	96	100	104	117	117	117	118	128	133	3.73
PRODUITS FORESTIERS	79	89	97	102	101	112	127	121	98	117	120	2.75
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	91	92	96	100	103	110	113	109	111	119	117	2.69
ALIMENTATION HUMAINE	91	91	96	99	105	112	115	113	115	122	122	3.27
ALIMENTATION ANIMALE	82	83	91	101	108	115	122	111	111	141	140	5.21
MATERIERES PREMIERES	97	99	102	100	97	102	101	89	88	98	91	- 1.17
BOISSONS	86	91	96	104	100	110	118	111	120	120	111	2.73
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	100	98	99	103	111	104	104	107	113	118	1.74
PRODUITS FORESTIERS	80	89	98	103	99	109	127	121	93	118	117	2.46
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	85	87	86	106	109	127	143	123	144	158	150	7.01
ALIMENTATION HUMAINE	89	88	82	106	112	142	173	130	164	194	179	9.68
ALIMENTATION ANIMALE	65	74	79	101	120	154	166	192	200	215	211	13.81
MATERIERES PREMIERES	90	95	91	107	102	102	101	104	106	97	101	.61
BOISSONS	55	64	94	99	106	114	101	113	131	128	119	5.74
PRODUITS HALIEUTIQUES	80	91	86	105	108	94	75	93	113	111	89	.78
PRODUITS FORESTIERS	75	84	91	104	105	104	108	115	129	123	123	4.29
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	92	101	97	101	102	109	113	107	103	115	111	1.42
ALIMENTATION HUMAINE	87	93	95	103	102	110	113	108	100	115	113	1.92
ALIMENTATION ANIMALE	76	77	94	108	98	104	100	104	109	133	134	4.71
MATERIERES PREMIERES	107	116	108	98	94	107	106	105	106	112	117	.64
BOISSONS	97	114	96	96	108	108	117	107	111	115	103	.69
PRODUITS HALIEUTIQUES	90	105	98	104	98	122	118	117	103	120	119	1.83
PRODUITS FORESTIERS	86	93	100	95	105	121	123	112	94	113	122	2.12

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1969-71=10					
<b>OCEANIE DEVELOPPEE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	94	92	96	102	102	106	105	126	123	115	120	3.21
ALIMENTATION HUMAINE	100	97	93	103	104	107	111	138	149	127	137	4.98
ALIMENTATION ANIMALE	80	123	80	108	115	88	40	83	63	18	25	-16.24
MATERES PREMIERES	90	89	99	101	100	107	98	125	95	107	101	1.19
BOISSONS	89	87	99	99	102	107	107	111	119	113	123	3.21
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	89	95	94	110	101	96	123	116	116	139	4.17
PRODUITS FORESTIERS	84	89	94	102	104	104	128	143	120	98	111	2.61
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	91	95	93	102	105	108	124	131	130	138	156	5.76
ALIMENTATION HUMAINE	92	95	92	103	106	108	125	133	132	139	161	6.06
ALIMENTATION ANIMALE	55	61	80	94	126	123	103	133	152	210	250	14.15
MATERES PREMIERES	88	97	97	98	106	107	130	129	128	136	140	4.83
BOISSONS	90	94	104	102	94	98	100	111	108	123	123	2.70
PRODUITS HALIEUTIQUES	84	90	94	100	106	108	104	110	125	135	123	4.04
PRODUITS FORESTIERS	73	85	90	101	109	110	117	124	115	129	138	4.95
<b>AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	91	91	89	101	110	111	119	129	130	137	171	6.57
ALIMENTATION HUMAINE	89	88	87	101	112	113	122	131	130	136	177	7.04
ALIMENTATION ANIMALE	62	65	75	103	122	103	94	119	113	146	144	7.62
MATERES PREMIERES	92	103	90	100	110	121	129	160	161	149	154	6.71
BOISSONS	107	112	107	102	91	86	97	115	129	136	136	2.32
PRODUITS HALIEUTIQUES	82	82	83	108	109	116	128	144	144	186	173	9.34
PRODUITS FORESTIERS	71	68	85	105	110	94	108	127	111	116	123	5.20
<b>AMERIQUE LATINE</b>												
PRODUITS AGRICOLES	89	95	96	100	104	111	124	147	131	142	157	6.09
ALIMENTATION HUMAINE	90	95	96	101	103	111	128	151	137	148	164	6.74
ALIMENTATION ANIMALE	53	55	72	84	143	122	113	145	120	178	237	13.73
MATERES PREMIERES	86	99	93	96	110	105	107	118	101	110	113	1.74
BOISSONS	84	87	106	97	97	105	111	139	101	122	109	2.67
PRODUITS HALIEUTIQUES	83	90	97	99	104	95	78	81	99	83	79	- 1.93
PRODUITS FORESTIERS	75	91	95	106	99	101	99	119	101	95	99	.64
<b>PROCHE-ORIENT EN DEVELOPPEMENT</b>												
PRODUITS AGRICOLES	83	86	83	97	120	110	112	150	175	185	215	11.19
ALIMENTATION HUMAINE	81	84	80	96	125	108	114	155	183	192	228	12.23
ALIMENTATION ANIMALE	45	49	59	100	141	131	105	114	121	228	241	15.58
MATERES PREMIERES	94	95	96	99	105	125	108	136	179	173	185	8.67
BOISSONS	91	91	100	106	93	110	102	122	112	133	128	3.75
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	82	85	104	110	125	152	191	248	311	290	17.53
PRODUITS FORESTIERS	83	80	94	96	110	126	125	131	155	187	206	10.34

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	VARIAT. ANNUELLES 1968-77
1969-71=10												
EXTREME-ORIENT EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	99	100	97	102	101	98	118	108	119	130	128	3.35
ALIMENTATION HUMAINE	104	100	97	103	100	99	121	109	119	126	122	2.95
ALIMENTATION ANIMALE	54	64	89	98	113	121	94	132	178	217	252	14.11
MATERES PREMIERES	89	104	99	97	104	96	110	102	119	136	138	3.62
BOISSONS	74	82	103	97	100	95	111	103	117	132	143	4.92
PRODUITS HALIEUTIQUES	90	94	95	100	105	111	110	111	120	130	127	3.69
PRODUITS FORESTIERS	69	87	91	98	111	113	132	122	112	140	153	5.74
ASIE A ECON. CENTR. PLANIFIÉE												
PRODUITS AGRICOLES	83	97	93	112	95	124	159	156	113	110	153	4.37
ALIMENTATION HUMAINE	82	102	91	118	91	126	148	149	107	100	157	3.51
ALIMENTATION ANIMALE	109	100	113	96	91	130	91	109	270	330	413	16.80
MATERES PREMIERES	84	83	97	98	105	120	190	173	129	136	141	6.55
BOISSONS	167	129	111	91	96	111	153	180	136	111	122	2.28
PRODUITS FORESTIERS	74	80	72	87	141	152	174	185	146	163	163	9.96

TABLEAU ANNEXE II - STOCKS DE REPORT DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

Produit	Pays	Date	Moyenne	1961-65	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 <sup>a/</sup>
<u>Blé</u>														
PAYS EXPORTATEURS														
Etats-Unis		1 juin b/	30,7	22,2	26,8	22,4	26,8	16,2	9,3	11,8	18,1	30,3	32,0	
Canada		1 août	13,3 <sup>c/</sup>	23,2	27,5	20,0	16,0	9,9	10,1	8,0	8,0	13,4	12,2	
Argentine		1 décembre	1,5	0,3	0,8	0,7	0,5	0,1	1,1	1,1	0,7	1,0	0,3	
Australie		1 décembre	0,6	7,3	7,2	3,5	1,4	0,5	1,9	1,7	2,7	2,1	0,5	
Communauté économique européenne		1 août	6,5	9,1	5,5	5,8	7,5	6,1 <sup>c/</sup>	7,3	10,3	8,2	8,4	8,6	
TOTAL			52,6	62,1	67,8	52,4	52,2	32,8	29,7	32,9	37,7	55,2	53,6	
PAYS IMPORTATEURS														
Inde d/		1 avril	...	2,3	1,6	2,4	3,4	0,5	0,8	1,0	4,9	11,1	9,1	
Céréales secondaires e/														
PAYS EXPORTATEURS														
Etats-Unis f/		1 juillet	62,7	46,0	44,6	32,2	46,6	31,7	21,8	15,4	17,3	30,0	40,1	
Canada		1 août	4,3	6,7	6,9	5,4	6,2	5,8	6,2	5,6	4,4	5,0	7,7	
Argentine		1 avril	0,3	0,3	0,3	0,8	0,3	0,3	0,7	0,4	0,1	0,8	0,3	
Australie		1 décembre	0,2	1,2	1,2	1,6	1,0	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	
TOTAL			67,5	54,2	53,0	40,0	54,1	38,3	29,2	21,1	22,7	36,0	48,3	
Riz (équivalent usiné)														
PAYS EXPORTATEURS														
Pakistan g/		31 octobre	...	...	0,38	0,26	0,38	0,10	0,30	0,58	0,39	0,12	...	
Thaïlande		31 décembre	...	...	0,96	0,70	0,17	0,80	0,96	0,95	0,66	...		
Etats-Unis h/		31 juillet	0,25	0,54	0,55	0,62	50,38	0,17	0,26	0,23	1,20	1,32	0,90	
Japon g/		31 octobre	-	5,02	6,53	5,34	2,79	1,34	0,80	1,13	2,49	3,67	...	
TOTAL			...	...	...	7,18	4,25	17,8	2,16	2,90	5,03	5,77	5,30	
PAYS IMPORTATEURS														
Inde g/		31 octobre	...	...	1,20	1,56	1,00	0,57	0,47	1,19	4,43	4,36	...	
Lait écrémé en poudre														
Etats-Unis			0,18	0,10	0,06	0,04	0,02	0,03	0,14	0,21	0,23	0,32	...	
Communauté économique européenne			0,03	0,41	0,20	0,12	0,29	0,33	0,50	1,11	1,20	1,03	...	
TOTAL		31 décembre	0,21	0,51	0,26	0,16	0,31	0,36	0,64	1,32	1,43	1,35	...	
Sucre (brut)														
TOTAL MONDIAL		1 septembre	14,1	19,2	21,2	18,8	16,9	16,0	16,0	17,5	20,7	25,5	31,0	
Café														
PAYS EXPORTATEURS i/			4,30 <sup>j/</sup>	4,15	3,92	3,28	3,29	3,35	2,46	3,00	2,61	1,76	...	

a/ Estimation. - b/ 1961-69, 1er juillet. - c/ Stocks commerciaux. - d/ Uniquement stocks gouvernementaux (ou d'agences officielles); 1968-69, 31 décembre. - e/ Orge, avoine, maïs, sorgho et seigle. - Maïs et sorgho, 1er octobre. - g/ Stocks gouvernementaux seulement. - h/ Y compris le paddy en équivalent de riz usiné à 72 pour cent. - i/ 1961-69; non compris les stocks détenus par des privés au Brésil. - j/ 1963-66.

TABLEAU ANNEXE 12 - VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES

Région et pays	Tous articles						Produits alimentaires					
	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1975	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1975	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977
..... Pourcentage annuel .....												
<u>Pays développés</u>												
EUROPE OCCIDENTALE												
Autriche	3,9	3,3 <sup>a/</sup>	7,4	8,5	7,3	5,5	4,4	2,1 <sup>a/</sup>	6,7	6,3	5,9	6,3
Belgique	2,5	3,5	8,3	12,7	9,2	7,1	2,9	3,5	7,5	11,2	11,8	6,1
Danemark	5,5	7,5	9,5	9,6	9,0	11,1	4,2	7,5 <sup>b/</sup>	10,7	11,1	10,8	11,6
Finlande	5,3	4,6 <sup>b/</sup>	2,0	17,8	14,4	12,6	5,9	5,2 <sup>b/</sup>	12,4	20,6	16,3	18,6
France	3,8	4,3	8,8	11,6	9,6	9,1	4,3	3,8	9,6	11,4	10,8	11,7
Allemagne, Rép. féd.d'	2,8	2,4	6,2	6,0	4,5	3,9	2,6	1,3	5,6	5,3	5,1	2,1
Grèce	1,6	2,5	13,1	13,4	13,3	12,1	2,5	2,6	14,7	11,8	13,8	14,0
Islande	11,0	12,8	24,8	48,9	32,2	30,0	15,2	13,3	28,3	50,8	36,0	33,8
Irlande	4,2	5,3	13,0	20,9	18,0	13,7	3,9	4,3	14,3	21,5	16,5	16,4
Italie	4,9	3,0	11,4	17,0	16,8	18,4	4,6	2,2	11,6	18,0	17,1	19,3
Pays-Bas	3,5	4,8	8,6	10,2	8,8	6,7	4,0	4,3	6,9	8,0	9,9	6,7
Norvège	4,1	5,0	8,3	11,7	9,2	9,1	4,5	5,3	8,3	15,0	10,2	8,3
Portugal	2,6	6,4	15,3	15,2	21,0	23,9	2,8	5,2	16,3	23,6	23,3	30,1
Espagne	7,0	5,1	12,0	16,9	17,7	24,5	7,7	3,7	12,1	17,0	18,7	23,6
Suède	3,6	4,5	7,8	9,8	10,3	11,4	5,3	4,5	7,9	11,7	12,9	14,6
Suisse	3,2	3,4	7,9	6,7	1,7	1,3	2,9	0,9	7,3	6,2	-1,3	1,4
Royaume-Uni	3,6	4,6	12,3	24,3	16,5	15,9	3,6	4,6	15,1	25,7	19,9	19,0
Yougoslavie	13,6	10,5	19,3	24,3	11,7	15,8	17,3	9,0	19,1	24,5	14,1	20,2
AMERIQUE DU NORD												
Canada	1,6	3,8	7,4	10,8	7,5	8,0	2,2	3,4	11,1	12,9	2,6	8,4
Etats-Unis	1,3	4,2	6,7	9,1	5,8	6,5	1,4	4,0	9,5	8,5	3,1	6,3
OCEANIE												
Australie	1,8	3,1	10,2	15,1	13,6	12,3	2,0	2,1	9,8	7,5	12,3	11,6
Nouvelle-Zélande	2,7	4,1	9,8	14,7	17,0	14,3	2,4	4,1	9,4	10,6	18,5	17,1
AUTRES PAYS DEVELOPPEES												
Israël	7,1	4,0	23,9	39,3	31,3	34,6	5,6	3,1	25,1	46,1	27,7	41,9
Japon	6,0	5,4	12,0	11,9	9,3	2,1	7,2	6,1	13,0	13,0	9,1	6,7
Afrique du Sud	2,1	3,4	9,3	13,5	11,2	11,2	2,6	3,0	11,7	14,9	7,4	10,3
<u>Pays en développement</u>												
AMERIQUE LATINE												
Argentine	23,0	19,4	59,5	182,8	444,1	176,0	23,0	18,3	58,0	187,6	458,6	...
Bolivie	5,1	5,9	23,7 <sup>c/</sup>	7,9	4,5	8,1	2,1	7,8	27,2 <sup>c/</sup>	5,3	57,6	8,2
Brésil	60,0	28,0	23,7 <sup>c/</sup>	30,2	35,3	40,5	60,0	26,0	25,9 <sup>c/</sup>	29,2	34,5	39,1
Chili	27,0	26,0	225,4	374,7	211,9	92,9	30,0	26,0	245,5	359,6	212,8	175,5
Colombie	12,4	10,1	19,5	25,7	17,4	30,0	13,4	9,2	24,0	31,0	16,9	36,3
Costa Rica	2,3	2,5	14,3	17,3	3,5	4,2	2,2	3,8	14,9	16,3	-0,2	4,0
République Dominicaine	2,7	1,0	11,1	14,5	7,8	12,8	2,5	0,1	13,3	17,7	-2,8	9,3
Equateur	4,0	4,6	13,7	15,3	10,7	13,0	4,9	6,0	18,4	18,6	9,5	15,7
El Salvador	0,2	1,1	8,4	19,2	7,0	11,8	1,1	2,2	8,8	20,6	6,9	8,7
Guatemala	0,1	1,5	2,9	...	10,7	12,6	0,1	1,7	3,3	...	9,6	11,2
Guyane	1,9	1,5	8,2	8,0	9,0	8,2	2,3	2,8	12,2	8,4	13,8	8,5
Haïti	3,7	1,7	13,7	16,7	6,7	6,9	4,1	1,8	15,5	18,5	6,9	7,8
Honduras	2,7	1,6	6,5	6,2	5,1	8,4	3,2	1,8	8,0	7,9	6,0	10,9
Jamaïque	2,9	4,3	14,9	17,5	9,7	11,2	2,4	4,7	17,2	17,7	9,0	9,4
Mexique	1,9 <sup>d/</sup>	3,5	12,4	15,0	15,8	29,1	1,6 <sup>d/</sup>	3,8	13,9	12,6	12,7	28,6
Panama	1,1 <sup>d/</sup>	1,6	7,8	5,5	2,3	8,6	1,4 <sup>d/</sup>	1,7	9,9	6,8	1,2	5,8
Paraguay	...	1,2 <sup>e/</sup>	12,6	6,7	4,5	9,4	...	0,3 <sup>e/</sup>	15,4	4,6	4,2	11,3
Pérou	9,4	7,8 <sup>e/</sup>	12,1	23,7	33,4	38,1	10,5	7,1 <sup>e/</sup>	13,9	32,8	32,1	40,3
Porto Rico	2,2	3,2	8,8	8,6	2,0	4,4	3,0	4,1	12,6	8,9	-0,6	5,5

Source: Bureau international du travail, Bulletin des statistiques du travail, Genève, troisième trimestre, 1978.  
a/ 1965-69. - b/ 1967-70. - c/ 1972-75. - d/ 1962-65. - e/ 1966-70.

TABLEAU ANNEXE 12 - VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (fin)

Région et Pays	Tous articles						Produits alimentaires					
	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1975	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1975	1974 à 1975	1975 à 1976	1976 à 1977
..... Pourcentage annuel .....												
AMERIQUE LATINE (fin)												
Trinité-et-Tobago	2,2 <sup>f</sup> /	3,8	13,7	17,0	10,3	11,8	2,1 <sup>f</sup> /	3,7	17,1	16,7	7,4	6,9
Uruguay	16,2 <sup>f</sup> /	60,0	73,4	81,4	50,7	58,1	13,1 <sup>f</sup> /	60,0	76,0	70,9	47,6	64,0
Venezuela	1,7 <sup>f</sup> /	1,6	5,5	10,2	7,7	7,7	1,7 <sup>f</sup> /	0,9	8,5	14,7	8,8	12,4
EXTREME-ORIENT												
Bangladesh	...	4,0 <sup>b</sup> /	39,0 <sup>h</sup> /	24,4	-9,6	10,3	...	3,2 <sup>b</sup> /	42,0 <sup>h</sup> /	20,8	-19,5	10,1
Birmanie	...	6,4 <sup>f</sup> /	17,8	31,6	25,8	-3,8	...	2,9 <sup>f</sup> /	21,0	35,8	22,5	-3,0
Kampuchea démocratique	4,3	4,5 <sup>i</sup> /	100,9	...	...	...	2,7	6,7	112,8	...	...	...
Inde	6,1	8,9 <sup>j</sup> /	13,2	5,6	-7,8	8,4	6,5	9,8 <sup>i</sup> /	14,2	4,4	-12,6	9,9
Indonésie	...	100,0	21,3	19,0	19,9	11,1	...	100,0	25,2	20,5	22,1	10,7
Corée, Rép. de	15,4	12,3	14,3	25,4	15,3	10,2	18,3	12,5	16,8	31,9	17,8	11,6
Lao, Rép. dém. pop.	38,0	6,0 <sup>b</sup> /	35,2	84,3	...	...	39,0	4,0 <sup>b</sup> /	40,9	88,0	...	...
Malaisie (péninsulaire)	0,5	0,4 <sup>b</sup> /	6,7	6,7	2,1	4,7	0,6	0,4 <sup>b</sup> /	10,4	7,2	0,8	5,5
Népal	...	6,2	10,3	11,8	-2,2	7,3	...	7,2	9,8	9,1	-7,5	9,9
Pakistan	2,6	5,6 <sup>a</sup> /	15,2	20,9	7,2	10,1	3,8	6,0 <sup>a</sup> /	16,6	22,6	6,0	11,3
Philippines	4,8	3,6 <sup>a</sup> /	18,7	9,2	9,2	9,9	6,8	5,2 <sup>a</sup> /	20,1	6,8	9,2	9,6
Sri Lanka	1,7	4,2	8,0	6,8	1,2	1,2	1,3	4,9	9,1	7,7	-1,1	0,6
Thaïlande	1,5	2,5	9,8	4,1	4,9	8,5	2,0	4,2	11,9	4,1	5,5	11,5
PROCHE-ORIENT												
Chypre	0,3	2,9 <sup>i</sup> /	8,0	4,6	3,8	...	0,2	3,2 <sup>i</sup> /	10,2	9,2	2,6	...
Egypte	3,2	3,2 <sup>i</sup> /	5,8	9,7	10,3	12,7	6,5	6,2 <sup>i</sup> /	8,6	12,1	14,8	14,3
Iran	2,0	1,4	9,6	12,8	11,3	27,2	3,1	0,9	10,0	12,2	6,9	18,8
Irak	...	3,5 <sup>j</sup> /	11,3	9,4	10,4	7,7	...	3,1 <sup>j</sup> /	18,1	13,5	4,5	12,9
Jordanie	...	2,8 <sup>b</sup> /	6,0	12,0	15,0	31,2	...	3,1 <sup>b</sup> /	9,2	15,7	21,9	44,1
Liban	...	1,8 <sup>e</sup> /	4,5	7,6 <sup>j</sup> /	...	...	...	2,0 <sup>e</sup> /	-3,5	11,4 <sup>j</sup> /	...	...
Libye	...	6,1 <sup>a</sup> /	16,4	9,2	5,4	6,2	...	8,3 <sup>a</sup> /	15,9	7,2	12,8	12,1
Soudan	3,3 <sup>d</sup> /	3,4 <sup>a</sup> /	11,6	24,0	1,7	16,8	4,2 <sup>d</sup> /	2,8 <sup>a</sup> /	12,0	28,1	1,8	18,8
Syrie	1,3 <sup>d</sup> /	4,2 <sup>a</sup> /	16,7	16,1	14,8	...	1,3 <sup>d</sup> /	4,7 <sup>a</sup> /	18,2	18,9	14,1	...
Turquie	3,6	7,1 <sup>k</sup> /	6,2	20,1	15,3	28,4	4,8	8,7 <sup>k</sup> /	7,7	30,0	17,9	30,6
AFRIQUE												
Algérie	...	...	5,1	8,3	9,4	11,6 <sup>1</sup> /	...	...	7,2	11,3	14,7	14,5 <sup>1</sup> /
Cameroun	...	3,3 <sup>k</sup> /	10,2	13,5	9,9	14,6	...	4,6 <sup>k</sup> /	11,5	16,1	11,2	23,5
Ethiopie	...	3,0 <sup>a</sup> /	3,7	6,5	28,5 <sup>m</sup> /	16,7	3,5 <sup>d</sup> /	2,7	4,4	41,9 <sup>m</sup> /	16,8	...
Gabon	4,4 <sup>d</sup> /	3,0	11,4	28,4	28,5 <sup>m</sup> /	...	3,2 <sup>d</sup> /	2,1	2,7	10,4 <sup>m</sup> /	...	...
Gambie	...	...	10,5	26,0	17,0	12,4 <sup>1</sup> /	...	...	12,8	34,4	19,3	12,5 <sup>1</sup> /
Ghana	11,8	3,7	17,4	41,2	169,3	87,3 <sup>1</sup> /	14,0	2,1	20,3	36,7	64,1	98,8 <sup>1</sup> /
Côte-d'Ivoire	2,6	4,9	8,2	11,4	12,0	27,4	2,8	5,9	9,3	10,4	7,2	40,0
Kenya	2,0	1,7	13,9 <sup>z</sup> /	18,4	10,9	10,3	1,9	2,0	14,7	21,0	6,3	11,8
Libéria	...	4,4	12,1	13,6	5,6	6,2	...	3,4	13,7	15,4	-0,6	9,9
Madagascar	...	2,3 <sup>b</sup> /	9,7	8,3	5,0	3,0	...	2,2 <sup>b</sup> /	12,0	6,8	3,8	1,4
Malawi	...	2,0 <sup>b</sup> /	8,9	15,5	4,3	4,2	...	3,4 <sup>b</sup> /	10,7	19,1	2,3	1,7
Maurice	1,0 <sup>d</sup> /	3,0	13,1 <sup>z</sup> /	14,7	11,4	9,2	0,6 <sup>d</sup> /	3,0	14,7 <sup>z</sup> /	16,0	6,3	18,6
Maroc	4,0	0,6	5,4 <sup>h</sup> /	7,9	8,5	12,6	4,6	0,1	7,2 <sup>h</sup> /	7,6	10,2	13,8
Mozambique	1,9 <sup>o</sup> /	3,7	10,5	3,3	4,5	...	0,7 <sup>o</sup> /	4,7	11,1	11,7	8,3	...
Niger	...	3,8	7,9	9,1	23,6	23,3	...	4,4	10,6	8,2	25,9	26,7
Nigéria	3,2	5,6	11,5	31,7	21,8	21,1	2,0	8,8	13,1	42,9	25,2	33,4
Sénégal	...	...	13,0	30,3	2,7	9,6	...	16,5	3,9	-	11,9	...
Sierra Leone	3,9 <sup>p</sup> /	4,3	8,4	19,9	17,1	8,3	0,6 <sup>p</sup> /	4,8	11,0	23,2	17,4	7,3
Somalie	7,4	2,5 <sup>g</sup> /	7,5	19,3	14,1	10,6	7,5	2,8 <sup>g</sup> /	9,1	20,8	18,4	13,2
Swaziland	...	2,7 <sup>b</sup> /	9,3	12,1	6,4	16,5	...	2,5 <sup>b</sup> /	9,8	12,0	5,9	18,9
Tanzanie	1,2	3,7	13,1	26,1	6,9	11,6	1,2	2,5 <sup>a</sup> /	17,7	30,6	-0,2	13,9
Togo	...	2,1 <sup>a</sup> /	8,9	18,3	11,6	21,3	...	2,6 <sup>a</sup> /	9,7	24,6	11,8	27,3
Tunisie	4,5	2,9	4,8	9,5	5,4	6,7	4,8	3,1	5,2	9,5	6,4	5,0
Ouganda	5,4	4,0	23,4	17,0	58,9	...	7,3	3,5	24,3	20,7	65,7	...
Zaire	15,6 <sup>p</sup> /	23,0 <sup>z</sup> /	18,6	27,6	63,3	65,4 <sup>z</sup> /	19,0 <sup>p</sup> /	22,0	21,2	20,6	67,0	70,3 <sup>z</sup> /
Zambie	2,4	8,7 <sup>k</sup> /	7,1	10,0	18,9	21,3 <sup>z</sup> /	2,4	8,8	7,4	11,3	22,5	20,0 <sup>z</sup> /

Source: Bureau international du travail, Bulletin des statistiques du travail, Genève, troisième trimestre, 1978.

a/ 1965-69. - b/ 1967-70. - c/ 1972-75. - d/ 1962-65. - e/ 1966-70. - f/ 1960-62. - g/ 1962-65. - h/ 1973-75.

I/ 1965-68. - J/ Janvier-juin. - k/ 1968-70. - l/ Janvier-août. - m/ Janvier-juillet. - n/ 1970-74. - o/ 1961-65.

p/ 1961-65.

TABLEAU ANNEXE 13 - DISPOSIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT, PAR RAPPORT  
AUX BESOINS NUTRITIONNELS DANS CERTAINS PAYS ET CERTAINES REGIONS EN DEVELOPPEMENT

	Moyenne 1969-71	Moyenne 1972-74	1970	1971	1972	1973	1974	Besoins Kilocalories par jour et par habitant
	Pourcentage des besoins .....							
AFRIQUE	92	91	92	92	91	90	91	2 340
Algérie	78	86	77	79	84	86	88	2 400
Angola	85	85	85	86	85	84	86	2 350
Bénin	96	89	97	95	92	87	87	2 300
Botswana	91	87	90	94	89	87	85	2 320
Burundi	99	101	99	99	101	102	99	2 330
Cameroun	104	103	103	105	104	102	102	2 320
Empire centrafricain	96	103	97	99	102	104	102	2 260
Tchad	88	74	89	83	76	72	75	2 380
Congo	99	102	97	101	106	103	98	2 220
Ethiopie	93	88	94	93	92	89	82	2 330
Gabon	97	97	95	97	97	96	98	2 340
Gambie	97	97	98	97	96	96	98	2 380
Ghana	99	100	99	99	100	99	101	2 300
Guinée	90	86	90	90	88	87	84	2 310
Côte-d'Ivoire	113	114	114	113	113	113	115	2 310
Kenya	97	92	98	99	93	92	91	2 320
Lesotho	96	97	95	97	90	99	100	2 280
Libéria	84	86	84	85	84	86	87	2 310
Madagascar	108	104	108	107	105	102	105	2 270
Malawi	101	104	103	104	104	105	103	2 320
Mali	88	75	88	88	75	74	75	2 350
Mauritanie	86	81	87	85	79	82	82	2 310
Maurice	105	107	106	108	109	105	108	2 270
Maroc	102	107	102	105	107	107	108	2 420
Mozambique	86	85	86	85	84	87	84	2 340
Niger	85	79	83	82	79	81	78	2 350
Nigéria	89	88	89	91	90	85	88	2 360
Rhodésie	100	104	96	102	103	99	108	2 390
Rwanda	94	91	96	95	91	91	90	2 320
Sénégal	94	92	91	94	84	94	97	2 380
Sierra Leone	100	98	100	100	99	98	97	2 300
Somalie	81	83	80	83	86	84	79	2 310
Swaziland	89	91	90	94	93	92	89	2 320
Tanzanie	85	84	88	83	82	85	86	2 320
Togo	94	94	94	96	95	92	96	2 300
Tunisie	93	99	93	96	99	98	102	2 390
Ouganda	96	92	97	96	95	91	90	2 330
Haute-Volta	78	73	80	73	71	70	78	2 370
Zaïre	91	83	92	87	82	83	85	2 220
Zambie	86	87	84	87	87	85	89	2 310
EXTREME-ORIENT	94	92	94	95	93	90	93	2 220
Bangladesh	84	84	85	82	82	83	88	2 310
Bhoutan	89	90	89	89	90	90	90	2 310
Brunei	108	113	108	110	113	113	114	2 240
Birmanie	101	99	101	101	93	100	103	2 160
Kampuchea démocratique	100	94	97	100	99	99	85	2 220
Hong-kong	114	114	113	118	114	116	111	2 290
Inde	92	89	92	94	93	85	89	2 210
Indonésie	91	94	92	91	88	95	99	2 160
Corée, République de	115	117	117	121	119	117	115	2 350

SOURCE: FAO. Bilans des disponibilités alimentaires

TABLEAU ANNEXE 13 - DISPOSIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT, PAR RAPPORT AUX BESOINS NUTRITIONNELS DANS CERTAINS PAYS ET CERTAINES REGIONS EN DEVELOPPEMENT (fin)

	Moyenne 1969-71	Moyenne 1972-74	1970	1971	1972	1973	1974	Besoins
..... Pourcentage des besoins .....								Kilocalories par jour et par habitant
<b>EXTREME-ORIENT (fin)</b>								
Lao, Rép. dém. pop..	95	94	96	93	92	94	94	2 220
Malaisie								
Sabah	120	125	119	120	124	125	127	2 230
Sarawak	114	113	115	113	113	113	113	2 230
Malaisie péninsulaire	111	113	113	110	111	114	115	2 240
Népal	93	92	94	90	87	93	95	2 200
Pakistan	93	92	93	93	93	91	92	2 310
Philippines	86	86	85	85	85	87	87	2 260
Singapour	118	123	119	122	122	124	123	2 300
Sri Lanka	104	94	107	100	95	94	91	2 220
Thaïlande	103	104	103	104	102	104	107	2 220
Viet Nam, Rép. socialiste du	105	106	106	106	105	107	105	2 160
<b>AMERIQUE LATINE</b>								
Argentine	126	124	128	124	122	121	128	2 650
Bolivie	76	78	76	77	79	77	77	2 390
Brésil	105	106	103	104	106	107	105	2 390
Chili	115	112	113	117	115	106	116	2 440
Colombie	93	93	92	94	93	92	94	2 320
Costa Rica	110	112	111	112	112	111	113	2 240
Cuba	115	118	115	119	119	119	117	2 310
République Dominicaine	90	95	88	90	94	95	98	2 260
Equateur	90	91	91	88	90	91	93	2 290
El Salvador	80	82	79	82	82	81	84	2 290
Guatemala	92	91	92	91	91	91	91	2 190
Guyane	104	103	104	103	100	106	104	2 270
Haïti	87	90	87	87	90	90	90	2 260
Honduras	96	91	99	94	92	90	90	2 260
Jamaïque	111	118	112	116	122	113	119	2 240
Mexique	114	116	115	114	114	116	117	2 330
Nicaragua	107	106	107	106	107	104	106	2 250
Panama	111	101	109	111	99	99	105	2 310
Paraguay	120	118	121	120	119	117	118	2 310
Pérou	98	99	99	99	98	99	100	2 350
Uruguay	113	112	114	109	108	112	115	2 670
Vénézuela	97	97	97	97	96	97	98	2 470
<b>PROCHE-ORIENT</b>								
Afghanistan	98	99	98	98	99	99	100	2 460
Chypre	80	82	78	77	80	83	83	2 440
Egypte	118	119	116	120	122	122	113	2 480
Iran	107	105	106	106	106	104	105	2 510
Irak	90	97	90	88	95	97	98	2 410
Jordanie	95	99	95	97	98	99	101	2 410
Liban	94	90	92	93	93	87	90	2 460
Libye	100	101	100	101	101	101	101	2 480
Arabie Saoudite	108	114	108	108	111	115	117	2 360
Soudan	98	100	97	98	96	100	102	2 420
Syrie	89	88	90	91	89	87	88	2 350
Turquie	99	102	98	101	101	101	104	2 480
Yémen, Rép. arabe du	112	112	112	114	112	112	113	2 520
Yémen, Rép. dém. pop. du	76	82	71	81	82	83	82	2 420

SOURCES: FAO. Bilan des disponibilités alimentaires

TABLEAU ANNEXE 14 - PRINCIPAL

Région et pays	Taux de croissance annuel moyen (d'après des données NU/FAO)		Durée et portée du plan <sup>a/</sup>	Objectifs fixés dans le plan national de développement					
				Taux de croissance prévu:			Production agricole		
	Population	Demande intérieure de produits alimentaires		PIB	Emploi total				
Pourcentage annuel .....									
AMERIQUE LATINE									
Bolivie	2,5	5,0	1976-80C/AS	7,7 <sup>f/</sup>	2,9	7,4	6,8		
Brésil	2,9	4,7	1975-79C	10,0 <sup>i/</sup>	3,5 <sup>i/</sup>	7,0 <sup>i/</sup>	8,4		
Chili	1,8	0,9	1975-80 AS	6,6 <sup>f/</sup>	4,0 <sup>i/</sup>	4,8 <sup>i/</sup>	7,5		
Costa Rica	2,8	4,1	1974-78C	5,0-6,5 <sup>k/</sup>	5,3	4,7	...		
République Dominicaine	3,3	5,6	1976-79AS	...	...	5,2	...		
El Salvador	3,2	3,2	1977-82C/AS	7,5	3,6	5,5	4,9		
Guatemala	3,0	4,6	1975-79C	9,1	3,1	5,0	4,7		
Haïti	1,5	2,6	1976-81C/AS	5,0	...	3,0	4,7		
Honduras	3,5	3,2	1974-78C	7,0	6,1 <sup>i/</sup>	8,1	5,7		
Nicaragua	3,3	3,6	1975-79PS	6,1	1,7	6,5	...		
Panama	2,9	4,1	1976-80PS	7,0 <sup>f/</sup>	2,5	5,7	3,7		
Pérou	3,0	4,9	1975-78C	6,5 <sup>f/</sup>	2,5	4,5 <sup>i/</sup>	...		
Vénézuela	3,0	2,7	1976-80PS	8,2	0,5	9,6	10,6		
EXTREME-ORIENT									
Bangladesh	1,7	2,5	1973-78C	5,5 <sup>f/</sup>	...	4,6	6,4 <sup>r/</sup>		
Fidji	2,1	...	1975-80C	7,0 <sup>f/</sup>	3,0	4,6	13,4 <sup>r/</sup>		
Inde	2,5	1,9	1974-79C	4,4	...	3,9	3,6		
Indonésie	2,6	5,0	1974-79C	7,5 <sup>f/</sup>	...	4,6	4,4		
Corée, Rép. de	2,0	4,5	1977-81C	9,0 <sup>f/</sup>	3,1	4,0	3,3		
Malaisie	2,8 <sup>a/</sup>	3,0	1976-80C	8,5	3,3	7,3	...		
Thaïlande	3,3	4,8	1977-81C	7,0	2,3	5,0	...		
PROCHE-ORIENT									
Afghanistan	2,4	3,3	1976-83C	6,2	2,1	4,7	...		
Iran	3,0	4,7	1973-78C	25,9	3,0	7,0	9,0		
Libye	4,1	4,8	1976-80C	10,7	6,5	15,8	9,0		
Arabie Saoudite	3,0	5,5	1975-80C	10,2	7,8	4,0	...		
Somalie	2,6	2,3	1974-78PS	...	...	...	...		
Soudan	3,1	3,5	1977-83C	7,5	...	6,5	...		
Syrie, Rép. arabe de	3,3	4,9	1976-80C	12,0	4,9	8,0-10,0 <sup>u/</sup>	9,7		
Turquie	2,5	3,5	1973-77C	7,9	6,2	4,6	3,4		
Yémen, Rép. arabe du	3,0	4,5	1976-80C	8,2	1,7	5,5 <sup>u/</sup>	5,2		
Yémen, Rép. dém. pop. du	2,9	1,8	1975-79C	13,4	7,2	10,8	8,6		
AFRIQUE									
Burundi	2,4	2,1	1973-77C	...	...	...	...		
Cameroun	1,9	2,6	1976-81C	7,1	6,2	...	...		
Congo	2,5	3,3	1975-77C	...	...	...	...		
Gabon	1,0	4,3	1976-80C	5,5	6,7	3,5	...		
Gambie	1,9	4,3	1975-80C	...	...	4,7	7,0		
Ghana	2,7	5,1	1975-80C	5,5	...	...	...		
Guinée	2,4	2,5	1973-78C	...	...	...	...		
Côte-d'Ivoire	2,5	3,6	1976-80C	8,7	...	6,9	10,7		
Kenya	3,3	1,8	1974-78C	8,0	3,2	5,2	7,0		
Lesotho	1,9	...	1976-80C	7,9	2,1	6,5	2,3		
Libéria	2,3	2,8	1976-80C	6,8	3,0-3,5	...	...		
Madagascar	3,0	2,3	1973-77C	3,2	...	3,0	...		
Malawi	2,4	6,3	1971-80C	8,2	...	5,4	...		
Mali	2,5	5,4	1974-78C	7,1	...	4,5	...		
Maurice	1,8	2,8	1975-80C	6,9	4,7	...	...		
Niger	2,7	-1,2	1976-78C	...	...	...	...		
Nigéria	2,7	2,9	1975-80C	9,5	2,6	5,0	5,0		
Sénégal	2,9	0,5	1977-81C	5,8	2,2	...	...		
Sierra Leone	2,4	1,4	1975-79C	6,2	2,0	4,6	6,5		
Swaziland	2,7	..	1973-77C	5,0	...	...	...		
Togo	2,8	0,4	1976-80C	8,0	...	5,2	...		
Tunisie	2,3	7,1	1977-81C	7,5	4,0	3,6	3,5		

a/ PE = Plan d'ensemble; SP = secteur public; SA = secteur agricole. - b/ Chaque fois que cela a été possible on a donné le montant des investissements nets. Toutefois, dans de nombreux cas, aucun distinction n'est établie dans le plan, et les chiffres peuvent se rapporter aux investissements bruts ou comprendre certains éléments de dépenses renouvelables. Le secteur agricole englobe la production animale, les pêches, les forêts, l'irrigation, la mise en valeur des terres, le développement communautaire, et la vulgarisation agricole. - c/ La mise en valeur des terres et des eaux comprend la bonification et le défrichement des terres, l'irrigation, les projets de drainage et de lutte contre les inondations ainsi que les barrages et les digues qui font partie de ces projets; création de pâturages permanents; construction et empoissonnement des étangs de pisciculture. Toutefois les données dont on dispose sur les pays ne correspondent pas toujours entièrement à cette définition.

## CARACTERISTIQUES DES PLANS DE DEVELOPPEMENT EN COURS

Objectifs fixés dans le plan national de développement								
Taux de croissance prévu:		Investissement prévu b/						
Consommation d'engrais	Recettes d'exportation		Part des investissements totaux dans le PIB	Part des investissements publics dans les investissements totaux	Part de l'agriculture dans:		Part des dépenses pour la mise en valeur des terres et des eaux dans les investissements totaux c/	Part des ressources extérieures dans les dépenses totales du plan
	Totales	Agriculture			Investissements totaux	Investissements publics		
..... Pourcentage annuel .....								
9,2 14,1	...	17,9 20,0	28,0 <sup>a/</sup> 25,0 <sup>b/</sup>	70,0 <sup>b/</sup> 19,0 <sup>b/</sup>	9,6 6,0	10,1 3,5	...	31,0 ...
...	...	11,8	13,0 <sup>a/</sup> 27,0 <sup>c/</sup>	47,0	...	...	...	...
...	9,6	9,1	27,0 <sup>c/</sup>	27,9	15,0	...	...	24,8
...	4,2	...	...	...	...	...	...	...
8,4 13,2	7,1 7,0	5,1 3,7	24,0 <sup>a/</sup> 13,6 <sup>a/</sup>	41,9 44,0	...	...	14,0	...
...	9,3	8,0	19,9 <sup>a/</sup>	67,0	15,0	18,8	29,0	50,0
...	...	7,9	...	33,6	13,8	11,2	...	25,8
14,0 <sup>d/</sup> 18,0	7,2 15,6	9,5 ...	16,0 <sup>a/</sup> 18,5 <sup>a/</sup>	54,4 50,0	4,9 6,4	7,6 12,8	...	28,0 ...
	25,4	11,0	25,0	53,0	9,0	7,0	3,0	16,0
..... Pourcentage annuel .....								
...	7,5	...	12,8 <sup>a/</sup>	87,5	23,8	26,3	...	40,0
5,0	8,3	8,6	22,7 <sup>a/</sup>	54,0	...	21,8	16,8	...
...	8,5	...	18,2	61,0	...	12,0	...	8,4
...	23,5	...	21,1	44,0	...	19,1	...	22,0
...	16,0	...	25,4 <sup>a/</sup>	...	11,2	...	...	...
...	13,4	...	27,8	40,3	10,7	25,5	5,9	12,8
...	14,0	...	11,1	41,9	15,5	36,9	10,5	12,8
..... Pourcentage annuel .....								
...	8,2	...	19,1	84,7	18,2	24,7	...	65,8
22,6	...	...	26,0	66,0	11,4	12,8	...	0,0
...	7,9	...	30,5	87,0	12,0	12,0	...	0,0
...	...	...	30,0	...	8,0	...	...	0,0
...	...	...	...	...	...	40,0	22,0	66,0
...	11,0	11,0	22,0	58,0	26,0	30,0	...	52,0
15,6	7,0	...	29,0	83,0	3,5	4,3	20,0	...
31,0	9,4	2,8	24,2	56,3	11,7	52,7	5,0	3,6
...	12,3	...	47,0	48,3	14,2	12,7	56,7	41,2
...	20,0	...	21,4	99,0	36,8	37,0	29,4	55,0
..... Pourcentage annuel .....								
...	...	...	19,5	...	39,0	...	...	80,5
...	...	...	29,0	100,0	17,3	16,6	...	0,0
...	3,7	...	49,0	68,0	3,5	4,5	...	...
...	2,0	...	...	...	14,9	...	...	...
...	...	...	...	34,4	3,6	9,4	...	...
8,3	5,6	32,0	51,9	13,6	26,2	...	...	...
7,0	2,2	26,3	31,6	...	22,3	...	...	15,2
22,0	...	13,5 <sup>a/</sup>	...	...	32,6	5,0	...	...
13,0	...	9,0 <sup>d/</sup>	...	19,3	19,3	...	...	60,5
6,0	...	15,0	61,5	23,2	31,1	...	...	30,0
10,0	9,0	23,8	36,7	8,2	19,3	...	...	...
8,1	...	36,0	...	33,7	...	...	...	85,0
...	...	28,0	...	...	...	...	...	32,0
...	5,0	0,6	26,6	66,7	8,3	6,5	...	0,0
12	...	...	...	...	...	...	...	...
...	8,2	9,1	22,9	45,6	15,5	25,6	5,9	33,1
...	...	...	...	...	...	19,0	...	83,6
...	...	...	33,0	88,4	21,8	...	...	35,1
10,0	4,7	25,0	43,0	15,8	26,2	...	...	10,0

d/ Part des investissements publics dans le PIB. - e/ Production alimentaire totale. - f/ PNB. - g/ Part des investissements totaux dans le PNB. - h/ Les investissements totaux ne comprennent pas les investissements privés dans le développement agricole et technologique. Les données sur les investissements ne se réfèrent qu'à 1979. i/ Emploi dans le secteur agricole seulement. - j/ Non compris les pêches dont le taux de croissance annuel prévu est de 16,9 pour cent. - k/ Hypothèses faibles et fortes. - n/ 27 pour cent du PIB en 1978. - o/ Non compris les pêches dont le taux de croissance annuel prévu est de 9,6 pour cent. - p/ Taux annuel moyen 1973-85. q/ 1975-76. - r/ Le taux de croissance annuel prévu pour la production alimentaire totale est de 2,7 pour cent. - s/ Malaisie péninsulaire seulement. - u/ Le taux de croissance se réfère au PIB agricole.

**Foto-Tipo-lito SAGRAF - Napoli**

## AGENTS ET DÉPOSITAIRES DE LA FAO

<b>Algérie</b>	Société nationale d'édition et de diffusion, 3, boulevard Zirout-Youcef, Alger.
<b>Allemagne, Rép. féd. d'</b>	Alexander Horn Internationale Buchhandlung, Spiegelgasse 9, Postfach 3340, Wiesbaden.
<b>Antilles néerlandaises</b>	St. Augustinus Boekhandel, Abraham de Veerstraat 12, Willemstad, Curaçao.
<b>Arabie Saoudite</b>	University Bookshop, Airport Road, P.O. Box 394, Riyadh.
<b>Argentine</b>	Editorial Hemisferio Sur S.R.L., Librería Agropecuaria, Pasteur 743, Buenos Aires.
<b>Australie</b>	Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood, Vic. 3066; The Assistant Director, Sales and Distribution, Australian Government Publishing Service, P.O. Box 84, Canberra, A.C.T. 2600, and Australian Government Publications and Inquiry Centres in Canberra, Melbourne, Sydney, Perth, Adelaide and Hobart.
<b>Autriche</b>	Gerold & Co., Buchhandlung und Verlag, Graben 31, 1011 Vienne.
<b>Bangladesh</b>	Agricultural Development Agencies in Bangladesh, P.O. Box 5045, Dacca 5.
<b>Belgique</b>	Service des publications de la FAO, M.J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1060 Bruxelles. CCP 000-0808993-13.
<b>Belize</b>	The Belize Bookshop, P.O. Box 147, Belize.
<b>Bolivie</b>	Los Amigos del Libro, Perú 3712, Casilla 450, Cochabamba; Mercado 1315, La Paz; René Moreno 26, Santa Cruz; Junín esq. 6 de Octubre, Oruro.
<b>Brésil</b>	Livraria Mestre Jou, Rua Guapá 518, São Paulo 10; Rua Senador Dantas 19-S205/206, Rio de Janeiro; PRODIL, Promoção e Dist. de Livros Ltda., Av. Venâncio Aires 196, Caixa Postal 4005, Porto Alegre, RS; Livraria Dom Bosco, Rua 14 de Julho 2818, Caixa Postal 962, Campo Grande, MT; A NOSSA LIVRARIA, CLS 103, Bloco C, Lojas 2/6, Brasília, D.F.; FIMAC, Distribuidora de Livros Ltda., Rua de Bahia 478, Loja 10, Belo Horizonte, ME; METRO CUBICO, Livros e Revistas Técnicas Ltda., Praça São Sebastião, Rua 10 de Julho 613, Caixa Postal 199, Manaus, Amazonas; Distribuidora Luso Mercantil, Rua 13 de Maio 524, Caixa Postal 1124, Belém, Pará; G. Lisboa Livros Ltda., Rua Princesa Isabel 129, Recife, PE; Livraria Cometa Distribuidora Ltda., Rua da Independência 46, Salvador, Bahia.
<b>Canada</b>	Renouf Publishing Co. Ltd., 2182 Catherine St. West, Montréal, Que. H3H 1 M7.
<b>Chine</b>	China National Publications Import Corporation, P.O. Box 88, Pékin.
<b>Chili</b>	Tecnolibro S.A., Merced 753, entrepiso 15, Santiago.
<b>Chypre</b>	MAM, P.O. Box 1722, Nicosie.
<b>Colombie</b>	Litexsa Colombiana Ltda., Calle 55, Nº 16-44, Apartado Aéreo 51340, Bogotá.
<b>Corée, Rép. de</b>	The Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5 2-Ka, Chong-ro, Séoul.
<b>Costa Rica</b>	Librería, Imprenta y Litografía Lehmann S.A., Apartado 10011, San José.
<b>Cuba</b>	Empresa de Comercio Exterior de Publicaciones, O'Reiley 407, La Havane.
<b>Danemark</b>	Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague S.
<b>El Salvador</b>	Librería Cultural Salvadoreña S.A., Calle Arce 423, Apartado Postal 2296, San Salvador.
<b>Equateur</b>	Su Librería Cía. Ltda., García Moreno 1172, Apartado 2556, Quito; Calle Chimborazo 416, Guayaquil.
<b>Espagne</b>	Mundi Prensa Libros S.A., Castelló 37, Madrid - 1; Librería Agrícola, Fernando VI 2, Madrid - 4.
<b>Etats-Unis d'Amérique</b>	UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, N.Y. 10010; pour le courrier: P.O. Box 433, Murray Hill Station, New York, N.Y. 10016.
<b>Finlande</b>	Akateeminen Kirjakauppa, 1 Keskuskatu, Helsinki.
<b>France</b>	Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, 75005 Paris.
<b>Ghana</b>	Fides Enterprises, P.O. Box 1628, Accra; Ghana Publishing Corporation, P.O. Box 3632, Accra. «Eleftheroudakis», 4 Nikis Street, Athènes.
<b>Grèce</b>	Distribuciones Culturales y Técnicas «Artemis», Quinta Avenida 12-11, Zona 1, Guatemala.
<b>Guatemala</b>	Conselho Nacional da Cultura, Avenida da Unidade Africana, C.P. 294, Bissau.
<b>Guinée-Bissau</b>	Guyana National Trading Corporation Ltd., 45-47 Water Street, Georgetown.
<b>Guyane</b>	Max Bouchereau, Librairie «A la Caravelle», B.P. 111, Port-au-Prince.
<b>Haïti</b>	The Bookstore, Apartado Postal 167-C, Tegucigalpa.
<b>Honduras</b>	Swindon Book Co., 13-15 Lock Road, Kowloon.
<b>Hong-kong</b>	Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
<b>Inde</b>	P.T. Gunung Agung, 6 Kwitang, Djakarta.
<b>Indonésie</b>	National House for Publishing, Distributing and Advertising, Rashid Street, Bagdad.
<b>Irak</b>	Iran Book Co. Ltd., 127 Nadershah Avenue, P.O. Box 14-1532, Téhéran.
<b>Iran</b>	The Controller, Stationery Office, Dublin.
<b>Irlande</b>	Snaebjörn Jónsson and Co. h.f., Hafnarstraeti 9, P.O. Box 1131, Reykjavik.
<b>Islande</b>	Emanuel Brown, P.O. Box 4101, 35 Allenby Road and Nachlat Benyamin Street, Tel-Aviv; 9 Schlomzion Hamalka Street, Jérusalem.
<b>Israël</b>	

## AGENTS ET DÉPOSITAIRES DE LA FAO

<b>Italie</b>	Section distribution et ventes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome; Libreria Scientifica Dott. L. De Biasio « Aeiou » via Meravigli 16, 20123 Milan; Libreria Commissionaria Sansoni « Licoso » Via Lamarmora 45, C.P. 552, 50121 Florence.
<b>Jamaïque</b>	Teacher Book Centre Ltd., 95 Church Street, Kingston.
<b>Japon</b>	Maruzen Company Ltd., P.O. Box 5050, Tokyo Central 100-31.
<b>Kenya</b>	Text Book Centre Ltd., P.O. Box 47540, Nairobi.
<b>Koweït</b>	Saeed & Samir Bookstore Co. Ltd., P.O. Box 5445, Koweït.
<b>Luxembourg</b>	Service des publications de la FAO, M.J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1050 Bruxelles (Belgique).
<b>Maroc</b>	Librairie « Aux Belles Images », 281 avenue Mohammed V, Rabat.
<b>Maurice</b>	Nalanda Company Limited, 30 Bourbon Street, Port-Louis.
<b>Mexique</b>	Dilitsa S.A., Puebla 182-D, Apartado 24-448, Mexico 7, D.F.
<b>Nicaragua</b>	Librería Interamericana Nicaragüense S.A., Apartado 2206, Managua.
<b>Nigéria</b>	University Bookshop (Nigeria) Ltd., University of Ibadan, Ibadan.
<b>Norvège</b>	Johan Gründt Tanum Bokhandel, Karl Johansgt. GT 41-43, Oslo 1.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Government Printing Office: Government Bookshops at Rutland Street, P.O. Box 5344, Auckland; Alma Street, P.O. Box 857, Hamilton; Mulgrave Street, Private Bag, Wellington; 130 Oxford Terrace, P.O. Box 1721, Christchurch; Princes Street, P.O. Box 1104, Dunedin.
<b>Pakistan</b>	Mirza Book Agency, 65 The Mall, Lahore 3.
<b>Panama</b>	Distribuidora Lewis S.A., Edificio Dorasol, Calle 25 y Avenida Balboa, Apartado 1634, Panama 1.
<b>Paraguay</b>	Agencia de Librerías Nizza S.A., Paraguari 144, Asunción.
<b>Pays-Bas</b>	N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
<b>Pérou</b>	Librería Distribuidora Santa Rosa, Jirón Apurímac 375, Casilla 4937, Lima.
<b>Philippines</b>	The Modern Book Company, 928 Rizal Avenue, Manille.
<b>Pologne</b>	Ars Polona-Ruch, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
<b>Portugal</b>	Livraria Bertrand, S.A.R.L., Apartado 37, Amadora; Livraria Portugal, Dias y Andrade Ltda., Apartado 2681, Rua do Carmo 70-74, Lisbonne-2; Edições ITAU, Adva. República 46A c/v-E, Lisbonne-1.
<b>Rép. Dominicaine</b>	Fundación Dominicana de Desarrollo, Casa de las Gárgolas, Mercedes 4, Saint-Domingue.
<b>Roumanie</b>	Ilexim, Calea Grivitei № 64-66, B.P. 2001, Bucarest.
<b>Royaume-Uni</b>	Her Majesty's Stationery Office, 49 High Holborn, Londres, WC1V 6HB (seulement aux visiteurs); P.O. Box 569, Londres, SE1 9NH (commandes commerciales et expédiées par poste, Londres et région); 13a Castle Street, Edimbourg EH2 3AR; 41 The Hayes, Cardiff CF1 1JW; 80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY; Brazenose Street, Manchester M60 8AS; 258 Broad Street, Birmingham B1 2HE; Souther House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ.
<b>Sénégal</b>	Librairie Africa, 58, avenue Georges Pompidou, B.P. 1240, Dakar.
<b>Somalie</b>	« Samater's », P.O. Box 936, Mogadishu.
<b>Sri Lanka</b>	M.D. Gunasena and Co. Ltd., 217 Norris Road, Colombo 11.
<b>Suède</b>	C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan 2, 103 27 Stockholm 16.
<b>Suisse</b>	Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Buchhandlung und Antiquariat, Heinemann & Co., Kirchgasse 17, 8001 Zurich.
<b>Suriname</b>	VACO nv in Suriname, P.O. Box 1841, Domineenstraat 26/32, Paramaribo.
<b>Tanzanie</b>	Dar es-Salaam Bookshop, P.O. Box 9030, Dar es-Salaam.
<b>Thaïlande</b>	Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
<b>Togo</b>	Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé.
<b>Trinité-et-Tobago</b>	The Book Shop, 111 Frederick Street, Port of Spain.
<b>Tunisie</b>	Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis.
<b>Turquie</b>	Güven Bookstores, Güven Bldg., P.O. Box 145, Müdafaa Cad. 12/5, Kızılay-Ankara; Güven Ari Bookstores, Ankara Cad. № 45, Cağaloğlu-Istanbul; Güven Bookstore, S.S.K. Konak Tesisleri P-18, Konak-Izmir.
<b>Uruguay</b>	Librería Editorial Juan Angel Peri, Alzaibar 1328, Casilla de Correos 1755, Montevideo.
<b>Venezuela</b>	Blume Distribuidora S.A., Av. Rómulo Gallegos esq. 2a. Avenida, Centro Residencial « Los Almendros », Torre 3, Mezzanina, Ofc. 6, Urbanización Montecristo, Caracas.
<b>Yougoslavie</b>	Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Zalozba, P.O. Box 201-IV, Ljubljana; Prosveta Terazije 16, P.O. Box 555, 11001 Belgrade.
<b>Autres pays</b>	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents ou des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section distribution et ventes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.